

LA COMMUNE
ET LE
CORPS DE VILLE DE SENS
(1146-1789)

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 30 Mai 1942, à 14 heures

PAR

Juliette TURLAN

MEMBRES DU JURY :

PRÉSIDENT : M. LE BRAS, *Professeur*

SUFFRAGANTS { M. REGNAULT, *Professeur*
M. Félix OLIVIER-MARTIN, *Professeur*

LIBRAIRIE DU RECUEIL SIREY - PARIS

1942

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Nom du Candidat : **TURLAN.**

Prénom : **Juliette.**

Date de la soutenance : 30 Mai, à 14 heures.

Numéro d'ordre :

(Ces deux mentions seront complétées par le service de la Bibliothèque)

TURLAN (Juliette). — La Commune et le Corps de Ville de Sens. — Paris, Sirey, éditeur, 1942, in-8°, pages.

(Thèse de Droit, Paris 1942,
n°)

TURLAN (Juliette). — La Commune et le Corps de Ville de Sens. — Paris, Sirey, éditeur, 1942, in-8°, pages.

(Thèse de Droit, Paris 1942,
n°)

TURLAN (Juliette). — La Commune et le Corps de Ville de Sens. — Paris, Sirey, éditeur, 1942, in-8°, pages.

(Thèse de Droit, Paris 1942,
n°)

TURLAN (Juliette). — La Commune et le Corps de Ville de Sens. — Paris, Sirey, éditeur, 1942, in-8°, pages.

(Thèse de Droit, Paris 1942,
n°)

LA COMMUNE
ET LE
CORPS DE VILLE DE SENS
(1146-1789)

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 30 Mai 1942, à 14 heures

PAR

Juliette TURLAN

MEMBRES DU JURY :

PRÉSIDENT : M. LE BRAS, *Professeur*

SUFFRAGANTS { M. REGNAULT, *Professeur*
M. Félix OLIVIER-MARTIN, *Professeur*

LIBRAIRIE DU RECUEIL SIREY - PARIS

1942

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni im-
probation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions
doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*



A MON PÈRE, A MA MÈRE,

J. T.

AVANT-PROPOS

Nous nous proposons de soumettre au lecteur une étude sur « La Commune et le Corps de Ville de Sens » dans leurs rapports avec l'Administration Centrale.

Notre travail n'est pas aussi complet que nous l'aurions souhaité : les difficultés actuelles ont considérablement ralenti notre tâche et nous avons dû nous borner à étudier l'établissement et le fonctionnement de notre institution sans insister autant que nous l'aurions voulu sur les détails de l'administration municipale.

Aussi curieux qu'il puisse paraître, un fait s'est imposé à nous : la carence d'études d'ensemble sur notre ville. Quelques excellents travaux et quelques bonnes monographies nous ont été d'un précieux secours, mais des institutions locales assez importantes n'ont eu, à notre connaissance, aucun historien ; c'est ainsi que nous avons dû nous borner à signaler, sans insister, la milice bourgeoise de Sens, aucun travail n'ayant traité à elle. Par contre, nous avons suivi pas à pas un précieux recueil, le *Cartulaire Sénonais* de BALTHASAR TAVEAU, édité par M. G. JULLIOT sous les auspices de la Société Archéologique de Sens, et qui est un Inventaire très fidèle des Chartes et Privilèges de la ville, rédigé en 1572, par B. Taveau, Procureur au Bailliage. Inventaire qui fut poursuivi au xvii^e siècle, malheureusement d'une façon irrégulière et fort incomplète.

En ce qui concerne l'antiquité de Sens et l'étude des

circonstances qui entourent la création de sa Commune, de nombreux détails nous ont été fournis par les *Chroniques des Historiens de France*. Sens, à cette époque, comprenait de nombreux monastères, dont le plus important, St Pierre-le-Vif, possédait une juridiction s'exerçant parfois très loin, jusqu'en Auvergne (1). Ses chartes ont concouru très heureusement à la rédaction de nombreuses chroniques. Les séries J, et JJ, des Archives Nationales nous ont donné des renseignements sur l'exécution des ordres royaux. Les *Olim* (éd. BEUGNOT) nous ont apporté l'écho des difficultés que rencontra à chaque pas la Commune renaissante.

Cette étude de la Commune fut grandement facilitée par les ouvrages de M. QUANTIN ; un bref opuscule sur *l'Histoire de la Commune de Sens*, rédigé d'après les chartes qu'il inventoria et publia, retraçait pour nous les lignes principales de la vie communale. Les « *Cartulaire Général de l'Yonne* » et « *Recueil de pièces pour y faire suite* » nous rendirent facilement accessibles un bon nombre de documents. Des pièces publiées dans la *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, des pièces extraites des Archives Communales de Sens vinrent compléter notre documentation.

En ce qui concerne l'établissement et le fonctionnement du Corps de Ville de Sens, la collection des *Ordonnances du Louvre* établit pour nous la volonté royale ; les sources locales, Archives Départementales de l'Yonne (série concernant les anciennes juridictions), Archives Communales de Sens, particulièrement les séries de comptes et délibérations quoique ces archives soient très mutilées, nous permirent de retrouver sur place, exécutés ou non, les ordres venus de l'Administration Centrale. Enfin, mine inépu-

(1) Mauriac, dans le Cantal, dépendait de Saint-Pierre-le-Vif de Sens. Bibl. Nat. Coll. de Champagne; vol. 42, fo 30-31.

sable et particulièrement intéressante pour l'histoire d'une Institution, le *Fonds du Parlement* dans les Registres X¹², nous fournit de multiples documents tous de valeur, récompensant les pénibles efforts de prospection accomplis grâce aux Tables de LE NAIN et de BLANCHARD. Les *Arrêts du Conseil*, de la série E des Archives Nationales, nous permirent de suivre de façon très étroite la politique royale en matière financière et de voir de quelle manière s'établit la tutelle administrative sur notre ville. Le XVIII^e siècle put être étudié grâce au *fonds JOLY DE FLEURY*, auquel il faut adjoindre les *Collections de Champagne*, DUPUY, les *Cinq-Cents de COLBERT* et les sources locales.

*
* *

Nous tenons à remercier, avec déférence, M. le Professeur Le Bras, qui accepta avec une très grande bienveillance de s'intéresser à notre travail, de nous donner de judicieux conseils et voulut bien accepter de présider cette thèse.

L'expression de notre profonde reconnaissance va vers M. Pierre Daudet, Professeur à la Faculté Libre de Droit, qui éveilla en nous le goût des études historiques et nous guida dans nos recherches et nos difficultés.

Enfin, nous voudrions assurer de notre gratitude tous ceux qui, de près ou de loin, ont permis à cette étude d'être moins imparfaite.

INTRODUCTION

Nous avons entrepris cette étude sur la Commune et le Corps de Ville de Sens en nous plaçant, autant que possible, du point de vue des rapports réciproques du Gouvernement Central et de notre Ville. Autrement dit, nous avons essayé, d'après les textes, de dégager les principes directeurs de la Monarchie française eu égard à la bonne ville de Sens, de voir comment ceux-ci se sont exécutés sur place et dans quelle mesure le pouvoir royal a tenu compte des désirs locaux pour orienter sa politique.

Ainsi nous avons eu à esquisser la vie d'une ville au passé historique brillant mais qui, peu à peu, perdit de son éclat au point de passer du rang de métropole à celui de simple sous-préfecture de province, un peu repliée sur elle-même, comme pour éviter de nouveaux coups du sort.

Quelles causes attribuer à ce déclin ? Depuis les brillantes foires de Champagne qui faisaient passer à Sens la foule nombreuse des riches marchands, des forains et de tout ce menu peuple satellite des grandes réunions commerciales, quel chemin parcouru, lorsqu'à la fin de l'Ancien Régime, les marchands sénonais réclament une ultime fois qu'on veuille bien les protéger par une jurande (1) !

L'histoire de Sens se confond presque avec celle de ses démembrements. Démembrement de son Archevêché, de son Bailliage et diminution du rang politique et administratif de la cité elle-même.

(1) Arch. Dép. Yonne : 40 B 70. Requête de 1742.

Les anciens sceaux de l'Archevêché de Sens portaient le mot « CAMPONT » formé des initiales des évêchés suffragants et témoignage de l'étendue du ressort juridictionnel de l'Archevêque de Sens (1). En effet, les évêchés de Chartres, Auxerre, Meaux, Paris, Orléans, Nevers et Troyes, relevaient de Sens.

Progressivement Sens perdit sa puissance, qui, à une certaine époque devait être plus honorifique que réelle, mais qui n'en donnait pas moins une gloire éclatante à notre ville. Chartres, Orléans et Meaux, détachés de Sens, devinrent suffragants de Paris qui — coup rude et très vivement ressenti par Sens — au xvii^e siècle, en 1622, fut non seulement séparé de Sens mais encore érigé en Archevêché. Le coup fut dur pour notre antique cité et le roi Louis XIII tenta de l'adoucir en accordant aux Sénonais, sur leur requête, certaines prérogatives financières (2).

Le Roi autorise la ville à percevoir un droit de 4 sols par muid de vin (mesure de Paris) passant sous les ponts d'Yonne et il accorde à la ville un abonnement perpétuel à la taille pour 13.000 livres par an.

Les Sénonais d'alors avaient bien vu que toutes ces atteintes à la gloire de leur ville ne pouvaient que lui être funestes et les termes de leur requête étaient pressants et éloquentes. Ils font valoir que « encores que lesd. tiltres d'archevesché et primatie y demeurent néantmoins ladite ville de Paris qui est maintenant la capitale ville du Royaulme, ayant ledit tiltre d'archevesché, celui de Sens sera doresnavant en peu de condération et la ville se verra comme déserte estant privée des personnes qui y venoient en affluence de Paris pour les affaires qui se

(1) M. QUANTIN : *Mémoire sur les Archives historiques du Sénonais* dans *Bull. Sté Sc. histor. et nat. Yonne*, t. XXV, 1871, p. 135.

(2) Arch. Nat. : E 81, f^o 130-131, 25 janvier 1625. Sur les circonstances qui ont entouré l'érection de l'Archevêché de Paris, Cf. G. AUDOLLENT : *La création de l'Archevêché de Paris*, s. d. (1922).

traictoient audit archevesché de Sens et aussy desd. diocèzes de Chartres, Orléans et Meaux, dont l'estendue double celle des trois diocèzes qu'on laisse soubz ledit archevesché de Sens ».

Sens ne fut pas seulement éprouvé par la distraction successive de ses évêchés suffragants, son Bailliage avait subi peu à peu des démembrements progressifs malgré une résistance opiniâtre de sa part.

Le Bailliage de Sens était l'un des quatre grands bailliages qui, au Moyen-Age, se partageaient le domaine royal (1). A cette époque il s'étendait d'un côté « jusqu'au Bassigny et au Barrois, de l'autre jusqu'aux portes de Paris et jusqu'à la Loire (2) ». Au moment de son plein éclat, le Bailliage de Sens avait pour ressort direct de juridiction « la ville de Sens, (les) paroisses de Paron et de Saint-Clément et (le) fief de Champbertrand ; par prévention et concurrence avec les juges seigneuriaux, sa juridiction directe s'étendait aux bourgs de Nailly, de Saint-Pierre-le-Vif, de Sainte-Colombe et à vingt prévôtés des environs (3) ». Qu'on juge de l'étendue de sa juridiction d'appel, qui « embrassait 25 bailliages et 100 prévôtés non compris le ressort du Tonnerrois où l'on comptait 18 bailliages et 3 prévôtés (4) ».

Dès 1332, le bailliage de Troyes lui avait retiré « la châellenie de Saint-Maurice-Thizouaille, le comité de Joigny, la châellenie de Saint-Florentin avec ses mouvances (5) ».

(1) Arch. Nat. X^{1a} 8612, f^o 7, v^o ; Saint-Germain-en-Laye, mars 1522. Au temps de Philippe-Auguste, les quatre grands bailliages étaient, avec celui de Sens, ceux de Vermandois, de Saint-Pierre-le-Moûtier et de Mâcon.

Cf. aussi Ch. PORÉE : *La formation du département de l'Yonne en 1790*, p. 10.

(2) Ch. PORÉE : *op. cit.* p. 12.

(3) *Ibid.*, note 1, p. 11.

(4) Ch. PORÉE, *Ibid.*

(5) *Ibid.*, p. 12.

La création du bailliage d'Auxerre au ^{xv}^e siècle continua le démembrement de notre Bailliage et, après une lutte tenace et fort longue, les ressorts du pays de Langres et du Barrois échappaient à Sens. Lutte tenace et longtemps infructueuse mais enfin couronnée de succès pour les Lingons. Durant tout le ^{xvi}^e siècle Langres essaya, en vain, d'obtenir un siège présidial (1) afin d'épargner aux plaignants les longs et coûteux déplacements qui les contraignaient d'aller jusqu'à Sens pour y défendre (2).

En 1561, cependant Langres avait obtenu un siège particulier du Bailli de Sens.

En 1563 la prévôté royale de Villeneuve-le-Roi échappe à notre ville et est érigée en bailliage distinct (3) et « son

(1) Bibl. Nat. Coll. DUPUY, n° 209 : *Lettres de François I^{er} et Henri II* relatives à l'administration judiciaire du duché de Bar. François I^{er}, mai 1544 (fo 72), Henri II, 7 décembre 1552 (fo 83-92). B. TAVEAU, éd. JULIOT, p. 83 à 90, donne une liste des arrêts ou différents actes relatifs à cette lutte entre Sens et Langres. Entre autres pièces les Lettres de François I^{er} de 1544 (obtenues contre 8.000 livres), des Lettres de Henri II du 13 octobre 1554, des arrêts du 21 mai 1556, 26 janvier 1562 ; au sujet d'un contrat du 25 janvier 1571, des arrêts du 3 août 1576. Autres arrêts rendus par le Roi, alors aux Etats de Blois, 30 novembre 1576, 15 janvier 1577. Arrêt du Conseil Privé à Fontainebleau, 14 octobre 1578. Enfin deux autres pièces : un arrêt du Conseil d'Etat du 23 août 1578, et une expédition sur ordonnance du Conseil du mois d'août 1578.

Le nombre des interventions donne une idée de l'âpreté de la lutte et de la résistance de Sens.

(2) Jusqu'en 1570 pour le Barrois, jusqu'en 1580 pour le Bassigny, il n'y eut pas d'autre coutume que celle de Sens. Cf. J. LAURENT : *Le Bailliage de Sens du XIII^e au XVIII^e siècle* dans *Revue des Questions historiques*, 1930, t. CXIII, p. 328.

(3) Déjà en 1522, la petite ville fondée par Louis VI le Gros « en lieu champêtre » avait essayé de se soustraire à la juridiction de Sens, mais, cette dernière ville avait obtenu de François I^{er} des Lettres-Patentes qui maintiennent la juridiction de Sens puisque, d'ailleurs, l'érection d'un siège particulier à Villeneuve faisait que « nos bailli, lieutenant, avocat, procureur, enquêteurs, depuis leur création par nous faicte, greffier avec les advocats, procureurs et praticiens de notre dicte ville de Sens et leurs prédécesseurs et non autres officiers que eulx sont toujours depuis allé dudit Sens

ressort bizarrement constitué en 6 groupes séparés (1) ». Déjà en 1404, par son érection en duché-pairie, le duché de Nemours avait soustrait au bailliage de Sens, ses paroisses en sorte qu'il est bien juste de conclure avec notre auteur que « l'histoire du Bailliage de Sens coïncide avec l'histoire de ses démembrements successifs (2) ».

A la veille de la Révolution, seules les anciennes circonscriptions ecclésiastiques de la ville existaient toujours, c'est ainsi que le diocèse de Sens « avait encore en 1789 les limites de la *civitas Senonum* et que ses cinq archidiaconés de Sens, du Gâtinais, de Melun, de Provins et d'Etampes correspondaient aux cinq *pagi* dont était formée la cité (3) ».

Le XVIII^e siècle devait encore atteindre Sens. Vers 1790 Sens fut menacé du transfert du siège archiepiscopal à Auxerre. Un mémoire fut rédigé qui retrace les différents maux dont eut à souffrir notre cité (4) ; « Sens n'offrira pas aux yeux des Représentants de la Nation, la longue énumération de ses pertes, sa primatie enlevée, son archevêché

six fois l'an audit Villeneuve pour illec tenir troys assises et troys grans jours ce que a esté longuement gardé et entretenu jusques deux ou troys ans a que oultre et pardessus lesdictes six foiz et assignations y en ont encore esté adjoustées troys qui sont neuf assignations ». Arch. Nat. X^{1a} 8612, fo 8.

Ce qui permet d'expédier toutes les affaires portées à ce siège. En conséquence le Roi accepte la requête de Sens et juge « qu'il n'est besoin de créer nouveaulx officiers... que ce seroit la destruction, ruine et dépopulation de ladite ville de Sens qui est une des anciennes citéz de notre dit royaume. « Le Roi veut « entretenir ladite ville de Sens en son entier et favorablement traicter les maire, eschevins, bourgeois, manans et habitans d'icelle en considération de la bonne amour, loyaulté et obéissance que comme nos bons, vrays, loyaulx et obéissans subjects ils ont tousiours démontré envers nos prédécesseurs roys et nous... ».

(1) Ch. PORÉE : *op. cit.* p. 13.

(2) *Ibid.* p. 14.

(3) *Ibid.* p. 8.

(4) *Mémoire pour la ville de Sens*, s. l. n. d. publié par Ph. SALMON.

démembré ; Meaux, Chartres, Orléans distraits de son ressort, et Paris lui-même, l'un de ses suffragants, érigé en Archevêché dans le dernier siècle. Elle ne dira pas que des débris de sa juridiction, premier fléau de la féodalité (?) se sont formés successivement les sièges d'Auxerre, Langres, Troyes, Provins, Montargis et duché de Bar : tous ces titres disparaissent devant un nouvel ordre de choses, le bien de l'Etat l'exige, la ville de Sens se tait, mais les droits de la justice sont éternels et la ville de Sens les réclame auprès des amis de la justice... ».

Le Mémoire était signé Chambonas, maire ; Delavernade, procureur de la Commune ; Lemoin, membre du district de Sens ; Salgues, substitut du procureur de la Commune ; députés extraordinaires de la ville de Sens (1). Cette suprême requête fut entendue et Sens conserve, en signe de sa grandeur passée, le siège archiépiscopal antique.

Cependant lors de la formation du département de l'Yonne, Auxerre devait prendre le titre de chef-lieu tandis que Sens devenait modeste sous-préfecture.

Quelles causes peuvent donc expliquer ce phénomène lent, mais constant, qui fit peu à peu décliner notre cité ?

La position de Sens aux confins de trois provinces, la Champagne dont il relève, la Bourgogne, l'Ile de France l'écartelait peut-être un peu et, en dispersant ses efforts, ne favorisait pas son essor. Les guerres multiples dont le Sénonais fut le terrain concoururent à sa ruine, partant à son amoindrissement. Mais, nul doute qu'il ne faille attribuer à la concurrence de Paris, le rôle principal et la cause la plus active de ce déclin. Que les cités marchandes et riches de Champagne, telle Troyes, si proche de Sens, aient concurrencé l'activité commerciale de notre ville

(1) Le maire était, à cette époque, le marquis de Chambonas, le procureur se nommait Larcher de Lavernade. Il semble qu'ils aient simplifié leurs noms par précaution.

cela ne se peut nier mais, la requête de 1742 dont nous avons déjà parlé, incrimine nettement Paris. Selon les termes même des marchands, le peu de commerce qui se fait à Sens vient de ce que « les étoffes de soye, les épiceries de quelque prix, la draperie fine se tirent de la ville de Paris, par les particuliers qui en ont besoin... (parce) qu'ils ont une extrême facilité de le faire au moyen de trois voitures par eau ordinaires et réglées chaque semaine ». La facilité des communications, déplaçant les pôles attractifs, déplace les centres de richesses et favorise ou défavorise des villes, les unes par rapport aux autres, en assez peu de temps. Ce phénomène ira en s'accroissant jusqu'à nos jours où certains points deviendront, selon l'expression moderne, des « villes tentaculaires ».

En résumé, il semble que la ville de Sens n'est pas très peuplée parce qu'elle n'est pas très prospère et elle n'est pas très prospère parce qu'elle est très fortement concurrencée par Paris.

Si nous avons tant insisté sur ce fait du déclin de Sens c'est parce que nous devons en tenir compte quand nous étudions les rapports entre le Roi et sa bonne ville, entre les Sénonais et le Gouvernement Central.

Il explique pourquoi le régime municipal à Sens n'a jamais pris ce développement extraordinaire que l'on peut constater en d'autres villes — spécialement les riches villes du Nord ou de Normandie — où le nombre des officiers municipaux est très élevé, où la représentation communale est fastueuse. Il explique aussi pourquoi notre ville a toujours tant tenu à faire ressortir son ancienneté et rappeler ses antiques privilèges. Il lui fallait justifier à ses propres yeux comme aux yeux du Roi les requêtes qu'elle présentait et qui, trop souvent hélas, n'avaient d'autre but que de l'aider à sortir d'une situation critique.

La Commune, prospère au début de son existence (nous parlons de la seconde commune) créée dans l'enthous-

siasme, périt faute d'argent. Neuf ans après la création du Corps de Ville il faut réduire le nombre des officiers municipaux car la ville n'est pas en mesure de supporter des frais aussi lourds.

La population sénonnaise, favorisée dès le haut Moyen-Age du privilège de Bourgeoisie du Roi (1), se continua dans cette situation privilégiée fort longtemps. Au xvi^e siècle on fléchira la règle générale interdisant aux gens de robe l'accès des fonctions municipales, en faveur de notre ville. Les marchands, peu nombreux, durent lutter pied-à-pied pour obtenir droit à être représentés au Corps de Ville. Dans toutes ces occasions de conflit, qui naissent de la vie quotidienne de notre institution, nous aurons l'occasion de dégager les principes directeurs de la Monarchie. Principes qui, pour n'être pas toujours formulés de manière précise, n'en sont pas moins fermes et nets ; quoique la souplesse ait été l'une des caractéristiques de la politique du Roi. Impossible cependant de vouloir dresser la liste des règles que suit le Roi, tout est ici question de nuances, il serait vain de prétendre les codifier. La politique du Roi gagne en profondeur ce qu'elle perd en rigueur : « la vérité est dans les nuances » (2). Nous pouvons essayer, malgré tout, de caractériser le point de vue du Gouvernement Central, et dire, qu'à notre avis c'est la recherche de l'équilibre qui guida le plus souvent le Roi dans ses interventions : équilibre des classes, équilibre des intérêts.

Lorsque le mouvement communal se fut dessiné et qu'il eut reçu, nous n'avons pas à étudier ici pourquoi, l'assen-

(1) C. CHABRUN : *Les Bourgeois du Roi*, Thèse, Paris, 1908, p. 109 et suiv.

FELÉE DE CHENOUTEAU : *Conférence sur la coutume de Sens...*, Sens, 1787.

(2) L'expression est du duc de LÉVIS-MIREPOIX : *La Politesse et les Usages*.

timent et l'aide formels du Roi, c'est celui-ci qui intervint, en arbitre, appuyant tantôt les seigneurs du lieu : Chapitre, Abbé de St-Pierre-le-Vif, tantôt au contraire la Commune dans la personne des Maire et Jurés, selon qu'il lui semblait falloir rétablir l'équilibre en un sens ou un autre. Lorsque le Corps de Ville fut institué, alors que la Monarchie s'était depuis longtemps déjà dégagée des féodaux, lorsqu'au sein même de la population, les différentes classes de la ville tentent alternativement de s'emparer du pouvoir afin d'en faire leur instrument, les différends sont portés à la connaissance du Roi ou de ceux qui le représentent et qui, encore et toujours, les résolvent de manière à tenir compte de tous les intérêts en présence, ne sacrifiant aux intérêts généraux que les seuls intérêts particuliers, mais ne faisant jamais le jeu d'une classe d'intérêts contre une autre même catégorie d'intérêts. Certains peuvent se trouver favorisés par rapport à d'autres, jamais *contre* d'autres ; et il y a une nuance sensible. Aucune décision injuste en matière politique ne fut, à Sens, sanctionnée par le Roi. Si quelque « abus » se remarque, si quelque intransigeance survient, c'est toujours dans le domaine financier qu'ils s'observent. Ce domaine financier qui fut le « point faible » des municipalités et aussi de la Monarchie, laquelle, remarquons-le en passant, n'a pas eu le monopole de telle faiblesse !

C'est du côté des finances que nous verrons, d'ailleurs, naître de très bonne heure la tutelle administrative. Les rapports entre le Roi et la Ville ne se sont modifiés depuis le Moyen-Age jusqu'à la fin de l'Ancien Régime que pour se resserrer. Le Gouvernement Central fut conduit à veiller de plus en plus près aux actes de la Municipalité, laquelle à la fin de l'Ancien Régime est très surveillée, et en réfère directement au Pouvoir Central pour les plus petites questions, dès qu'elles mettent en jeu une matière politique et qu'elles quittent le domaine strictement administratif.

Presque tous les domaines de compétence de notre Ville relèvent étroitement du Pouvoir Central ; après les Finances, ne parlons pas de la Justice qui, de bonne heure, échappa au pouvoir communal et ne subsista que sous la forme connexe de Police. La compétence du Corps Municipal en matière de Police est bien déterminée, et celui-ci ne peut exercer son rôle que sous la surveillance du Roi, les initiatives de l'autorité municipale doivent être autorisées et approuvées.

Seule une certaine autonomie subsiste dans la partie strictement administrative : Instruction publique, Bienfaisance, Assistance, Hygiène, Voirie.

Nous étudierons donc la politique royale successivement à travers la Commune et le Corps de Ville.

Dans une *Première Partie*, nous verrons la mainmise royale sur la ville de Sens à travers la constitution de la COMMUNE. Nous suivrons l'évolution de la Commune, son déclin et nous verrons comment, dans un régime de transition, la politique royale s'affermirait tout en sauvegardant les intérêts particuliers des Sénonais. Les attributions du Corps Communal nous permettront de suivre le développement interne de notre Institution.

Dans une *Seconde Partie*, la création du CORPS DE VILLE, son évolution et son remplacement par la nouvelle municipalité, retiendront plus spécialement notre attention et montreront l'action régulatrice du Pouvoir Central sur les multiples intérêts — parfois violemment opposés — qui coexistent dans notre ville.

Enfin, dans une *Troisième Partie*, la politique du Gouvernement Central sera suivie de manière assez précise dans les détails de l'ADMINISTRATION MUNICIPALE. Cette étude

permettra de dégager l'établissement de la tutelle administrative sur notre ville et de voir comment, peu à peu, l'autonomie locale, très grande au Moyen-Age, disparut pour faire place à une action venue du Pouvoir Central et aux directives d'un gouvernement centralisé. Mais nous verrons aussi dans quelle mesure ce gouvernement centralisé a réagi aux demandes émanées de la ville, autrement dit dans quelle mesure la Monarchie tint compte des désirs exprimés par un organe « d'autonomie urbaine » (1).

Une *Conclusion* nous permettra de mettre en relief les traits les plus marquants de notre étude et de dégager quelques principes directeurs de la Monarchie française.

(1) L'expression est de M. E. PERROT : *Précis élémentaire d'Histoire du Droit Français, Public et Privé*, p. 432.

PREMIERE PARTIE

LES PRÉCÉDENTS DU CORPS DE VILLE

CHAPITRE PREMIER

RAPPEL HISTORIQUE

SECTION I

Les Origines

« *Urbs antiqua Senon (um)* ». Cette devise que l'on peut lire sur une pièce de monnaie frappée à Sens en 1579 (1), atteste du sentiment, très légitime, qu'ont toujours eu les Sénonais de l'antiquité de leur bonne ville.

Nous voudrions, avant d'étudier l'institution du Corps de Ville de Sens, tenter de retracer succinctement l'histoire de sa Commune, — histoire assez mouvementée.

Rappelons brièvement que l'importante cité romaine, après la décadence de l'Empire, connut l'autorité de

(1) G. JULLIOT, dans son édition de l'Inventaire des Chartes et Privilèges de la ville de Sens, de Balthasar TAVEAU, publié sous le nom de *Cartulaire sénonais* de B. TAVEAU, donne une reproduction de ce jeton frappé pour l'établissement des comptes de la ville et en explique les devises. Cf. *infra*, p. 103, n. 4.

l'Evêque « *defensor civitatis* », puis celle des « comtes, gouverneurs civils et militaires » qui commandent à Sens et représentent l'autorité des rois » (1).

Au VIII^e, au IX^e, au X^e siècles le peuple de Sens « est appelé avec le clergé à élire son archevêque » (2).

A l'époque où les bénéfices sont devenus fiefs héréditaires, l'autorité sur la ville est double : d'une part, le seigneur comte, d'autre part, le seigneur archevêque (3).

La période féodale est caractérisée à Sens par une lutte incessante entre les Archevêques et les Comtes.

En 1055 et conformément aux stipulations de 1015, le comté de Sens fut réuni à la couronne après la mort de Rainard II. « Les démêlés de l'Archevêque de Sens, Leher, avec le comte Renard II, qui gouvernait depuis l'an 1012, le comté sénonais, fournirent au roi Robert l'occasion d'intervenir en 1015 à Sens qui alors faisait partie de la Bourgogne. Robert rassembla secrètement une armée et, le 22 avril 1015, Sens fut emporté par surprise ». Rainard s'était enfui, il revint avec Eude de Blois, son allié, et ils assiégèrent Sens. « C'est alors qu'intervint un arrangement assurant... le partage de Sens et du Sénonais entre le Roi et l'Archevêque » (4). Rainard conserva le comté jusqu'à sa mort en 1055. Alors Sens fut partagé entre le roi de

(1) Sur l'autorité des comtes MORERI : *Gd Dict. histor.* t. IX, p. 345, col. 2, 1759, déclare que sous la seconde race, Sens fut « soumis à des comtes particuliers ». *L'Art de vérifier les dates*, t. II, p. 593 en donne la liste (de 836 à 1012).

(2) M. QUANTIN : *Histoire de la Commune de Sens*, Auxerre, 1857, p. 6. M. RAYNOUARD : *Hist. du Droit Municipal*, II, p. 88, 99, 111 et *Hist. de France*, t. VI, an 829.

(3) Sur l'importance et le rôle de Sens avant son incorporation à la couronne, Cf. chanoine M. CHAUME : *Hist. du duché de Bourgogne*, Dijon, 1925.

(4) A. LONGNON : *La Formation de l'Unité française* (1922), p. 55. Le *Spicilegium* d'ACHERY, t. II, p. 495. *Chron. brève de l'Eglise de Saint-Denis*, porte « MXV Kal-Mai : Capta est civitas Senonis a gloriosissimo Rege Rotberto ».

France et l'Archevêque. Dans l'intervalle, la reine Constance, après la mort du roi Robert, donna à Eude de Champagne la moitié de la ville (1) ; le roi Henri (2) attaqua ensuite le comte Eude, lui enleva la forteresse de Gournai et réunit de nouveau à son domaine la partie de la ville de Sens qui lui avait été enlevée (3). En 1035 ou 1036, le même roi Henri, aidé de Foulques, comte d'Anjou, à la tête d'une nombreuse armée vint à Sens, détruisit entièrement la ville et les églises (4), ensuite il fit la paix avec Eude, et ainsi la moitié de la ville resta au Roi, l'archevêque Gelduin retrouva son siège. En 1055, à la mort du comte Rainard, le roi Henri recouvra la cité et tout ce que Rainard avait possédé (5).

Au XII^e siècle Evêques et Abbés sont directement les agents du pouvoir royal et « ses intermédiaires naturels auprès des populations ». Sens n'échappe pas à la commune loi et en 1112 nous voyons Louis VI le Gros ordonner à l'abbé de St-Pierre-le-Vif de fortifier le bourg du monastère « et de mettre la ville de Sens en état de résister à une attaque » (6).

Quel était l'aspect de Sens au XII^e siècle ? Si l'on en juge d'après les anciennes chroniques, Sens était à cette époque solidement fortifié et entouré de monastères florissants,

(1) *Histor. de France*, t. XI, p. 158. *Ex Chron. veteris excerpto seu ex fgmento Chron* ; F. Hugonis de S. Maria dicti Floriac monachi « quos a filii fidelitate mala fraude subduxerat : inter quos praecepe Odonem Campaniae comitatem sibi devinxerat cui medietatem Senonicae civitatis donaverat ».

(2) Fils de Constance.

(3) *Histor. de France*, t. X, 159 A : *Chron. de Fr. Hugonis de S. Maria* « deinde Odonem aggressus Comitatem Rex Henricus Gornacum castrum illi abstulit et Senonicae urbis portem ad suum iterum dominium revocavit ».

(4) *Histor. de France*, XI, 347-A : *Chroni Turonensi* « omnino destruxit ».

(5) *Histor. de France*, XI, 197-C. *Ex Chron. S. Petri-Vivi Senon.*

(6) A. LUCHAIRE : *Histoire des Institutions*, Paris, 1883 ; compl. en 1892, t. I, p. 305.

fortement défendus : St-Pierre-le-Vif, St-Rémy, Ste-Colombe, etc. ; le Roi avait son palais dans l'enceinte de la ville et en son dit palais les prévôts (1) de la ville exerçaient la justice en son nom depuis la suppression des comtes (2).

SECTION II

Vers la Commune

De l'autorité des prévôts parfois exercée avec une sévérité abusive, de la diversité très grande des autorités seigneuriales dont relevait la population de la ville, sortit le goût nécessaire de l'unification, et, avec une certaine aisance économique, apparut le goût de la liberté qui semblait alors promise sous forme du mouvement communal.

Dès lors, les Sénonais cherchèrent toutes les occasions qui pouvaient paraître favorables à « l'émancipation ».

A Sens, à cette époque, l'Archevêque était seigneur de la ville, le Chapitre cathédral gouvernait l'enceinte du cloître fermée de cinq portes. L'Abbé de St-Pierre-le-Vif dominait le faubourg du même nom. Inutile de souligner que règlements et coutumes différaient sensiblement. Il arrivait fréquemment que la « population flottante » ne savait pas très bien de quel seigneur elle relevait. Nous

(1) Sur la question des prévôts et de leur pluralité dans certaines villes, cf. A. LUCHAIRE : *op. cit.* I, 211-227.

(2) Les vicomtes de Sens persistèrent cependant au-delà du xve siècle. Sur cette question, cf. A. LUCHAIRE : *ibid.* 217 et suiv., et surtout LECOY DE LA MARCHE : « *Les coutumes et péages de Sens* », texte français inédit du commencement du XIII^e siècle, 1866, p. 7. et suiv. d'après cet auteur, Guillaume des Barres fut le dernier vicomte de Sens, en 1265.

(Les rapports entre la royauté et les agents du pouvoir central à cette époque ont été très bien étudiés par A. LUCHAIRE et d'une manière particulièrement intéressante pour Sens, cf. p. 248, *op. cit.* : les Archevêques de Reims et de Sens apparaissent très fréquemment dans les Assemblées de la 3^e Race).

verrons le Roi intervenir directement et prendre de grandes précautions au moment de l'établissement de la seconde commune.

A côté de cette multiplicité de règles, nous voyons les habitants de Sens actifs et relativement libres puisque Sens ne connaissait pas de servage (1). Logiquement les Sénonais devaient désirer l'administration personnelle de leur cité.

Nous sommes alors en pleine poussée communale et, nombreuses sont les villes du Nord qui obtiennent leur charte de commune, parfois en sollicitant le Roi, plus souvent moyennant finances, quelques fois au prix de sacrifices sanglants (Cambrai). Le Roi agissait plus selon les circonstances que d'après un principe déterminé.

En 1146, les bourgeois de Sens se liguent entre eux, adoptent la Charte de Soissons, proclament la Commune (2) et en obtiennent l'approbation de Louis VII (3), qui devait bientôt partir pour la seconde croisade. Les seigneurs sentant bien que le serment de commune, qui aux termes de la Charte (4) devait être exigé de tous les hommes habitant dans l'enceinte de la ville, au prix de leurs biens et peut-être de leur sang, ruinait toute leur autorité ne s'y résignèrent pas facilement. Ce fut alors

(1) M. QUANTIN : *Histoire de la Commune de Sens*, p. 8; note 1 : « Non seulement il n'y avait pas de serfs dans la cité, mais l'art. 18 de la Charte de Philippe-Auguste exonère de la servitude tout individu étranger qui aura demeuré un an et un jour à Sens si son seigneur vient le réclamer ensuite. La Charte de Charles VII de 1429 rappelle le même privilège ».

(2) M. QUANTIN : *op. cit.*, p. 9.

(3) D'ACHERY *Spicilegium*, t. II, p. 485 : *Chron. de CLARIUS* « Anno MCXLVI. Facta est communia in civitate Senonis a rege Ludovico ».

(4) *Ord. du Louvre* XI-219, art. 3 : « Si quis Sacramentum alicui facere debuerit, et ante arramitionem Sacramenti se in negotio suum iturum dixerit : propter illud faciendum de itinere suo non remeabit, nec ideo incidet ; sed postquam redierit, convenienter submonitis, Sacramentum faciet ».

une lutte ouverte entre les bourgeois et les seigneurs : ceux-ci triomphèrent d'abord, mais Sens connut des heures sombres d'émeute et d'effervescence sanglante. Les détails du gouvernement de la commune nous manquent, nous savons néanmoins que l'Abbé de St-Pierre-le-Vif, Herbert, se plaignit vivement au Roi de la nouvelle commune (1).

Etait-il l'interprète des autres seigneurs ? Cela semble fort probable. Nous ne pensons pas qu'il ait parlé en son propre nom. Ses instances furent appuyées avec vigueur par le Pape Eugène III que certains accusent d'avoir été le « destructeur » de la commune (2).

Quoi qu'il en soit, un fait demeure : un an après sa reconnaissance, la commune de Sens périt et sa fin donna lieu à des mouvements violents. La décision de Louis VII fut transmise au prévôt en 1147 au mois de mai (3), alors la fureur des communiers fut à son comble. Taveau nous fait le récit du meurtre d'Herbert, Abbé de St-Pierre-le-Vif, « lequel et ung sien nepveu, homme de guerre, estant avec luy dedans le cloistre de ladicte abbaye furent à ceste occasion tués par le peuple de ladicte commune, irrité et esmeu de ladicte révocation dont depuys s'ensuyvirent procès et querelles grandes ». Procès et querelles si grands

(1) *Histoire de France*, p. 485 : *Chron. Sⁱ Petri-vivi* « destructa est Senonum communia... per deprécationem Herberti Abbatis Sancti Petri-vivi ».

(2) A. LUCHAIRE : *op. cit.* II-154. « La cour de Rome contribua pour une grande part à l'abolition de Sens en 1146 ».

La Chronique de Geoffroy de Courlon (Edit. JULLIOT, Sens 1878), p. 478 « *Destructa fuit communia Senonis a rege Ludovico, jubente Eugenio papa* ».

B. TAVEAU : *Inventaire* (Edit. Julliot) p. 15, « par le commandement du Pape Eugène tiers ». Le pape Eugène III était alors en France, à la suite des difficultés qu'il éprouvait à Rome. Cf. *Atlas Univ. d'Hist. et de Géog.* M. N. BOUILLET, Paris, 1865, p. 176.

(3) Nous nous sommes ralliée à la date la plus communément admise par les auteurs, en particulier par B. TAVEAU et par M. PROU.

que le roi Louis VII sévit avec la dernière énergie. Il fit saisir les coupables et ordonna qu'une partie d'entre eux fut précipitée du haut de la tour de St-Pierre-le-Vif, et que les autres fussent conduits à Paris où ils subirent la peine capitale. Une amende de 100 livres fut annuellement payée à l'abbaye par les bourgeois et cette amende était encore payée au ^{xiii}^e siècle (1). Jacques Rousseau, curé de St-Romain, à Sens, et chroniqueur inédit de la ville, raconte que le Roi « pour perpétuer la mémoire de cette expiation, fit placer dans le cloître de St-Pierre-le-Vif, l'effigie en pierre d'un échevin comme symbole perpétuel de vasselage et d'humiliation et que, de plus, il soumit la postérité des meurtriers à venir chaque année, et jusqu'à son entière extinction, faire amende honorable aux religieux de l'abbaye, ce qui se pratiquait encore quatre cents ans après » (2).

Cette commune, objet de tous les désirs des bourgeois de Sens, qui périt dans le sang, devait renaître quarante-deux ans plus tard.

SECTION III

La seconde Commune

La poussée irrésistible du mouvement communal s'ac-

(1) Cette amende figure dans le compte d'Etienne Dalemant, maire de Sens en 1260 : « et por l'amende de labé de St. Père : Cⁱ ». M. QUANTIN : *Recueil de pièces pour faire suite au Cartulaire général de l'Yonne* », p. 286, n° 591.

(2) A. CHALLE : « *Un chroniqueur inédit de la ville de Sens J. Rousseau* », *Bull. Sté des Sc. Hist. et Nat. de l'Yonne*, t. XII, p. 635.

Th. TARBÉ dans les « *Recherches historiques et anecdotes sur la ville de Sens* », Sens, 1838, p. 232, rapporte qu'Auguste THIERRY dans ses « *Lettres sur l'histoire* », p. 229, à la suite de son récit des événements de 1146, mentionne que la cérémonie de réparation imposée par le roi n'aurait cessé qu'en 1588. Ce qui corrobore la date donnée par J. Rousseau.

centuait et gagnait nos pays. Vézelay commença entre 1152-1168, Auxerre en 1170, Tonnerre recevait du Comte Gui sa première Charte en 1175. Les Coutumes de Lorris (1155) s'établissaient à Villeneuve-le-Roi en 1163 et à Rousson en 1175 (1).

Sens durement châtié par le Roi, mais ville importante, siège archiépiscopal, pouvait-il rester à l'écart ?

Un autre fait militait pour Sens et entretenait dans la ville un certain esprit d'indépendance : le prévôt de Sens « avait le droit de recevoir », comme hommes du Roi, « tous ceux des habitants de la ville qui se réclamaient de « lui » (2).

L'esprit de la commune subsistait sinon la commune elle-même.

Pour que le rétablissement de la commune ne ressuscitât pas de vieilles haines, Philippe-Auguste prit de sérieuses précautions et essaya de concilier les intérêts opposés de l'Archevêque, des Eglises, des Clercs de Sens et de la Commune. C'est ainsi que de Moret, en 1186, il régla très minutieusement le retour, aux Eglises de Sens, des hommes qui avaient été associés à la Commune (3).

(1) M. QUANTIN : *op. cit.*, p. 11.

(2) M. QUANTIN : *ibid.*, cite une Charte de Louis VII en 1171 extraite du fds de St Pierre-le-Vif, liasse XVII, Archives de l'Yonne.

(3) Ord. du Louvre XI-244 : « ...quod cum Major et Jurati nostre communie Senonensis intra communiam recepissent homines Senonensis Archiepiscopi, et Ecclesiarum Senonensium, ita quod illi de corpore erant communie, Nos, equitatis intuitu, et monitis sanctorum Patrum Pape Lucii et Pape Urbani nec non et ob anime Patris nostri remedium, tam Senonensi Archiepiscopo, quam Ecclesiis et Clericis Senonensibus, suos homines proprios reddidimus, et libérales et consuetudines suas et jura, sub eodem statu in quo hec omnia habebant quinto decimo die ante institutionem Senonensis Communie, etc... » « Sciendum quod Ecclesie Sancti Petri-Vivi, jura et libérales suas reddidimus, habendas ita plenarie sicut in privilegio Patris nostri et nostro noscuntur contineri ».

Le Roi semble disposé à user de sévérité envers la Commune si celle-ci tente d'excéder sa puissance au détriment de l'Archevêque, des Clercs et des Eglises ; — satisfaction accordée à ceux-ci afin de faciliter la restauration de la commune ? Nous le croyons volontiers, quoique le Roi emploie des termes incisifs : « *Et si forte contingerit communiam in aliquo adversus archiepiscopum et clericos vel ecclesias exceder id tenebimur tanquam dominus emendare* ». Le maire et les jurés devront s'engager par serment à respecter la décision du Roi. On sent que celui-ci veut se concilier l'Archevêque et l'Abbé de St Pierre-le-Vif dont la puissance, à cette époque encore, contrebalance son autorité.

Remarquons que cette charte de Philippe-Auguste diffère sensiblement de celles qu'il avait accordées aux villes fortifiées du Vexin, du Laonnois, du Soissonnais, car aucune préoccupation militaire en se montre ici : « Sens n'était pas un pays menacé : c'était une *ville de séjour* » (1).

Le terrain ainsi préparé, le zèle et les efforts des Sënois allaient être couronnés de succès et, en 1189, Philippe accorde à Sens une Charte autorisant un corps municipal (2). Cette charte apparaît comme un acte du Roi devant rendre la paix à notre ville toujours ardente, jalouse de son indépendance et qui demeurerait en proie à des luttes violentes. « Accorder une Charte communale

(1) Remarque d'A. LUCHAIRE : « *Les communes françaises* », 1890, p. 282 souligné dans le texte.

(2) Ord. du Louvre XI-p. 262 : « *Notum... quod Nos intuitu pietatis, et pacis imposterum conservande, Senonis, Salva fidelitate nostra, Communiam fieri concessimus, quam jurabunt omnes illi qui sunt tam in circuitu quam in suburbio* (ici le texte cité dans le Cartulaire général de l'Yonne M. QUANTIN, t. II, p. 405, n° 401, porte ces mots : « *et in parrochia Malii-Vice Comitatus qui de communia erunt* ») *et qui venient intra communiam, Archiepiscopo et Ecclesiis et Clericis Senonensibus, scilicet propriis eorum hominibus* ».

aux bourgeois de Sens parut le seul moyen de pacifier la ville et de mettre fin à la guerre que les habitants et l'Archevêque se faisaient depuis plus d'un demi-siècle » (1).

Bientôt nous assistons à des actes officiellement passés par la Commune, soit avec l'Archevêque, soit avec l'Abbé de St Pierre-le-Vif. Que cela soit un témoignage formel de la plénitude de la puissance communale, ce n'est pas niable, mais si nous faisons l'analyse interne de ces actes, nous constatons que les querelles de juridiction n'ont point cessé avec la création de la seconde Commune.

Dès 1189, maire et jurés de Sens assistent comme témoins à un acte sanctionnant un échange de personnes entre l'Archevêque Gui de Noyers et Hugues de Heno maire (2). Maire et jurés reconnaissent abandonner à l'Archevêque la moitié d'une de leurs femmes et la moitié d'un de leurs hommes, en échange de Jacquette, fille de Théon, prévôt de Sens, relevant de l'Archevêque (3).

En 1193, les mêmes empiètements continuent et un acte de Philippe-Auguste vient mettre fin au différend qui séparait la Commune de l'Abbé de St-Pierre-le-Vif (4). Cette charte extrêmement curieuse énumère nommément les hommes et les femmes sur lesquels le Roi renonce à ses droits. La liste comprend environ 268 individus (5). La Commune avait essayé d'accaparer tous les bourgeois du bourg de St-Pierre-le-Vif, des villages de Mâlay et de Saligny.

Nous sommes portés à croire que les Sénonais ne furent

(1) A. LUCHAIRE : *ibid.*

(2) DUPLÈS-AGIER : « Documents sur l'histoire de la ville de Sens » dans *Bib. Ecole des Chartes*, 4^e Série, t. IV, p. 448 et suiv.

(3) M. QUANTIN : *op. cit.* p. 16.

(4) DUPLÈS-AGIER : *op. cit.* et Arch. Nat. K. 190 n° 23, Copie collationnée.

(5) M. QUANTIN : *ibid.*

pas ingrats vis-à-vis de la royauté qui avait satisfait leur ambition communale car, en 1225, Louis VIII complète leurs privilèges (1).

Des incidents de même nature, de gravité plus ou moins grande, jalonnent tout le cours du ^{xiii}e siècle. Une des plus graves querelles fut celle de 1213, qui alla jusqu'à l'excommunication des maire et jurés de Sens. Les moines de l'abbaye de St Pierre-le-Vif se jugèrent gravement offensés par le corps communal et un appel fut porté au Pape Innocent III, qui autorisa la levée de l'excommunication à la condition que réparation serait faite à l'abbaye (2). L'affaire ne fut définitivement tranchée au temporel qu'en 1262, par un arrêt du Parlement, qui décida que le maire de la commune n'aurait aucun pouvoir sur les hommes de St Pierre (3). Les délimitations de juridiction étaient loin d'être précises et sûres. En juin 1260, devant l'official de l'Archidiacre de Sens, se présentèrent un homme et une femme, qui s'engagèrent à payer chaque année, à Noël, à l'Archevêque qui les réclamaient comme serfs et à titre de taille, 5 sous parisis. « L'homme

(1) *Ord. du Louvré*, t. XII, p. 318.

M. QUANTIN : « *Recueil de pièces...* », p. 142, Charte n° 323.

« Nos, igitur, genitoris nostri vestigiis inhaerentes, quae praemissa sunt volumus et concedimus subsequencia praemissis adjicientes... ». Ceci vient après le texte de 1189. Louis VIII accorde l'exemption de toutes tailles à condition que les Sénonais serviraient dans son armée. Il permet à un prud'homme de souffleter une personne vile et deshonnête qui aurait injurié un honnête homme ou une honnête femme !

(2) M. QUANTIN : *op. cit.* p. 19 et *Cartulaire général de l'Yonne*, p. 459, déclare en note : « En 1213, le 13 novembre, une lettre d'Innocent III adressée à l'abbé de St-Pierre d'Auxerre, au doyen de Troyes et au sacriste d'Auxerre, porte qu'ils aient à exiger du maire et des pairs de la commune de Sens la réparation que ceux-ci devaient à l'église de St-Pierre-le-Vif, de manière toutefois que si l'excommunication lancée contre eux par le légat est reconnue injuste elle soit levée » (*Lettres d'Innocent III*, t. II, p. 816).

(3) *Œlim* éd. BEUGNOT I, 547-XII.

était serf de l'Archevêque par son père et sa mère, la femme serve du Roi, moitié par son père bourgeois du Roi et moitié serve de l'Archevêque, sa mère étant bourgeoise de l'Archevêque » (1).

Au milieu du XIII^e siècle (1259) une singulière aventure arriva aux Sénonais. Aucun accord n'ayant pu se faire entre eux sur le choix d'un maire, ils demandèrent à celui de Mantes (pourquoi Mantes ? nous ne le savons pas) d'administrer leur ville, mais les habitants du bourg de Mâlay n'ayant pas eu voix au chapitre, firent opposition et portèrent l'affaire jusqu'au Conseil du Roi. Le Conseil prudent et sans doute désireux de se livrer à un « supplément d'information » ne décida rien, déclarant seulement que s'il n'y avait pas d'oppositions, le maire de Mantes pouvait demeurer en fonctions. Les habitants de Mâlay ne voulurent point céder et élurent le prévôt de Villeneuve. Cette fois, le Roi n'accepta plus l'opposition et menaça d'intervenir directement. Il n'en fallait pas plus. Tous se soumirent et le Roi accepta que le maire de Mantes administrât la cité de Sens (2).

En 1283, la commune semble avoir été de nouveau la proie de dissensions internes. Le Roi avait dû confier les fonctions de maire et des autres officiers communaux à un garde, à ce préposé, car il n'y avait pas eu d'élections ou les élections n'avaient donné aucun résultat (3). Lassitude ? Divisions ? Nous opterions plutôt pour cette seconde hypothèse car en 1293, le zèle des communiens ne paraît pas s'être refroidi. Leur ardeur à prendre parti se manifesta en faveur du prieur de Notre-Dame empêché par l'Arche-

(1) DUPLÈS-AGIER : *op. cit.*, p. 455.

(2) « *Livre de Justice et de Plet* » pub. RAPETTI, p. 27, 28 (cité par M. QUANTIN).

(3) M. QUANTIN : *op. cit.*, p. 22.

vêque de procéder à l'inhumation d'un homme, qu'il réclamait comme sien. Il y eut un grand procès en Parlement et notre commune y fut condamnée à 100 l. parisis d'amende (1). Les vieilles chicanes entre la commune et l'archevêque ne s'apaisaient pas et, pis encore, menaçaient de devenir quotidiennes et interminables. Philippe-Auguste dut intervenir lui-même et, en 1294, il enjoint par un Mandement, au maire de Sens Laurent Ferrier (ou Fourniers) d'avoir à séparer les hommes du Roi des hommes de l'Archevêque. Deux jurés assistèrent à ce partage. Cette « commission » fut « délivrée sous le sceau de la commune de Sens le Jeudy d'avant Pâques 1294 » (2).

Avec le début du xiv^e siècle, le déclin de la commune va commencer.

Il est à penser que des considérations financières ont causé la mort de la commune (3). Sens a dû, comme bien d'autres villes, sentir peser lourdement sur sa trésorerie, le poids de la liberté communale. En effet, nous avons tout lieu de supposer que, depuis le milieu du xiii^e siècle qui marque leur acuité maxima, les dissensions internes de la commune n'ont pas eu d'autre cause que le mécontentement d'une partie des Sénonais relativement à l'administration des finances communales. Est-ce parce que la fraction agissante du corps communal, qui semble

(1) M. QUANTIN : *op. cit.*, p. 22 et *Olim éd.* BEUGNOT.

(2) DUPLÈS-AGIER : *op. cit.*, p. 450, qui donne en pièce justificative une charte extraite du *Cartulaire de l'Archevêché de Sens* I, 45 r^o, 46 r^o.

(3) P. GUÉRIN dans le *Bull. Sté Arch. Sens*, t. XIII, 1885, p. 125, mentionne en ces termes un Arrêt du 14 février 1318 (n. s.) : « Arrêt supprimant la commune de Sens à la demande des habitants à cause du préjudice que le régime des maires et échevins avait fait éprouver à cette ville depuis une quinzaine d'années, les privilèges seront maintenus mais les hommes seront gouvernés par le prévôt royal » (*Olim*, III F^o 160 v^o).

avoir été longtemps la même, était trop prodigue des finances ? Est-ce parce que réellement les dépenses de la ville étaient, quoique nécessaires, au-dessus des disponibilités de celle-ci ? Nous ne pouvons le préciser d'une manière certaine car les archives de Sens datant de cette époque ont été victimes du XVIII^e siècle et sont terriblement amputées. A notre connaissance, il n'existe aucun registre de comptes de la ville entre les années 1260 et 1436.

Nous croyons pouvoir, cependant, considérer la question sous cet aspect car, de l'ensemble de notre étude, se dégagent des considérations générales de cet ordre. Sens fut une ville aux finances obérées et endettée pour de longues années, elle n'échappa pas, sur ce point particulier, au sort de la plupart des villes de France. Nous verrons tout au long de notre développement, le pouvoir central agir directement au profit de notre ville, soit en lui accordant des remises d'intérêt dûs, soit en ordonnant de surseoir à des poursuites que ses créanciers engageaient contre elle. A chaque pas nous rencontrons dans les Registres du Conseil, des Archives Nationales, des requêtes de la Ville adressées au Roi pour qu'il intervienne et la sauve d'une situation critique.

Lorsque le roi Philippe V supprimera la commune en 1317, il le fera pour répondre à une demande des habitants, tant il est vrai que si « la suppression des communes est souvent un châtement » — et elle le fut pour Sens en 1147 — elle « est quelque fois une faveur » (1) — et c'en fut une pour Sens en 1317.

Aux environs de 1314-1316, des bourgeois de Sens firent au roi Louis X leurs doléances relativement à l'administration du maire et des jurés, et, dès cette date, ils réclamèrent la suppression de la Commune. Le Roi donna au

(1) P. VIOLLET : *Histoire des Institutions...*, Paris, 1898, t. III, p. 38.

Bailli l'ordre de prendre en mains le gouvernement de la Commune, « si tel est l'avis de la majorité des bourgeois » (1). Il y eut alors une réunion au Palais du Roi et le maire, Jehan de Dicy, s'éleva contre cette « destitution », mais 22 opposants contraires firent la majorité et le Bailli devint gouverneur de la commune.

Peu de temps après, quelques hommes et des jurés de Sens demandèrent le rétablissement de la Commune arguant de la paix revenue. Le Roi ordonna au Bailli de laisser faire des élections, le Bailli nomma un maire provisoire, mais l'opposition se fit plus violente et fut portée jusqu'au Parlement (2). Lorsque l'affaire fut instruite, le Bailli de Sens présent déclara « s'en rapporter à la Justice » (3).

L'Arrêt du Parlement fut signifié à la cité de Sens par son Prévôt, Ithier de Courgenay, le mercredi après les Brandons 1318 (n. s.) (4).

C'était la mort de la Commune de Sens. Le Prévôt reprit son administration.

(1) M. QUANTIN : *op. cit.*, p. 25.

(2) B. TAVEAU : (édit. G. JULLIOT), p. 16.

(3) M. QUANTIN : *op. cit.*, p. 26.

(4) B. TAVEAU : *ibid.*

CHAPITRE II

REGIME DE TRANSITION

Des Brandons 1318 (n. s.) à juin 1474

Voici donc notre ville de Sens privée, à sa demande, de cette Commune autrefois tant désirée. Il est bien évident que la ville ne pouvait brusquement retomber sous l'administration du Prévôt sans qu'aucune représentation des intérêts sénonais ne fût assurée auprès du fonctionnaire royal. Et les textes en font foi. Malgré la suppression de la Commune, les Sénonais avaient obtenu par un privilège spécial le droit de s'assembler, une fois l'an, au son de la cloche commune, afin d'élire un ou plusieurs procureurs chargés de défendre leurs intérêts (1). Nous avons trouvé une concordance quasi-absolue entre les termes de cette « grâce faite aux habitants de Sens » (texte des Archives Nationales) et les termes employés par Taveau dans son « Inventaire », pour définir cette « lecture du Roy Philippes de Valoys dattée du moys de may mil trois cent quarente et troys » (2).

(1) Arch. Nat. Jj 74, f^o 202, pièce 348 : Privilège accordé par Philippe VI en mai 1343.

(2) B. TAVEAU : *op. cit.*, p. 16 (La similitude des termes prouve la fidélité de l'Inventaire de Taveau).

Il faut que le Prévôt ou son lieutenant soit présent, la réunion aura lieu « toute fraude cessant » et « en un lieu certain de la ville ». A ces conditions les Sénonais pourront élire leurs procureurs « quatre, troys, deux ou ung des plus suffisans lesquels auront mission de défendre leurs chartres, privilèges et usages, déduire, poursuivre et défendre en jugement et hors, toutes foys qu'il leur plaira, en tant que peult toucher le faict commun seulement ».

Nous savons qu'une réunion se tint ainsi en 1384, car Taveau mentionne un « transsumpt ou vidimus »... « d'un acte fait pardevant Jehan Matignon, tabellion, le dimanche d'après Cantate oudict an, par lequel la plus grand et plus saine partie des habitants de la ville de Sens (était) assemblez en l'hôtel du Roy, ou Monsieur le Bailly accoustumé de tenir ses plaitz... ».

Peu à peu la liberté de s'assembler plus fréquemment devint nécessaire. Le 17 janvier 1430 (n. s.), Charles VII, par le 38^e article de la charte donnée à Mehun (Inventoriée et cotée 2 par Taveau), accorde « que les habitants de Sens se pourront assembler toutes et quantes foys que bon leur semblera par congé et autorité de l'un des juges ordinaires de ladite ville ou d'un de leurs lieutenants ».

Ainsi les affaires de la ville n'étaient-elles point délaissées au seul prévôt, le peuple communier gardait un certain contact avec la chose publique.

A en croire Taveau, les affaires ne devaient point prospérer et la situation de la ville avait dû perdre un éclat singulier (1). Il est vrai que les malheurs de la guerre de Cent ans affectèrent particulièrement notre région alterna-

(1) B. TAVEAU parle des calamités successives qui atteignirent la ville et de l'altération des monnaies, conséquence inévitable de conditions économiques défectueuses (1422 à 1432.. cf. l'Ordonnance de 1425 sur les poids et mesures).

tivement soumise au joug anglo-bourguignon et à l'autorité royale.

Sens fut plus spécialement placé sous la domination anglaise de 1420 à 1430. Le 7 janvier 1430 (n. s.) Sens reconnut Charles VII. En mai 1424, les Anglais avaient permis aux habitants de se garder eux-mêmes et, en 1425, un armistice était signé (1).

Après le retour de Sens à l'obéissance royale, le roi Charles y fit un séjour. En 1431, les châteaux furent démantelés et, en 1433, les Anglais firent à nouveau le siège de notre ville déjà en bien mauvais point.

Le traité d'Arras, en 1435, devait lui enlever encore un peu de son éclat, en diminuant le ressort de son Bailliage par la création, à ses dépens, du bailliage d'Auxerre qui devint propriété du duc de Bourgogne (2).

Alors que les horreurs de la guerre étrangère venaient à peine de s'estomper, le pays fut, vers 1438, parcouru par des bandes pillardes et meurtrières : les Ecorcheurs. L'aventure qui arriva à Louis de Melun, archevêque de Sens, témoigne du peu de sûreté de ces pays (3). Tout

(1) Nous avons trouvé le terme d'armistice 50 ans plus tard. Bibl. Nat. Coll. DUPUY Mss, n° 223, f° 109.

(2) Le Bailliage d'Auxerre après avoir été siège particulier de Sens fut définitivement séparé de cette ville en 1487. Cf. A. CHALLE : *Histoire de l'Auxerrois...* Paris, 1878, pp. 335 et 405.

(3) M. QUANTIN : *Episodes de l'histoire du xv^e s. ; aux pays sénonais et gâtinais...* tirés des Archives du Dépt. de l'Yonne 1866, p. 3, raconte comment Louis de Melun, en Juillet 1444, revenant d'accompagner Charles VII au-delà de Troyes, lors de l'expédition dite d'Allemagne, fut détroussé aux portes mêmes de la ville de Sens, près du pont Bruant, par le routier Antoine de Verres, tellement qu'il rentra à Sens à pied avec sa suite et complètement dépouillé. (Pièce justificative 3 : déposition d'Et. Mocuigne, chan. de l'église de Sens. Arch. Yonne, Bibl. de Sens, G 115. Enquête de 1494, f° 60 v°).

G. JULLIOT : *op. cit.*, p. 325, donne une version différente de cette aventure. Selon lui, Louis de Melun se rendait à Bray dont il était seigneur, il aurait été attaqué et fait prisonnier au Ponceau Réon (Pont-sur-l'Oreuse) et Sens lui aurait ensuite offert

ceci ne fit qu'augmenter l'extrême misère des populations (1).

Heureusement, le roi Charles VII, dans la joie d'avoir recouvré Sens, pensa un peu ses blessures le 17 janvier 1430 (n. s.) en confirmant et accroissant les privilèges de la ville. Le Roi veut essayer de remédier à l'état désastreux des pays ravagés par la guerre et, pour Sens, il déclare en un long préambule ce qui le meut à prendre ces mesures. « Pour considération de ce que naguère les gens d'Eglise, bourgeois, et habitants de nostre ville et cité de Sens, lesquels pour aucun temps ont esté soustraits et demouré à leur très grand desplaisance sous l'obéissance de nos anciens ennemis, sitost qu'ils ont esté en leur franche liberté en nous reconnoissans comme faire le devoient, leur droitturier et souverain seigneur se sont libéralement et de leur volenté, sans aucune contrainte, réduits et mis en nostre obéissance, en laquelle et en nostre bienveillance les avons bénignement receus, voulons iceux estre traités en toute douceur et leur amplifier

30 écus d'or « par défaut d'omme et de devoir à lui non faiz ». Arch. Comm. de Sens, CC 2, f^o 136.

(1) Sur la misère des populations de Sens au xve s. ; M. QUANTIN : *Episodes...* p. 3 et suiv., donne des détails frappants. « Les comptes des recettes et dépenses du Chap. de Sens racontent avec une terrible exactitude et en quelques mots laconiques la ruine des maisons, l'abandon des terres, la fuite des villageois... » « dans la ville de Sens rançonnée périodiquement par des levées d'impôts et par des réquisitions de toute nature, des maisons sont abandonnées, et notamment celles où étaient les grandes écoles. » (1440 Compte de paneterie du Chap. de Sens 1443 à 1444). Les vérificateurs d'un compte de 1440 désolés d'une situation si misérable écrivent en marge de l'exposé négatif des recettes... « soit baillé à qui pourra » (Compte de cloîtrerie 1440). Le chapitre de Sens obtint du roi, par une mesure extraordinaire, le « droit de rentrer en possession de ses seigneuries dont les détenteurs n'auraient pas réclamé la possession, après quatre proclamations faites dans les villages et les hameaux. Il put ensuite les donner à bail à telles personnes que bon lui semblerait ». (*Lettres du Roi*, 1442-43, 5 janv. Arch. de l'Yonne, Bibl. de Sens).

et eslargir nostre grace pour donner exemple à nos autres subjects que de present sont en et sous l'obéissance de nos dicts ennemis ad ce que pareillement ils se réduisent et mettent en nostre dite obéissance » (1).

Après ce long préambule, suit l'énumération des privilèges reconnus ou accrus : restitution des biens confisqués, autorisation de commercer librement avec la Bourgogne sous la seule réserve de demander la « permission des gens de justice ou des esleus au gouvernement de la ville », même décision pour les procès. Sens sera considéré comme « ville d'arrest » eu égard à ce que « d'autres cité qui ne sont pas métropolitaines ne de si grande ancienneté comme Troyes, Bourges, et autres le sont » (2).

Les Sénonais conservent leur privilège de juridiction, à savoir l'antique privilège qu'ils avaient d'être jugés à Sens (3). Momentanément la monnaie de Sens sera de « pareil poix et alloy que est celle de present et ait cours en icelle ville la monnoye de present jusqu'à ce qu'il en ait assez d'autre pour fournir ».

Il n'y aura désormais à Sens d'autre capitaine que le Bailli et la ville recouvre son privilège d'exemption de garnison.

(1) Nous suivons le texte des Arch. Nat. K. 190, n° 1.

(2) Le privilège de juridiction accordé aux Sénonais se doublera donc du privilège d'appeler à Sens ceux qui sont en procès avec eux, en dérogation à la règle « *Actor sequitur forum rei* ».

(3) Les Bourgeois de Sens jouissaient d'un privilège particulier, ils étaient « Bourgeois du Roi » et justiciables de par ce privilège, « des officiers royaux, bien que résidant sur le territoire de seigneurs hauts justiciers ». Dans les bailliages de Sens et de Troyes « tous les hommes libres... ont en principe la faculté de se déclarer Bourgeois du Roi, et d'être justiciables des juges royaux en toute matière personnelle, sauf le cas de flagrant délit de crime. En échange de ce privilège les bourgeois doivent payer au roi une modique redevance annuelle » (12 deniers à Sens). cf. C. CHABRUN : *Les Bourgeois du Roi*, th. Paris, 1908, pp. 110 et suiv.

Suivent d'autres articles sur la prévôté, les prisons criminelles, les privilèges des marchands et mesureurs-jurés de blé, les habitants auront la possibilité « d'empêcher ceux qui veulent passer par eau ou terre les marchandises par les détroits de Sens » marchandises qui n'auraient pas « cours plainement » sauf à eux d'obtenir un sauf-conduit. Le privilège de s'assembler « avec le congé de l'un des juges ordinaires de la ville » est reconnu à nouveau par le Roi. Les Sénonais voient aussi leur privilège de franc-fief maintenu en ces termes : « que lesdits habitants et les particuliers d'iceulx puissent et loyse tenir fiedz nobles en Champagne et autre part franchement, et en joyr et user, nonobstant quelzconques coustumes de pays et establissement contraire ». Ce privilège leur fut reconnu jusqu'à la fin de l'Ancien Régime.

Les habitants auront désormais le droit d'avoir une « foire l'an à tel jour qu'il sera advisé convenable ». Enfin, cette chartre, par son 24^e article exempte temporairement — pour douze ans — la ville de Sens, d'aydes et gabelles, tailles et autres subside. L'art. 27 porte la confirmation générale de tous les privilèges de la ville, et, afin de lui épargner de nouveaux pillages, l'art. 29 déclare qu'aucun prisonnier ni butin ne seront mis dans la ville.

En 1444, Charles VII revint à Sens. En 1455, une sentence de la Cour de Parlement trancha, par provision, au profit de Lyon, les querelles de la Primatie des Gaules — à laquelle, en dépit de toutes les attaques, Sens s'était montré toujours très attaché (1).

(1) La sentence aurait été rendue par défaut pour Sens. Il nous semble que cet arrêt, que nous n'avons pu retrouver dans les registres du Parlement, ait dû sanctionner, en faveur de Charles de Bourbon, Cardinal-Archevêque de Lyon, une simple question de préséance personnelle comme cela arrivait très souvent, et

non trancher définitivement la querelle de la Primatie qui n'est, au fond, pas de la compétence du Parlement.

Nous n'avons nullement le dessein d'entreprendre, ici, une nouvelle étude sur la Primatie des Gaules, nous nous contenterons de situer ce problème déjà longuement et fréquemment étudié par de nombreux historiens, mais qui n'a pas encore reçu de solution définitive.

La question de la Primatie des Gaules pose avant tout, un problème d'exégèse, sur lequel est venu se greffer au cours des siècles une question secondaire de préséance. A l'heure actuelle le titre de Primat n'est plus qu'un titre honorifique qui n'emporte aucune prérogative marquante. Il en était tout autrement au IX^e siècle, époque à laquelle naquit la querelle.

La solution n'en peut être trouvée que dans l'étude des textes qui relatent les circonstances dans lesquelles se déroula le Concile de Pontion, réuni le 21 juin 876 par Charles le Chauve. Ce concile ne nous est connu que par deux textes, l'un sénonais : la Chronique d'Odoran, l'autre, rémois : les Annales de St Bertin rédigées par Hincmar. Tout revient à savoir quel crédit l'on doit accorder à ces deux chroniqueurs. Or, il faut reconnaître que l'un et l'autre peuvent être également suspects de partialité, puisque l'un, et l'autre, — Odoran, indirectement (il rédige en 999), Hincmar, directement — sont parties à cette querelle. A cette époque d'ailleurs, le titre de Primat était essentiellement personnel, le pape Jean VIII avait accordé les pouvoirs spéciaux à Anségise, sans que le mot de primat ne figurât dans la Bulle (cf. A. FLICHÉ, La Primatie des Gaules, depuis l'époque carolingienne jusqu'à la fin de la querelle des Investitures, 876-1121, dans *Revue historique*, 1934, t. CLXXIII). Pour résoudre le problème, il faudrait encore démêler comment on a voulu transformer cette délégation temporaire et personnelle en un titre attaché à un siège archiepiscopal. Il faudrait également étudier de très près la personnalité et la politique des papes qui ont succédé à Jean VIII, jusqu'à Calixte II, et voir quels obstacles ils ont pu avoir à vaincre de la part des évêques qui se sont succédés tant sur le siège sénonais que sur les sièges rémois et lyonnais.

Ce que l'on peut toutefois remarquer, c'est la continuité et la ténacité qui se sont manifestées du côté sénonais. Jamais le siège archiepiscopal de Sens ne manqua d'accoler à son titre d'Archevêque celui de Primat des Gaules, et la politique du roi de France se trouvait de concorder admirablement avec ce désir de Sens.

Lorsqu'en 1121, Louis VI reçut une lettre du Pape Calixte II lui annonçant la prise de l'antipape Burdin, le Roi ne manqua pas de remercier le Pape de l'ajournement prononcé au sujet de la Primatie de Sens et il déclara qu'il ne supporterait jamais que l'Archevêché de Sens soit soumis à la Primatie de Lyon, jurant de souffrir l'incendie de son royaume où la perte de sa tête, plutôt que cet opprobre. Il conjure le Pape de conserver à l'Eglise de

Sans son antique liberté et de ne pas l'assujettir à Lyon, ville étrangère au royaume. Il ajoute encore que ce qu'il ne peut dire par lettre, le porteur Algrin, le dira de vive voix (Cf. A. LUCHAIRE : Louis VI le Gros... n° 301).

C'est, comme le dit M. A. Fliche, le dernier rebondissement de l'affaire, et cette fois, sur le terrain politique. Insensiblement, la question de la primatie deviendra une question de préséance et l'on ne doit pas attacher d'importance plus grande à la décision du Parlement en 1455. Le Cardinal de Bourbon qui jouissait d'un grand crédit à la Cour, profita de l'effacement de Louis de Melun, pour obtenir cette satisfaction de vanité personnelle.

Cf. A. FLICHE : *op. cit.*, MIGNE : *Patrologie latine*, t. CXXVI, col. 189-210.

D'ACHERY, *Spicilegium*, t. III, 478. — LABBÉ, *Concil.* X, col. 855. MARCA *de primatu...*, 362. — QUANTIN (Max) *Cart. général de l'Yonne* I, 245.

E. LESNE : *La hiérarchie épiscopale. Provinces, métropolitains...* Paris, 1905, p. 231 et suiv.

CHAPITRE III

ORGANISATION ET POUVOIRS DE LA COMMUNE

Quels étaient l'organisation et les pouvoirs de cette commune tant enviée ? Quels privilèges l'autorité royale lui avait-elle concédés ? Autant de questions dont nous voudrions au moins ébaucher l'étude et qui nous montreraient quels furent les précédents de l'institution qui, au ^{xv}^e siècle, deviendra le « corps de ville » autrement dit le « centre, le cœur de la ville » (1).

SECTION I

Organisation de la Commune

La commune, nous l'avons dit, fut instituée une première fois en 1146, détruite en 1147 elle fut rétablie, cette fois pour un plus long temps, par la Charte de Philippe-Auguste en 1189, charte qui fut pour les Sénonais leur Grande Charte. Elle fut confirmée et quelques privilèges nouveaux furent concédés en 1225, par Louis VIII.

Ces différents actes, qui énumèrent très soigneusement les privilèges de notre ville, ne nous donnent, cependant,

(1) P. VIOLLET : *H^{re} des Institutions*, t. III, p. 27.

aucun détail sur le recrutement du corps municipal, non plus que sur les lieux, dates et modes d'élection. Aucun renseignement ne nous est fourni sur les conditions d'éligibilité et d'électorat. Pour obtenir quelques lueurs sur tant de points obscurs, nous avons dû nous référer à un ouvrage cité par Taveau dans son « Inventaire » : le « Livre Moreau », encore qu'il ne remonte pas à la première commune puisqu'il fut seulement commencé en 1288. Ce « Livre Moreau » confirme que le maire était, ainsi que les pairs ou jurés, nommé par élection : « Par l'Ancien Livre appelé Moreau, commençant en date de l'an mil deux cens quatre vingtz huit ou premier article, il appert que le majeur de ladite commune s'eslisoyt chascun an au lendemain de la Saint-Simon » (1). (Un autre auteur nous dit « dans l'octave de la St Jean ») (2). Quelle que soit la date de l'élection nous savons que cette dernière était annuelle et nous pensons que tout le corps municipal était renouvelable tous les ans.

Quel nombre de magistrats gouvernait ainsi la ville ? « Un maire, douze pairs, vingt-huit jurés » en 1288 ; « un maire assisté de douze pairs ou jurés » (3). En 1189, il n'y avait que huit jurés au lieu des vingt-huit (4).

SECTION II

Pouvoirs ordinaires de la Commune

Quels pouvoirs avaient été accordés par le Roi à notre

(1) B. TAVEAU : *op. cit.*, p. 16.

(2) M. PROU : mot SENS dans la *Grande Encyclopédie*.

(3) M. PROU : *ibid.* On voit que certains auteurs distinguent les pairs et les jurés tandis que d'autres les assimilent. Nous n'avons pu arriver à savoir de façon certaine s'il fallait ou non les distinguer.

(4) M. QUANTIN : *op. cit.*, p. 16. Accord entre le maire Hugues de Heno et l'Archevêque au sujet des droits seigneuriaux sur un homme. Les 8 jurés ratifièrent l'accord.

corps municipal ? « Appert aussy que ledict mayeur avec les pers et jurez avoyent pour la commune dudict Sens, séeel et juridiction tant civile, pour la police et aultres cas, que criminelle et capitale ».

Taveau ajoute un commentaire qui peut surprendre : « Et leur a duré jusques à ce que le Roy Philipès de Valoys par arrest de son Parlement remist en sa main ladicte commune avec son privilège et ordonna que les habitants dudict Sens seroyent justitiez et gouvernez par le prévost de Sens » (1). Et notre auteur de justifier son affirmation par une note marginale : « Semble que cest arrest ayt esté donné en conséquence de ce qui avayt esté accordé audictz habitans par Loys huitièsme, père de St Loys, par sa Charte donnée à Montargis en décembre 1225 par laquelle lesdicts habitans de Sens lui rendront sa prévosté et il leur rend aussi leur commune » (2).

(1) B. TAVEAU : *op. cit.*, p. 16.

(2) Cette note de TAVEAU fait allusion à un différend entre le Roi et la commune au sujet de la prévôté de Sens et demande à être expliquée. Deux difficultés se rencontrent ici :

1^o) Une difficulté de texte mise en lumière par H. DUPLÈS-AGIER : « Documents sur l'Histoire de la Ville de Sens », *Bibl. Ec. des Chartes*, 4^e série, t. IV.

2^o) Une difficulté d'interprétation : Y a-t-il eu ou non suppression de la commune à cette époque ?

En ce qui concerne la première question, H. DUPLÈS-AGIER dit que l'art. 23 de la Charte de 1189 (et non 33 comme il est imprimé par erreur) est formel et « parle d'un abonnement fait avec le Roi par les habitants pour remplacer les revenus de la prévôté, mais cet article déclaré douteux par BALUZE (*Miscell.* VII, 334) n'a pas dû être compris dans la rédaction primitive de la Charte, puisqu'il ne nous est donné ni par le cartulaire de Philippe-Auguste 9.852-3, ni par le cartulaire de l'Archevêché de Sens, écrit au XIV^e s. (t. I, ff 126 r^o et 126 v^o) ». Louis VIII (Nemours 1225) se serait réservé à perpétuité les fruits et revenus de cette prévôté. Ainsi donc il y aurait eu de la part du maire et des habitants tentative de s'emparer de cette prévôté et peut-être réussite puisque Louis VIII, en décembre 1225, de Montargis, déclare remettre aux habitants les peines encourues par leur rebellion.

Mais, — et c'est ici que nous rencontrons la seconde difficulté,

Ainsi, Sens paraît avoir joui, malgré l'histoire mouvementée de sa Commune, malgré les luttes avec l'Archevêque et les comtes, d'une puissance assez complète. Son droit de sceau n'est pas douteux car nombreux sont les actes authentifiés par le sceau communal (1).

Nous avons déjà vu, en retraçant l'histoire communale, les démêlés interminables qui survinrent entre le Roi « protecteur de la Commune » et l'Archevêque « défenseur des libertés de son Eglise ». En étudiant l'étendue juridictionnelle de notre corps communal nous retrouvons ces démêlés et décelons leur source : deux articles de la Charte de 1189, particulièrement favorables au développement de la Commune, devaient amener des complications inouïes entre les deux pouvoirs.

Le premier (art. 5) accordait aux bourgeois de Sens le droit de se marier à leur guise, après en avoir demandé la permission à leur seigneur, sans encourir, s'ils passaient outre, de peine plus grave qu'une amende de 5 sous (2).

le roi leur laisse-t-il leur commune ou la rétablit-il ? Le texte dit expressément (DUPLÈS-AGIER, pièce II) « *Noveritis quod major et præposituram nostram et nos ipsis et communiam vestram dimitjurati Senonensem nostram voluntatem fecerunt reddendo nobis timus* ». Certains auteurs traduisent par « leur laisser la commune » (DUPLÈS-AGIER), d'autres, au contraire, traduisent « rétablissement de la commune » (FETIT-DUTAILLIS : *Etude sur la vie et le règne de Louis VIII*, n° 298 ; M. QUANTIN : *Recueil...* p. 142, n° le suivant la charte de 1225, n° 323). Nous pensons qu'il n'y a pas eu à proprement parler suppression de la commune mais seulement menace de suppression. La menace a une fois de plus suffi à faire rentrer dans l'ordre les manifestations d'indépendance excessive.

(1) Nous ne pouvons en dresser la liste, mais nous en avons rencontré un certain nombre au cours de nos recherches cf. *infra*, note 51, p. 5, note 50, p. 2 et *supra* p. 35, note 2.

(2) « *Homines etiam de communia uxores quascumque voluerint, licentia a dominis suis requisita, accipient; et si domini hoc concedere noluerint, et absque concessione domini sui aliquis*

Le second (art. 19) accordait à tout homme qui avait séjourné un an et un jour dans la Commune, le droit de devenir homme de Commune malgré toute réclamation de son seigneur (1). Le Roi dut intervenir fréquemment, soit de son propre mouvement, soit à la suite de plaintes adressées par l'une ou l'autre partie. L'intervention royale se manifeste d'ailleurs de manière à maintenir l'équilibre entre les deux autorités afin que l'une ne l'emporte pas sur l'autre.

En 1294, Philippe-le-Bel dut, par un Mandement, enjoindre au Maire « d'avoir à séparer les hommes du Roi des hommes de l'Archevêque » ; deux jurés assistèrent à ce partage et cette commission leur est délivrée sous le sceau de la Commune le jeudi d'avant Pâques 1295 (n. s) (2).

Les droits communaux les plus violemment attaqués et qui disparurent les premiers furent les droits de justice. Les clercs jouissaient de leur privilège de clergie et les archevêques voyaient leur autorité confirmée et maintenue par certains articles de la Charte de Commune de 1189 (*cf.* la fin de l'art. 5) (3). Cependant, dans un texte spécialement adressé à Sens et qui diffère un peu du texte adressé aux autres villes, le Roi précise dans quel cas et à

uxorem alterius potestatis duxerit, si dominus suus eum inde implicitaverit, quinque tantum solidis hoc illi emendabit, et ita quiete et libere in pace communie remenebit, exceptis propriis hominibus et propriis feminis archiep. et ecclesiarum et clericorum senonensium » Ord. du Louvre, t. XI, p. 262 et suiv.

(1) Sur le terme d' « un an et jour » *cf.* M. PROU : « les Coutumes de Lorris... » qui en explique l'origine et l'application.

Article 19, « *Si quis moram fecerit per annum et diem in Communia Senonensi in pace et sine juris vetatione, et aliquis postea eum requisierit quod sit homo suus, non illi de eo respondebunt jurati* ». Ord. du Louvre, t. XI, p. 262 et suiv.

(2) DUPLES-AGIER : *op. cit.*, pièce V.

(3) Voyez page précédente, note 2.

quelles conditions les clercs pourront être arrêtés (1). L'Archevêque de Sens adressa au Roi une requête dans laquelle il revendiquait un certain nombre de prérogatives et se plaignait des abus de pouvoir du maire de Sens (2). Pendant tout le XIII^e siècle malgré les difficultés rencontrées la Commune jouit de tous ses droits civils, judiciaires et politiques, mais ainsi que nous l'avons déjà dit, les droits de justice criminelle lui étaient souvent contestés.

Une sentence du Parlement lui reconnut formellement le droit de connaître des crimes commis entre bourgeois (3). De plus le maire siégeait à titre de juge dans les assises du bailliage (4). Enfin « la Commune avait son clerc chargé de recevoir les actes au nom du maire, des pairs et des jurés et le clerc apposait le sceau communal (5) ».

Au XIV^e siècle, mêmes constatations, mêmes difficultés venant surtout des Archevêques occupés « à défendre pied à pied leurs privilèges particulièrement en ce qui touche la juridiction ecclésiastique (6) ». Le mouvement général trouve ses répercussions jusqu'en notre ville qui ne peut échapper aux querelles du moment. A cette époque, à Sens en particulier, les rois de France sont résolument protecteurs de la juridiction archiépiscopale et Jean-le-

(1) *Ord. du Louvre*, t. I, p. 43.

(2) H. DUPLÈS-AGIER : *op. cit.* Pièce III, c'est une requête sans date mais, selon H. DUPLÈS-AGIER, elle a dû être rédigée peu avant 1225, sa place dans le cartulaire de Philippe-Auguste (f° 137 v°) semble le prouver.

(3) *Olim*, t. I, p. 460 : Arrêt de 1259 (M. QUANTIN : *op. cit.*, p. 20).

(4) M. QUANTIN : *op. cit.*, p. 20, donne en note une sentence du Pailli de Sens rendue au sujet de la justice sur les moulins des Bouteurs en 1296 (Arch. de l'Yonne, *Fds St-Pierre-le-Vif*, Liasse XVII).

(5) M. QUANTIN : *ibid.*

(6) DUPLÈS-AGIER : *op. cit.*, p. 451.

Bon, le 12 août 1362, à Vincennes, décida à propos d'une contestation entre le procureur du Roi à Sens et l'Archevêque que, désormais, « l'Archevêque et ses successeurs jouiraient du droit de faire justice à toutes personnes dans l'enceinte de son palais archiépiscopal et de les condamner comme et quand il le jugerait nécessaire » (1). Cette attitude ne devait d'ailleurs pas se maintenir et, le 14 août 1374 le roi Charles vidime et confirme un arrêt du Parlement qui révoque cette grâce comme ayant violé les privilèges accordés à la ville de Sens par les rois ses prédécesseurs. Les maire et échevins de Sens voient à leur tour leur autorité affirmée, le Roi déclare qu'ils « ont été dès longtemps investis du gouvernement de ladite ville, ainsi que des attributs de juridiction appartenant à la Commune (2) ».

Le spirituel et le temporel sont ici nettement séparés :

(1) H. DUPLÈS-AGIER : *op. cit.*, pièce VII, p. 459.

(2) H. DUPLÈS-AGIER : *op. cit.*, p. 452 et pièce VIII.

B. TAVEAU mentionne un Arrêt du 12 août 1374 qui décide qu'« entre le Procureur du Roy et les habitans de la ville de Sens d'une part de l'Archevêque de Sens d'autre, par lequel est dit que le Roy est gardé en sa possession seul et pour le tout d'avoyr toute seigneurie et juridiction temporelle et prise de toutes gens de l'hostel archiépiscopal de Sens et clôture d'icelluy, et en la place devant la porte dudict hostel et lesdicts habitans en possession d'être pris et justiciers en cas de juridiction temporelle par le roi ou ses officiers esdictz hostel, clôture et place et led. archevesque en possession et saisine d'avoyr la prise de toutes gens clers et laiz à cause de sa juridiction spirituelle audictz hostel et clôture et d'y faire dresser eschelle pour y mettre ceux qui l'auront desservy, réservé ausdictes parties la question de la propriété de ce dont la saisine leur est adjudée ».

H. DUPLÈS-AGIER : *Ibid.* « *Quod in dicta villa Senonensi, diu est, fuerant major jurati et scabini habentes campanam, archam et gubernationem dicte ville cum aliis necessariis ad communiam, ut in aliis villis regni nostri est fieri consuetum — habebantque dicti major jurati et scabini soli et in solidum omnem justitiam seu dominationem temporalem in dicta villa Senonensi. Super homines seu mulieres habitantes communie prelibate dictoque tempore*

juridiction temporelle au Roi, juridiction spirituelle à l'Archevêque.

On sent bien par ces divers documents que le Roi est toujours intervenu pour rétablir l'équilibre. Il ne veut pas tolérer d'empiètements de l'une des juridictions sur l'autre. Equilibre et harmonie sont les deux principes directeurs de sa politique à l'égard de la Commune (ou des Procureurs qui, depuis 1317, le représentent) et à l'égard de l'Archevêque. Le Roi pense que sous sa haute surveillance il y a place pour chacun dans son domaine propre.

Les droits de la Commune étaient donc considérables puisque la plénitude de la juridiction lui était accordée. « Juridiction criminelle et civile, concernant la police et les autres cas ». Ceci semble bien indiquer, qu'en toutes matières et dans les limites tracées par la politique royale, nos magistrats communaux avaient une certaine liberté d'action.

Si nous examinons rapidement quelles étaient les conditions économiques particulières à Sens et quelles étaient les ressources financières de cette ville, nous constatons immédiatement que Sens ne faisait pas partie des villes d'extrême activité commerciale et que ses revenus financiers ne provenaient pas de sources très nombreuses.

Sens comptait cependant parmi les dix-sept villes drapantes du royaume au Moyen-Age, et sa « moison » ou mesure particulière déterminant la longueur légale de chaque pièce d'étoffe était de 36 aunes (1). Ses ouvriers devaient jouir d'une certaine renommée puisqu'en 1222 Thibaut, Comte de Champagne, « exempta de taille et

habitantes prelibati nullo modo poterant arrestari aut saisiri per alios quam per gubernatores supra dictos ».

(Remarquons que dans cette chartre le roi ne dit plus « major, paires et jurati » mais « major, jurati et scabini »).

(1) LECOY DE LA MARCHE : « Les Coutumes et péages de Sens », Paris, 1866, p. 20.

d'exactions pendant dix ans des ouvriers venus de Sens à Troyes pour y faire des draps, à la condition toutefois qu'ils en feraient (1) ». Sens entretint quelques relations commerciales avec d'autres villes voisines très actives, en particulier avec Troyes.

En ce qui regarde les finances, nous possédons un compte extrêmement intéressant, tenu et rendu par Etienne Dalemant, maire, de « l'an de grâce MCCLIX aus octaves de la Saint-Jehan (2) », à l'année suivante, en exécution de l'ordre donné par Saint Louis aux maires, d'avoir à lui rendre compte chaque année de leur gestion.

Une analyse de ce compte fait ressortir que les revenus communaux viennent en partie « de l'impôt personnel perçu sur les industries de la cité », du « produit des amendes qui était considérable », des « droits de remaisance payés par les bourgeois qui manquaient sans cause à la résidence obligatoire dans la ville, de la veille de la Toussaint à la veille de la Saint-Jean ». A ces revenus s'ajoutaient les droits perçus « sur les forains et les eschortes ». A son entrée en charge, Etienne Dalemant trouva la ville endettée, 1216 livres 13 sols 4 deniers formaient son passif. L'année suivante il laissa à son successeur Nicolas de Villiers un passif de 700 livres 63 sols 6 deniers et un actif de 980 livres 13 sols (3).

La ville était, en outre, créancière de débiteurs qui sont mentionnés par paroisses. Etienne Dalemant note cependant que « la ville n'a point de rente, ni elle ne doit rien à ousure », il semble qu'elle ait affermé les portes de la ville pour une somme de 120 sols et que ce produit ait été affecté au sacre de l'évêque d'Orléans, car le compte se termine ainsi : « Cil qui ont les rentes des portes de la vile

(1) *Ibid.*

(2) Arch. Nat J. 261, n° 13 et J. 385, n° 12.
M. QUANTIN : *Recueil...* p. 286, n° 591.

(3) M. QUANTIN : *Recueil...* p. 286, n° 591.

CXX s, por ce que celes furent afaitiées ai sacre de l'évêque d'Orléans (1) ».

Les finances de Sens ne durent pas être toujours aussi saines car ce fut bien pour soulager sa trésorerie que la Commune fut supprimée à la demande des habitants. Les documents de cette époque nous font malheureusement défaut mais, des perpétuels embarras financiers de notre ville, nous pouvons, avec une certaine sûreté, inférer que la situation de Sens en 1317 devait être particulièrement critique et qu'elle fut l'une des causes les plus directes de l'agitation et des discordes de la ville.

La liberté coûtait cher au peuple sénonais et il ne put supporter jusqu'au bout le poids de son indépendance.

SECTION III

Pouvoirs spéciaux du Procureur et des Elus en 1436-1438

Nous avons vu comment, grâce à l'élection de Procureurs, Sens put garder une institution municipale veillant de près aux intérêts de la ville.

Les documents nous manquent pour suivre de façon précise l'évolution qui a dû se manifester à Sens relativement aux pouvoirs des Procureurs et Elus (2). Nous trouvons ces pouvoirs consignés très exactement dans les registres de comptes de Jehan Misée, élu Procureur receveur général de la ville de Sens en 1436, ainsi que dans les registres de 1437-1438 (3).

(1) *Ibid.*

(2) 55 registres antérieurs à 1436, consignés par TAVEAU dans son *Inventaire*, ont disparu. Les registres de comptes passent ensuite de 1436 à 1462 (Arch. comm. de Sens CC 3) 1469-70 (Arch. comm. de Sens CC 4).

(3) Arch. comm. de Sens CC 1 reg. comptes 1436-37. Arch. comm. de Sens CC 2 reg. comptes 1437-38.

En examinant de près les textes qui confèrent leurs pouvoirs au Procureur Jehan Misée, aux Elus désignés « au gouvernement... œuvres et besognes » de la ville : Jehan de Dicy, écuyer ; Jehan Gardembois, Félix Chevrier, Guillaume Brochet, bourgeois de Sens, nous avons trouvé ces pouvoirs si étendus que nous nous sommes demandé si leur ampleur ne devait pas s'expliquer par la période de troubles et de guerre qui, à cette époque, accablaient la France et plus spécialement nos régions. Nous croyons, en effet, qu'en ce qui concerne les pouvoirs financiers du maire et la procédure d'urgence qui est prévue pour les affaires de minime importance, seules les circonstances graves vécues par Sens en ces années-là, peuvent les expliquer entièrement.

C'est l'Assemblée générale des habitants réunie en 1436, avec la permission et sous la présidence de l'un des juges royaux (en l'occurrence le Lieutenant du Bailli) qui conféra à l'unanimité ses pouvoirs à Jehan Misée et aux Elus.

Le Procureur est bien le véritable représentant de la ville et communauté. Il peut l'engager pour le présent et pour l'avenir : « et que ladite ville sera tenue en teles fermes ou somme d'argent ou autres choses que mestier sera, et en icelles lectres et chacune d'icelles ou aucunes dont mestier sera, obliger et soubmettre toute la ville et communauté et les biens d'icelle présens et advenir » (*art.* 7, fin) (1), il peut donner à ferme les aydes et autres revenus de la ville « à temps et pour tel pris que bon lui plaira, en recevoir ce qui en sera et pourra estre deu et en bailler quictance » (*art.* 4) (2). Il peut encore ester en justice pour tous procès « en demandant et en défendant par devant

utilisés par G. JULLIOT : *Sens en 1436-1438...* dans *Bull. Sié Archeol. de Sens*, t. X, Sens 1872, que nous suivons pas à pas.

(1) G. JULLIOT : *op. cit.*, p. 283.

(2) *Ibid.*, p. 282.

tous juges tant d'église comme séculiers » (*art. 8*). Il a même le pouvoir de transiger (*art. 9*) « de passer et accorder toutes manières de compromis, faire toutes compositions accors et convenances, faire et poursuivre toutes oppositions et appellations que bon lui semblera ou renoncer à icelles ».

Il peut authentifier sous le sceau de la Commune « se métier est, ou autrement ainsi qu'il lui plaira, lectres de bail, de garantise, de quictance et autres tant et teles que métier sera, et au cas appartiendra » (*art. 6*).

C'est lui qui doit « payer tous véages et messagiers » (*art. 5*) et Dieu sait si à ce moment critique il y avait de nombreux voyages à entreprendre et de nombreux messagers à envoyer, soit au Roi, soit aux capitaines anglais, soit aux Bourguignons, ou encore aux villes avec lesquelles Sens était en liaison (Montargis).

Seules les grandes affaires requerront l'assentiment des quatre élus (ou de deux) et, sans doute faut-il entendre « fortifications » quand il est question « d'ouvrages » « acheter toutes matières et faire tous paiements » ceci nous prépare au siège de Sens, au siège de Montereau auquel Sens apporta toute son aide.

Quant aux petites dépenses, qui ne prenaient aucun caractère politique, l'Assemblée décide que le procureur pourra « despenser et payer sans lectres, mandemens ou commandemens, des deniers de sa recepte par et pour tant de fois que mestier sera et bon lui semblera jusques à la somme de 20 l. parisis, lesquels ainsy payez seront alloez es-comptes et rabattu de la recepte de leur dit procureur sans difficulté » (*art. 10*). Les autres cas sont prévus par un 11^e article : « Et généralement de faire, dire, procurer, pourchacer, recevoir, quicter, et autrement ordonner es-choses dessusdictes et chacune d'icelles, leurs circonstances et dépendances, tout ce que bon procureur peut et doit faire, et que lesdicts constituans feroient et faire

pourroyent, se presens y estoyent en leurs personnes, jaçoit ce qu'il y eust chose qui requieist mandement plus especial ».

C'est un véritable contrat passé entre l'Assemblée et le Procureur, par lequel l'Assemblée délègue pleins pouvoirs au Procureur pourvu qu'il agisse pour le bien de la ville et communauté, en revanche, « les Constituants (le mot y est) s'engagent par leur foy et sous la caution et obligation de tous les biens et communauté d'icelle ville presens et advenir qu'ils ont pour ce sousmis à toutes justices, à tenir et avoir agréable, ferme et établi à tousiours tout ce que par leur dit procureur sera fait, dit, receu, quicté, baillé, obligé et autrement ordonné ès-choses dessusdictes et en leurs dépendances ester à droit et payer l'adiugé se métier est ».

Tous ces pouvoirs furent consignés par écrit et lesdites lettres revêtues du sceau de la prévôté par Nicolas du Plessy (1).

Ensuite l'Assemblée procéda à l'élection et à la détermination des pouvoirs de quatre élus.

Leurs pouvoirs sont plus restreints de toute évidence et en toute logique, puisque nous avons l'impression que la ville veut se donner un gouvernement fort, susceptible de prendre rapidement toutes mesures urgentes.

Ils sont habilités à « vacquer, besogner et entendre aux œuvres et besognes de la ville » (*art. 1*). Eux aussi se voient appelés à « despenser les deniers appartenant à la communauté d'icelle ville ès-œuvres et besognes et au profit d'icelles ».

A circonstances exceptionnelles, mesures exceptionnelles, aussi les élus pourront-ils permettre aux habitants « qui le requerront, et là où ils verront qu'il sera bon et expédiant, et chose raisonnable de ce faire et nécessité, de

(1) G. JULLIOT : *op. cit.*, p. 284.

descendre vin estrange en icelle ville pour leur gouvernement et nécessité ». Il fallait que la dure nécessité s'imposât aux Sénonais, car ce privilège de ne vendre ou consommer en ville que du vin sénonais fut un des privilèges les plus âprement revendiqués, souvent même objet de chicane entre la Commune et le Chapitre, la Commune et l'Abbaye (1).

Les décisions graves ne seront pas seulement prises par le Procureur et les Elus, mais il leur sera loisible d'« appeler avec eux ce que bon leur semblera et des plus notables et cognoissans en ce d'icelle ville, et les esleuz qui ont esté au gouvernement d'icelle ville l'année passée » (*art. 5*).

Enfin, ils sont plus spécialement chargés « de oïr les comptes des receptes et mises faites et à faire pour le fait et nécessité de ladite ville et cité de Sens, tant par le procureur receveur-général de ladite ville comme autres, en rapportant les debtes ausditz habitans, s'aucune en sont, en la reddition desdictz comptes, pour y pourveoir ainsi comme au cas appartiendra » (*art. 6*).

L'article 7 ordonne de « cloire lesditz comptes et les contre dire ainsi qu'il sera expédiant » et fixe la règle qui, en tout, doit guider leur activité « faire... tout ce qu'ilz verront qui sera expédiant et prouffitable de faire pour la communauté d'icelle ville ».

Comme on le voit les pouvoirs accordés au Procureur et aux Elus s'appliquaient plus particulièrement aux finances, ceci laisse supposer que lesdites finances devaient, une fois encore, être dans un piteux état.

Les ressources de Sens pour ces deux années 1436-1437,

(1) B. TAVEAU : *op. cit.*, p. 3, 4, 81, 82.

On trouve en outre de nombreuses pièces se rapportant à la circulation des vins et au privilège de la ville dans le *Cartulaire* de M. QUANTIN.

1437-1438, sont connues par le même compte et leur examen confirme nos suppositions.

Déjà, l'art. 24 de la Charte de Charles VII (1) avait exempté les Sénonais du paiement de la taille des aydes, de tout subside pendant douze ans « attendu leur pauvreté ». Si nous entrons dans le détail des ressources ordinaires de la ville nous constatons qu'elles ne s'améliorèrent guère. L'affermage des divers droits — aide de la maille, ferme du 2^e du vin vendu au détail, du droit de gros, les droits sur les vins étrangers, sur l'huile, sur le sel sorti de la ville, sur le sel passant par les détroits de la ville (2) sur la laine, etc... — ne monta pas très haut en 1436-37 (329 l. 13 s. 11 d. tournois). En 1437-38 l'impôt sur l'huile ne produisit rien car les noyers avaient gelé, il ne se porta aucun adjudicataire pour les droits sur la laine, certains immeubles de la ville ne furent pas loués non plus que le moulin, la pêche des fossés, etc... Enfin cette année-là, les impôts sur le sel échappèrent à la communauté de Sens puisque le Roi établit un grenier à sel. D'autres impôts et affermages rendirent mieux car le total atteint fut de 416 livres 15 sols 3 deniers 1 obole 1 pogeoise tournois, ce qui n'était pas encore très élevé (3).

Le quart des aides ordonnées pour la guerre (155 l. 10 s. 5 d. tournois) et levés sur la ville et les faubourgs vint s'ajouter à cette somme, mais la ville connaissait la disette et les Elus durent autoriser non seulement l'entrée du vin étranger, mais encore supprimer en partie les droits sur le blé, sur le pain qui venaient du dehors (4) pour « eschevér

(1) 17 janvier 1429 à Mehun-sur-Yèvre. Arch. Nat. K 190 n° 1, copie collationnée.

(2) Les détroits de Sens comprenaient les sept châteaux suivants : Montereau, Marolles-sur-Seine, Bray-sur-Seine, Trainel, Villemaur, Joigny et Courtenay.

(3) Tous ces détails publiés par G. JULLIOT : *op. cit.*, p. 326-333 et extraits des Arch. Comm. de Sens CC 2, f° 86-87 et 115.

(4) *Ibid.* CC 2, f° 114 v°.

la famine qui au temps de ce présent compte était grande » et bien que ces impôts eussent été adjugés et affermés.

Cette même année les Sénonais eurent à subir un grave mécompte. Ils avaient dû envoyer des députés aux Etats de Bray-sur-Seine afin d'accorder un nouvel aide au Roi (1). Sens devait contribuer pour 2.500 livres tournois à cet aide (2) ville et élection, la ville seule pour 800 livres (3).

Quelle fut l'attitude des deux députés ? L'intervention de Jehan Guerreau, clerc de la prévôté, afin que la ville fut exemptée d'aides conformément aux Lettres-Patentes du 17 janvier 1429, déplut-elle au Roi ? Nous ne savons, mais les Sénonais virent arriver le Trésorier de France M^e Jehan Tavernier alors que, réunis en l'Hôtel-de-Ville ils procédaient à leurs élections annuelles (4). Tous attendaient le résultat du siège de Montereau. Le Trésorier déclara à l'avocat du Roi au Bailliage qu'il ne partirait de Sens avant d'avoir reçu la somme ordonnée. Les Elus comprirent qu'il ne leur restait plus qu'à s'exécuter, quand ils virent que les présents adressés à M^e Tavernier n'atteignaient pas leur but ; en effet, celui-ci leur avait adressé, pour tout remerciement, son sergent afin de leur dire qu'ils étaient prisonniers et qu'il leur était interdit de sortir avant de lui avoir remis la somme votée à Bray (5).

L'affaire fut alors menée rondement, les rôles dressés, les sergents de la ville envoyés dans les quartiers avec

(1) Les députés de Sens furent : Mgr Gilles du Tertre, docteur en décret, abbé de Ste-Colombe ; M^e Guillaume d'Ostun, licencié en lois et en décret, prévôt de Sens. (G. JULLIOT : *op. cit.*, p. 313).

(2) G. JULLIOT : *ibid.* CC 2, f^o 108.

(3) *Ibid.* CC 2, f^o 130.

(4) Jehan Misée demeura procureur général. Les nouveaux élus furent Gilles du Tertre, Abbé de Ste-Colombe (non encore rentré de son voyage à Bray), Denis le Pelletier, Félix Chevrier, Guillaume Brochet, bourgeois.

(Tous ces détails sont empruntés à G. JULLIOT : *op. cit.*, p. 314 et suiv.).

(5) Arch. Comm. de Sens, CC 2, f^o 129.

ordre de rapporter les sommes inscrites et de les tenir au courant de leurs recettes. La captivité des Elus dura deux jours, ils remirent 730 l. tournois sur les 800 prévues et M^e Tavernier se contenta provisoirement de la somme. Plus tard, le Roi abandonna les 70 livres qui restaient (1). Cent livres avaient été demandées au clergé à titre d'impôt extraordinaire (2).

De toutes parts l'argent sortait des caisses de la ville, tant pour l'aide au Roi que pour l'aide aux dépenses engagées par le siège de Montereau — qui coûta à Sens 2.185 livres, 6 sols, 6 deniers tournois — tant encore pour les fortifications de la ville que pour les cadeaux faits au Roi et à sa suite lors de son séjour à Sens du 13 août au 31 août-1^{er} septembre 1437 et qui se montèrent à 214 livres, 12 sols, 9 deniers. Enfin l'entretien de la ville devenait coûteux, l'hiver fut rude, il fallut vider deux fois les fossés, briser la glace sous les ponts d'Yonne.

Dès le lendemain de leur élection (1436) nos édiles avaient visité les fortifications, les murs, les fossés, les portes et pont-levis, avec les maîtres charpentiers, couvreurs, serruriers, etc... (3).

Les temps demandaient une surveillance assidue, aussi les Elus faisaient-ils une visite générale tous les matins et

(1) Jehan Misée et Frère Raol prieur des Célestins, se rendirent à Melun et à Paris afin d'obtenir du roi réduction des 800 livres votées, et demander l'exemption pour huit ans de tous aides, tailles, subsides, etc., conformément à la Charte de 1429. Le roi ne les exempta pas totalement des aides et tailles, il leur accorda seulement le 1/4 « des aides qui avaient cours en la ville et forhours pour deux ans comançant à la St Rémy, premier jour d'octobre » (Arch. Comm. de Sens, CC 2, f^o 132).

(2) Nous suivons toujours G. JULIOT qui complète son travail par un intéressant tableau de la répartition des aides par quartier, notant ce que avait été prévu, ce qui fut effectivement versé, p. 316 et suiv.

(3) Arch. Comm. de Sens CC 1, f^o 30, 33, 37, 38, 39 et 66 v^o.
Arch. Comm. de Sens CC 2, f^o 120 v^o.

s'assemblaient-ils tous les jours afin de prévoir les dépenses.

Mention est faite d'une assemblée générale des bourgeois afin d'obtenir un subside nécessaire à l'arrangement de haies d'épines (1).

Il fallut longtemps encore pour que le calme revint dans nos pays ; les pouvoirs extraordinaires accordés au Procureur et aux Elus durent leur être maintenus mais la misère paraît avoir été de longue durée. Après une telle ruine, agricole, économique et commerciale, il fallut du temps pour qu'une ère de prospérité s'annonçât.

Louis XI, très préoccupé des questions économiques, se penchera sur Sens pour essayer de la relever de ses ruines (2).

(1) *Ibid.*, CC 1, fo 65.

(2) Sur la ruine de la France à cette époque et sur la politique royale poursuivie pour le relèvement du pays, cf. une thèse récente de R. GANDILHON : « *Politique économique de Louis XI* », 1940, p. 153 et suiv. et surtout H. SÉE : *H^{re} économique de la France*, t. 1^{er} le Moyen-Age et l'Ancien Régime publ. av. le concours de R. SCHNERB, Paris, 1939, pp. 50, 73, 74.

DEUXIEME PARTIE

LE CORPS DE VILLE DE SENS

(1474-1789)

CHAPITRE PREMIER

CREATION DU CORPS-DE-VILLE

Juin 1474. Sens va-t-il s'éveiller et reprendre une place prépondérante dans le royaume de France ? Redevenir une de ces bonnes villes, fierté du Roi ?

Louis XI, de Senlis, en Juin 1474, donna à Sens des Lettres-Patentes, que Balthasar Taveau, Procureur de la ville, consignera cent ans plus tard dans son Inventaire sous la cote n° 4, et qui furent pour Sens la Charte d'établissement de l'Echevinage et du Mairat.

SECTION I

Les Lettres-Patentes de 1474

§ 1^{er}. *Origine*. — Dans le préambule de ces Lettres-Patentes, Louis XI exposant les raisons qui l'ont mû, mentionne qu'en « icelle (ville de Sens) n'a esté amplement usé de leur droit de communauté, combien que d'an-

cienneté y eust droit de communauté en ladicté ville, a esté et est très-fort diminuée et appouvrié, et les fossez, murailles, portaux, bolevers et autres emparements et communs affaires si mal traictées, régis, gouvernez et conduictz que, si ordre et provision n'y estoit mise et donnée, grant inconvéniement, que Dieu ne veuille, y pourroit subvenir, au très-grand préjudice de nous et desdictz habitans de tout le pays d'environ et de la chose publique de notre royaume » (1).

Le Roi semble considérer que la pauvreté de la ville vient, entr'autres causes, de ce qu'elle n'a point continué à jouir de son droit de commune, alors que les villes qui en ont usé « sont parvenues à beaucoup plus magnifique et grant prospérité... ont tousiours été dictes et réputées très-eureuses, et non sans cause » du moins ajoute prudemment le Roi « celles qui ont été et sont gouvernées par gens saiges et prudens ».

Louis XI donne une autre cause, directe à l'octroi de ces Lettres-Patentes : « aians égard au choses dessusdictes et à ce que nostre ville et cité de Sens, qui est le chief, à cause de la dignité archiépiscope, de notre pays de France » (2).

§ 2. *Analyse.* — Les Lettres-Patentes de 1474 ne comportent pas moins de seize articles qui établissent, en détail, l'organisation municipale à Sens.

Echevinage et Mairat sont institués simultanément à Sens alors qu'en d'autres villes l'échevinage précéda la création de la Mairie (3).

(1) *Ord. du Louvre*, t. XVIII, p. 16.

(2) Rappel de la Primatie des Gaules revendiquée par Sens. *cf.* note 1 p. 43.

(3) A Troyes par exemple, l'échevinage fut créé en 1470, supprimé en février 1474, rétabli en mars 1482. La Mairie fut seulement créée en 1483. *cf.* J. PATON : *Le Corps de Ville de Troyes*, Th. Paris, 1939, p. 18 et suiv.

Ces institutions furent accordées à notre ville plus tardivement qu'à d'autres (1) et ceci explique peut-être la simultanéité de leur création.

Quant aux circonstances mêmes de l'octroi des Lettres-Patentes, elles ne nous sont pas connues. Il semble que le Roi ait dû être sollicité par les Sénonais, peut-être un peu oubliés depuis quelques années, et qui, voyant se répandre autour d'eux l'institution nouvelle, durent, après une prudente expectative, se décider à se rappeler au souvenir du monarque.

Une différence ressort, dans le mode d'élection, entre la Commune ancienne et le Corps de Ville. Désormais ce n'est plus une simple élection qui désigne le maire et les échevins. L'élection ne fait que précéder le choix royal. Et ce n'est qu'après celui-ci que sont définitivement connus les maires et échevins de la ville. L'emprise royale est donc directe et forte sur l'institution municipale.

Les habitants de Sens s'assembleront tous les deux ans pour nommer « seizè ou dix-huit personaiges des plus notables et propices » disent les Lettres-Patentes. Il n'est pas question du Bailli dans cette assemblée, notons-le en passant, car cette quasi éviction de l'agent royal sera le point de départ de grosses difficultés.

La liste, ainsi constituée par élection, sera envoyée au Roi « par roolle clos, signé et scellé, pour en choisir unze tels qu'il nous plaira... duquel nombre se fera ung maire, quatre échevins et quatre conseillers, ung procureur qui se nommera clerc de ladicté ville, ung receveur des deniers communs d'icelle ».

L'*art. 2* des Lettres-Patentes prévoit la contrainte par tous moyens, pour qui voudrait se dérober à ces fonc-

(1) L'échevinage ancien à Saint-Omer fut réorganisé dès 1447 et déjà depuis quelques années il y avait un maieur unique. Cf. A. GIRY : *Hist. de la ville de Saint-Omer*, p. 173 et suiv. dans *Bibl. Hautes Etudes*, Paris, 1877, 31^e fasc.

tions : « et seront contraincts par nostre bailly oudict lieu ou son lieutenant, et par prise de corps et de biens et autres voyes deues et raisonnables, nonobstant opposition ou appellacions quelconques ». En corollaire, le Roi donne la liste des excuses admises et accorde des gages à chacun de ces fonctionnaires (*art. 2*). Les excuses visent, pour l'avenir, ceux qui auront déjà été en charges deux années durant ; et, dès à présent « légitime excusation évidente et nécessaire ». Les gages attribués aux membres de notre Corps de Ville (*art. 14*) s'élèveront annuellement à 12 livres tournois pour le maire, 8 livres pour les échevins, 20 livres pour le receveur, 20 livres pour le clerc, enfin 4 livres pour les conseillers (1). Le receveur est chargé de régler ces sommes et obligation lui est faite d'en tenir un livre de compte.

L'*art. 3* prévoit le décès, au cours des deux années que durent leurs fonctions, de « l'ung desdicts maire, eschevins et autres desdicts ainsi nommés et institués que dict est ». Alors le Bailli ou son Lieutenant pourvoiront à ce remplacement mais, après « conseil et adviz desdicts maire et eschevins ».

L'*art 5* fixe les prérogatives et rang de chacun. Le maire aura « la présidence, prééminence et prérogative sur lesd. personaiges, de mettre en délibération les matières, demander opinions, conclure, laquelle conclusion il sera tenu exécuter ou faire mettre à exécution ». Et pour que cette exécution soit bien assurée, le Roi, dans un *art. 6*, accorde l'appui de la force personnifiée par deux sergents du Roi, que maire et échevins pourront choisir.

En contre-partie de l'autorité ainsi conférée au Corps

(1) 1 livre tournois de la fin du xve siècle équivalait environ à 125 francs-or.

de Ville, quels étaient les devoirs et obligations imposés par le Roi ?

Obligation de réunions régulières, de présence effective à ces réunions ; *art. 9* : « les maire, échevins et conseillers seront tenus eulx assembler ordinairement deux fois la sepmaine du moins en l'hostel-de-ville aux jours de mardi et jeudi à heure deux heures après-midi ». Les délibérations seront obligatoirement enregistrées : « tout ce qui sera faict et appointé par eulx, s'en fera registre qui sera signé par ledict clerc, ou l'un desdicts conseillers en son absence ». Le Roi dit, ordinairement, car, pour les affaires plus importantes l'*art. 4* précise que maire et échevins devront appeler un « plus grand nombre de gens » et, en cas de « matière grande, pesante ou difficile feust expédiant d'appeler nos officiers illec ou autres notables gens d'icelle ville ».

Des sanctions sont prévues contre les membres du Corps de Ville qui prendraient leur tâche trop à la légère, n'en voulant retenir que les honneurs et rejeter les charges, tout un système d'amendes est décrit dans l'*art. 10* « les défaillans seront enregistrés, et le registre baillé au receveur d'icelle ville par roolle, pour estre par lui rabattu pour chascun défaut 12 deniers tournois, sur les gaiges de chascun défaillans et audict maire le double s'il n'y a aucune cause raisonnable par quoy ils doivent estre excusez, laquelle ledict défaillant sera tenu faire savoir auxdicts lieu et heure par exoinateur, qui affirmera ladicte exoine et icelle receue par ledict maire ».

Un quorum est imposé pour la validité des décisions : 5 présens pourront valablement « besoigner et conclure en ce qu'ils verront estre à faire » (*art 11*).

En plus des gages que nous avons déjà signalés, certains remboursements de frais réels pourront être effectués sur les deniers communs de la ville. Ceux qui auront fait des voyages au profit des affaires de la ville, qui lui

auront rendu des services, seront remboursés mais, en aucun cas, ils ne pourront être exemptés, affranchis ou moins imposés. Le Roi se méfie de ceux qui feraient volontiers de petits voyages aux frais communs, et il sait qu'une trop grande facilité de récompense se traduirait par un déficit sérieux dans la trésorerie municipale et que le tout aboutirait à une diminution sensible de la Trésorerie royale.

Sur qui s'exercera le gouvernement du Corps de Ville ? Cette fois nous ne verrons plus surgir les conflits de juridiction qui jalonnèrent les siècles précédents. L'évolution de la puissance royale est maintenant achevée. Temporel et Spirituel sont depuis longtemps séparés.

L'*art.* 7 spécifie que, devront obéissance au Corps de Ville, « toutes personnes demourans en ladicte ville et cité ». Il n'y a là place pour aucune équivoque car le même article précise « gens d'église et autres, (seront tenus) obeyr ausdicts maire et eschevins et conseillers, en toutes choses qui par eux auront esté délibérées et conclues, touchant le faict de la communauté et chose publique ». En sanction, l'*art.* 8 prévoit les peines qui suivront la transgression de l'*art.* 7 « si aucuns se rendaient rebelles et désobéissans au contraire, ou que par parolles feussent trouvés murmurans, détraictans ou mal parlans des gouverneurs ou du gouvernement de ladicte ville, ledict maire les pourra prandre ou faire prandre et constituer prisonniers et incontins les amener en nos prisons ». Cet article 8 allait, lui aussi, être invoqué comme l'un des fondements de l'opposition à l'enregistrement des Lettres-Patentes (1).

En résumé notre Corps de Ville est ainsi constitué pour deux ans : 1 maire, 4 échevins, 4 conseillers, 1 procureur

(1) Sur cette opposition, cf. *infra*, p. 74, sect. 1^{re} et p. 76, sect. 2^e.

de la ville, 1 receveur des deniers communs. Ils forment les onze personnages centraux de la municipalité. Accessoirement 16 ou 18 Notables joueront un rôle, soit pour les élections, soit pour conseiller le Corps de Ville ; 2 sergents royaux aideront le maire dans sa tâche exécutive. Très exceptionnellement, les gens du Roi seront mêlés à la vie municipale : en cas de matière grave, de décès. Il y a là en germe toute la lutte qui surgira entre le Bailliage et l'Echevinage.

Nos Lettres-Patentes ne précisent pas les attributions du Corps-de-Ville en ce qui concerne les biens et revenus communaux, l'Hôtel-de-Ville. En appendice, le Roi autorise les maire et échevins à percevoir « maille sur le pain de chapitre vendu audict Sens » et maintient le droit de rivière franche (1).

Remarquons en outre que le clergé ne participe pas à la vie municipale contrairement à ce qui se vit en quelques villes (2).

SECTION II

Lettres-Patentes de 1483

Dès 1483 (3), la Charte de 1474 subit quelques retouches. Ainsi que toutes les villes du royaume, Sens ne manquait pas de faire confirmer ses privilèges à l'avènement de chaque monarque. C'était peut-être l'occasion, pour les villes, d'entrer en contact direct avec le Roi, c'était sûrement, pour celui-ci, l'occasion de percevoir quelque menue finance. La vanité des villes était satisfaite par la reconnaissance de leurs anciens privilèges et il était logique

(1) B. TAVEAU : *op. cit.* p. 19, 20.

(2) A Troyes notamment.

(3) Lettres-Patentes données à Notre-Dame de Cléry en décembre 1483. Arch. Nat. X^{1a} 8610, f° 143-144 et K 190, n° 4 copie collationnée.

qu'une telle satisfaction s'accompagnât pour elles d'un léger sacrifice financier.

En outre, cette reconnaissance périodique des privilèges empêchait que le Trésor royal ne fut frustré par les engagements des prédécesseurs du Roi. Autrement dit, dans quelle mesure l'acte d'un roi engage-t-il ses successeurs ? Dans quelle mesure une concession de privilèges, qui entraîne pratiquement une diminution des revenus royaux, constitue-t-elle une aliénation du domaine ? C'est un problème qui touche au fond même du droit public du temps, et nous verrons le Parlement s'appuyer sur ces arguments de défense du domaine pour refuser l'enregistrement des Lettres de 1474.

Les modifications apportées par Charles VIII à la Charte de 1474 portent sur deux points particuliers :

1°) On constate d'abord une diminution du nombre des officiers municipaux, et, cela, à la demande des habitants de Sens. Le nombre de ces agents passe de 11 à 6 ; remarquons qu'en somme, cette diminution tend à la concentration des pouvoirs puisque les officiers supprimés sont les conseillers. Enfin une fusion s'opère entre les offices du procureur et du receveur (1).

2°) A la demande des Sénonais, le Roi accepte qu'à l'avenir la confirmation de l'élection des Maire et Echevins soit donnée par le Bailli ou son Lieutenant (2). Le

(1) .. « lequel nombre de unze est fort grant et excessif à ladicte ville, parce qu'elle a esté et est très-fort dépeuplée, tant à cause des mortalitéz et guerres que ont couru cy-devant que autrement, et ne se pourroit trouver si grant nombre de gens convenables au gouvernement d'icelle ville et changer si souvent... ledict nombre de unze personaiges... avons à leur supplication et requeste diminué, modéré et remis... au nombre de six personnes c'est assavoir ung maire, quatre eschevins, et ung qui sera procureur-receveur de ladicte ville ».

(2) ... « et aussy leur octroyer que l'élection et la nomination qui par lesdictz habitants sera faicte desdits officiers nostre bailly

lien entre la ville et le Roi se relâche, bien qu'en principe le Bailli soit l'émanation du Roi dans la localité.

Que les Sénonais aient désiré un certain renforcement de pouvoir du mairat et de l'échevinage, cela se peut concevoir. Mais il fallait aussi, et surtout, à cette époque où Sens était si éprouvé, compter avec les difficultés financières (1).

Une représentation de la ville, magnifique et grandiose, pouvait satisfaire le goût du faste, encore fallait-il qu'elle se put concilier avec les ressources régulières de la trésorerie municipale.

Il était, toutefois, bien imprudent pour notre ville de demander au Roi que dorénavant, l'élection du Corps de Ville fût confirmée sur place par le Bailli ou son Lieutenant. Il eut mieux valu pour Sens économiser sur un autre chapitre du budget et relever directement du Roi en cette occurrence.

Mais, peut-être, faut-il voir là une intervention royale directe dans les affaires de notre ville qui, pendant les neuf ans qui s'écoulèrent entre les deux chartes, paraît avoir voulu disposer un peu trop largement des deniers communs.

Dès les toutes premières années qui suivirent la charte

de Sens les puisse confirmer sans qu'il leur soit besoing envoyer par devers nous et sur ce impartir notre grâce... leur avons octroyé et octroyons, voulons et nous plaist que doresnavant, après qu'ilz auront esleuz ou nommé en la manière accoustumée lesdits six personnaiges audit gouvernement icelle élection deuement faite nostre dit bailli de Sens ou son lieutenant en son absence la puisse confermer et instituer lesdits officiers chacun en sa charge ».

(1) Le nombre de onze a été pour Sens « par cy-devant de trop grant charge, fraiz, mises et despenses » ainsi d'ailleurs que l'envoi « si souvent par devers notre dit feu seigneur et père, et encores seroit de plus en plus si leur convenoit désormais envoyer aussi souvent devers nous pour avoir la confirmation desdits officiers ».

de 1474 (1), on voit des remboursements effectués par la ville au profit de personnes qui ont œuvré pour elle : ce sont 36 sols, 8 deniers, donnés à Louis Venue, maire de la ville, pour la dépense faite en sa maison à l'occasion d'une réception qui réunit les officiers royaux, le maire, les échevins, afin de « communiquer les affaires de la ville et de conclure en la manière de procéder en icelles ». Ce sont encore 17 livres accordées à Jean Ferrand pour un voyage effectué auprès du Roi, pour gérer les affaires de la ville. Or, Sens était à peine remis des dures atteintes de la guerre pendant laquelle nos régions avaient été si éprouvées et à peine remis des ravages d'une peste violente.

Quoiqu'il en soit, il n'est pas douteux que si le Roi autorise son Bailli à confirmer et en quelque sorte à valider les élections de notre ville, c'est qu'à cette époque, à Sens, comme ailleurs, le Bailli représentait sur place et de façon permanente, le Roi duquel il tenait ses pouvoirs.

Deux autorités se partagent donc la ville, se complétant mais inégales en hiérarchie : d'un côté, le Corps de Ville qui représente les intérêts de la ville et du peuple sénonais ; de l'autre, le Bailli qui doit la justice certes, mais qui veille, avant tout, aux intérêts du Roi.

(1) Arch. comm. de Sens CC 5 (reg. in-4°). Comptes de Thomas Buchote, receveur de la ville pour les années 1477-1480.

CHAPITRE II

MISE EN APPLICATION DES LETTRES-PATENTES

SECTION I

Oppositions

De 1474 à 1483 on ne relève dans les sources aucune trace d'opposition à l'application des Lettres-Patentes, et, cependant, il faut remarquer que lors de la publication des Lettres de Charles VIII, les Lettres de Louis XI n'avaient pas encore été enregistrées en Parlement. Ce retard sera évoqué, plus tard, lors des oppositions portées devant le Parlement, et imputé à la négligence du premier maire (1). En plus de cette omission du premier maire à faire enregistrer les Lettres-Patentes, n'y eut-il pas une certaine lenteur voulue de la part du Parlement, afin de réserver l'avenir ? C'est probable car, le Parlement était déjà assez rebelle à admettre les actes émanant de l'autorité royale et susceptibles d'aller contre sa propre indépendance en renforçant le gouvernement central. On a parlé de Louis XI, à juste titre, comme de l'un des premiers rois de France ayant eu une politique très ferme tendant à la con-

(1) Cf. *infra* p. 79.

centration et à la centralisation (1). Cela ne devait point plaire au Parlement qui, dès notre époque, commence à témoigner de prétentions politiques.

L'opposition qui se manifestera en 1486 aura une origine locale et naîtra des querelles entre Echevinage et Bailliage. Mais, ainsi qu'il arrive souvent, parti d'une affaire minime, le débat se haussera au point de faire entrer en jeu de grands principes : lois fondamentales du royaume. A propos d'une petite querelle locale : dépôt des gens du Roi, de Sens, de se voir un peu éloignés du détail de l'administration communale, naîtra une argumentation qui évoluera autour des principes directeurs de la monarchie française — gouvernement personnel du Roi, inaliénabilité du domaine.

L'institution municipale fonctionna à Sens dès sa création et nous connaissons les noms des maires et échevins à partir de 1477, grâce aux registres de comptes de Thomas Buchote, receveur des deniers communs de 1477 à 1480 (2). Ensuite le registre de comptes de Gilet Odoz, receveur des deniers communs, mentionne l'élection de Pierre de Vieil-Chastel en qualité de maire ; Jean Girardin, Loys Boucher, licenciés-ès-lois ; Jean Mauroy, Loys Bymont, marchands ; en qualité d'échevins (3). A la suite des Lettres de 1483, comme à la suite des Lettres de 1474, les élections se sont donc normalement effectuées, mais, le même registre porte une dépense de 40 livres accordées

(1) C. J. GIGNOUX : « *Monsieur Colbert* ». Paris, 1941, p. 37 « le plus grand praticien de la centralisation monarchique Louis XI ».

(2) Arch. comm. de Sens, registre CC 5. Le nom du premier maire nous est donné dans un acte du Parlement que nous étudions plus loin : c'était l'avocat Grassin. En 1475, le maire fut Louis Picon. Cf. Arch. Départ. Yonne, F. 10, notes Garsement de Fontaine.

(3) Arch. comm. de Sens, registre CC 6.

à Pierre de Vieil-Chastel et Loys Bymont, en couverture d'une partie des frais qu'ils firent durant un voyage vers le Roi à Tours et à Poitiers. Le but de ce voyage n'était rien moins que d'obtenir provision contre les officiers royaux du Bailliage qui demandaient la suspension partielle de l'échevinage de la ville (1). D'autres voyages du maire et du procureur sont encore signalés pour le même sujet, mais à Paris cette fois.

Alors commencent ouvertement les oppositions et la lutte. Cette ouverture immédiate des hostilités prouve bien que le régime instauré par les Lettres-Patentes mettait l'accent sur une question déjà latente, et qui est de tous les temps et de tous les régimes : l'éternel problème de la centralisation et de la décentralisation. Dans quelle proportion faut-il allier l'autorité et l'indépendance locale, la quasi-autonomie ?

A notre époque, les sujets croient, à tort ou à raison, trouver dans le Roi un défenseur des libertés locales à l'encontre même des agents royaux, et l'on s'en prendra à eux, simples agents d'exécution, plutôt qu'à celui qui commande. D'autre part, les agents eux-mêmes affectent de défendre les intérêts du Roi mieux que le Roi lui-même. Avec un tel malentendu à la base, l'entente ne pouvait se réaliser rapidement. Il faudra un acte d'autorité du souverain pour trancher le litige.

SECTION II

Base des Oppositions

Les oppositions commencées en 1486 ne furent pas terminées en un seul arrêt du Parlement. Elles furent portées devant cette Cour à plusieurs reprises et les Tables de

(1) Arch. comm. de Sens, CC 6.

Le Nain signalent deux arrêts, l'un du 29 mars 1490 (n. s.), l'autre du 17 juin 1940 ; l'un et l'autre sont également mentionnés dans Taveau.

L'Arrêt du 29 mars 1490 expose en détail la base et les circonstances mêmes de l'opposition de l'avocat du Roi (pour le Procureur Général) (1).

L'opposition émane du « maistre pour le procureur du roy » et porte sur une question de droit. L'avocat montre que lorsque le Roi accorde la création d'une « communauté » il faut que les lettres soient approuvées « *per curiam suppremam* » car, il est bien difficile que l'on accorde ces communautés sans que ce soit au préjudice des droits du domaine. C'est dire on ne peut plus clairement que le Parlement est juge et gardien de ces droits, partant, proclamer que ce corps de magistrats juge mieux de l'intérêt de l'Etat que le Roi lui-même. La validité des Lettres-Patentes ne leur venant que de l'enregistrement en Parlement, c'est considérer que cet enregistrement « prend la valeur d'une promulgation » (2). Mais le texte ne se borne pas à ces déclarations de principe, il va plus loin dans l'analyse, et précise que l'usage veut que ces lettres soient adressées en premier lieu à la Cour, ce qui revient à obliger le Roi à suivre une procédure imposée par le Parlement. Après cet exposé nous arrivons directement au « *casus belli* », dans le cas présent, les Séno-nais ont usé des droits que leur accordaient les Lettres de 1474 sans les avoir fait approuver par le Parlement « par quoy ils sont grandement amendables ».

L'opposant poursuit et précise sa pensée, il ne nie pas que le Roi ait l'autorité voulue pour accorder ces textes de communauté, il attire seulement l'attention de la Cour sur les inconvénients qu'ont ces créations « car le peuple

(1) Arch. Nat. X^{1a} 4.831, f° 191.

(2) E. PERROT : *Précis élémentaire de Droit Public et Privé*, p. 506.

de sa nature est prest à commocion et pour ce toutes érec-tions de nouvelles communautés sont odieuses ». La force de ce dernier terme donne la mesure de la sympathie du Parlement pour l'institution nouvelle.

En cette ville, depuis cent ans, les élus ont toujours donné, sous l'autorité du Roi et de ses officiers, d'excellents administrateurs. C'est le Bailli, juge royal, qui est en droit, le chef ; il n'y a pas de raison de changer ce régime instauré en coutume. Or, les Lettres de 1474 accordent aux habitants des droits qui portent le plus grand préjudice à l'autorité du Bailli. Nous sommes ici au cœur du débat, en même temps qu'au point sensible. Le Parlement soutient tout naturellement les droits du Bailli, comme lui, délégué de la puissance royale. Et d'énumérer ces droits qu'il conteste :

1°) le droit de s'assembler, il faut sous-entendre sans l'autorisation expresse du Bailli, contrairement à ce qu'il en était pendant le régime de transition (1).

2°) le droit de lever des impôts, privilège qu'aucune ville ne possède. « Aucune communauté ne le peut sans l'autorisation du Prince et Lettres particulières et expresses au cas ».

3°) le droit de faire commandement aux sergents royaux sans l'autorité du Bailli, ce qui relève de la juridiction ordinaire et non du maire.

4°) le droit de délibérer sur les affaires de la ville sans appeler le Bailli, « qui est une chose de périlleuse conséquence » et l'opposant de citer un exemple à l'appui : les officiers municipaux n'ont-ils pas décidé de saisir un jardin qu'ils ont effectivement pris à l'Hôtel-Dieu ?

5°) droit d'enfermer ceux qui diraient du mal d'eux et de les livrer au Bailli « pour faire après la prinse l'information ».

(1) Cf. *supra*, 1^{re} Partie, chap. 2.

6°) permission d'ouïr les doléances de tous ceux de la ville et d'en décider.

7°) enfin, le Corps de Ville ne va-t-il pas jusqu'à vouloir un nouveau subside sur le pain ?

Le Procureur de conclure en demandant la condamnation des officiers municipaux à 1.200 livres d'amende et il rejette l'enregistrement.

Le Procureur de l'Archevêque déclare que l'affaire intéresse ses droits et demande un délai.

Le Procureur des gens de la ville, Montmiral, répond ensuite point par point au Procureur du Roi. Voici les termes résumés de sa réponse :

Sens, qui est une des plus anciennes villes du royaume et qui a rendu des services éminents, « avait, du temps de Philippe-Dieudonné, maire, jurez, corps et commune, avec juridiction de la ville » et le prévôt n'en connaissait que « *in exterioribus* ».

Depuis les grandes guerres la ville s'est dépeuplée, c'est à peine si les portes étaient fermées, et on a mis des élus à la place du maire. Mais, le Procureur de la ville l'affirme, avec raison, hautement : le nom seul est changé, les pouvoirs demeuraient les mêmes. La population ayant augmenté et Sens devenant une des grandes villes du Royaume, le roi Louis XI, en 1474, a voulu mettre ordre aux affaires de la cité qui est à la frontière de la Bourgogne.

Si les lettres n'ont pas été présentées, c'est la faute du premier maire élu, l'avocat du Roi, Grassin, qui est seul responsable. Remarquons ici que la prétention de contrôle du Parlement est implicitement admise. Quant au subside sur le pain, il y a quatre siècles que les Sénonais jouissent de ce privilège, ce n'est donc pas une innovation.

Le Parlement s'est rallié aux vues du Procureur du Roi, qui représentait, dans cette affaire, plus les intérêts du domaine que les intérêts du Roi, puisqu'il allait contre

les décisions royales. L'enregistrement ne fut pas accordé.

Ce que nous devons plus spécialement retenir de cet Arrêt, c'est, comment à propos d'une petite querelle locale, on en vient à évoquer les principes fondamentaux de la monarchie française ; comment arrivent à s'affronter, d'une part, l'autorité royale et de l'autre, le Parlement. Lutte inégale en vérité puisque le Parlement n'est que le serviteur du Roi, mais lutte qui déjà laisse pressentir et contient en puissance tout ce que dans l'avenir le Parlement apportera de restrictions, de gêne, à l'exercice de l'autorité royale. Ce Parlement qui sera frondeur, réactionnaire, qui brisera par sa résistance opiniâtre et étroite le louable effort de réforme du XVIII^e siècle (1), qui n'aura que bien rarement une ouverture d'esprit suffisante pour juger sainement de l'intérêt véritable de l'Etat, qui s'attachera beaucoup plus à la défense de son seul intérêt de corps, qu'à songer à s'intégrer à l'ensemble de la « nation organisée » (2) et à juger de ses intérêts d'après l'ensemble des intérêts communs.

C'eût été lui demander trop de grandeur que le croire capable d'une telle élévation. On peut dire, sévèrement mais à juste titre, que la monarchie « tombe sous la chicane d'une corporation de magistrats (3) ».

En ce qui concerne notre bonne ville de Sens, ce premier arrêt ne termine point une lutte qui se dessine comme assez âpre entre Bailliage et Echevinage. Nous avons dit que

(1) F. PIÉTRI : *La Réforme de l'Etat au XVIII^e siècle*. Avant-propos p. V : « une force légale indiscutée, celle des Parlements, et dont dépend, sinon la volonté du Prince, du moins l'exécution matérielle de ses actes, s'est mise, avec les grands, au service du vieil Etat, et se dresse jusqu'à la rébellion, contre tout ce qui tendrait à le modifier ».

(2) L'expression est de M. OLIVIER-MARTIN cf. : *Le Roi et la Nation organisée*, cours autographié, 1939-1940.

(3) F. PIÉTRI : *op. cit.*, p. V.

l'enregistrement ne fut pas accordé, cependant le Corps de Ville continua à vivre et les élections aux fonctions municipales s'effectuèrent régulièrement selon les formalités prévues par les Lettres-Patentes. Elles furent seulement suspendues en 1490, alors qu'une autre phase de l'opposition surgissait (1). A la suite de l'opposition du Procureur du Roi aux élections, un Arrêt du Parlement du 17 juin 1490 (2) déclare que l'on procédera à une enquête sur la commodité ou l'incommodité de la création de l'échevinage, mais que, cependant maire et échevins prêteront le serment. Cette décision fut exécutée et Loys Bymont, receveur des deniers communs, dressa dans son registre de comptes un procès-verbal de la réception du serment de Pierre de Vieil-Chastel, Jean Lalouat, Jean Mauroy, malgré l'opposition des officiers du Bailliage et par provision (3).

Malgré ce nouvel échec, le Bailliage ne se tient pas pour battu et son opposition continue ; mais en changeant de forme. Le Bailli et ses officiers contourneront l'obstacle — le Corps de Ville — puisqu'ils ne peuvent empêcher son élection. Ils vont tenter et parfois avec succès, de se faire nommer aux fonctions municipales. Il faudra que le Roi intervienne pour assurer au sein même du Corps de Ville une représentation équitable des intérêts réels de la ville et un « *modus vivendi* » qui permette de vivre en paix ; les querelles n'engendrant guère la stabilité et la confiance nécessaires à l'épanouissement de la prospérité.

(1) Arch. Dép. Yonne F 10, notes Garsement de Fontaine, dans la liste des maires, nous lisons à la date de 1490 qu'il n'y eut ni maire ni échevins à cause de la « contestation qui fut appointée par la Cour ». Mention de cette contestation se trouvait dans le compte du receveur des deniers de cette époque, Martin Savigny.

(2) Cet Arrêt, mentionné aux Tables de Le Nain, n'a pu être retrouvé malgré nos recherches.

Nous le trouvons cité par B. TAVEAU : *op. cit.*, p. 20-21.

(3) Arch. comm. de Sens, registre CC 7. Procès-verbal dressé par Edmond Lenfant, Commissaire du Parlement de Paris.

Pour le moment, les gens du Roi, pressentant sans doute qu'ils s'attaquent à une institution durable, vont essayer puisqu'ils ne peuvent la détruire, d'y pénétrer et de s'en emparer.

Nos Sénonais allaient avoir à lutter encore douze ans pour voir leurs efforts couronnés par l'enregistrement des Lettres-Patentes.

C'est seulement le 24 mai 1502 que le Parlement consentit à « valider » les Lettres-Patentes. Dans l'intervalle, le 30 janvier 1492 (n. s.) le Roi avait ordonné l'enregistrement, il ne fut pas obéi. Une supplique fut adressée par les Sénonais le 6 mai 1501, demandant l'exécution de l'Arrêt de 1492 intervenu entre eux et le Procureur Général du Roi. Cette supplique rapporte que cet arrêt décidait que les « lectres de chartes données ausdits supplians par le feu roy Loys, le feu roy Charles derrain trespassez touchant les privilèges et octroys donnés en icelle ville seroient enregistrez et sur icelles seroient mis *lecta, publicata et registrata*, pour en joyr par lesdits supplians selon la forme et manière déclarée oudit arrest ». Les Sénonais demandent que cet enregistrement tant attendu et tant désiré soit effectué nonobstant les difficultés soulevées par le greffier. En effet, celui-ci objectait que l'arrêt de 1492 était, en 1501, suranné et que les Lettres dont il s'agissait étaient elles aussi surannées, donc sans valeur. Afin de faire tomber cette objection du greffier, les Sénonais font ressortir que ces lettres n'ont été enregistrées « pour plusieurs occupations et affaires qui sont survenuz à ladicte ville ». C'est tout ce qui reste en témoignage des vives querelles. Le temps a passé et apaisé bien des sujets de lutte.

Supplique et Chartes ne furent enregistrées qu'un an après et ensemble (1).

(1) Arch. Nat. X^{1a} 8610, f° 144, v° : « *Et est subscriptum osten-*

C'était la fin des oppositions des gens du Roi à l'établissement et au fonctionnement de notre Corps de Ville. Il fallait bien s'incliner devant l'autorité du Roi.

Ce serait cependant se tromper que de croire au début d'une ère d'entente entre les deux autorités urbaines. A chaque occasion où il le pourra, le Bailliage essaiera de prendre le Corps de Ville en défaut et, sur la question des finances, tout au long du xvr^e siècle, les occasions ne lui manqueront pas.

Dès la fin du xv^e siècle, le 5 août 1491, un arrêt du Parlement ordonne aux maire et échevins de rendre leurs comptes dans les trois mois et d'en donner un bordereau dans les six semaines (1). Ce procès avait mis en présence le Procureur du Roi, les élus de Sens et l'arrêt ordonne la reddition des comptes devant les baillis de Sens, Troyes ou Montargis.

En février 1506, sur requête, un arrêt ordonne l'audition des comptes des deniers communs par le Bailli ou son Lieutenant (2). Le 28 avril 1522 nouvel arrêt du Parlement, ordonnant l'examen et la clôture des comptes des aides et deniers d'octroi (3). Messire Jean d'Albret, chevalier, seigneur d'Orval, Gouverneur de Champagne (4), en vertu

datur procuratori regis. Actum in Parlamento VI^{ta} maii m^o quingentesimo I^o Item erat subscriptum : consencio pro rege, quia super litteris hic allegatis ponatur lecta, publicata et registrata, insequendo arrestum curiae hic allegatum et propter supplicantes gaudendo secudum limitaciones in dicto arresto contentas. Sic signatum Burdelot. Erat enim subscriptum fiat procuratori Regis consentit et in-arresto continetur : Actum in Parlamento XXIII^{ta} maii M^o quingentesimo secundo. Collatio facta est cum originalibus magistro Petro Desfriches procuratori habitantem Ville Senonensis redditus ».

(1) B. TAVEAU : *op. cit.*, p. 21.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

(4) Sens était de la Généralité de Paris, du Gouvernement de Champagne et de la Province de Champagne. Entr'autres sources, cf. MORÉRI : *Grand Dict. hist.*, t. IX, p. 345, col. 1.

de pouvoirs spéciaux donnés par le Roi, devait assister en personne à l'audition des comptes devant le Bailli ou son Lieutenant.

Les officiers du Bailliage semblent s'être complus à obtenir des jugements contre les membres du Corps de Ville, mais il faut reconnaître que celui-ci ne ménageait guère les deniers communs et trop souvent les finances communales servaient à des largesses d'une utilité contestable.

L'un des registres de comptes les plus probants est, à cet effet, le registre de Loys Bymont, déjà cité, pour les années 1490-1491 (1). On y trouve mention d'une dépense de 22 sols, 6 deniers, pour l'achat d'une « chèvre sauvage » présent des maire et échevins à M. le Grand Président à Paris. Les vérificateurs royaux commis à l'examen des comptes de Sens n'ont évidemment pas avalisé une telle fantaisie (2). De fréquentes observations marginales rejettent telle ou telle dépense inconsidérée. Dans le registre de comptes de 1496-1497 (3) les vérificateurs rejettent également une dépense de 16 livres payées au maire pour l'achat d'une robe et d'un bonnet à mettre en l'honneur de l'entrée du Roi.

Nous avons dit que l'opposition des gens du Roi avait changé de forme et que, dès lors, tous leurs efforts s'étaient portés sur l'accession aux charges communales. Il faut voir une victoire à leur profit au début du xvr^e siècle en 1512 (4) dans la présence simultanée au sein du Corps de Ville de

(1) Arch. comm. de Sens, registre CC 7, d'octobre 1480 au 7 février 1491.

(2) Les vérificateurs ont écrit : « semble que les maire et échevins n'ont pas permission de donner les deniers des octrois de la ville sans permission du Roy ».

(3) Arch. comm. de Sens, registre CC 8.

(4) Arch. comm. de Sens, registre CC 10. Receveur Nicolas Fortier. Les autres échevins étaient : Louis Guillaumet, Jean Maingre, Jean Maillot.

noble Jean Bochart, lieutenant du Prévôt de Sens, Maire ; et de Jean Le Myolat, Procureur au Bailliage, Echevin.

En 1515, le Maire, Nicole Maulmiré, est avocat du Roi et l'un des échevins, Jean Maillet, procureur au Bailliage (1). Par contre, en 1552, les quatre échevins sont de courte robe, marchands (2).

Ce mouvement alternatif irrégulier qui fait succéder à des gens de robe longue des gens de robe courte, et *vice versa*, prouve que l'on n'est pas encore arrivé à la représentation équitable des intérêts.

Nous allons voir comment l'action royale se manifestera au cours des siècles suivants, surtout au cours du XVI^e, pour arriver à une solution qui sauvegardera les intérêts généraux, malgré les « entreprises » et tentatives des uns et des autres.

(1) Arch. comm. de Sens, registre CC 11, autres échevins : Jean Le Maire, Jean Le Moynat, Simon Raolet ; procureur, Etienne Bierne, seigneur du Chesnoy.

(2) Arch. comm. de Sens, CC 12. Maire : Gilles Garnier, qui mourut le 7 août 1553 et fut remplacé par Claude Perrat ; échevins et marchands : Jean Bourgoin, Jean Treillant, Jean Bouquot, Jean Fauvelet.

CHAPITRE III

REFORMES DU CORPS-DE-VILLE AU XVI^e SIECLE

SECTION I

Lutte entre le Bailliage et le Corps de Ville

En vingt ans, l'institution municipale avait eu le temps de subir une sérieuse déviation et l'autorité royale intervint par un arrêt en date du 5 décembre 1523 (1) qui, règlementant dans le détail le processus des élections, posa en principe toute une catégorie d'incompatibilités. Cet arrêt survint à la suite d'une contestation soulevée à propos de l'institution d'un échevin. Etaient parties à ce procès d'une part, Jehan Maillet, Procureur au Bailliage ; Girard Baudard, Gillebert Bardeau, marchands, qui appelaient de l'institution de Benoist Perret en l'office d'échevin ; et, d'autre part, Jehan Boutigny (époux de la veuve de

(1) N'ayant pas trouvé cet arrêt dans les registres du Parlement, nous pensons qu'il s'agit d'un arrêt du Bailliage, TAVEAU : *op. cit.* p. 21, ne spécifie pas autrement et parle seulement d'un arrêt de la Cour. L'état actuel des archives du Bailliage de Sens ne nous a pas permis de rechercher cet arrêt. Dans les Mss de la Bibl. Nat. *Collection de Champagne*, vol 43, f^o 129 : *Extrait de l'histoire de la ville de Sens* » de J. ROUSSEAU par le P. GUICHARD, mention est faite d'un arrêt du 5 décembre 1523 ordonnant la division de Sens en quartiers, c'est le même arrêt. TAVEAU parle de cette division pp. 23-24.

Benoist Perret) ancien échevin ; Jehan Robiqueau, Loys Garnier et Gervais Royneau, échevins.

La Cour ayant entendu le Procureur Général du Roi, met à néant l'appel, et ce sans amende ni dépens. Mais l'arrêt réglemente les élections des Maire et Echevins.

§ 1^{er}. *Incompatibilités*. — L'arrêt pose donc, tout d'abord à l'occasion de l'élection contestée, toute une série d'incompatibilités que, si elles sont respectées, rendront sinon impossible, au moins plus difficile, la collusion de quelques familles entre elles ou l'accaparement du pouvoir municipal, par les divers membres d'une même famille. A Sens, comme ailleurs, il s'est instauré de ces monopoles du pouvoir.

L'arrêt de 1523 défend d'élire et de pourvoir ès-offices de mairie, échevins, procureur et receveur de la ville, simultanément : le père et le fils, deux frères, l'oncle et le neveu, non plus que les pères, fils, frères, oncles et neveux des officiers sortants. Le pouvoir central pense que lorsque deux années se seront écoulées sans que les membres d'une même famille puissent être élus, il deviendra bien plus difficile de pratiquer une politique d'intérêt familial !

§ 2. *Processus des élections*. — L'arrêt rappelle la marche à suivre pour les élections mais complique leur mode en le précisant. Fréquence, date, lieu, heure sont fixés de nouveau.

Les élections auront lieu de deux ans en deux ans, le jour suivant la fête de St Jean l'Evangeliste, ès-féries de Noël, donc le jour des Innocents, en l'auditoire du Bailliage de Sens (1) à huit heures du matin.

(1) Depuis fort longtemps déjà les réunions communales se tenaient dans l'auditoire du Bailli « es-salles du Roi » comme l'écrit TAVEAU : *op. cit.*, p. 34. Et déjà les querelles avaient été aiguës entre la Commune et le Bailliage puisque le même TAVEAU continue :

Nous avons dit que l'arrêt complique le mode d'élection. En effet, il prévoit non plus un, mais deux degrés de vote. Il était nécessaire de fractionner l'assemblée générale des habitants qui, trop nombreuse, ne permettait plus de procéder au vote dans l'ordre et le calme voulus. L'arrêt ayant ordonné la division de la ville en cinq quartiers, les quartiers de St-Pierre-le-Rond, d'Yonne, St-Hilaire, de la Porte Notre-Dame, de St-Benoît ou du Cloître (1) serviront de base à la séparation des habitants de la ville. Ceux-ci aux termes de l'arrêt, se grouperont par quartier et, dans chaque quartier, par rues. Ils prêteront serment « ès-mains d'un homme de bien de chacun quartier, qu'ilz adviseront entre eulx respectivement (2) d'élire et nommer six personnages notables de leur quartier. Celui

« desquelles Colard de Caleville, chevalier, bailly de Sens, fit mettre hors les meubles appartenant à icelle ville, en hayne des procès meuz entre lui et ladicte ville ». A la suite de cette expulsion la réunion fut tenue pendant quelques années chez M^e Gonthier Col, secrétaire du Roi, louée six écus. (Comptes de Pierre Ogier, 1393).

Au xvi^e siècle seulement, en 1569, l'hôtel des Tournelles fut acquis des Religieux de Saint-Pierre-le-Vif et devint l'Hôtel-de-Ville

(1) Cf. *supra* p. 86, note 1. J. ROUSSEAU ajoute que les 5 quartiers comportent 50 rues. Ils sont délimités comme suit :

1^o) *Quartier de Saint-Pierre-le-Rond* : de la Porte Commune, le long de la rue Couverte, remontant le coin d'icelle du long de la Grande-Rue jusqu'au coin de Sainte-Colombe, de là à la Porte Saint-Rémy et de celle-ci à la Porte Commune.

2^o) *d'Yonne* : tout ce qui est le quartier bas depuis la Porte Saint-Rémy jusqu'à la Porte Saint-Didier.

3^o) *Saint-Hilaire* : de la Porte Commune au coin de la rue Couverte, jusqu'à la Porte Formau y comprenant tout ce qui est enclos,

4^o) *Porte Notre-Dame* : de la Porte Formau à la rue Fiedfort et le long de celle-ci jusqu'à la Porte du Cloître.

5^o) *Saint-Benoît ou du Cloître* : depuis cette Porte, descendant la rue Piedfort, retournant la Grande-Rue jusqu'au coin de Sainte-Colombe, et de là jusqu'à la Porte Saint-Didier.

(2) Plus tard, au xvii^e siècle, ces hommes de confiance sont appelés « cantons ». Cf. Arch. Dép. Yonne, de très nombreux documents des liasse 40 B 70 et registre 40 B 69.

qui aura reçu le serment des habitants recueillera leurs voix et présentera au Bailli ou son Lieutenant les six élus de son quartier.

Ces trente notables seront les électeurs du second degré.

Deuxième temps des élections : le Bailli prendra le serment des trente notables, en présence du Corps de Ville sortant. Ils jureront de « bien et deuement faire ladicte élection et eslire ceulx qu'ils sauront estre ydoine, capables et suffisans », de respecter la règle des incompatibilités, et de ne pas élire de débiteurs de la ville.

A ces trente notables se joint le Corps de Ville sortant, soit six personnes. Trente-six électeurs vont donc procéder à la nomination du nouveau Corps de Ville.

Ce second scrutin a lieu à part et en secret, dit le texte, ce qui signifie seulement que les électeurs vont se retirer en une autre pièce de l'auditoire. Leur vote n'est, en effet, nullement secret, puisque l'élection a lieu de « vive voix ». Les voix seront prises par le Président, donc par le Bailli, et consignées par écrit par le Greffier du Bailliage qui assiste à l'élection. Le rôle de ce greffier sera ensuite de « réciter les voix et nombres à haulte et intelligible voix ». Le Président concluera et prononcera « qui sont les élus ».

Une autre règle importante devra être respectée à ce degré d'élection, les électeurs ne « pourront eslire en l'un desdictz offices l'un des trente élisans en faisant ladicte élection ». C'est pourquoi, aussitôt après la publication des noms par le Bailli, on enverra les sergents de la ville chercher les élus. Car il faut les instituer en leurs fonctions et recevoir leur serment immédiatement. Le Corps de Ville ainsi nommé sera en fonctions pour deux ans et ne sera pas rééligible.

Le même arrêt prévoit que dès la prochaine fête de St Jean l'Evangéliste on devra procéder aux élections selon ce mode.

Pour assurer l'exécution de l'arrêt sans scission ou

interruption d'aucune sorte dans le gouvernement de la ville, il est prévu que les deux échevins qui auront obtenu le plus de voix à cette élection continueront leurs fonctions un an de plus et que dans les années à suivre ce seront toujours les deux plus anciens échevins qui seront remplacés.

Cet arrêt, en accordant au Bailli un rôle de surveillance des élections, comblait donc les désirs des gens du Roi sur ce point qui avait été l'un des objets de litige lors de l'institution du Corps de Ville. A peine cette satisfaction était-elle accordée au Bailli que déjà les autres membres du Bailliage tentent de prendre une part active aux élections.

§ 3. *Arrêt du 23 décembre 1525* (1). — Deux ans après cette nouvelle réglementation, c'est-à-dire alors que devaient avoir lieu des élections, une contestation s'élève et un nouvel arrêt vient fixer deux points. D'une part on avait mis l'ancien Corps de Ville dans l'impossibilité d'assister aux élections et, d'autre part, les avocats et procureurs du Roi prétendaient pouvoir assister aux élections en vertu de titres et d'usages anciens (2).

L'arrêt du 23 décembre 1525 décide : 1° que les anciens Maire et Echevins assisteront à l'élection et y donneront leurs voix — en cela, d'ailleurs, il ne fait que rappeler les

(1) B. TAVEAU : *op. cit.*, p. 28.

(2) L'ancien Corps de Ville, composé de Guillaume Boucher, maire ; Pierre Lelasseur, Jehan Robiqueau, Loys Garnier, Gervais Royneau, échevins ; Etienne Lelasseur, procureur-receveur des deniers communs ; avait appelé de la décision du Bailli et du nouveau Corps de Ville qui prétendaient les éliminer de l'élection et autoriser les gens du Roi à assister à l'élection.

Le nouveau Corps de Ville s'était rallié aux gens du Roi contre l'ancien. Il se composait de Guillaume Lhuillier, maire ; Hubert Gauthier, Nicolas Fortier, Girard Baudard, Estienne Aubert, échevins ; Jehan Tolleron, procureur-receveur.

Guillaume Lhuillier était prévôt de Sens, (Arch. Dép. Yonne F 10) ceci explique peut-être son attitude.

décisions antérieures. 2° que les avocat et procureur du Roi n'y assisteront pas, on vérifiera s'ils ont des titres ainsi qu'ils en allèguent, mais, par provision, défense absolue leur est signifiée d'assister aux élections. Il leur est permis seulement, de faire au Bailli ou son Lieutenant, et aux « élisans... des remontrances qu'ilz adviseront pour le bien public » mais, ceci fait, « ils se retireront et sépareront » de l'assemblée électorale.

Le nouveau Corps de Ville qui s'était rangé dans le clan de l'opposition à l'ancien est condamné « ès dépens de cause d'appel *pro rata* », l'arrêt juge « sans dépens quant aux gens du Roy ».

Cependant la Cour ne veut pas réveiller les querelles et décide que les prochaines élections suivront cette règle, mais que, néanmoins, « les actes et aultres choses faictes par les eschevins derrenièrement esleus » ne seront « ni adnullet ni réprouvés ».

SECTION II

Lutte au sein même du Corps de Ville entre gens de robe longue et gens de robe courte

Les querelles ne se limitèrent point aux seuls Corps de Ville et Bailliage, bientôt des rivalités violentes éclatèrent au sein du Corps de Ville, et, avec la seconde moitié du xvi^e siècle nous verrons leur acuité grandir et atteindre son maximum. « Gens de robe » et « gens mécaniques » s'affrontèrent, ces deniers longtemps tenus en tutelle par les premiers arriveront, grâce à leur ténacité et à leur persévérance, à obtenir un honorable « *modus vivendi* » qui mettra en balance avec ceux de la classe bourgeoise, les intérêts de la classe des marchands, l'équilibre relatif qui apparaîtra, sur ce point, au xvii^e siècle sera en réalité organisé déjà (en germe au moins) à la fin du xvi^e siècle grâce au principe posé en 1569 par le Roi.

§ 1. *Arrêt du 30 janvier 1530.* — Le point extrême de cette rivalité peut être trouvé dans l'arrêt de 1530 (1). A ce moment le corps des marchands n'est pas encore homogène et ne jouit pas de la reconnaissance officielle. Rien d'étonnant donc à ce que le début de la lutte lui soit tout-à-fait défavorable. En effet, l'arrêt du 30 janvier 1530 décide que de nouvelles élections se feront sans brigue de deux nouveaux échevins, au lieu des deux anciens, élus aux Innocents précédents, et que, « doresnavant es-état de maire, eschevins, procureur-receveur de ladite ville ne seront esleuz gens mécaniques, ains des plus notables personnages natifs d'icelle ville ». Ainsi c'est l'exclusion du Corps de Ville de tout élément non bourgeois. Les peines seront sévères envers quiconque essaiera de « ne briguer ou faire briguer ausdictz estats directement ou indirectement, en quelque manière que ce soit » : amende arbitraire... punition corporelle, privation de leur voix et élection, privation d'avoir aucun état municipal, telles sont les peines prévues contre toute personne de « quelque qualité qu'elle soit ».

Cet arrêt souligne en outre que les membres du Corps de Ville doivent être natifs de Sens (2).

En 1525 il avait fallu intervenir et sévir contre les gens du Roi qui prétendaient s'imposer à l'élection et y faire prédominer leurs intérêts. En 1530, la ville, essentiellement bourgeoise, fait fléchir la règle générale prohibant les gens de robe longue et elle en profite pour exclure au contraire les gens mécaniques.

(1) B. TAVEAU : *op. cit.*, p. 24.

(2) Arrêt confirmé en 1578 par un autre arrêt du 31 juillet. B. TAVEAU : *op. cit.* p. 29 « aucun ne sera esleu maire ou eschevin en la ville de Sens, qu'il ne soyt natif de ladicte ville ». Au siècle suivant, un arrêt du conseil du 25 janvier 1633, du 13 mai 1633 et un arrêt de la Cour du 17 janvier 1650 déchargent de leurs fonctions de procureurs ou d'échevins trois personnages non natifs de Sens qui furent remplacés par des Sénonais.

Malgré la défense de l'arrêt de 1530, des électeurs obstinés avaient, au second tour de scrutin, accordé leurs suffrages à des échevins de la qualité prohibée. L'affaire fut alors portée en Parlement et, le 9 janvier 1533 (n. s.) la Cour rendit un arrêt réglant les élections des échevins (1). Le Parlement mécontent accuse les électeurs d'avoir voulu fronder et moquer son autorité. L'arrêt contient une discussion sur les conditions d'éligibilité et met en cause les électeurs rebelles.

La décision intervint entre Guillaume Belleterre, doyen du guet et Raoulet Loyson, marchand et bourgeois de Sens, appelant du Bailli, d'une part ; et, Etienne Mauloy et Guillaume Guérard, intimés, d'autre part. Les appelants ont été élus par « brigues et monopoles », plus encore, ils exerçaient des métiers mécaniques et vils. Leur élection a été invalidée ; or au second tour, malgré l'arrêt, des électeurs ont voté pour eux. Le Procureur du Roi expose les arguments par lesquels il demande à la fin l'interdiction de telles élections et la mise en accusation des électeurs disant « qu'il est fort estrange qu'ung plébeyen et mécanique soit esleu et constitué pour avoir l'administration et garde d'une chose publique et aussi est défendu de droit que ceuls qui sont mécaniques et exerçans œuvres vilz soient esleuz administrateurs et gouverneurs *nisi forsan in subsidium* ainsi qu'il est dit : *Eos qui utensilia vendunt Dig. de decurionibus* et le déclare Bartholle in *L. X^a Dig. de excusat. Tuto ordicuntur omnes humiles sive viles personae qui exercent artes mecanicas* » (2).

(1) Arch. Nat. X^{1a} 4893, fo 176, v^o.

(2) Digeste L 2, de *Decurionibus*, 12 « *Eos qui utensilia negotiantur et vendunt, licet ab aediliis caeduntur, non oportet quasi viles personas neglegi, denique non sunt prohibiti huius modi homines decurionatum vel aliquem honorem in sua patria petere : nec infames sunt...* »

Dig. XXVII, I, de Excusationibus, Loi X, commentaire de Bartole.

Ainsi, le Procureur Général s'appuie sur l'opinion de Bartole mais il poursuit déclarant que les plus coupables sont les électeurs à qui l'arrêt du Parlement interdisait de réélire les appelants dont l'un est « chandelier ».

Les arguments du Procureur Général entraînèrent l'assentiment de la Cour qui condamne l'appelant aux dépens (l'autre s'était désisté de son appel). En outre, la Cour interdit aux Sénonais de plus jamais élire des gens exerçant des arts mécaniques. Enfin, le Procureur du Roi ordonne qu'une commission de la Cour cite, devant elle, les contrevenants à son arrêt ancien qui ont réélu les appelants.

On sent dans cette réélection, l'insistance des « gens mécaniques » qui veulent accéder aux fonctions municipales. Le xvi^e siècle marque à Sens, une ère d'organisation du corps des marchands — relativement peu nombreux eu égard à l'élément bourgeois — qui aboutira en 1564 à l'établissement d'une juridiction consulaire (1).

Ce second arrêt si catégorique, prohibant au sein du Corps de Ville, la présence des gens exerçant un métier manuel, sera renforcé, vingt-cinq ans plus tard, par des Lettres-Patentes d'Henri II (2). Le Roi déclare « son vouloir être que aux états de maire et échevins de lad. ville de

Malgré nos recherches dans le commentaire de Bartole, nous n'avons pas pu retrouver la citation du Procureur général. Le Titre de *Excusationibus* concerne les cas d'exemption ou d'exclusion des tutelles.

(1) Arch. Dép. Yonne 40 B 70 : le 11 avril 1564 Charles IX accorde à la ville de Sens la permission de jouir de l'ordonnance et du règlement fait par lui pour la ville de Paris « sur l'ordre de justice des marchands » (Edit de novembre 1563). Les maire et échevins de Sens pourront nommer 50 notables bourgeois et parmi eux élire un juge-marchand avec deux consuls.

(2) De Fontainebleau, 6 décembre 1557, d'après les Lettres-Patentes de Charles IX du 21 décembre 1569. Arch. Nat X^{1a} 8628, f^o 260. De Saint-Germain-en-Laye, d'après B. TAVEAU : *op. cit.* p. 25, enreg au Bailliage le 23 décembre 1557.

Sens puissent être dès lors en avant appelés les officiers du Roy, advocats, procureurs, praticiens et autres gens de longue robe ». Il permet aux habitants de les élire, mande au Bailli de Sens ou son Lieutenant que « étant élus il ait à prendre le serment d'eux... ainsi qu'il était accoutumé de la faire... paravant l'édit prohibitif d'élire à tels états gens de robe longue... auquel il déroge et à toutes choses contraire ».

§ 2. *Arrêt de 1564. Lettres de 1567.* — Ainsi, on le voit, le Roi déroge à la règle générale et autorise spécialement la ville de Sens à élire des gens de robe longue (1). On conçoit facilement combien cette dérogation devait mécontenter la classe des marchands et artisans qui se sentait doublement affaiblie pour lutter et obtenir enfin le droit commun. L'étude des divers arrêts réglementant, au xvi^e siècle, l'accès aux charges municipales à Sens, se complique encore du fait que Sens fut mêlé de très près à une cabale qui eut lieu dès le début des guerres de religion. C'est ainsi qu'en date du 25 janvier 1564 (n. s.) soit après un intervalle de six années, un arrêt du Conseil privé du Roi, vient une fois encore, en dérogation à la règle générale et en renforcement des décisions relatives à Sens, interdire les charges municipales aux gens de robe courte. Arrêt contraire aux vœux de toute une classe qui travaille activement et va être bientôt récompensée de ses efforts. Cet arrêt porte que désormais, « suivant les édits du Roy et arrests de sa Cour » se feront de nouvelles élections d'un maire et de deux échevins, « sans que à l'advenir ceux qui seront de la qualité prohibée (robe longue) puis-

(1) ISAMBERT : XIII-34. Edit de Fontainebleau, octobre 1547 qui déclare les offices de prévôts, échevins, majeurs et autres officiers de ville incompatibles avec ceux des bailliages, cours souveraines et autres juridictions et qui réserve l'élection aux bourgeois et notables.

sont être esleus ni continuez ausdites estats, pour quelque cause ou occasion que ce soit ». Cependant, eu égard aux « remonstrances sur ce faictes par les eschevins de la ville », il permet d'élire parmi les quatre échevins un personnage de robe longue « pourvu qu'il n'ayt office de judicature ou d'avocat ou procureur de S. M. ».

Nous connaissons les circonstances qui entourent l'envoi de cet arrêt. Taveau, contemporain des faits, nous en donne un précieux témoignage, corroboré par les termes des Lettres-Patentes de Charles IX qui, plus tard, reviendront en détail sur tous ces événements.

Cet arrêt fut rendu sur la requête et les remonstrances de Jehan Penon, Procureur au Bailliage de Sens, fervent calviniste et zélé propagateur de la religion réformée. Or, Penon était en lutte ouverte, à cause de sa doctrine, avec le maire de la ville Robert Hémard, en même temps Lieutenant Criminel. Lorsque Sens fut livré aux massacres, aux pillages, aux excès de toute sorte, lorsqu'enfin les exactions des partis furent à leur comble, on peut imaginer dans quel climat eurent lieu les élections. Catholiques et protestants s'affrontèrent et les catholiques triomphèrent avec la réélection de Robert Hémard en 1561. Dès lors, Penon tenta tout ce qui était en son pouvoir pour faire invalider l'élection du maire. Aussi au moment où l'Amiral Gaspard de Coligny (1) était devenu, pour un temps, puissant au Conseil du Roi, J. Penon aurait demandé et obtenu cet arrêt (2). Cette décision, obtenue

(1) De nos régions, Châtillon-Coligny dans le Loiret.

(2) Arch. Nat. X^{1a}. 8628, fo 260-261, nous lisons dans les Lettres-Patentes de Charles IX qui reprennent l'historique de cette lutte « chronique » du xvi^e siècle « que l'ordre ancien ayant été reprins » après les Lettres-Patentes de 1557 il « auryt esté délaissé pour les années 1564, 65, 66, 67 soubz couleur d'autres lettres poursuivies et obtenues par surprise et importunité après les premiers troubles par quelque particulier qui aurait été chassé de ladicte ville pour aucunes occasions concernant le bien de notre service et repos de ladicte ville ».

« par surprise et importunité », ne saurait donc être étudiée en dehors du cadre particulier d'un épisode critique des guerres de religion à Sens. Dans la ligne générale de notre étude, elle ne prend que la valeur d'un incident.

Alors que les troubles recommençaient à Sens en septembre 1567, le Roi intervint encore directement deux fois. Ces interventions marquent, la première assez timidement, la seconde tout à fait nettement, le désir royal d'apaiser les factions, d'unir les habitants et surtout de tenir compte de tous les intérêts de la ville.

De Paris, le 23 novembre 1567 (1), Charles IX envoya à Sens des lettres ordonnant que « pour ceste foys et sans tirer à conséquence » les Sénonais puissent élire aux états de maire et échevins « tels personnages qu'ilz adviseront, soyent de robe longue ou aultre ». Cette fois, l'accès au Corps de Ville est concédé aux marchands ; certes les mots de « courte robe » n'y sont pas, et c'est comme en passant et sans insister qu'on laisse s'entr'ouvrir l'accès aux fonctions municipales. Le texte poursuit cependant et pour qu'il n'y ait malgré tout aucune méprise « que ceulx qui seront ainsy esleus puissent exercer lesdites charges nonobstant les prohibitions d'eslire gens de robe longue, ausquelles il déroge ».

Ces lettres avaient été envoyées par le Roi au seigneur de Villegaignon, Lieutenant du Roi, Gouverneur de la ville pendant les troubles, qui avait remontré au Roi que dans

(1) Arch. Nat. X^{1a} 8628, f^o 261 : « la nécessité survenue et par nous cogneue d'appeler ausditz estats gens de robe longue aurions de notre mouvement et affin d'y pourveoir envouyé lettres au moys d'octobre ensuivant portant dispense aux habitants d'élire ung maire de longue robe pour deux ans qui finiront au jour des Innocens prochain, ce qui auroit esté fait ». B. TAVEAU : *op. cit.* p. 26 donne comme date le 23 novembre 1567 et rapporte les termes des lettres, nous les citons.

« Ceste foys » s'entend donc pour une élection, soit un mandat de deux ans. Les Lettres furent bien exécutées, TAVEAU le dit.

la ville et cité de Sens il était « de nécessité d'eslire gens de robe longue ».

A la suite de ces lettres du Roi, M^e Loys T'oyson, inagistrat au Bailliage fut élu maire. Ces Lettres de 1567 ne sont d'ailleurs qu'un prélude à la réglementation par Lettres-Patentes qui, deux ans après, interviendra et mettra définitivement au point la représentation des intérêts.

§ 3. *Mise au point définitive. Lettres-Patentes de Charles IX.* — Ainsi que nous l'avons déjà signalé, le corps des marchands au xvi^e siècle a pu, grâce à son organisation qui s'affirmait, faire pression sur le Roi, ou plus exactement, attirer son attention (1). La réglementation

(1) Nous connaissons dans le détail tous les corps qui, lors de l'entrée de Charles IX à Sens, le 15 mars 1564 (n. s.) prirent part au défilé organisé en son honneur.

Le Clergé venait en tête, la Noblesse avait été convoquée jusqu'à six lieues aux environs de Sens, l'ordre de la Justice se composait ainsi : Lieutenants, Conseillers, Gens du Roi, Enquêteurs, Receveurs, Contrôleurs des domaines, Receveur du siège présidial et Greffier, puis venaient les Elus, Grenetiers, Contrôleurs, Receveurs des tailles et aydes, Lieutenant des Eaux et Forêts, leurs greffiers, les Avocats anciens, les Procureurs des cours laïques et ecclésiastiques, les Notaires, les jeunes Avocats, Procureurs et clercs, puis, viennent les sergents.

Quant au Tiers-Etat, voici comment se groupaient les marchands :

— Orfèvres, merciers, apothicaires, tanneurs, corroyeurs, en collerette de satin violet, passémentée d'incarnat, chaussés de même, toque noire.

— Boutilliers, mariniers, pêcheurs, en collerette bleu turquin, chaussés de même, bonnet rouge.

— Boulangers, pâtissiers, meuniers, en collerette et bonnet blancs.

— Armuriers, serruriers, couteliers, maréchaux, taillandiers, charpentiers, menuisiers, vitriers-peintres, cordonniers, maçons, en collerettes, chaussés et bonnets jaunes.

— Vignerons, tonneliers, taverniers, en collerette gris clair, chaussés et bonnets de même.

Cf. MONCEAUX : *Bull. Sté des Sc. hist. et nat. Yonne*, t. XXXVI, p. 335 et suiv., qui publie un manuscrit de CROU. Bibl. Munic. Sens Mss. n^o 103 BB 7.

qui survivra jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, quel que soit le mode de nomination du Corps de Ville, celle qui assurera la représentation équilibrée des intérêts sénonaïs, a sa source dans les Lettres du 21 décembre 1569, Lettres qui sont le résultat d'un voyage de Balthazar Taveau (1). Le Procureur ayant demandé au Roi de bien vouloir déclarer sa volonté sur ce point capital des élections, celui-ci fait savoir : « après avoir cogneu par expérience qu'il est non seulement utile, mais très nécessaire, que à ladicte charge de maire soient appelés gens de lettres et expérience comme aussi est bien raisonnable pour tenir le tout en unyon et concorde, que y estans les ungs appelés les autres n'en soyent exclus même en ladicte ville de Sens estant pour la pluspart composée de gens de lettres et peu de marchans ». Après avoir exprimé ce qui le meut à prendre une telle décision, le Roi la fait connaître : « Voulons et nous plaist que doresnavant suivant l'ancien ordre et façon de faire soient esleuz et appelez aux charges de maire, quatre eschevins et ung procureur et recepveur, assavoir troys de robe longue de noz officiers ou autres, soient advocats, procureurs, praticiens en court ecclésiastique (2) ou séculière et spécialement le maire, et les troys autres de robe courte marchans ou autres estans de la qualité et capacité portée par les arrêts sur ce introvenus et ce, nonobstant le premier édict auquel... nous avons dérogé et dérogeons ». Désormais à Sens, dans le Corps de Ville composé de six personnages, trois représenteront

(1) Arch. comm. de Sens, CC 13. Reg. de comptes de Jean Gaudaire, 1568-1569 : « à Balthazard Taveau, Procureur au Bailliage, 52 livres 10 sols pour les frais faits pour obtenir des lettres du Roi pour le règlement perpétuel de l'échevinage et forme d'élire à l'avenir le maire et les échevins de la ville, lesquelles lettres datent du mois de décembre 1569 ».

(2). C'est la première fois que mention est faite de magistrats en Cour ecclésiastique.

les intérêts des gens de robe longue, trois représenteront ceux des gens de robe courte.

A plusieurs reprises la situation particulière de Sens avait été portée à la connaissance du Roi, requêtes et remontrances lui avaient signalé que la population de la ville était, comme nous dirions de nos jours, « essentiellement bourgeoise ». Dans le préambule de ses Lettres, le Roi semble résumer les arguments qui lui ont été présentés pour faire valoir cette situation, car il reconnaît que les rois ses prédécesseurs « ont de grande ancienneté créé et approuvé... un collège de six personnages... ausquels ilz auroient délaissé entre aultres choses la garde de ladicte ville et l'entier maniement des affaires d'icelle », que ce collège a été recruté « communément et ordinairement pour la pluspart gens de robe longue dont ladicte ville est plus de la moitié remplie y estans en icelle establyz d'ancienneté le siège métropolitain et archiépiscope de la Province de France, l'un des quatre anciens bailliages royaux, un siège présidial (1), et aultres sièges et juridictions royaux et l'élection faite de telz personnaiges tousiours confirmés par notre Bailly de Sens ou son Lieutenant ».

Le Corps de Ville devient donc, à la fin du xvr^e siècle, et selon la volonté du Roi, une représentation équilibrée et réelle des intérêts de la ville. Une légère prérogative est donnée à l'élément bourgeois parce que le maire sera toujours de robe longue, mais c'est plus une préséance qu'une prépondérance, le maire n'agissant pas seul et n'étant seulement « *primus inter pares* ». C'est un simple témoignage extérieur du respect du Roi pour la notion de hiérarchie très fortement ancrée dans l'Ancien Régime (2).

(1) Sens était présidial depuis avril 1552.

(2) Notion qui eut longtemps sa pleine justification et ne fut battue en brèche que lorsque ne correspondant plus à « l'inégalité des missions, des charges et des responsabilités » elle fut devenue,

L'élément commercial est assuré d'avoir sa représentation équivalente en nombre à celle des bourgeois. Les Juges-Consuls veilleront jalousement au maintien de cette égalité.

Dans cette intervention royale, nous voyons, une fois de plus, quelle attitude de souplesse politique le Roi pouvait adopter, quand il s'agissait de concilier les partis, unir une ville, faire régner l'ordre. La volonté du Prince n'était pas un règle rigide, mais plutôt une adaptation constante aux nécessités particulières de telle ville, aux besoins précis d'un temps ou d'un lieu.

Le Roi souligne expressément dans notre texte l'opportunité de sa décision, et sa déclaration sur ce point prend à nos yeux l'importance d'un principe de politique : « puisque toutes ordonnances se peuvent varier et diversifier pour le temps, les lieux et personnes, il y a matière de ceste part et particulière en ladite ville de Sens de ce faire... ».

Le Roi n'impose pas arbitrairement une règle générale — nous avons vu qu'il l'a fléchie pour Sens, — au contraire, sa volonté se laisse influencer par les demandes venues de ses sujets, dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec l'intérêt général. Tant il est vrai que la conciliation harmonieuse des divers intérêts est le facteur principal de la durée d'une loi ou d'une institution.

La tyrannie non plus que l'anarchie ne peuvent durer ; elles sont, à cause même de l'excès dont elles sont nées, vouées à tomber rapidement : leur opposition aux intérêts vitaux d'une communauté est par trop violente.

SECTION III

La Ligue à Sens

§ 1^{er}. *Attitude du Corps de Ville.* — L'on a vu par les

dans la même mesure « factice et injuste ». Sur l'inégalité, facteur d'harmonie ». Cf. G. THIBON : *Diagnostics*, pp. 98-116.

textes précédents que les guerres de religion avaient eu, localement, leur répercussion et que, selon les expressions mêmes des textes, il y eut deux séries de « troubles ». Les premiers avaient commencé en avril 1562. Des prêches protestants se tenaient à Sens dans une grange : découverts, la répression commença et un massacre fut ordonné. D'où vint l'ordre ? Comment les passions amplifièrent-elles les mesures ? Il est bien difficile de le savoir exactement. Difficile aussi d'évaluer le nombre des victimes. Les auteurs n'ont pu se défendre d'une certaine partialité (1). La lutte paraît avoir été violente de part et d'autre. Le Corps de Ville, soutenu par le Clergé, était résolument hostile à la religion réformée. Le maire, Robert Hémard, s'était mis à la tête des catholiques. Notre auteur, B. Taveau, dont la rédaction est habituellement si sereine, enfla un peu le ton ici, pour parler des faits dont il fut le témoin oculaire. Il est d'ailleurs mentionné lui-même par les protestants, comme l'un des « plus célèbres qui avaient juré la perte de nos frères » (2).

L'Edit de Pacification d'Amboise de 1563 vint, un instant, apaiser nos régions très éprouvées par ces luttes fratricides. Le 15 mars 1564 (n. s.), le jeune roi Charles IX faisait sa première entrée à Sens. Dès le 8 novembre précédent sa venue avait été annoncée par une lettre du duc d'Aumale (3). Les partis se préparèrent chacun de leur côté, escomptant bien demander au Roi de se prononcer pour l'un ou l'autre d'entre eux. J. Penon, mécontenté par la réélection, en 1561, de son ennemi Robert Hémard, voulait profiter de l'expiration du mandat du maire et

(1) TAVEAU cite 11 tués, DE SERRES 100. Sur ces épisodes sanglants, cf. A. CHALLE : *Histoire des Guerres du Calvinisme et de la Ligue dans l'Auxerrois et le Sénonais* dans *Bull. Sté Sc. Histor. Yonne*, t. XVII-XVIII. AGRIPPA D'AUBIGNÉ : *Hist. Universelle*, t. II, pp. 7, 40, 255 ; t. III, p. 3 ; t. VIII, p. 194 ; t. IX, p. 23.

(2) A. CHALLE : *Ibid.*, p. 311.

(3) MONCEAUX : *op. cit.*, p. 341.

d'une coïncidence probable de la visite du Roi avec les élections ; il prépara donc un mémoire à remettre au Roi. Mais ce mémoire fut secrètement copié par les partisans de R. Hémard ; aussi, le jour venu, Penon parut-il plus en accusé qu'en accusateur. Sur les conséquences de cette adresse au Roi, les versions diffèrent. Selon la première (1) « il fut dit que les maire et échevins mettroient aux mains des intendants des finances les commissions en vertu desquelles les deniers avaient été imposés sur la ville (2) et donneraient par escript les articles qu'ils voudroient contre ledit Penon, enjoint aux officiers maire et échevins de vivre en paix et repos faisant leur charge et y faire vivre le peuple sans rien rechercher du passé contre ledit Penon ». Selon la seconde (3) « à la suite des humbles représentations » de deux échevins « ils obtinrent arrest du Conseil en datte du 24 juin 1564, par lequel le Roy en son conseil défend que aulcunes poursuites ou recherches soient faictes à l'occasion des impositions qui ont esté ordonnées ou perçues pendant les troubles civils : faict deffenses aux maire et échevins de poursuivre par voie d'exécution aulcuns impôts, évoque à son conseil toute instance et en interdit la connaissance au Parlement ».

On conçoit que le Roi, près de deux ans plus tard, n'ait pas accepté qu'on fit des recherches qui eussent immanquablement réveillé les passions assoupies.

Jusqu'en 1567, les luttes se calmèrent à Sens, et la vie reprit plus normale (4). A cette date, elles dépassent le cadre sénonais, elles reprennent cependant à Sens où elles ne s'apaisèrent point malgré le dernier Edit de Pacification

(1) *Ibid.* p. 358. Manuscrit d'E. CARTAULT.

(2) Pour payer les frais occasionnés par la répression des troubles, on avait levé une somme sur les Protestants.

(3) *Ibid.* Manuscrit de la Rue.

(4) Le 15 août 1565, on procéda à la bénédiction de 7 cloches — toute la gamme —. LARCHER DE LAVERNADE : *Histoire de la ville de Sens*, p. 192.

(Paix de Lonjumeau) (1). En 1570, on connaît le passage des troupes du Roi et des Huguenots près de la ville, et, comme à toutes les époques troublées, la misère fondit sur le pays (2). En mai 1576, Catherine de Médicis serait venue à Sens pour y faire des propositions de paix (3). Dès lors, les troubles de notre région suivirent les fluctuations générales des guerres de religion. A cette époque la monarchie chancelle, les factions règnent en maîtresses, le sort des armes favorise alternativement les partis. Les catholiques, longtemps liés au trône, s'unissent contre le Roi, le désordre matériel aussi bien que le désarroi moral sont à leur comble.

Un jeton frappé en 1579 et dont Taveau donne une reproduction semblerait prouver l'adhésion de Sens à la Ligue qui date de 1576 (4). Un an après l'assassinat des

(1) Arch. Dép. Yonne, B 40, f° 22, 1^{er} octobre 1568. Commission fut donnée aux Baillis et Sénéchaux, Prévôts royaux pour informer contre les rebelles.

(2) LARCHER DE LAVERNADE : *op. cit.* p. 195.

(3) *Ibid.*

(4) Arch. comm. de Sens, BB 9, f° 217, v°, cité par G. JULIOT dans la préface de son édition du Cartulaire sénonais p. IX ; ce n'est pas une médaille commémorative, c'est un simple jeton destiné à faciliter les comptes de la ville, comme le dit très justement M. JULIOT : « il est tout naturel que ce jeton de 1579 offre dans ses légendes et ses figures les reflets de cette époque d'effervescence religieuse et politique... les traits et les rameaux verdoyants, tenus en faisceau par deux mains, qui se joignent, en signe d'alliance, sont admirablement choisis pour symboliser la Sainte-Union ; et la légende : SIC NOSTRA VIRET FIDUCIA CONCORS pour faire entendre aux protestants que les catholiques pouvaient à bon droit mettre leur confiance dans leur Ligue étroite et florissante... La légende de la face NULLA. EXPUGNABILIS. ARTE. qui complète un hexamètre commencé par l'exergue URBS. ANTIQUA. SENON... (doit être considéré) comme un défi jeté à la face des Huguenots, qui, en 1567, avaient voulu s'emparer de la ville et avaient été obligés de lever le siège ».

Pour A. CHALLE, l'adhésion totale de Sens à la Ligue ne fait aucun doute, cf. *Bull. Sté Sc. Histor. Nat. Yonne : Hist. des Guerres...* et même publication t. XII, 1858, p. 639 : « La ligue était du reste

Guisse, en 1589, Sens adhéra à l'Union contre Henri III (1) en février de cette même année, Mayenne, à son retour de Lyon, passant par Sens, y convoqua une assemblée et essaya d'engager les Sénonais dans l'Union. A cette occasion le duc aurait manqué perdre la vie, par suite de l'effondrement d'une estrade au cours d'une fête donnée en son honneur (2).

Sens refusa de reconnaître Henri de Navarre et se prépara à soutenir les assauts des armées du Roi. En 1589, les armées royales rencontrèrent les troupes sénonaises (3). En 1590, le siège de Sens était soutenu par Henri IV, lui-même, le 1^{er} mai il investissait Sens (4). Le vendredi 26 avril 1590 (5) une réunion générale des habitants avait procédé à la rédaction d'une série d'articles concernant la reddition de la ville. Le ton de la rédaction n'est pas celui des suppliques ainsi que le texte veut bien le dire, mais plutôt de conditions que l'on pose au Roi. Le maréchal d'Aumont devait les refuser, le texte constate qu'elles furent « de nul effet car le mardi dernier dudit moy la ville fut assiégée et le lendemain mercredi premier may battue et pressée de trois assaux soustenus et repoussez ». Le Roi quitta la place, les pertes avaient été sévères en

puissante à Sens et ses adhérents nombreux et déterminés. M. A. Vuitry possède un acte d'union pour le quartier d'Yonne, daté du 26 août 1592. Il porte quatre-vingt-deux signatures, et, d'après M. le docteur Crou, l'on a cru reconnaître qu'elles ont été tracées non avec de l'encre mais avec du sang ».

(1) LARCHER DE LAVERNADE : *op. cit.* p. 199 qui cite comme référence Fenel (doyen du Chapitre de Sens).

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*, p. 200.

(4) A. CHALLE : *Un chroniqueur inédit de la ville de Sens* (Jacques ROUSSEAU, 1582) dans *Bull. Sté Sc. Hist. Nat. Yonne*, 1858, t. XII, p. 639, note 2 : « Henri IV, faillit y être tué d'un coup de fauconneau tiré par des jeunes gens d'une association de la ville qui avait pris le titre bizarre du Sabot : « Ventre Saint-Grise ! s'écriait-il, quels sabotiers ! ».

(5) Arch. Dép. Yonne, liasse E 616.

nombre et en valeurs, le comte d'Avantigny fut tué sur la brèche, Charles de Choiseul-Praslin mourut de ses blessures quelques jours plus tard (1). Enfin, lorsque peu à peu la conquête du royaume fut achevée et après la reddition de Paris le 22 mars 1594, Sens se rangea sous l'obéissance du Roi le 16 avril 1594, Sens vaincu et fier de sa résistance. Le Roi ne lui en tint nullement rigueur (2). Il eut été fort impolitique pour Henri IV de supprimer à Sens tous ses privilèges. Un généreux oubli des erreurs passées ne pouvait, au contraire, que lui ouvrir l'affection de ses sujets. Une Déclaration en forme d'Edit, en date du mois d'avril 1594, vint bientôt confirmer aux Sénonais tous leurs privilèges (3). Les termes extrêmement pesés, témoignent d'un sentiment profond de conciliation, ce qui n'empêche aucunement la majesté du style et son élévation.

§ 2. *Déclaration-Edit de 1594* (Analyse). — Dans le préambule de l'Edit nous trouvons l'expression des désirs royaux, conformes aux désirs des Sénonais à cette époque : la paix, l'ordre, le rétablissement de la confiance mutuelle. Le Roi parle de la reddition de Sens en termes empreints d'une délicatesse qui ne pouvait heurter la sensibilité la plus aiguë de ses adversaires d'hier. Leur bravoure et leur valeur comptaient aux yeux du roi Henri, brave et valeureux lui-même. « Puisqu'il a plu à Dieu inspirer au

(1) LARCHER DE LAVERNADE : *op. cit.*, p. 207.

(2) Nous ne savons pourquoi M. LARCHER DE LAVERNADE est amené dans son *H^{re} de la Ville de Sens*, p. 207, à écrire « Henri IV retira à Sens tous ses privilèges, entr'autres celui de n'avoir ni garnison, ni commandant, la ville n'obtint que la faveur de conserver G. de Lentage comme gouverneur ». Les textes que nous développons prouvent rigoureusement le contraire.

(3) Arch. Nat. X₁ 8641, f^o 26 et suiv., édité à Paris, Impr. de F. Morel, 1594, in-8°, 16 p., sous le titre « Déclaration du Roy en forme d'Edit sur ce qu'il a plu à S. M. accorder aux habitants de sa ville et cité de Sens, s'estant remis en son obeysance ».

cœur de nos bons et fidèles sujets les habitans de nostre ville de Sens secouant le joug de toutes ambitions et passions auxquelles depuis le commencement des présens troubles ilz ont esté asservis, la volonté de se ranger à l'obéissance que Dieu, la nature et les loix fondamentalles de notre royaume les obligent de nous rendre, nous espérons avec la grâce d'icelluy par bons et favorables effects, leur faire ressentir le bien, repos, soullagement et contentement qu'ilz se sont promys de notre recognoissance en laquelle les voulant confirmer et lyer par tous les bien-faictz et gratifications qu'il peuvent désirer de nous » (1).

Le Roi insiste sur les gages qu'il veut donner aux Sénois : « toute assurance de l'exécution de ce que leur avons promis lors de leur réduction ». Suit l'énumération de la volonté du Roi sur des points précis.

1°) Seul l'exercice de la religion catholique est autorisé dans la ville. Nul n'aura le droit d'inquiéter les ecclésiastiques dans la célébration du sacrifice divin. Ceux qui se sont emparés de biens leur appartenant les restitueront et pour « particulièrement gratifier lesdites ecclésiastiques de nostre dicte ville et faulxbourgs de Sens » il est ordonné « qu'ilz seront tenus quictes et deschargez... de ce qu'ilz peuvent debvoir du passé des décymes dont sont chargés leurs bénéfices jusqu'à la fin du moys de décembre dernier passé, sans qu'ilz en puissent estre recherchez ne poursuyvis ».

2°) Ici sont expressément confirmés tous les privilèges de la ville : « Voullons pareillement que lesdictz habitans, tant ecclésiastiques que autres, soient remys, maintenuz et conservez en la libre et paisible jouyssance de tous leurs autres privilèges, franchises, lybertés, immunitéz à eulx concédez par les roys nos prédécesseurs ainsy qu'ilz en avoient, auparavant ces troubles, bien et deuement jouy ».

(1) Nous suivons le texte des Archives Nationales.

3°) Le Roi confirme en outre les dons et octrois, pour « estre emploiez aux effects ausquels ilz sont affectez » et ce, pour neuf années.

4°) En ce qui regarde la requête présentée par les habitants afin d'être déchargés « à l'avenir du gouverneur et garnisons », le Roi ne peut leur accorder cette concession, car ils sont nécessaires à « la seureté et conservation de la ville » en conséquence — et non comme une faveur — il donne et octroie au sieur de Belan (1) « le gouverneur de ladicte ville et du pays circumvoisin, l'estat et appointement duquel se prendra et percevra sur les tailles de nostre eslection de Sens ». La charge de gouverneur se maintint jusqu'à la fin de l'Ancien Régime (2).

5°) Les Justices ordinaires et extraordinaires sont confirmées et le Roi les énumère (3). Les officiers royaux

(1) Gaspard de Lentage, gouverneur de Sens, était sieur de Belau, on voit que le maintien du gouverneur n'apparaissait pas aux Sénonais comme une faveur !

(2) Arch. Dép. Yonne, liasse E 616, Parchemin du 4 janvier 1656 portant provision de la charge de gouverneur de la ville de Sens vacante par suite du décès du Comte de la Chapelle, au profit de M. de Fontenelles qui devient « Capitaine et gouverneur de notre ville, banlieüe et étendue de notre Bailliage de Sens » enr. aux finances le 29 décembre 1656.

Les Arch. Yonne F. 10 *Notes* GARSEMENT DE FONTAINE mentionnent en 1790 le seigneur de St Mard et de Paletot, gouverneur de la Bastille, des villes de St-Honoré et Ste-Marguerite, comme Bailli Capitaine et Gouverneur de Sens, ce qui laisse à penser que la charge devait être devenue purement honorifique, simple survivance dès le début du XVIII^e s. Cf. Arch. Comm. Sens, rég. BB 1, fo 26, « Provision de la survivance de Bailli et Gouverneur de Sens », enreg. en Parlement, 12 mai 1723.

(3) « Prévôté, élection, maire et échevinage, maréchaussée, consuls, magasin à sel et tous autres offices de justice ou finances remis et rétablis... comme auparavant », en sus du Bailliage Présidial, p. 86-87, et Bibl. Nat. *Coll. des Cinq-Cents* de COLBERT, mss. 14, fo 444.

pourront « rentrer en l'exercice plein et entier de leurs estatz, offices et charges en faisant les sublissions et serment de fidélité par devant nostre Bailly de Sens ou son Lieutenant général ».

6°) Les habitants eux-mêmes ne sont pas oubliés et le Roi veut, selon qu'il le juge nécessaire, « pourvoir à leur soulagement », à cette fin il leur remet « ce qu'ilz peuvent debvoir des tailles subcides, impositions et levées sur eulx faictes tant de notre part que d'autre contraire depuis le commencement des présens troubles jusqu'à la fin de décembre dernier », exception faite pour le taillon et l'entretien des prévôts des maréchaux. Il est défendu aux gens du Roi de poursuivre les habitants en général ou en particulier. Même décharge leur est consentie, avec la même réserve du taillon, pour deux et quatre ans. Le Roi veut, et ceci nous paraît extrêmement important, du moins du point de vue moral, que tous les actes juridiques passés entre « ceux de mesme party durant les présens troubles ayent effect », que ce soient des arrêts, commissions, décrets, sentences, ou des jugements, contrats, instructions de procès.

7°) L'Edit remet chacun en possession de ses biens « de quelque estat, qualité et conditions qu'ilz soient », jouissance libre en entière de leurs rentes, revenus, biens, héritages de quelque nature et en quelque lieu qu'ils soient situés et assis. Il met à néant les actes de disposition dont ils auraient pu faire l'objet depuis le 1^{er} janvier 1589 jusqu'à ce jour. Le Roi les casse et révoque, ainsi que les saisies ou arrêts opérés sur eux, « nonobstant toutes promesses, obligations mesme des fermiers et laboureurs ou autres non acquittées réellement et actuellement », le Roi permet de « répéter ce... qui aurait été mal prins et retenu au préjudice du bénéfice des tresves ».

8°) Pour aider la ville à se libérer de ses dettes, Henri IV permet aux habitants de « faire lever et prendre sur chacun mynot de sel vendu au magasin et grenier à sel dudict Sens, cinq solz tournois et deux solz sur chacun muyd de vin passant souz les ponts de ladicte ville durant le temps et espace de trois ans » (1).

Enfin, le Roi veut que la « mémoire de tout ce qui s'est passé en ladicte ville et au-dedans le gouvernement d'icelle tant en acte d'hostilité et exploitz de guerre... et aucunes choses quelconques entreprises audit Sens depuis les présens troubles et à l'occasion d'iceulx soit et demeure pour jamais assoupie, esteinte et abolye, sans qu'il s'en puisse faire à l'advenir aucune recherche et poursuite... imposant sur ce silence perpétuel à noz advocats et procureurs généraux et particuliers... et à toutes autres personnes quelzconques ».

9°) En ce qui concerne les comptes de la ville ceux qui ont reçu les deniers en rendront compte et donneront les quittances « tant des ducz de Mayenne et de Guyse, corps et conseil de ladicte ville, que des gouverneurs » ; les états et acquits seront communiqués aux maire et échevins actuels qui auront à « les blâmer si faire se doit, sinon les approuver auparavant que les montrer au Présidents et Trésoriers généraux, Chambre des Comptes et aultres ausquels la cognoissance appartiendra » et ce, depuis l'année 1589. Commission est donnée pour cette vérification au

(1) A la fin de l'acte au cours de la mention d'enregistrement, le Parlement a cru devoir ajouter ce qui suit : « Faict la Cour inhibitions et défenses ausdicts maire et échevins, manans et habitans de continuer la levée des impositions de 5 s. sur chacun mynot de sel et 2 s. sur chacun muyd de vin y mentionnés après les troys ans de la concession et octroy expirez, à peyne de la vie ».

sieur Legras, Trésorier Général des Finances en la Généralité « d'oultre Seyne et Yonne ».

10°) Le Roi, voulant à tout prix la concorde entre ses sujets, leur défend formellement de « s'entreinjurer, reprocher de faict ne de parolles, offenser ne provocquer l'un l'autre pour raison de ce qui s'est passé et que l'iniquité du temps a causé et permis, ains de se contenir et vivre paisiblement ensemble comme frères, amys et concitoyens, sur peyne d'estre, sur le champ, et sans autre forme de procès, punitz et chastiés comme perturbateurs du repos publicq ».

Evidemment, et il le dit, le Roi n'entend pas comprendre au bénéfice de l'Edit « ce qui a esté faict par forme de vollerie et sans adveu », les voies ordinaires de la justice restent ouvertes pour la recherche et la punition de tous méfaits, *a fortiori* ceux « coupables de l'exécrable assassinat et parricide commis en la personne du feu roy », les conspirateurs « sur notre vie » et les crimes commis entre gens du même parti.

Cette déclaration, véritable Edit de Pacification, fut enregistrée le 29 avril 1594 et rendue à Olivier Maillot, bourgeois, échevin de Sens. C'est l'éponge sur le passé, la reprise, par le Roi, des rênes du pouvoir à Sens, un long moment abandonnées. Sur ces bases, aidé comme il le fut, Henri IV allait, après avoir conquis son royaume, l'unir et lui redonner sa grandeur. Tâche urgente, immense, mais pour laquelle il était admirablement doué. Le xvi^e siècle, rempli de mouvements séditieux, de troubles, de haines, se termine sur l'aube d'un grand règne, point de départ d'années pendant lesquelles la Monarchie s'est développée et fortifiée jusqu'à son plein épanouissement au Grand Siècle.

CHAPITRE IV

EVOLUTION HISTORIQUE DU CORPS-DE-VILLE AU COURS DES XVII^e et XVIII^e SIECLES

SECTION I

Composition du Corps de Ville

A la fin du xvi^e siècle, notre Corps de Ville est solidement établi. Sa composition extrêmement réduite, mais déterminée de façon précise et nette, le rend apte à jouer, avec force son rôle d'administrateur de la Cité. Les intérêts de la ville sont représentés en son sein d'une manière équitable. Une chose demeure cependant extrêmement curieuse : c'est la non-participation du clergé, de près ou de loin, aux affaires municipales (1). Alors qu'au Moyen-Age l'histoire sénonaise se confond avec l'histoire des luttes de prépondérance entre l'Archevêque et la Commune, nous n'avons jamais trouvé trace d'une tentative d'immixtion du clergé dans l'administration de la ville depuis le xv^e siècle. Les deux pouvoirs coexistent dans la ville, et l'Archevêque y occupe une situation prééminente ; faut-il pen-

(1) C'est seulement à la fin du XVIII^e s. que l'on voit quelques membres du clergé appelés à donner leur avis, dans des assemblées municipales élargies, en qualité de Notables, cf. Arch. Comm. Sens, reg. BB 4, f^o 81, Assemblée du 21 janv. 1788 p. e.

ser que, depuis la séparation très nette du spirituel et du temporel et étant donnée l'importance de l'Archevêché de Sens jusqu'au xvii^e siècle, le clergé n'ait pas voulu distraire son attention des seules affaires religieuses ? Devant le silence des textes (1) on est porté à le croire, d'autant que la vie ordinaire de la cité montre par mille détails que l'autorité religieuse et l'autorité civile entretenaient de bons rapports. Courtoisie et déférence de la part du Corps de Ville, bienveillance et sollicitude de la part de l'Archevêché.

Cette juxtaposition devait continuer jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, jusqu'à l'intervention des Corps et Communautés dans les Assemblées d'habitants.

Il n'en est pas de même du côté des officiers du Roi, qui eux, bien au contraire, ont toujours brigué les postes municipaux. Au cours des xvii^e et xviii^e siècles il ne saurait être question de voir ressusciter les âpres querelles du siècle précédent, mais de temps à autre, le corps des marchands doit avoir recours à l'autorité royale pour faire respecter les règlements qui lui accordent des droits précis de participation à la gestion municipale. La lutte latente et chronique fut toujours orientée dans le même sens : celui des empiètements progressifs des officiers du Roi. Il est vrai qu'à la fin du xvi^e siècle, un tableau comparatif des officiers du Roi et des officiers de la ville fait nettement ressortir l'écrasante supériorité numérique des premiers (2).

(1) Nous ne pouvons que déplorer l'importance de la lacune des Archives de Sens qui nous prive des registres de délibérations antérieurs à 1718, en effet le premier recueil de délibérations BB 1 remonte seulement au 7 janv. 1718.

(2) B. TAVEAU : *op. cit.*, chap. XXX, p. 188 donne ce tableau à propos de la coutume qu'avaient les maire et échevins d'offrir le jour du St-Sacrement, au nom de la ville, « une torche du poix de troys livres ayant l'escusson et armoiries de ladicte ville à chascun de ceulx qui sont après nommez, s'ilz sont présens et se trouvent à

MONSEIGNEUR L'ARCHEVÊQUE DE SENS.

Officiers du Roi

Messieurs

Les Bailli ;
 Président ;
 Lieutenant-général ;
 Lieutenant-criminel ;
 Douze conseillers ;
 Deux avocats et procureurs du Roi ;
 Prévôt et son Lieutenant et Procureur du Roi en Prévôté ;
 Elus, contrôleurs et Procureur du Roi en l'Election ;
 Grenetier et contrôleur du sel ;
 Prévôt des maréchaux ;
 Recèveur et contrôleur du Domaine ;
 Receveur du siège présidial, des tailles et aides ;
 Greffier du Bailliage ;
 Juges et consuls des marchands.

Officiers de la Ville

Maire ;
 Quatre échevins ;
 Le Procureur et receveur ;
 L'Avocat ;
 Le Procureur aux causes et Greffier de la Chambre ;
 Les anciens maire, échevin, procureur, pour l'année
 seulement qu'ils sont sortis de leur charge ;
 Les quatre sergents royaux du service de ladite ville.

à la procession et facent porter leurdicte torche sinon qu'ilz fussent malades ou absens pour les affaires de ladicté ville seulement ».

En 1573, Charles IX avait dû réduire à Sens le nombre des procureurs de trente à vingt. Arch. Nat. X^{1a} 8631, f^o 218, 25 fév. 1573, mais en 1576 Henri III rétablissait les 30 procureurs. *Ibid.* X^{1a} 8633, f^o 505, 8 août 1576.

Nous avons dit que le Corps de Ville est d'apparence un peu réduite, mais il gagne en cohésion ce qu'il perd en nombre. Les décisions sont prises plus rapidement et mieux exécutées. Nous le verrons en étudiant son Administration (1).

§ 1. *Les Officiers municipaux.* — Ainsi à l'aube du xvii^e siècle les officiers municipaux comprennent essentiellement : le Maire, quatre échevins, le Procureur-receveur de la ville, tout comme à la suite des Lettres-Patentes de 1483. C'est ce qu'au xviii^e siècle on appellera le Bureau, c'est l'organe agissant de notre institution. Jusqu'à la seconde moitié du xviii^e siècle, seuls se rencontreront des assesseurs du maire, créés en 1692 et parfois qualifiés d'assesseurs-conseillers, mais il faudra attendre 1765 pour voir apparaître officiellement des conseillers de ville (2).

Cependant, au xviii^e siècle, époque pour laquelle les registres de délibérations nous donnent de précieux renseignements, nous voyons le Corps de Ville *stricto sensu*,

(1) A la fin du xvii^e s. le nombre des officiers du Bailliage s'est encore accru, il comprend :

1 Président.	14 Notaires.
3 Lieutenants : 1 Lt Général.	3 Receveurs du Domaine.
1 Lt Criminel.	3 Contrôleurs.
1 Lt Particulier.	3 Receveurs-payeurs des gages des off.
16 Conseillers.	1 Prévôt des Maréchaux.
1 Assesseur.	Son Lieutenant.
2 Avocats du Roi.	Son Assesseur.
1 Procureur du Roi.	Son Greffier.
Son substitut, 3 enquêteurs, 2 commissaires examinateurs.	12 Archers.
3 Adjoints.	100 Sergents.
2 Certificateurs des criées.	Des Procureurs.
1 Receveur des épices.	Des Avocats.
2 greffiers.	4 Huissiers audienciers.

Bibl. Nat. Coll. de Champagne, vol. 43. H^{re} de Sens abrégée de J. ROUSSEAU, f^o 158.

(2) Cf. *infra*, p 127.

faire appel à une Assemblée de Notables (ces Assemblées avaient été créées par le Roi en 1764 et dès 1765, nous voyons les élections de Notables s'effectuer en notre ville (1) quand il s'agit de prendre une décision plus importante (2) ou pour habiliter la ville à ester en justice (3). Cette assemblée est d'ailleurs curieusement nommée vers le milieu du XVIII^e siècle « assemblée générale des habitants » (4). Il est assez difficile de déterminer si dans tous les cas cette assemblée est seulement une assemblée de notables ou si c'est une assemblée plus élargie réunie dans des cas particulièrement importants. Nous serions tenté de voir en elle une assemblée plus large qu'une assemblée de notables car lorsque le registre est signé des assistants, les signatures sont en général plus nombreuses que pour une assemblée de notables : mais ceci n'est qu'une simple présomption car, d'une part les signatures ne sont pas toutes suivies de la mention de la charge ou de la profession du signataire et, d'autre part, ces réunions — non plus d'ailleurs que les réunions ordinaires du corps muni-

(1) Arch. Comm. Sens. reg. BB 2, f^o 16, 25 juillet 1765.

(2) Ainsi pour la confirmation des privilèges de la ville en 1778, 1788. Arch. Comm. Sens, BB 4, f^o 15, Ass. du 29 juin 1778, f^o 91, ass. génér. des hab. 24 fév. 1788, f^o 94, 3 avr. 1788, f^o 105, 9 août 1788.

(3) Aux termes de l'Edit de 1683, les villes devaient être autorisées par l'Intendant à ester en justice. Au sujet d'un interminable procès entre la ville et les héritiers du sieur Jamard concernant son office de Procureur de l'Hôtel-de-Ville, le corps municipal se fait autoriser par une assemblée, Arch. Comm. Sens, BB. 5, pièce : « Vu la délibération fournie dans une assemblée générale des habitants de la ville de Sens le 16 du présent mois d'Aoust (1760) par laquelle lesdits habitants ont de nouveau donné pouvoir aux Maire et Echevins de lad. ville de Sens de continuer les poursuites du procès... ».

(4) Arch. Comm. Sens, BB 5, une pièce du 25 mars 1753 : Assemblée générale des habitants, procès-verbal constatant les dires de chaque communauté sur les affaires de la ville. Une autre pièce du 24 avril 1753.

BB 3, Assemblée générale où l'on exprime les regrets de la ville pour la perte du roi Louis XV, 15 mai 1774.

cipal — ne sont pas tenues avec beaucoup de régularité, enfin le greffier ne semble pas faire une nette distinction entre les deux sortes d'assemblées ; quoiqu'il en soit il n'en reste pas moins frappant qu'une assemblée de ville soit à diverses reprises qualifiée d'assemblée générale des habitants. Peut-être est-ce une survivance terminologique rappelant les antiques liberté de la ville et le privilège que leur avait concédé le Roi de se réunir ainsi en assemblée générale des habitants, pour veiller aux intérêts de la ville, alors que la Commune avait été dissoute ?

En ce qui concerne les affaires courantes de la Ville, notre Corps Municipal est à la fois organe délibérant et organe exécutif. Au cours de la seconde moitié du XVIII^e siècle, nous voyons apparaître, dans une assemblée de Notables, siégeant à côté d'eux pour donner leur avis, « MM. les députés des Corps », Clergé, Noblesse, Arts et Métiers. Ces derniers, très nombreux (1), sont d'ailleurs vus très froidement par le délégué de la Noblesse et celui du Chapitre qui menacent même d'en appeler à l'Intendant si la présence des délégués des Arts et Métiers doit se renouveler, et le Corps de Ville a une attitude assez embarrassée (2). Le temps dut apaiser les esprits et désormais, pour les délibérations importantes, l'assemblée générale comprit les députés des Corps (3).

(1) Arch. Comm. Sens, liasse BB 5, pièce du 17 mars 1753. Etaient représentées les Communautés des : Maîtres Chirurgiens, Foyers d'étain, Corroyeurs, march. Bonnetiers, Bourreliers, M^{es} Bouchers, Serruriers, Selliers, Mégissiers, Maréchaux, Pâtissiers, Charcutiers, Menuisiers, Tailleurs, Tonneliers, Tisserands, Cordonniers, Savetiers, Cabaretiers, Vanniers, Relieurs, Perruquiers, Maçons, Charrons, Sabotiers.

(2) Arch. Comm. Sens, liasse BB 5, pièce du 24 avril 1753. Chaque Corps veut voir maintenir ses rang et préséance et n'entend pas qu'on y déroge pour quelque raison que ce soit. Le Maire, comme pour s'excuser de la présence des Arts et Métiers, dit qu'ils sont sans doute venus parce qu'ils ont entendu le son de la cloche. Ces deux procès-verbaux sont consignés dans le reg. BB 2, f^o 29.

(3) Arch. Comm. Sens, reg. BB 4, f^o 68 v^o, 6 août 1786.

§ 2. *Mode de nomination du Corps de Ville.* — A la fin du ^{xvii}^e et au cours du ^{xviii}^e siècle, le Corps de ville de Sens fut nommé selon divers modes, les décisions royales ayant été régulièrement exécutées à Sens.

Pendant la période qui s'étend de 1594 à 1692, le Corps de Ville témoigne d'une réelle stabilité.

Quelques précisions furent cependant apportées au mode de représentation des intérêts de la ville au sein de l'organisme municipal. On se souvient qu'au dernier stade de l'organisation de celui-ci, deux Echevins de robe longue et deux Echevins de robe courte équilibraient les éléments bourgeois et marchands, mais le Maire était de robe longue, la plupart du temps, officier du Roi. Or, au cours du ^{xviii}^e siècle, nous rencontrons au contraire, le rappel formel d'un mode de procéder qui fait alterner un Maire officier du Roi à un Maire marchand (1).

Jusqu'à quelle époque faut-il remonter pour retrouver cette alternance ? Voilà ce que le texte ne précise pas, mais il est probable que cette coutume ne remonte pas au-delà de la seconde moitié du ^{xvii}^e siècle (2).

Ce rappel — un Arrêt du 23 décembre 1679 rendu à la requête du corps des marchands de Sens — fait état du procès-verbal des élections du 28 décembre 1664 au cours desquelles Pierre Blénon, marchand, fut élu Maire ; en 1665, il mourut et fut alors remplacé par Edme Pierron, lui-même marchand. Sa charge expirant en 1667, M^e Jacques du Chatz, Conseiller au Présidial, lui succéda jus-

(1) Arch. Dép. Yonne, liasse 40 B 70, Arrêt du Conseil d'Etat, faisant suite à une requête des marchands, 23 déc. 1679.

(2) Une liste « Etat au vrai contenant les noms et qualités de tous ceux qui ont été maires, échevins et procureurs en la ville de Sens depuis l'année 1636 jusqu'à l'année présente » (1667). Arch. Dép. Yonne E 616, ne nous paraît pas respecter cette alternance dans les premières années de son établissement, les professions n'étant pas toujours indiquées, il est difficile de se prononcer avec certitude.

qu'en 1669, date à laquelle Claude Luyson, marchand, vit prolonger son mandat pour deux ans dans des circonstances particulières (1). Cette prorogation, au détriment du prévôt de la ville, devait attirer aux marchands l'inimitié des officiers de Justice peut-être avertis de la manœuvre par laquelle le prévôt avait été éliminé de la magistrature communale. La requête poursuit que sous prétexte de cette « continuation... ordonnée sans tirer à conséquence » les officiers de Justice veulent « jouir toujours, non seulement de ladite mairie, mais des quatre places d'échevins » quoiqu'il ne doive y avoir que deux officiers, avocats ou procureurs, et deux marchands ou bourgeois « comme il s'est toujours pratiqué ». La requête demandait au Roi qu'il lui plut ordonner qu'à la prochaine élection du 28 décembre 1679, puissent être élus « un marchand pour Maire et deux pour Echevins », les marchands appuient en outre leur requête sur deux arrêts du Conseil des 19 septembre 1668 et 21 octobre 1673, rendus en matière semblable, au profit des marchands d'Auxerre et de Troyes.

Le Roi fit droit à leur demande et ordonna que le Maire serait choisi alternativement dans le corps des officiers ou avocats et dans le corps des marchands; « du nombre de ceux qui auraient exercé les charges de Juge et Consul ».

(1) Le texte des Archives de l'Yonne porte qu'il fut ainsi continué parce que S. M. était « tellement satisfaite », en réalité, il ne fut continué que sur une intervention de l'Archevêque de Sens, M. de Gondren, auprès de Colbert, sur la demande expresse des Juges-Consuls, pour éviter l'élection du prévôt de la ville qui désirait cette charge mais était redouté des marchands. « On craint qu'il maltraitera les marchands s'il l'obtient, aussi bien que tous ceux qui font quelque commerce, parce qu'il a de gros procès avec eux et qu'on le croit en ce pays fort vindicatif... ». DEPPING : *Corresp. administr. sous Louis XIV*, t. I, p. 844, lettre 103. Nous voyons là une intervention des juges-consuls car cette lettre fut présentée à Colbert par le juge-consul de Sens (Vol. verts C).

Cette intervention de l'Archevêque est une preuve de la concorde qui régnait entre le Corps de ville et l'Archevêché.

Sur les quatre échevins, deux et le Procureur-syndic, seront choisis dans le corps des marchands.

En choisissant tous les deux ans un Maire marchand, ancien juge et consul, le Roi veut que n'accèdent à cette charge que des compétences et c'est justice. Il ne fallait pas que la ville fût moins bien gouvernée sous l'autorité d'un Maire marchand que sous celle d'un Maire officier du Roi. Les marchands eux-mêmes ne pouvaient que souscrire à cette exigence royale qui, tout compte fait, augmentait, plutôt qu'elle ne l'éclipsait, le prestige de leur corps.

Cet Arrêt devait d'ailleurs faire date et jurisprudence car, le 4 février 1742, une ordonnance du Roi demandait que l'on s'y conformât. Evidemment, entre ces deux dates, les modalités de nomination des Maire et Echevins avaient changé plus d'une fois. Selon les ordres du Gouvernement Central et selon les difficultés financières de ce même gouvernement.

C'est ainsi, qu'en exécution de l'Edit d'août 1692 (1) créant des maires perpétuels et des assesseurs de maires, B. Pellée, Lieutenant-criminel à Sens, maire élu, démissionna « à l'audience du Bailliage... entre les mains des sieurs Bollogne, conseiller du Roy en la prévosté de Sens, commis par Monseigneur le Procureur Général pour faire la fonction de son substitut en ladite prévosté et bailly de Villeneuve-l'Archevesque, Jean Aublet, procureur au Bailliage et eslection de Sens, Nicolas Augeron, ancien juge-consul et M^e Savinien Michel, marchand, par acte du 6 novembre aud. an » lesquels ont fait fonction de Maire en vertu d'un Arrêt du Conseil du 7 octobre 1692. Ils ont en outre « reçu aux offices nouvellement créés aud. hostel-de-ville, sçavoir le sieur Jamard pour procureur du

(1) B. TAVEAU (continuateurs de) : *op. cit.*, p. 193.

Roy, le 30 octobre audict an 1692 : Jean Baudry pour greffier, le 10 septembre aud. an ; M^e Jean-Baptiste Jolly pour conseiller du Roy et assesseur aud. hostel-de-ville » qui ont prêté serment par devant les échevins Bollogne, Aublet, Augeron. Ensuite « noble homme, M^e Toussaint Marcelat, advocat en Parlement, à traicté de la charge de maire perpétuel et s'est installé aud. hostel-de-ville, ainsy qu'il est porté par l'arrest de création de lad. charge (1) ».

Le Corps de Ville est complété par des « conseillers et assesseurs » plus simplement nommés « assesseurs », Pierre Deguyenne et Sébastien Prunay de Chambouzon occupèrent ces offices.

Sur l'exécution de cette nouvelle réglementation, nous possédons un document beaucoup plus détaillé que l'inventaire de Taveau, c'est le procès-verbal du renouvellement de membres du Corps de Ville, en l'espèce, deux échevins de robe courte (2).

Ce remplacement se fit en « assemblée générale » en date du mardi 28 décembre 1694, réunie par devant M^e Toussaint Marcelat, mais perpétuel ; comme de coutume l'assemblée avait été convoquée en l'hôtel commun, au son de la cloche, à 10 heures du matin (3).

(1) Le texte continue « et y a esté receu avec tout l'applaudissement du public, mesmes nous a donné des preuves authentiques de son crédit et de sa capacité, puisque dans un temps aussy fascheux et dans une misère aussy grande que celle où estoient les habitants, luy-mesme a pris le party de présenter son placet au Roy, pour obtenir quelques diminutions de nos subsistances et ustancilles, ce qui n'avoit jamais esté entrepris par aucun maire de la ville de Sens » continuateurs de TAVEAU, p. 198, l'absence d'inventaire des arrêts du Conseil entre 1650 et 1727, ne nous a pas permis de vérifier si ce placet avait reçu ou non satisfaction.

(2) Arch. Dép. Yonne, E 616.

(3) L'assemblée générale est convoquée au son de la cloche commune comme au XIII^e siècle, tandis que la réunion du Bureau est convoquée par billets adressés personnellement à chacun des membres.

Les échevins de la ville, Augeron, Michel, Jolly et Sourbirant, les assesseurs du Maire de Guyenne et Chambouzon, Jamard, Procureur du Roi ; Baudry, greffier et secrétaire de la ville : étant présents, Jamard requiert le Maire de dire que l'assemblée est convoquée pour procéder, à la pluralité des voix, à l'élection de deux échevins. Auparavant tous iront entendre la Messe du Saint-Esprit en l'église des Pères Cordeliers. Au retour, l'assemblée se réunira en la Chambre du Conseil de l'Hôtel-de-Ville, on prendra le serment des habitants « d'agir en gens de bien et d'honneur, sans cabale,... de nommer des gens capables et affectionnés au service du Roi ». Même processus qu'au siècle précédent : il y a désignation de six cantons (ou électeurs) par quartier (1) entre les mains d'un Président-

(1) L'acte donne les résultats de chaque quartier. Ils sont intéressants à connaître en détail, car le procès-verbal mentionne la profession en regard de chaque nom :

1° ST-PIERRE-LE-ROND : *Prés. Canton* : Sieur Debonnaire.

Cantons : Claude Bonnier, apothicaire.

Balthazard, avocat.

Lhermitte, avocat.

Baldac (ainé), marchand.

Jean Lorette.

2° D'YONNE : *Prés. Canton* : Baultour, Procureur du Roi en Prévôté.

Cantons : De Drouin, avocat.

Aublet, procureur.

Thièras, procureur.

Louis de Larivière, marchand.

Ladvenüe.

3° ST-HILAIRE : *Prés. Canton* : Benoît de Montcorbon, Conseiller au Présidial.

Cantons : Legris, procureur.

Edme Crosnier, procureur.

Barthélémy Dubec, marchand.

Legous, chirurgien.

Jolly, praticien.

4° ST-FIERRE-LE-DONJON : *Prés. Canton* : M^e Cl. Cormier, Notaire.

Cantons : Jean le Riche, marchand.

Jacques Gouget, marchand.

Cristophe Allault, marchand.

Mathieu Henriot, marchand.

Jean-Louis Dussy, marchand.

canton, ensuite on procédera comme à l'accoutumée à la prise des voix et à la désignation des échevins, à cette différence près que, cette fois, on se référera aux termes de l'Edit de 1692, créant des assesseurs des maires et précisant que la moitié de ceux qui seront élus échevins seront pris dans le nombre des assesseurs. Aux termes de cet Edit, précise le procès-verbal de l'élection le sieur de Guyenne, l'un des deux assesseurs, doit être élu pour se conformer aux intentions de Sa Majesté. Ainsi fut fait mais, détail assez piquant et qui montre bien l'artificiel de la réglementation, s'il y eut consentement unanime à cette nomination, il fallut « interpellier » pour savoir s'il serait de courte ou longue robe, « car un assesseur ne peut être élu échevin qu'en l'une ou l'autre des deux qualités », le dilemme fut résolu et le sieur de Guyenne opta lui-même pour la courte robe. Quant au second échevin, le sieur de Chambouzon qui prétendait, suivant arrêt du Conseil du 7 juillet 1693, être en droit de porter la robe, il fallut qu'il se désistât du droit d'être élu échevin de longue ou de courte robe, et qu'il renonçât à être élu de courte robe, en conséquence, Nicolas Nagent, apothicaire, devint second échevin de courte robe, comme ayant eu le plus de voix.

Au début du XVIII^e siècle, le 28 décembre 1703 (1) le même processus fut encore suivi pour une élection de deux échevins de longue robe : ceux qui étaient en charge furent continués à l'unanimité (2). Après la Messe, il y eut la réunion en la Chambre du Conseil de l'Hôtel-de-Ville, prise du serment des habitants, nomination des cantons,

5^o ST-BENOIT : *Prés.* Canton : Lhermitte, avocat.

Cantons : Dubec (ainé).

Duffault, chirurgien.

Dubec (le jeune), marchand.

Accault, marchand.

Guillaume Duval.

(1) Arch. Comm. Sens, liasse BB 5.

(2) C'étaient les sieurs Pelée de St-Martin et Cormier.

séparation dans une chambre pour prendre les voix et désigner les élus. Seul fait à signaler, après le nom des présidents-cantons des quartiers de Saint-Pierre-le-Rond et d'Yonne, on porta la mention Capitaine, en effet les sieurs Bouvier et Jean Bouvier devaient être Capitaines de la Milice bourgeoise de Sens (1).

On voit qu'en ces circonstances, le rôle du Bailli ou plutôt du Lieutenant-général, déjà réduit au siècle précédent à une simple surveillance, est, cette fois, complètement nul : aucune mention n'en est portée dans la réglementation des élections.

Rappelons qu'au cours du xvii^e siècle, trois élections furent invalidées comme contraires à un arrêt du 31 juillet 1570 (2) ordonnant que les membres du Corps de Ville devraient être natifs de Sens. En conséquence, un arrêt du Conseil du 25 janvier 1633, décharge de sa charge de procureur de la ville, Pierre Dubec, marchand bourgeois de Sens, natif de la Chapelle-sur-Oreuse (3), le 13 mai 1633, Thomas Barrière, marchand bourgeois de Sens, natif de Cerisiers, doit quitter sa charge de Procureur de ville (4), enfin, le 17 janvier 1650, c'est le sieur Jean César, natif de Villeblevin, qui doit s'effacer devant le sieur Périer (5).

Dès le premier quart du xviii^e siècle, conformément à l'Edit de juin 1717 supprimant les offices en titre, des Lettres-Patentes du Roi viennent, au moment où l'on doit pourvoir au remplacement du corps municipal, rappeler aux Sénonais que « les communautés d'habitants » — c'est-à-dire les villes — sont rétablies « dans leurs anciens

(1) L'absence de renseignements sur la Milice Bourgeoise de Sens ne nous permet pas de nous étendre sur cette institution.

(2) Confirmant un Arrêt de 1530, cf. TAVEAU : *op. cit.*, p. 29 et *supra*, p. 92, note 2.

(3) B. TAVEAU : *op. cit.*, p. 30.

(4) *Ibid.*

(5) *Ibid.* Malgré une ordonnance du Lieutenant-Général de Sens qui l'autorisait à être élu échevin, et sur appel des habitants.

droits et leurs anciens usages (1) », le Roi rend ainsi aux habitants le droit d'élection. Liberté plus apparente que réelle, puisque le choix définitif des candidats proposés lui appartient toujours. Pour les années 1718-1719, le sieur Benoist d'Autun, conseiller au Présidial, sera maire de longue robe ; Benoist de la Motte, également conseiller au Présidial, sera échevin de longue robe ; Nicolas Pierre de Saint-Bond, bourgeois, sera échevin de courte robe, et François Robillard, marchand, occupera la charge de procureur de la ville.

Le Lieutenant-Général du Présidial prendra leur serment et veillera à ce que la population les veuille « reconnoître et obéir en laditte qualité d'eschevins... et ainsy qu'il appartiendra dans tout ce qui regardera les fonctions de leur charge ». Le Présidial reprend ici, non seulement son rôle de surveillance, mais est nettement commis par le Roi à l'exécution de sa volonté. Cette fois, très ouvertement, le Roi choisit les membres du Corps de Ville, ce qui se faisait autrefois à la suite d'élections véritables, a peu à peu dégénéré ; progressivement les élections ont perdu leur sens propre, et après en être passées par le stade de simple forme, elles ne subsistent plus qu'en apparence, personne ne peut se méprendre sur leur signification. Il est vrai que jamais le Roi n'avait reconnu de valeur propre aux élections, en tant que sources d'autorité ; mais du moins tenait-il compte de la volonté exprimée ainsi par ses sujets. Aujourd'hui, le Roi n'y met plus tant de formes et les Lettres-Patentes sont des plus catégoriques, — témoins l'ordre donné au Lieutenant-Général du Présidial. Il n'est plus question de rechercher si le choix royal est ou non conforme à l'opinion publique. Il est vrai que l'état politique de la France, joint à son état économique, explique cette attitude rigoureuse, peu

(1) (Continuateurs de) B. TAVEAU : *op. cit.*, p. 199.

conforme à la souplesse traditionnelle de la politique royale. 1717, le Roi est mineur, c'est le duc d'Orléans qui règne (1), la France est épuisée financièrement et le peuple souffre mille maux. Nous allons voir apparaître cette succession d'expédients financiers, qui ne peuvent que pallier momentanément et non de façon durable à la pénurie du Trésor Royal. Le XVIII^e siècle ne sera pas un siècle de politique royale, mais un siècle d'expérimentation financière.

Est-ce en égard à l'amoindrissement général des finances que le Corps de Ville est réduit à un Maire et deux Echevins au lieu de quatre ? Est-ce pour compenser cette restriction, que le Roi maintient pour 1718 le sieur Delance, médecin, qui avait « exercé l'autre des charges de longue robe avec distinction et à l'approbation du public pendant les années 1716-1717 (2) » ? Quant à un second échevin de robe courte, nous n'en trouvons aucune mention. Cette suppression du quatrième échevin est encore constatée en 1737 (4), en 1742 (3). L'Edit de 1722 érigeant en offices les charges municipales, fut exécuté à Sens et l'un des registres de délibérations de la ville renferme des quantités d'enregistrement de lettres de provisions pour les offices municipaux les plus divers (5) : échevins, con-

(1) B. TAVEAU (continuateurs de) : *op. cit.*, p. 199, le Roi mentionne qu'il fait cette lettre de l'avis du duc d'Orléans, régent du royaume.

(2) B. TAVEAU (continuateurs de) : *op. cit.*, p. 199, le texte poursuit « étant bien aysé de lui donner en cela des marques de notre satisfaction de ses services ».

(3) Arch. Dép. Yonne. Liasse E 616, dans une requête adressée à Mgr Orry, contrôleur général des Finances, ont signé : Lemot, maire ; Dubled, Bouvier, Connier, échevins.

(4) B. TAVEAU (continuateurs de) : *op. cit.* p. 201.

(5) Arch. comm. de Sens, BB 1, les lettres émanent tantôt du Roi ; tantôt du maire.

seillers alternatifs mi-triennaux, major et même office de concierge de l'Hôtel de Ville et de valet de ville.

Le 4 février 1742, le Roi expédiait à Sens, une lettre de cachet nommant Claude Hector Thomazon, maire de la ville. C'était ainsi un ancien juge-consul qui obtenait la charge de premier officier ; Charmeux, conseiller honoraire au Présidial ; Mocquot, avocat en Parlement, remplissaient les fonctions d'échevins de longue robe et François Gaulthier, marchand, celles de procureur de la ville (1). Ainsi que de coutume le « Lieutenant-Général et Président » au Présidial prit leur serment le 12 février (2). Ce n'est pas une date normale pour les élections de notre ville, il y avait donc eu une contestation et, la lettre de cachet ordonnant de se référer à l'arrêt de 1669, vint mettre au point le différend, mais ce différend n'est point mentionné dans Taveau qui, en somme, est une sorte de procès-verbal officiel ; on a voulu, en le passant sous silence, ménager les susceptibilités.

§ 3. *Conseillers de Ville.* — A partir de 1765, nous allons voir apparaître à Sens, mention officielle de conseillers de ville distincts des deux assesseurs. A la suite de l'Edit de mai 1765 quelques difficultés s'élevèrent « dans l'assemblée des officiers du Corps de Ville et Notables » sur l'exécution de certains articles de l'Edit. De Sens on en référa au pouvoir central afin qu'il répondit point par point ; (3) nous connaissons ainsi, en détail, la composition du Corps de Ville.

L'art 15 de l'Edit de mai 1765 portait que les conseillers

(1) Les continuateurs de B. TAVEAU parlent d'une lettre de cachet, les Arch. Dép. Yonne, 40 B 70, cf. *supra* p. 118 parlent d'une ordonnance, le détail importe peu, ce qu'il faut remarquer, c'est que la nomination de Cl. Hector Thomazon, ancien juge-consul, fut obtenue en exécution de l'arrêt du 23-12-1679.

(2) C'était le sieur Lhermitte, seigneur de Champbertrand.

(3) Arch. Dép. Yonne 40 B 70 requête de 1766.

de ville exerceraient leurs fonctions pendant 6 ans. Ainsi fut fait à Sens. En août 1765, six conseillers de ville furent nommés (1). Les deux premiers nommés, élus échevins au commencement de janvier 1766, furent aussitôt remplacés par deux notables, eux-mêmes remplacés par deux habitants (2). Notre Corps de Ville est donc composé, à cette date, d'un maire, quatre échevins, six conseillers, un procureur-receveur et un greffier (3). En 1771, une contestation sur la durée des fonctions du maire, Fauvelet, élu le 28 décembre 1767, donne au pouvoir central l'occasion d'une nouvelle déclaration de principe. En effet, le sieur Fauvelet avait bien été élu en décembre 1767 mais le brevet du Roi portait la date du 1^{er} août 1768. Or, comme les uns prétendaient que les fonctions du maire devaient cesser en décembre 1770, tandis que les autres soutenaient qu'elles devaient se poursuivre jusqu'en août 1771, on en référa au pouvoir central, après toutefois que l'affaire ait été jugée par le Présidial de Sens à la requête du procureur du Roi et contre la prorogation des fonctions jusqu'en août. Un arrêt du Conseil d'Etat du 13 janvier 1771 vient mettre la chose au point et rappeler trois grands principes (4) :

(1) Sens comptait donc parmi les villes de 4.500 h. et plus puisque le nombre de conseillers et la nouvelle composition du Corps de Ville correspondent à la réglementation des villes de cette importance.

(2) L'art 32 de l'Edit de mai 1765 prévoyait 14 notables choisis dans les divers corps de ville.

(3) Dès 1765, nouvelle mention de 4 échevins dans une lettre de cachet du Roi nommant un maire, un second échevin de longue robe et deux échevins de robe courte, un procureur et un greffier de l'Hôtel de Ville. Le choix du Roi s'était fixé sur M. Benoît de Châteaufeuillet, maire (Président de l'Election) ; Pelée de Chenouveau, conseiller au Présidial ; (2^e échevin de longue robe) ; Dufeu (aîné), ancien conseiller, 1^{er} échevin de courte robe ; Gauthier ancien consul, 2^e échevin de courte robe ; Hardouin Tarbé, procureur ; Legris, greffier. Arch. comm. de Sens BB 5, lettre datée de Versailles, 9 février 1765, à la suite de l'assemblée électorale de janvier.

(4) Arch. Dép. Yonne E 616 et Arch. comm. de Sens BB 5.

- 1°) que l'élection ne confère aucun pouvoir au maire ;
- 2°) que le Lieutenant du Présidial n'a aucune fonction dans les assemblées de ville ;
- 3°) que ce même Lieutenant s'est attribué une compétence qu'il n'a pas.

Reprenons ces différents points, examinons d'abord ce qui regarde la compétence du Présidial, point qui ne touche que peu à notre sujet. Le Roi déclare que la sentence prononcée a été d'autant plus irrégulière « que le juge qui l'a prononcée s'est attribué une compétence qui ne lui appartient pas, soit à raison de la matière, soit à cause de la circonstance et du lieu où le jugement a été rendu, puisque (seul le Roi) peut connaître d'une ordonnance en forme de Brevet émané de lui ».

Le Roi affirme également que le rôle du Lieutenant-Général est purement passif dans « l'assemblée de ville » où il n'a d'autre fonction que celle de présider et recueillir les suffrages, qu'il n'y a même pas voix délibérative et qu'au surplus il n'a « aucune juridiction dans l'Assemblée du Corps Municipal ». C'est mettre, on ne peut plus nettement, chacun à sa place.

Ce qui est plus important encore, à notre point de vue, c'est la déclaration du Roi sur les effets respectifs de l'élection, de la présentation des sujets élus et de leur nomination. Selon la doctrine royale, la présentation est un « acte purement passif » et l'élection ne « confère aucun droit par elle-même » seule, la nomination du Roi, « peut donner le droit d'exercer les fonctions de la mairie ».

Déjà le 29 septembre 1770, l'Intendant Bertier de Sauvigny, consulté sur le différend (1) avait répondu au maire : « Ce n'est point, Monsieur, la nomination du Corps Municipal qui fait le titre en vertu duquel les maires des villes exercent leurs fonctions de cette place, mais bien le Brevet

(1) Arch. comm. de Sens BB 5 pièce.

du Roy qui les choisit dans le nombre des trois sujets qui lui sont présentés. Or, le brevet de votre nomination porte que vous exercerez les fonctions de Maire pendant le tems accoutumé à commencer du 1^{er} août 1768. Et le tems accoutumé est de trois années, ainsi il est hors de doute que votre exercice ne doit finir qu'au 1^{er} août 1771, du moins tel est mon opinion à cet égard que je crois très bien fondée. Si cependant vous y trouvez quelque difficulté rien n'empêche que vous ne la soumettiez à la décision de M. le duc de la Vrillière ».

La doctrine est donc extrêmement nette et ne souffre aucune exception.

En passant, notons une remarque de terminologie, le terme de Corps Municipal se substitue à cette époque (1771) au terme de Corps de Ville : l'arrêt du Conseil d'Etat porte « Corps Municipal ». Cette nouvelle appellation devait être récente car, dans les Archives de Sens à la même date, nous avons vu un acte dans lequel on avait écrit « Corps de Ville », puis rayé le terme et rectifié par « Corps Municipal ». Simple question de mot ou plutôt, reconnaissance d'un nouvel état de choses, terme d'une lente évolution. Les villes ont peu à peu cessé d'avoir leurs constitutions propres, l'unification de leurs statuts est sinon réalisée, au moins nettement ébauchée.

Dès 1771, retour à la vénalité des charges, les complications ne font que se multiplier et cette situation confuse crée mille difficultés. Lorsqu'en 1787, l'Intendant de la Généralité de Paris commettra son subdélégué à Sens, afin de rechercher pourquoi les comptes, tant des deniers d'octroi que des deniers patrimoniaux, n'ont pas été rendus depuis 1764, nos officiers municipaux déclareront unanimement, et pas seulement dans le but de se justifier, « que les différents changements survenus depuis 1764 dans le régime municipal de la ville de Sens en est la

principale cause » (1), et l'on veut bien croire que de perpétuels changements n'étaient pas faits pour faciliter la régularité des comptes.

Les dernières années de l'Ancien Régime voient le retour aux formes anciennes à savoir, le choix du Roi parmi des noms qui lui sont proposés, le Corps Municipal est alors composé d'un maire, quatre échevins assesseurs, un lieutenant du maire, un procureur de la ville, un receveur comptable, un secrétaire. La charge de Procureur-receveur s'est donc dissociée et nous avons, comme en 1474, un procureur et un receveur, le secrétaire succède au greffier apparu au xviii^e siècle (2) ; le lieutenant du maire est une création récente. Les conseillers ont encore disparu mais ils sont remplacés par des notables qui viennent en nombre plus ou moins grand selon l'importance des délibérations (3).

Dans ces dernières années nous retrouvons toujours les mêmes noms aux mêmes postes, l'ensemble des délibérations donne une certaine impression de désordre. En 1788, une vraie fièvre semble s'emparer de la population, et, au sein des assemblées municipales se produisent quelques incidents symptomatiques. En 1789, après les interventions du Tiers-Etat, le maire de Sens prononça un long discours dans le plus pur style du xviii^e siècle, le 1^{er} février (4) il appuie — quoique privilégié — les revendications du Tiers. « Dans le moment où le Tiers-Etat invoque de toutes parts des formes constitutionnelles en suppliant notre auguste souverain de les rendre nationales, la

(1) Arch. comm. de Sens BB 4, f^o 78.

(2) Le 27 mars 1738, les notaires et procureurs de la ville demandent que le poste de greffier à l'Hôtel-de-ville, tenu par le sieur Legris soit tenu par un autre, car il était coutume de changer de greffier à chaque élection. En fait, Legris continua encore longtemps l'exercice de sa charge. Arch. Dép. Yonne E 616.

(3) Arch. comm. de Sens BB 4, f^o 77, 11 juillet 1787.

(4) Arch. comm. de Sens BB 4, f^o 109.

Ville de Sens se préparait à joindre ses réclamations à l'universalité de celles du royaume, mais le Roi ayant pesé sans délai dans sa sagesse celles qui lui étaient parvenues, la décision de Sa Majesté à prévenu nos sollicitations à cet égard ». Il se déclare prêt à abandonner tous ses privilèges pécuniaires « qui blessent l'opinion publique et pèsent sur le peuple ». Le maire appelle de tous ses vœux le moment où « la France ne va plus faire qu'une seule famille de citoyens dont les nuances de naissance et de dignités ne seront remarquées que par le lustre des vertus civiles qui perpétuent l'éclat qui les environne... ». Et le discours de continuer longuement dans le même style grandiloquent et utopiste, il se termine par une adresse au Roi sur les réclamations du Tiers (1) portant ces phrases que l'on ne peut transcrire sans une certaine mélancolie : « la plus heureuse Révolution va succéder, Sire, à des secousses orageuses. Votre Majesté par des changements salutaires va régénérer la France » ; suivent des protestations de fidélité au service du Roi. Ce discours déplut fort à l'ensemble des Sénonais et le 25 février 1789, une protestation des nobles est enregistrée portant qu'ils avaient été insultés par des membres du Tiers, lors de la dernière assemblée. Il fallut une intervention du Roi pour calmer les esprits. Leur effervescence est empoisonnée par le ferment politique : on appelle des réformes, sans trop savoir ce que l'on entend par là, sans se représenter de manière très précise ce que l'on souhaite, on désire surtout des changements. C'est la fin de cet Ancien Régime qui fit la grandeur et l'unité de la France.

Des réformes étaient nécessaires car le désordre financier du xviii^e siècle avait fait naître et se multiplier de nombreux abus, mais on sait comment les plus louables efforts de redressement furent brisés par des esprits étroits

(1) Arch. comm. de Sens BB 4, f^o 111.

et routiniers. Loin de s'unir, les différents ordres se jaloussaient, et, malheureusement, l'exemple des discordes venait souvent de haut. Les malentendus, habilement exploités ne devaient pas permettre une révolution pacifique, qui fut alors apparue au peuple comme une révolution tronquée et il se fut senti trompé. A quels excès une telle opinion ne devait-elle pas conduire ? L'Histoire est là pour répondre tristement.

Avec la fin de l'Ancien Régime vient la fin de notre Institution, que nous avons vu naître au xv^e siècle, chercher péniblement son orientation au xvr^e siècle, fonctionner de façon stable et équilibrée au xviii^e et peu à peu se fausser au cours du xviii^e siècle. Nous verrons dans une Section 2 les Réformes du Corps Municipal en 1790.

§ 4. *Auxiliaires du Corps de Ville.* — A Sens nous ne voyons pas comme en d'autres villes graviter tout autour du Corps de Ville un nombre important d'auxiliaires. La richesse de notre ville n'était pas telle qu'elle put lui permettre une nombreuse « clientèle ».

Dès l'origine de notre institution cependant nous avons vu le Roi accorder au Maire, pour faciliter l'exécution de ses ordres, l'appui de deux sergents royaux (les sergents existaient à Sens dès la Commune et ils furent confirmés par Charles VII en 1429). Ces deux sergents ne recevaient point de gages, le Corps de Ville devait leur fournir des robes, ce qui se continua jusqu'au xviii^e siècle (1). A plusieurs reprises le Roi autorise à porter en comptes la dépense faite pour les robes des sergents (2). Mais, au xviii^e siècle la sécurité personnelle des Maire et Echevins requit plus que ces sergents. L'Intendant de Justice de la Généralité de Paris, de passage à Sens en 1641, sur le vu

(1) Arch. Nat. X^{1a} 8615, f^o 192, 1544.

(2) B. TAVEAU : *op. cit.* pp. 9, 28, 114, 115.

de faits dont il fut le témoin et à la demande du Corps de Ville, autorisa par provision la ville à entretenir 8 gardes et archers. L'année suivante, un arrêt du Conseil vient confirmer cette décision (1). Le Corps de Ville satisfait du « lustre et (de l') autorité » ainsi donnés à la magistrature, ne devait pas tarder à réduire le nombre de ces « garde-maire » et vers 1680 ils ne sont plus que 6. En 1690, c'est contre l'indiscipline et l'insolence des 8 gardes qu'il faut sévir (2). Le Corps de Ville exige leur démission collective et ne nomme à nouveau en leurs fonctions que ceux qui promettent d'être respectueux et soumis. Au XVIII^e siècle, nous retrouvons ces gardes et archers de ville (3) ; en 1724, le Corps de Ville veut rétablir 8 archers « devenus 6 depuis quelques années », les deux nouveaux nommés « devront acheter eux-mêmes leurs caziques pour être uniformes », par contre ils recevront 10 livres de gages annuels.

Nous avons vu que dans notre Corps de Ville *stricto sensu* nous devons comprendre le Procureur-Receveur, ou

(1) Arch. Nat. E 1686, 10 septembre 1642. Confirmation par le Roi de l'autorisation accordée aux Maire et Echevins de Sens d'entretenir 8 archers pour la sauvegarde de leurs personnes que le passage des militaires met souvent en danger ils viennent en effet à l'Hôtel-de-Ville et jusques en la maison du maire, pour exiger avec insolence et souvent avec violence (« ils auroient par plusieurs fois mis la main sur le maire et... lesd. eschevins et iceulx frappés et ouïtraiger ») comme plusieurs procès-verbaux en témoignent, bien que l'Intendant de Justice ait été présent « lesdits gens de guerre continuoient encore... quelque ordre qu'il se soit efforcé d'y apporter ».

(2) B. TAVEAU (continuateurs de) : *op. cit.* p. 194-195, Blénon, maire « auroit receu plusieurs plaintes... contre les gardes et archers de ville qui sont assez téméraires de menacer (les habitants) tant de ladite ville que faulxbourgs... ils portent peu de respect aux magistrats municipaux... estans assez osez de dire par un mépris qu'ils font desdits magistrats qu'ils seront tousjours en charges et que lesdits maire et eschevins n'y seront pas toujours... » en date du mardi 29 août 1690.

(3) Arch. comm. de Sens BB 1, f^o 15, 1719, f^o 49, 10 avril 1724.

les Procureur et Receveur lorsque la charge se fut scindée. Au xvii^e siècle apparaît le Greffier qui, à la fin du xviii^e siècle devient le Secrétaire. Son rôle consiste à être présent à toutes les réunions du Corps de Ville et à consigner sur un registre le procès-verbal des délibérations de l'assemblée, à enregistrer sur ce même registre tous les actes importants que la municipalité veut en quelque sorte authentifier et auxquels, dans certains cas, elle veut donner date certaine. Parfois même quelques Lettres-Patentes du Roi y sont consignées, le plus souvent ce sont des Lettres de provision ou des Commissions royales ; au moment de la création de multiples offices, nous rencontrons des lettres de Provision émanées du Maire et rédigées en une forme calquée sur celle des Lettres-Patentes (1). Nous avons aussi trouvé procès-verbal de plaintes adressées aux Maire et Echevins (2). C'est encore au Greffier que revient la charge d'adresser, à ceux à qui il appartient, des billets de convocation pour l'assemblée municipale ordinaire, enfin, tout ce qui concerne la correspondance du Corps de Ville, avec les différents corps de la ville ou avec l'extérieur, lui incombe. Au Greffier revient encore le soin et la conservation des Archives de la Ville, et à Sens, à plusieurs reprises, on eut à déplorer qu'elles fussent en piteux état (3).

Citons encore dans les auxiliaires de la municipalité le Tambour de ville chargé des annonces et cris publics,

(1) Arch. comm. de Sens BB 1, f^o 53, p. e.

(2) Arch. comm. de Sens BB 1, f^o 69, v^o, 70, 16 mars 1729. Procès-verbal de 3 plaintes émanant de Claude Lallement, commis pour la perception des droits du Roi à la Porte Saint-Didier, Cornu, huissier ; Pierre Epoigny, cordier ; au sujet du scandale que font des dragons qui, la retraite battue, se rendent dans une maison mal famée, menacent les voisins, troublent la paix, l'ordre et le repos publics.

(3) Arch. comm. de Sens BB 1.

et qui ne les peut prononcer que sur l'ordre exprès du maire (1).

Le Geôlier, des prisons civiles qui au xvi^e siècle devait sonner la cloche commune pendant une demie heure tous les soirs, de huit heures et demie à neuf heures (2).

Les gardes des Portes et, à la fin de l'Ancien Régime, les huissiers de l'Hôtel de Ville, les valets de ville, le concierge de l'Hôtel de Ville.

Nous n'avons pas trouvé mention d'un voyer, d'un maître des œuvres et édifices, il est vrai que la mutilation des archives ne permet pas de suivre d'assez près le détail de la vie municipale quotidienne, pour dresser une liste exacte de ce personnel auxiliaire.

SECTION II

Disparition du Corps de Ville. Réforme de 1790

Notre Corps Municipal devait se continuer jusqu'en 1790, date à laquelle le régime des villes du Royaume change d'aspect. Après la confusion créée par les alternances d'élections et de vénalité du xviii^e siècle, une situation assez peu nette avait fini par se stabiliser. L'ère des réformes profondes arrivait et les idées nouvelles, « l'esprit nouveau » comme on disait alors, se frayaient rapi-

(1) B. TAVEAU (continuateurs de) : *op. cit.* p. 191. Une ordonnance du 3 décembre 1680. de Mgr Hotman, Intendant de la Généralité de Paris, précise entr'autres choses que « ce qui regarde les cris publics et le tambour est entièrement politique, et hors les procédures criminelles ne doit estre ny entrepris, ny exécuté que souz votre aveu et par vos ordres ».

(2) B. TAVEAU : *op. cit.* p. 41, une sentence du Bailliage du 8 janv. 1564, rendue à la poursuite des maire et échevins condamne Simon Bobard, geôlier des prisons civiles de Sens, à sonner chaque jour la cloche commune une demie-heure durant à 9 heures du soir, à peine de privation de son état et de l'amende, les maires et echevins lui doivent le clos et le couvert et la fourniture des cordes pour sonner.

dement un chemin d'autant plus facile que le mécontentement se généralisait, alors que la puissance d'enthousiasme de chacun demeurait encore intacte.

Par un décret du 14 décembre 1789, l'Assemblée nationale constituante uniformisait et étendait à toutes les villes une nouvelle forme de gouvernement municipal. A la base de ces nouvelles municipalités demeure une assemblée communale, mais ce ne sont plus que des « citoyens actifs » qui ont droit de se réunir et d'élire le Corps Municipal. Ce n'est pas la disparition radicale des anciennes assemblées générales, puisque ce même décret autorise une telle assemblée, si cent cinquante citoyens actifs en demandent la réunion ; en ce cas, c'est le « conseil général » de la commune qui convoque l'assemblée.

Le nouveau Corps Municipal comprend deux organes : le Bureau, organe exécutif, et le Conseil, organe délibérant.

Le Bureau se compose du tiers des officiers municipaux, le Conseil est formé des deux autres tiers.

Le Conseil Général de la commune comprend tous les officiers municipaux, auxquels s'adjoignent des Notables. C'est ce conseil qui est qualifié pour prendre toutes les décisions importantes, spécialement en matière financière : achats, ventes d'immeubles, impositions extraordinaires, emprunts, travaux à entreprendre, etc. (1).

Au-dessus de cette organisation municipale et la surveillant, le décret de 1789 place les corps administratifs du district et du département. La hiérarchie va donc du corps municipal au conseil général de la commune, de là au district, pour aboutir au département.

C'est ainsi qu'en matière particulièrement importante,

(1) Cette énumération ainsi que les idées principales de cette analyse sont empruntées à V. DE MARCÉ : *Le contrôle des Finances.*, pp. 226 et suiv.

les délibérations municipales n'acquerront force exécutoire que lorsqu'elles auront été approuvées par le département, lequel accordera ou refusera son approbation sur avis de l'administration (ou directoire) du district.

Notons que, parmi les attributions de ces organes surveillants, nous devons placer au premier plan « la vérification des comptes de la régie des bureaux municipaux » (1). Cette surveillance des finances municipales prend une importance capitale, car, l'article 59 du décret stipule que dans toutes les communautés quelles qu'elles soient, les citoyens actifs auront la faculté de prendre connaissance, au greffe de la municipalité, sans frais, des comptes et pièces justificatives, ainsi que des délibérations du corps municipal, et ce, à chaque fois qu'ils le demanderont.

§ 1^{er}. *Nomination de la nouvelle municipalité.* — En exécution des réformes ainsi décidées, le 9 février 1790, dès 8 heures du matin, le corps municipal de Sens s'assembla en l'Hôtel de Ville, afin de procéder — formalité fondamentale — au recensement général des scrutins (électeurs actifs formés dans les trois sections de l'assemblée primaire de la commune) (2).

Des commissaires furent chargés de ce recensement par section, afin de procéder ensuite à l'élection d'une « nouvelle municipalité ».

Le Procès-verbal de l'assemblée donne 386 citoyens actifs pour la première section (assemblée aux Jacobins) 231 pour la seconde et 386 pour la troisième, soit au total 1.003 citoyens actifs pour la ville de Sens. On procéda ensuite à la désignation du Maire, par bulletins de nomination. Les résultats furent les suivants :

371 voix dans la première section ;

(1) *Ibid.*

(2) Arch. comm. de Sens BB 4, fo 159 et suiv.

211 voix dans la deuxième section ;

377 voix dans la troisième section ;

Soit 959 voix au Marquis de Chambonas qui fut ainsi élu Maire.

Le 12 février suivant, selon la même méthode, on passa à l'élection des officiers municipaux. Seuls, deux des candidats réunirent au premier scrutin le nombre de voix requis : M. Villiers, médecin ; et M. Lemoine, avocat.

Le 14, deux officiers sont élus : Antoine Layné, perruquier ; Etienne Macé fils, marchand.

Un troisième scrutin fut nécessaire pour élire les sept officiers suivants, il eut lieu le 16.

Le 17 février au matin, aucune décision n'est acquise en ce qui regarde l'élection du Procureur-syndic, le second scrutin opéré dans l'après-midi donne à Larcher de Lavernade, l'office de Procureur-syndic de la ville.

Le 18, son substitut est désigné : Campenon (fils) avocat en Parlement.

Le 24, nomination des Notables. 24 personnages sont désignés, qui représentent les intérêts les plus divers de la ville, ils sont énumérés pêle-mêle : marchands, tonneliers, maître en chirurgie.

Ces différentes élections avait été précédées d'une première assemblée, le 28 janvier 1790, assemblée très nombreuse — la réunion dut se faire en la Chapelle de l'ancien Séminaire, l'Hôtel de Ville étant insuffisant — au cours de laquelle on arrêta le processus des élections ainsi que les mesures préliminaires. Un recensement général de la population sénonaise y fut ordonné, ainsi qu'un recensement des citoyens actifs ; le procès-verbal précise que les citoyens actifs doivent payer à la ville une contribution directe de la valeur de trois journées de travail, la journée devant être évaluée à 20 sols selon les précisions d'un décret de l'Assemblée nationale en date du 13 janvier, la contribution représente donc 3 livres. Les citoyens éligi-

bles doivent, eux, verser une contribution égale à 10 livres (10 journées de travail, évaluées à 20 sols) (1). Cette assemblée procéda à la répartition des quartiers de la ville en trois sections, nomma les commissaires chargés d'ouvrir les séances en chacun des lieux de réunion des sections ; elle décida également d'imprimer et d'afficher les convocations, de les faire lire, publier et crier par le tambour de ville, dans les rues, places et carrefours de Sens ; elle demanda aux curés de bien vouloir en faire autant dans chacune de leurs paroisses.

Après une séance de vérification des listes de citoyens, on procéda aux élections, comme nous l'avons vu, dans les séances des 12, 14, 16, 18 et 20 février.

§ 2. *Transmission des pouvoirs de l'ancien Corps de Ville à la Nouvelle Municipalité.* — Il ne restait plus à notre ancien Corps de Ville qu'un acte à accomplir pour avoir terminé sa tâche : la transmission de ses pouvoirs à la Nouvelle Municipalité.

Elle s'accomplit dans la séance du dimanche 21 février à 3 heures de relevée (2).

Le nouveau corps municipal étant au complet, on avertit les présidents de chaque section d'avoir à convoquer leur assemblée de district, « pour se trouver à l'assemblée de la Chambre commune de la ville de Sens »... afin d'y entendre la proclamation des maire, officiers municipaux, procureur-syndic, substitut du procureur, ainsi que des notables, et d'en recevoir le serment.

(1) Arch. comm. de Sens, reg. BB 4, f° 158. Les prévisions du corps municipal sur la population de la ville se trouvèrent dépassées comme on le vit à la vérification opérée à la séance suivante : le 9 février, on avait évalué la population à 9.626 personnes, le recensement, après vérification, la porte à 10.045. Séance du 9 février 1790 : f° 158, v°.

(2) Arch. comm. de Sens BB 4, f° 168-168, v°. Le registre se clôt sur cette transmission de pouvoirs.

A l'heure dite, en « l'assemblée générale de la Commune », le Maire proclama les nouveaux élus « à haute et intelligible voix » : le Marquis de Chambonas, maire (1) ; les sieurs Villiers, Lemoine, Layné, Macé fils, Cornisset, Dufour, Store, Héaulme, Bonnetat, Leroux, Hédiard, officiers municipaux ; Larcher de Lavernade, procureur-syndic ; Campenon, substitut. Le maire proclama aussi les noms des notables : Fouet, Garnier, Soulas, Nativeau, Audebert père, Gaudet, Adenis, Dupuis, Rabin jeune, Séard, Brouet, Sullerot, Dubois, Evrat, Guillemard, Drege, de Jussy père, Chassagneux, Benoît, Boulet, Béraudon, Hunot, de Champbertrand, Desmaisons, Layné.

Tous les élus acceptèrent leur charge, leur serment fut pris individuellement et prononcé devant la Commune.

La nouvelle municipalité commençait à vivre, héritière et gardienne du passé glorieux de notre ville. Le « Corps de Ville », entraînait dans le passé et dans l'Histoire.

(1) L'élection du Marquis de Chambonas s'était faite à l'unanimité, car il jouissait de l'estime et de l'affection des Sénonais. Il avait été député par la Ville aux Etats Généraux afin d'essayer d'obtenir quelques ultimes faveurs pour elle, qui eussent compensé ses démembrements et ses pertes — toujours la même hantise. — Il s'agissait pour la députation présidée par le Marquis de Chambonas d'obtenir pour notre ville un Conseil Supérieur et une Cour Supérieure, grâces « que la commune préfère aux autres grâces à obtenir... qui paroissent dus à l'antiquité d'une ville autrefois si célèbre, le premier siège métropolitain... » les députés voudront bien représenter à l'Assemblée nationale « qu'il est de la justice de la régénérer pour l'indemniser de ses démembrements » ; suivent environ 158 signatures. Arch. comm. de Sens BB 4, f^o 154, 157, Assemblées des 28 décembre 1789 et 22 janvier 1790.

TROISIEME PARTIE

L'ADMINISTRATION DU CORPS DE VILLE

Nous venons de suivre le détail de l'organisation du Corps de Ville de Sens, depuis sa création, en 1474, jusqu'à sa disparition devant « l'ordre nouveau », en 1790. Nous avons pu étudier l'évolution de la politique royale à l'égard de la ville de Sens, évolution qui ne se sépare pas de la politique du Roi à l'égard de l'ensemble de ses villes. Partie d'une autonomie locale très forte au temps des communes, assez appréciable encore au xv^e siècle, l'organisation des villes fut, peu à peu, soumise à la centralisation et à la tutelle hiérarchique, par la politique de nos rois, on conçoit d'ailleurs fort bien que cette nécessité ait pu apparaître au fur et à mesure de l'accroissement du domaine royal, de l'unité française.

En étudiant l'administration du Corps de Ville de Sens et en ne quittant pas l'angle d'étude que nous avons adopté, c'est-à-dire, en nous plaçant du point de vue de l'attitude du pouvoir central par rapport à notre ville, nous constaterons la même évolution. Et ce ne sera pas uniquement dans la volonté royale que nous devons chercher les causes de cette centralisation et de l'établissement de la tutelle administrative, des irrégularités nombreuses et

répétées des municipalités ont eu, elles-mêmes, la plus grande influence sur la détermination de l'attitude du Roi.

C'est ce qui ressort des sources que nous avons étudiées, sources du gouvernement central aussi bien que sources locales.

Nous étudierons donc successivement, les Finances, la Police et l'Action Sociale du Corps de Ville (1).

(1) Nous étudierons ces 3 chefs succinctement, car chacun d'entre eux mériterait une étude nourrie, mais il nous suffit de dégager la ligne principale de la politique royale à l'égard de l'Administration de notre ville, ce qui est notre dessein.

CHAPITRE PREMIER

FINANCES

SECTION I

Tutelle administrative

Un auteur a dit, et non sans raison, que la gestion financière des municipalités fut leur point faible (1). Et certes, l'étude des finances de Sens, le contact qu'il est possible de prendre avec les livres de comptes de cette ville, avec ses requêtes au Roi, avec les directives venues du pouvoir central, illustrent de façon définitive cette manière de voir.

De bonne heure la Monarchie eut à se préoccuper de la régularité des comptes des municipalités et, dès 1256, Saint-Louis imposa aux villes l'obligation de rendre leurs comptes devant ses agents (2). Lors de l'établissement de notre Corps de Ville, le Bailli, agent du Roi, était chargé de procéder à la vérification des comptes du receveur des deniers communs. Ce qui n'empêche pas, qu'outre ce contrôle ordinaire et régulier, le Roi ait envoyé fréquemment des commissaires, sur place, afin de reprendre ce contrôle d'une manière plus serrée. C'est un des problèmes admi-

(1) F. OLIVIER-MARTIN : *Le Roi et la Nation organisée*, Cour 1939-1940.

(2) Sens rendit ses comptes cf. *infra*, 1^{re} partie, p. 54.

nistratifs les plus ardues que la fidélité et la sincérité des contrôles. A côté des fonctionnaires en titre d'office, la Royauté utilisa volontiers des Commissaires, lesquels tendirent toujours à se stabiliser et à devenir officiers. Dès lors ce sont eux qu'il faut à nouveau contrôler, et cette évolution constitue toute l'histoire de l'Administration.

Ainsi, dès le début de notre institution, des vérificateurs vinrent à Sens et annotèrent soigneusement le livre de comptes du receveur Loys Bymont (1490-1491), rejetant sans pitié les dépenses d'allure fantaisiste (1).

Les mêmes observations peuvent être constatées dans le registre de comptes de 1496-1497 (2) qui mentionnait de fréquentes dépenses du maire et des échevins dans les diverses hostelleries de la ville où ils offraient de nombreux dîners aux gens d'armes de passage à Sens.

Au xvr^e siècle même simultanéité de procédés : d'une part, vérification des comptes par le Bailli, d'autre part, vérifications sur place. Notons cependant que dans le premier cas, à partir de la seconde moitié du xvr^e siècle, les comptes de notre ville sont examinés « au Trésor » à Paris, et arrêtés par des Commissaires ordinaires, à ce mandés par le Roi (3).

Les registres locaux montrent éloquemment le rôle des vérificateurs envoyés sur les lieux (4). Une dépense de 60 livres octroyée au receveur pour avoir assisté chaque jour de la semaine au travail des manœuvres et maçons qui

(1) Arch. Comm. Sens, CC 7, le compte fut clos le 24 janvier 1507.

(2) Arch. Comm. Sens, CC 8.

(3) Arch. Comm. Sens, CC 12, reg. 1552-1553, arrêté à Paris, le 24 avril 1556. Sur la Chambre des Comptes au xv^e s. Cf. H. JASSEMINE : *La Chambre des Comptes et la gestion des deniers publics*. Depuis l'ordonnance d'Orléans, janv. 1560, la reddition des comptes devant les juges royaux en présence des magistrats communaux est de nouveau la règle. Cf. J. DECLAREUIL, *H^{re} gle du Droit Français*, p. 914.

(4) Arch. Comm. Sens, CC 10, reg. 1512-1513.

œuvraient pour la ville, est rejetée par les examinateurs qui mentionnèrent en regard « *Nichil* » et la rayèrent. En 1515-1516 (1) 100 livres de dépense furent réduites à 60 par les vérificateurs : il s'agissait en l'occurrence de présents à divers personnages.

Ces comptes furent ensuite reçus par le Lieutenant-Général du Bailliage en présence des Maire et Echevins.

Remarquons en passant que ces vérifications extraordinaires, sur place, surviennent souvent après une contestation soit entre les « gens des comptes et Sénonais » soit entre les Sénonais eux-mêmes.

Déjà une sentence du Parlement du 15 août 1491 avait enjoint à MM. du Corps de Ville d'avoir à rendre leurs comptes (2) et avait rappelé que les deniers d'octroi ne pouvaient être employés « autrement que selon le contenu des lettres du Roi », notion très nette de l'affectation des crédits. Au xvr^e siècle, le 28 avril 1552, un autre arrêt du Parlement prescrivit que les comptes des aides et deniers d'octroi des villes du Bailliage de Sens seraient « examinés et clos par ledit Bailly de Sens ou son Lieutenant-Général en la manière accoutumée (3) » et le Roi avait donné des pouvoirs spéciaux à Messire Jean d'Albref, chevalier, seigneur d'Orval, Gouverneur de Champagne, qui était obligé d'assister en personne à cette reddition des comptes. Taveau mentionne, par mémoire, qu'en février 1506, sur requête présentée, un arrêt décida de l'audition des comptes par le Bailli.

Au xviii^e siècle, le contrôle s'élargit, se « démocratise » (4), se complique en se perfectionnant. L'Edit d'août

(1) Arch. Comm. Sens, CC 11 reg.

(2) B. TAVEAU : *op. cit.*, p. 21.

(3) B. TAVEAU : *Ibid.* Les registres de comptes manquent à cette date et passent de 1515-1516 (reg. CC 11) à 1552-1553 (reg. CC 12).

(4) L'expression est de V. DE MARCÉ : *Le contrôle des Finances en France et à l'Etranger*, p. 215. Pour bien des points qui suivent nous utilisons cet ouvrage en ses pp. 215-230.

1764 avait séparé le contrôle des deniers patrimoniaux de celui des deniers d'octroi (1). Les premiers, après leur vérification au Bailliage allaient aux Procureurs généraux des Parlements, pour être, par eux, rapportés à la Grand' Chambre. Les seconds adressés par bref état au Bureau des Finances, allaient de là, à la Chambre des Comptes. Comme on peut le penser, cette dualité de contrôle ne manqua pas d'amener des conflits et, deux ans après, la Déclaration du 27 juillet 1766 (2) réunissait tous les comptes, décidant de les soumettre à la Chambre des Comptes. A l'échelon inférieur, c'est-à-dire au rang des municipalités, un contrôle complexe est organisé. En une assemblée réunie au mois de mars, le receveur commun présente un compte détaillé accompagné de toutes les pièces justificatives, il doit le certifier véritable et le signer. Le corps municipal a un mois pour l'examiner. Les comptes d'octroi figurent séparément et par chapitres. En mai, les officiers municipaux doivent convoquer une assemblée de notables afin de vérifier le compte ; ces notables ont la possibilité, s'ils le veulent, de nommer comme commissaires : un échevin, un conseiller de ville, un notable, qui ont eux-mêmes un mois pour travailler. Dans les premiers jours de juin, les notables doivent s'assembler pour apostiller les articles qui ont été retenus par les commissaires. Alors on dresse l'état final. Les difficultés qui peuvent surgir à ce moment sont portés devant les Juges et la Chambre des Comptes est saisie. Tel était le mode ordinaire de procéder, mais, en cas de difficultés plus graves, telles que des soupçons sur la véracité des comptes, un autre procédé pouvait être envisagé et faire alors porter le contrôle sur plusieurs années.

(1) Par deniers patrimoniaux nous entendons les revenus qui appartenaient en propre à la ville.

(2) Complétés par les Déclarations des 13 février et 19 août 1768.

Ce contrôle perfectionné qui devait donner des résultats d'autant plus probants qu'on avait élargi le cercle de ceux qui pouvaient accéder aux livres de comptes, ne paraît pas avoir été du goût de notre ville qui ne s'en soucia pas le moins du monde, jusqu'au jour où, bien tardivement (1), l'Intendant de la Province, lassé de l'inertie du Corps Municipal, dépêcha sur les lieux son subdélégué muni de pouvoirs spéciaux qui lui permirent de faire procéder à la convocation d'une assemblée et de poser à cette assemblée des questions précises (2). C'est ainsi qu'il lut les lettres de commission que lui avait remises l'Intendant. Les lettres font état de ce que « les comptes des octrois, des revenus patrimoniaux... sont considérablement arriérés, que ce retard ne peut qu'être très préjudiciable à la gestion et administration de la ville » et qu'il est « indispensable de connaître les causes de ce retard ainsi que la situation actuelle de ladite ville de Sens ».

Ainsi, François Aubert devra rechercher depuis quelle date les comptes de la ville n'ont pas été rendus, quelles causes ont empêché leur reddition, engager le Receveur-comptable (« et tous autres ») à les mettre en état dans le délai d'un mois ou tout autre délai qu'il jugera convena-

(1) Le mercredi 11 juillet 1787, François Aubert, Conseiller du roi, subdélégué de l'Intendant Bertier de Sauvigny, convoque une assemblée et demande des précisions à la ville. Arch. Comm. Sens, reg. BB 4, f° 77.

(2) Il est fort curieux de constater que le maire, absent — pour quelle raison ? — ayant emporté les clefs de l'Hôtel de Ville, la réunion dut avoir lieu chez le sieur Baudry, ancien prévôt. Il y a là un fait qui permet de penser que MM. du Corps de Ville ne devaient pas être absolument sans inquiétude (les comptes n'avaient pas été rendus depuis 1764), d'autant plus qu'avec l'absence du maire coïncidait l'absence du receveur Jarry et du secrétaire Lalourcey. Notons encore que le receveur Jarry avait, le 31 août, refusé de rendre ses comptes, reg. BB 2, f° 56. Le receveur précédent, Pierron, n'avait en 1765 pas rendu ses comptes depuis 1759, l'Intendant blâme cette attitude et mande à son subdélégué de prendre des mesures. *Ibid.*, f° 11.

ble, savoir combien il y a en caisse et quelles sont les sommes « qui peuvent être dûes sur les charges et dettes ordinaires et extraordinaires ». Il devra en outre, se faire « représenter les anciens comptes, les registres de délibérations et arrêtés de la ville, les cahiers des baux et adjudications et tous autres titres et papiers, renseignements nécessaires, et du tout dresser procès-verbal pour iceluy à nous rapporté être ordonné ce qu'il appartiendra ». La lettre de commission, en date du 7 juillet 1787, était, on le voit, lourde de menaces. Les six officiers municipaux présents, après avoir délibéré, déclarèrent qu'en l'absence du maire (qui avait les clefs de l'Hôtel-de-Ville et par conséquent des archives), de M. Jarry, receveur, et de M. Lalourcey, secrétaire-greffier, ils ne pouvaient « donner une solution positive sur ces différents chefs ». Ils déclarèrent cependant qu'il était de leur connaissance que le dernier compte rendu pour la ville de Sens datait de l'année 1764 ; ils présumaient que les différents changements survenus depuis 1764 dans le régime municipal de la ville étaient la principale cause de ce retard. Avouons que sur ce point le terrain était solide, mais il n'était peut-être pas très diplomatique d'insister. Nos officiers le comprirent et continuèrent de répondre aux autres points. Ils firent remarquer au subdélégué qu'ils ne pouvaient personnellement engager le comptable à terminer promptement la reddition des comptes attendu son absence. Néanmoins, ils promirent de le presser « avec chaleur » dès son retour. Poursuivant leur exposé, ils répondirent « unanimement » qu'ils n'était pas en leur pouvoir de satisfaire complètement M. l'Intendant sur la situation actuelle de la ville, mais qu'ils pouvaient cependant communiquer un aperçu remis en avril dernier par le sieur Jarry ; suit le détail de quelques recettes et dépenses mais ils reconnaissent qu'il est « difficile de donner un état vrai ».

Plus tard, le Maire ajoute au bas du procès-verbal de

cette assemblée, que les comptes d'octroi ont été remis pour les années 1764 et celles qui précèdent, le 26 juin 1785 et « que c'est à ses soucis, démarches et assiduités » qu'est dûe cette opération. Il fait état de l'embarras des comptes de M. Jarry. A la suite de ces mentions, Jarry déclare avoir présenté plusieurs fois à Mgr l'Intendant, les comptes de 1765, 1766, 1767 et ceux des trois premières années de son exercice, mais que la forme dans laquelle il les avait présentés ayant paru irrégulière, il « s'est mis en devoir de les refondre ». On voit qu'en cette histoire tout est bien embrouillé, et, *a priori* cette obscurité ne prouve pas en faveur de la régularité des comptes. Le registre de délibérations est muet sur la suite de ce contrôle, nous savons cependant qu'une très vaste commission fut réunie à Sens, le 22 février 1789, pour la vérification des comptes de 1765 à 1788 (1). Nul doute qu'elle n'ait un lien direct avec la venue à Sens du subdélégué de l'Intendant qui, devant la tâche écrasante qu'il aurait eu à exécuter seul, dut en référer à son maître et prendre cette décision.

C'est ainsi qu'une assemblée générale se tint en l'Hôtel de Ville pour « examiner, vérifier et discuter les comptes de la ville concurremment avec le corps municipal ». M. Soutin, assesseur du Maire, ancien juge-consul, Procureur du Roi au grenier à sel, demanda 1° que le Comité à constituer s'en tienne à l'examen, la vérification et la discussion des comptes qui seront terminés et renvoyés à l'Intendant ;

2° que pour éviter toute contestation entre le Comité et le Corps municipal, il y ait vérification par année et par chapitre ;

3° que le Comité soit formé par le vote de chaque compagnie qui élira un des membres la composant. Ainsi voteront : le Chapitre, la Noblesse, le Bailliage, la Maîtrise,

(1) Arch. Comm. Sens, pièce extraite de la liasse BB 5.

l'Election, le Grenier à sel, la Juridiction consulaire, l'ordre des Avocats, des Médecins, la Communauté des Notaires, des Procureurs.

Ainsi, on le voit clairement par ces quelques exemples, de bonne heure le Roi eut à se préoccuper du contrôle ordinaire des comptes des villes et, après en avoir chargé ses agents, sur place, il institua un contrôle central composé de spécialistes.

En dehors de ce contrôle ordinaire et conjointement à lui, le pouvoir central dut commettre des vérificateurs extraordinaires chargés de l'apurement des comptes en retard ou peu conformes à la vérité.

Ces contrôles et vérifications constituèrent bien la base solide de la tutelle administrative des villes.

SECTION II

Politique du Roi en matière de finances communales

Parallèlement à la vérification des comptes de la ville se situé, au xvii^e siècle, la vérification des dettes de la ville. A cette époque, nous pouvons suivre, de façon très étroite, la politique royale vis-à-vis de notre ville dont la situation financière, après les folles prodigalités du xvi^e siècle, paraît absolument inextricable.

Le Roi intervient, en vérifiant ses dettes, en préconisant des mesures d'assainissement financier, en accordant quelques remises d'impositions, en accordant quelques nouveaux octrois ou en prorogeant les anciens.

§ 1. *Vérification des dettes de la ville.* — On sait dans quelle lamentable situation financière se trouvèrent plon-gées les villes du Royaume après les guerres de Religion. La première mesure à prendre était évidemment celle de la vérification des dettes de la ville et des titres des créanciers.

Un arrêt du 22 décembre 1601, charge le sieur de Maupeou, conseiller d'Etat, de la vérification des dettes de la ville de Sens sur la requête de la ville dont les Maire et Echevins étaient « instamment poursuivis par plusieurs créanciers de la ville auxquelles elle est obligée de grandes sommes » (1). A la demande de surséance de 5 ans, le Roi répond en accordant 3 mois. L'année suivante (le 30 mars 1602), un nouvel arrêt commettait M. Le Gras, trésorier de France, à la vérification des dettes (2), car, à l'échéance des trois mois, la ville n'avait pas été en mesure de s'acquitter. Après ces vérifications, et sans perdre de temps, les créanciers se crurent autorisés à commencer leurs poursuites. Le Corps de Ville eut alors, une fois de plus, recours au pouvoir central et obtint, le 21 février 1604, un arrêt faisant aux créanciers « itératives defenses » de continuer leurs poursuites (3). Le créancier principal, Antoine Couste, qui poursuivait le Corps de Ville malgré les défenses faites, obtint, quelques mois plus tard, un arrêt ordonnant qu'il serait entendu au Conseil des Finances en même temps que les Maire et Echevins (4). A cette époque, notre ville est encore endettée vis-à-vis d'un autre créancier, Pierre du Tour, marchand de Sens ; et, le 28 décembre 1602, un arrêt du Conseil lève le sursis accordé aux Maire et Echevins qui devront exécuter un arrêt antérieur de la Cour des Aides en date du 21 mars 1602 (5), c'est-à-dire que, Jean Tisserand, fermier de l'octroi des 2 s. par muid de vin passant sous les ponts de Sens, devra payer à Pierre

(1) Arch. Nat. E 3^b, f^o 449 r^o et Bibl. Nat. Mss fr. 18.165, f^o 237 r^o.

(2) Arch. Nat. E 4^a, f^o 209, r^o et Bibl. Nat. Mss fr. 18.166, f^o 139 v^o.

(3) Arch. Nat. E 6^a, f^o 126, r^o et Bibl. Nat. Mss fr. 18.167, f^o 75 r^o, l'Arrêt casse et annule tout ce qui pourrait être fait, poursuivi, contre les maire et échevins au préjudice de cet arrêt.

(4) Arch. Nat. E 7^a, f^o 265 r^o, 14 août 1604.

(5) Arch. Nat. V 6, n^o 300. Le 6 avril 1601, la Cour des Aides avait déjà condamné la ville à rembourser le créancier avant 4 mois.

du Tour les 590 écus 120 deniers qui lui sont dûs par la ville.

§ 2. *Mesures d'assainissement financier.* — Le Roi préconise et prend des mesures d'assainissement financier. C'est ainsi qu'au xvr^e siècle, François I^{er} supprima l'office de receveur des deniers et octrois de la ville (1) afin de réduire ses frais car, dit le texte, « de présent n'est ja besoing d'aller surchercher lesd. deniers, ainsi petits qu'ils sont, des gaiges qui sont ordonnez audit receveur », le Roi pense que mieux vaut employer ces deniers à la réparation et à l'entretien « des pavez de lad. ville, l'enclos de laquelle avec les faulxbourgs et principalles advenues d'icelle demeurent dépavez, les fossés à demy comblez et les murailles mal entretenues » enfin, dernière raison, non négligeable, le receveur Claude Daulphigny est par trop indépendant vis-à-vis du Corps de Ville, il « ne tient pas grant compte, si ne luy plaist, d'obeyr aux commandemens et ordonnances qui lui sont faicts par les maire, écchevins et magistratz de lad. ville, prétendant n'estre aucunement subject à eulx pour estre par Nous pourveu et institué aud. office ».

Le Roi, qui avait tout intérêt au bon ordre des finances des villes, a pris à plusieurs reprises des mesures détaillées afin de procéder, selon un mode qui lui semble favorable, à des redressements importants, tel ce rachat des rentes au xvr^e siècle (2). Les gens du Roi (3), en vertu d'une procuration spéciale qui leur avait été accordée le 28 sep-

(1) Arch. Nat. X^{1a} 8.615, f^o 311 enreg. 7 mars 1547 (n. s.). Au siècle précédent un édit avait, le 19 novembre 1411, uni la recette d'Auxerre à celle de Sens. Arch. Nat. P. 2297, f^o 172.

(2) Arch. Nat. X^{1a} 8.618, f^o 308, 12 octobre 1553, enreg. 7 décembre 1553.

(3) Jean Richer, Lt-Gl. du Bailliage ; Jacques Phelippeaux, Lt. particulier ; Claude Couste, Prévôt ; Jean Mynagier, Elu ; Pierre Guillaume, Receveur du Domaine.

tembre 1553, devaient vendre aux maire et échevins de Sens 3.705 livres 6 sols 8 deniers tournois de rente annuelle à prendre sur le grenier à sel de St-Florentin. Ces 3.705 livres de rente serviront alors à désintéresser, en attendant qu'on puisse leur donner en assiette la compensation voulue, les propriétaires de cens et rentes sur les maisons, places et jardins de la ville. Toutes ces rentes, en effet, devaient être rachetées en application de l'Edit de St Germain-en-Laye du mois de mai précédent. Cet Edit précisait qu'il ne devrait plus rester qu'un cens de 12 deniers par maison, en reconnaissance de seigneurie directe, et que toutes les autres rentes seraient rachetées au taux du denier vingt (la rente est considérée comme représentant 5 % du capital). Les sommes provenant de ces rachats seront versées aux Receveurs généraux pour subvenir aux frais des guerres. L'intérêt général et l'intérêt de notre ville ne s'excluaient donc pas mais se conjuaient.

Ainsi, à Sens, les propriétaires qui avaient 12 deniers en obtiendront 15, dans la répartition qui sera faite par les Maire et Echevins, ce qui fait, dit le texte, « un quint d'augmentation » (1). C'est pour combler cette différence de 12 à 15 deniers que les 3.705 livres ont été prévues, car l'estimation des cens et rentes grevant les maisons et jardins de la ville ne montait qu'à 2.964 livres 6 sols 4 deniers.

Mais, ce que les Sénonais recherchaient le plus, et ce que le Roi accordait le moins facilement, c'étaient les dégrèvements d'impôts, ou plus exactement, des remises ou réductions, voire exemptions de taille, subsistance, ou autres taxes.

(1) C'est bien $1/5$ d'augmentation car avec le système duodécimal alors en vigueur les 15 d. = $12 + 3$ (ce supplément est bien le $1/5$ de la somme). Il faut donc entendre la phrase comme s'il y avait « les propriétaires auront 15 deniers, cette somme étant pour $1/5$ en augmentation... ».

§ 3. *Réduction des impositions.* — C'est ici qu'à tous moments, à temps et à contre temps, la ville argue de ses antiques privilèges (1).

En juillet 1594, à la suite d'une requête des habitants, le Conseil du Roi, renvoie les Sénonais aux Trésoriers de France (2). Il semblerait que la requête n'ait pas dû aboutir car, en avril 1594, le Roi avait déjà accordé décharge des tailles en réservant le taillon (3). Le Roi ne paraissait pas disposé à aller plus loin dans la voie des concessions et, cependant, le 4 octobre 1594, les habitants sont déchargés de 1350 écus sur les tailles de l'année (4).

Trois ans plus tard, le Roi, considérant les circonstances économiques défavorables — la ville venait de subir la « contagion » et la gelée — remet à Sens la moitié de la subvention que la ville le lui devait au titre de ville close (5). A la fin de la même année, un arrêt rejette une demande en remise de taxe présentée par nos insatiables Sénonais et ordonne au Corps de Ville de surseoir à toutes

(1) La ville était effectivement exempte de taille depuis la Commune, cf. *supra* 1^{re} partie, p. 43. Les privilèges de la ville étaient régulièrement confirmés.

cf. 1483-1498 X^{1a} 8.609, f° 143.

1498-1514 X^{1a} 8.610, f° 141.

1547-1549 X^{1a} 8.616, f° 173 et JJ 258 n° 42.

1572-1573 X^{1a} 8.630, f° 171-172.

1594-1595 X^{1a} 8.641, f° 26.

1636-1639 X^{1a} 8.653, f° 89.

(La 1^{re} date est celle de l'acte et la 2^e celle de l'enregistrement).

(2) Bibl. Nat. Mss fr. 18.159, f° 252 r° 21 juillet 1594 (*Inventaire de Noël VALOIS*).

(3) Edit de Pacification cf. *supra* 2^e partie, p. 106.

Sur tous les impôts et sur les finances de la France cf. VÉRON DE FORBONNAIS : *Recherches et considérations sur les finances de la France*.

(4) Bibl. Nat. Mss fr. 18.159, f° 357 v°. Le 18 juin le Roi avait modéré une levée de deniers sur les élections de Sens, Joigny et Saint-Florentin, Mss fr. 18.159, f° 189 v°.

(5) Bibl. Nat. Mss fr. 18.160, f° 4, r°. *Inventaire de N. VALOIS*.

levées autres que celles qui regardent le service du Roi (1). Il est vrai que les Sénonais espéraient peut-être recouvrer quelque argent car, si le 2 janvier 1597 le Roi leur avait bien accordé un dégrèvement, le 24 du même mois, par un autre arrêt, il leur enjoignait de payer les 2.000 écus qu'ils avaient promis de lui prêter (2). Il leur retirait de la main gauche ce qu'il leur accordait de la main droite.

Le xvi^e siècle est assez peu net en matière financière et il est bien difficile de savoir si les exemptions d'impôts ont été réellement sensibles et si les demandes royales de subventions n'ont pas déséquilibré les finances municipales. Les guerres incessantes demandaient de non moins incessantes rentrées d'argent. En période troublée, il n'est pas de politique financière à proprement parler, il faut absolument se procurer des ressources et la nécessité fait loi.

Au xvii^e siècle, le Roi exempta Sens des tailles dues et, conformément à ses privilèges, la ville ne fut pas portée au rôle des tailles, taillons et autres impositions. Un arrêt du 26 mars 1641 (3) l'ordonne, se référant aux Lettres-Patentes des mois de mai 1631 et août 1634, nonobstant les Lettres de déclaration de novembre 1640, « ayant égard que ladite ville de Sens a joui dudit affranchissement dès le temps des Roys Philippe-Auguste, Louis VIII, Philippe-le-Bel, Charles V, Charles VII, et que les derniers privilèges qui leur en a esté accordé a esté à titre onéreux et pour récompense du démembrement de l'Archevêché dudit Sens (4) ». Un an plus tard (5), le Roi réduisait de

(1) Bibl. Nat. Mss fr. 18.161, f^o 19, v^o. *Ibid.*

(2) Bibl. Nat. Mss fr. 18.160, f^o 80 v^o. *Inv. de N. VALOIS.*

(3) Arch. Nat. E 160^b, f^o 301.

(4) Ce démembrement était survenu en 1632, cf. *supra* p. 11-12.

Les Sénonais, dans la supplique qu'ils avaient adressée au Roi lors de ce démembrement, avaient fait connaître le détail des dettes de la ville :

En novembre 1620, Sens devait déjà 23.252 l.

Pour 1616 à 1619 (dû aux héritiers du receveur

4.700 livres à 2.000 livres la taxe prélevée en application de l'arrêt du 12 mars 1642, sur l'octroi des vins qui traversaient Sens, parce que la moitié du revenu de cet octroi devait être consacrée à l'extinction des dettes de la ville ; cet octroi échappera à la taxe du quartier et demi imposé pour 1642. La supplique des Maire et Echevins déclarait que les dettes de la ville atteignaient plus de 300.000 livres. L'affaire était venue au Conseil, car Louis Husset, se disant porteur des quittances de M^e Pierre Moysel commis au recouvrement des deniers provenant d'un quartier et demi de « gages, droits, taxations » des officiers tant de judicature que de finances, avait fait saisir, dans les mains des fermiers de l'octroi en question, tout l'argent qui en pouvait provenir jusqu'à concurrence des 4.700 livres auxquelles il avait été taxé pour le retranchement du quartier et demi de cette année 1642.

Le Maire remarqua que par l'arrêt du 12 mars 1642, le Roi n'avait certainement pas entendu que cet octroi, accordé pour l'extinction des dettes immenses contractées par la ville pour son service, fût compris dans les « gages », droits et taxations » qui ont été levés à un quartier et demi de leur revenu.

Une solution intermédiaire fut adoptée, et le Roi réduisit à 2.000 livres la taxe à prélever. Il ordonna que le « surplus des deniers provenant dud. octroi fussent employés à l'effet de leur destination sans qu'ils puissent être divertis pour quelque cause que ce soit ».

des deniers communs)	15.029 l. 6 s.
Au receveur, de 1620 à 1621	5.182 l. 15 s.
En 1624, dernière répartition des tailles et taillons	13.000 l.
En abonnant la ville à 13.000 livres, en 1625, le Roi maintenait donc celle-ci au dernier taux.	

Arch. Nat. E 81^a, f^o 130-131, 25 janvier 1625.

(5) Arch. Nat. E 173^b, f^o 30.

§ 4. *Deniers d'octroi.* (Autorisations et prorogations). —

Le Roi, à la demande réitérée des Sénonais, les autorise à percevoir quelques impôts, proroge les octrois de la ville et, au xviii^e siècle, leur permet de racheter les offices dont les finances paraissent avoir été assez peu élevées — tel par exemple le rachat des offices de receveurs des deniers patrimoniaux et octrois des villes de Sens, Villeneuve-le-Roi, Villeneuve-l'Archevêque, le 28 novembre 1752 (1). Le Corps de Ville fait ressortir que le Roi a fixé à un taux trop modique les finances de ces offices (8.600 livres pour Sens, 12.900 livres pour les deux autres villes). En conséquence, et puisqu'il en retirera un bénéfice direct, le Roi autorise les officiers municipaux de la ville à racheter aux titulaires actuels ces dits offices, moyennant les sommes qu'ils avaient versées au Roi pour en être pourvus. Les villes verseront en outre, avant un mois, au Trésorier Général des revenus casuels, la ville de Sens 2.430 livres, Villeneuve-le-Roi 548 livres, Villeneuve-l'Archevêque 32 livres, en supplément de la finance fixée à trop bas prix, eu égard aux revenus considérables de ces offices. Les titulaires exerceront leurs charges jusqu'au 31 décembre 1752 et seront rempacés à partir du 1^{er} janvier 1753 par une personne désignée par la ville et qui devra rendre des comptes annuels. Les villes sont autorisées à constituer des rentes en engageant tous leurs biens et revenus pour subvenir aux dépenses occasionnées par ces rachats.

Nous avons dit que le Roi prorogeait souvent la durée des octrois concédés à la ville, nous pouvons affirmer que ces prorogations étaient accordées à peu près régulièrement dès que les octrois arrivaient à expiration (2).

(1) Arch. Nat.-E 2.312, pièce n° 121.

(2) Arch. Nat. E 5^a, f° 367 r°, 24 mars 1603 et Bibl. Nat. Mss fr. 18.166, f° 303 r° : octroi sur le sel ;
E 5^b, f° 277 r°, 11 octobre 1603 : prorog. des octrois à la ville ;
E 81^a, f° 130-131, 25 janvier 1625 : octrois sur le vin continué

Par le fait même que la ville devait demander le renouvellement des autorisations de prélèvement des taxes ou solliciter la prorogation de ses octrois, on voit qu'en matière d'impôts la ville ne jouissait d'aucune autonomie. Elle devait lever les sommes indiquées par le pouvoir central, qui y veillait de près, envoyant parfois un commissaire chargé d'effectuer sur place l'établissement de la taxe (1). Par contre, assez fréquemment, la ville devait épargner spécialement quelques personnages exemptés temporairement (2). Quant à l'emploi des deniers d'octroi, nous avons vu que, de très bonne heure, le Roi spécifie à quelle fin il les accorde et qu'il rappelle fréquemment que ces deniers ne doivent pas être détournés de leur but.

Ainsi, de ce côté, aucune autonomie n'est laissée à la ville, une certaine indépendance, devait, au contraire lui être accordée — dans la limite des divers contrôles dont nous avons parlé — en ce qui concerne les deniers patrimoniaux.

SECTION III

Deniers patrimoniaux

Le produit de ces deniers — rentes sur les biens immo-

pour quelques années et nouvel octroi « perpétuel » consenti au même taux (4 sols par muid de vin).

E 173^b, f° 30, 2 septembre 1642 : octroi sur le vin.

(1) Arrêt ordonnant à M^e Le Gras, Trésorier de France, de se transporter en la ville de Sens pour y établir le nouveau subside imposé à toutes les villes de la Généralité de Paris. Arch. Nat. E 1^a, f° 209 r°, 24 octobre 1595.

(2) Renauld de Beaune, Abbé de Saint-Jean-de-Sens, élu Archevêque de Sens, fut exempté des taxes prélevées pour l'extinction des dettes de la ville antérieures à sa réduction, car, dit le texte, « il a toujours suivi le parti du Roi et n'a été nommé à l'Archevêché que le 28 mars 1594 ». Arch. Nat. E 3^a, f° 313 r°, 21 août 1601.

M^e Pierre Le Clerc, Abbé de Saint-Paul-lès-Sens, fut déchargé de la même taxe. Arch. Nat. E 3^b, f° 360 r° et Bibl. Nat. Mss fr. 18.165, f° 199 r°, 29 novembre 1601.

biliers, locations, baux, revenus des fermes diverses — affecté aux besoins de la ville ne couvrit pas toujours, hélas, le total de ses dépenses.

De bonne heure, la ville afferma la plupart de ses revenus, afin de simplifier leur rentrée, et ce système des mises en ferme se continua jusqu'à la fin de l'Ancien Régime (1). C'est ainsi qu'en 1784, toute une série d'adjudications et de baux est consignée dans les registres de délibérations de la ville (2). Ces baux concernent le lavoir, les fossés St-Rémy, d'autres fossés désignés nommément ; divers terrains, le corps de garde des portes (celui de la Porte St-Didier fut adjugé à 60 livres), le coche du Mail, les jardins, l'enlèvement des boues, etc.

Ces adjudications sont accompagnées de celles qui regardent les diverses réparations à effectuer dans la ville, et qui sont données au rabais.

Ce qui absorbe la plus grande partie des revenus de la ville, ce sont évidemment tous les frais d'entretien des bâtiments communaux, portes, murs d'enceinte, maisons diverses, le pavage des rues, avenues et routes, l'entretien des fossés où la pêche ne rapporte pas toujours ce qu'on pourrait en attendre. Encore heureux est-on, quand une catastrophe ne s'abat pas sur la ville, mettant à rude épreuve ses finances, tant par les dépenses urgentes que par l'appauvrissement des habitants, qui ne peuvent ensuite supporter la totalité de leurs impositions et qu'il faut dégrèver (3). A la fin du XVIII^e siècle, le 23 juillet 1776, un grave incendie se déclara dans la rue Dauphine et ravagea tout le quartier car la ville fut prise au dépourvu pour lutter contre l'extension du feu. Il fallut indemniser tous ceux qui avaient été éprouvés par cet incendie et plus tard,

(1) Cf. 1^{re} partie, pp. 54, 56, 60.

(2) Arch. Comm. de Sens, reg. BB 4, f^o 43 à 50.

(3) Cf. les divers cas de peste, contagion, gelées, dans Arch. Nat. E 14^a.

au sujet du paiement d'un ouvrier qui avait réparé les pompes à incendie, la ville s'adressa au Procureur Général Joly de Fleury, qui précisa que « lorsque les deniers communaux ne suffisent pas pour subvenir à la dépense d'objet d'utilité publique, il est de règle que la répartition s'en doit faire sur les habitants eu égard aux facultés de chacun » (1). C'est donc reconnaître, en ce cas précis, que notre Corps Municipal a le droit de lever et de répartir un impôt sur les habitants.

En ce qui regarde les deniers communs patrimoniaux, avons-nous dit, une plus grande liberté d'action est laissée aux Maire et Echevins. Reconnaissons cependant qu'au XVIII^e siècle, tout comme au XV^e (2), lorsqu'une affaire semble plus importante ou plus complexe, les magistrats municipaux s'adjoignent, pour la résoudre, quelques Sénonais notables et les remettent à l'examen du cas qui les préoccupe. Souvent même cette consultation de « députés » (3), n'est que le prélude à une assemblée plus large qui donnera ultérieurement son avis (4). Parfois cette assemblée fait plus que donner son avis, elle donne pouvoir aux Maire et Echevins de traiter telle ou telle affaire qui portera sur les deniers communs. Un exemple typique nous est donné dans les registres de délibérations de la Municipalité sénonaise, à propos de l'offre qui lui fut faite par le gouvernement central, de lui céder les bâtiments de l'ancien grand séminaire, acquis par le Roi, pour y établir l'Hôtel-de-Ville et les prisons (5). L'Hôtel-de-Ville était alors en fort mauvais état et les prisons devaient être

(1) Bibl. Nat. *Fds.* JOLY DE FLEURY, n° 1085, f° 167, 20 juillet 1787.

(2) Cf. 1^{re} partie, p. 68. Lettres-Patentes de 1474, art. 4.

(3) Le terme est extrait des registres de délibérations. Arch. Comm. de Sens, reg. BB 4, f° 72.

(4) Quelques fois appelée « assemblée générale », *Ibid.* f° 68 v° et f° 72.

(5) Arch. Comm. de Sens, reg. BB 4, f° 68, 6 août 1786.

reconstruites. Le Lieutenant-Général Jodrilliat, rapporteur de cette offre, conclut en disant que « ce projet est si important qu'il sera porté dans une assemblée générale de la ville pour y être de nouveau discuté et être arrêté dans icelle un party qui sera jugé le plus avantageux à la commune ». Cette première communication, faite le 6 août 1786, devant le Corps Municipal et quelques « autres notables habitans », fut suivie de la lecture d'un Mémoire, du même Jodrilliat, devant une assemblée identique à la première, le 9 septembre ; enfin, le 22 septembre, une assemblée plus vaste, qui comprenait MM. les députés des Corps, fit connaître son avis (1). Elle décida, à la pluralité des voix, qu'il fallait « représenter à M. l'Intendant l'état de pauvreté des citoyens de la ville déjà surchargée d'une imposition devenue onéreuse par ses accroissements, l'impossibilité où se trouve le Corps Municipal de rien entreprendre par la modicité de revenu de la ville qui ne leur permet pas de contribuer en aucune façon à des dépenses aussy considérables, qu'en conséquence ils consentent d'accepter la cession de l'acquisition faite par Sa Majesté ». La décision définitive est reportée au dimanche suivant, jour auquel se réunira une nouvelle assemblée générale au cours de laquelle on procédera à la discussion du projet. Ainsi fut fait, et le 24 septembre 1786, la matière ayant été mise en délibération, « MM. ont prié Messieurs les Officiers Municipaux de faire agréer à Mgr. l'Intendant... leur reconnaissance et ont autorisé MM. les Maire et Echevins à accepter la cession ». Cette opération se révéla par la suite comme désastreuse pour les finances de la ville car il fut impossible d'utiliser l'ancien grand séminaire comme Hôtel-de-Ville. Pendant les années 1787-1788, le Corps Municipal est très occupé par les suites de cette affaire.

(1) *Ibid.* f° 71-72.

On peut d'ailleurs très justement penser que le Corps Municipal a voulu se mettre à couvert car, une fois de plus, les finances de la ville ne sont guère brillantes et la misère populaire est profonde.

SECTION IV

Etat économique de la ville

Nous venons de voir comment on tirait des ressources pécuniaires de la ville de Sens. Il n'est pas inutile de jeter un coup d'œil rapide sur ce que l'on appelle de nos jours « la matière imposable » et de regarder quelles pouvaient être ses richesses et l'état des métiers et industries de la ville.

Le pouvoir central n'aida pas à la croissance économique de la ville lorsqu'en 1714, M. Bignon de Blanzay et M. Lescalopier, Intendants à Paris et en Champagne, désapprouvèrent successivement une proposition, faite par le gentilhomme vénitien Dominique de Rivet, d'établir une verrerie et une cristallerie à Sens. Ils invoquèrent un double prétexte. Selon eux, ces deux manufactures eussent été trop proches de celles de Bayet (près de Bar-sur-Aube) et par leur consommation de bois elles eussent gêné l'approvisionnement de Paris (1).

En 1742, la misère dorée des bourgeois sénonais était ainsi décrite dans une requête des marchands, négociants et artisans : « Les bourgeois y sont en très petit nombre, la plupart ont à peine de quoi vivre et les plus aisés n'ont rien au-delà du nécessaire pour s'entretenir dans une honnête médiocrité, ainsi ils ne peuvent supporter qu'une très légère partie des charges publiques, dont le reste est pour les marchands et artisans un fardeau qui les accable puisque, comme on vient de l'observer, il est plus du dou-

(1) A. M. DE BOISLISLE : *Correspondance des contrôleurs généraux*, t. 3, n° 1601, 4 et 21 juillet 1714.

ble de ce qu'il estoit lorsque la ville estoit en nombre d'habitants et en opulence, cinq fois du moins aussy considérable qu'elle l'est aujourd'huy ». Tout en notant le but de cette requête, constatons que la richesse et l'opulence ne devaient point être le fait de la majorité des bourgeois de la Ville (1).

En 1758, en exécution de l'Edit sur le don gratuit, le Procureur du Roi avait écrit au Procureur Général pour délibérer sur la conduite à tenir à l'égard des Maire et Echevins, quant à l'Assemblée qu'ils ont négligé de convoquer (2).

Le Procureur fait savoir qu'en réponse à son insistance, l'Intendant lui a dit « qu'il conférera avec le Contrôleur-général sur les embarras que ces Maire et Echevins allèguent pour différer l'Assemblée », et il demande au Procureur-général quelle conduite il doit tenir. Le 17 janvier 1759, c'est le maire, Sallot des Varennes, avocat du Roi au Bailliage, qui écrit au Procureur général Joly de Fleury, pour lui mander que le retard apporté à cette convocation vient de ce qu'il fallait « faire un choix de denrées qui ne

(1) Arch. Dép. Yonne 40 B 70. Le but de cette requête était d'obtenir un mode de répartition des impôts jugé plus équitable par les marchands et qu'ils proposent : attendu qu'ils n'ont pas de biens fonds « ce n'est que par rapport à leur industrie qu'ils sont cotisés à la subsistance et par conséquent à l'imposition sur les fourrages, à l'ustancile et à la capitation qui s'imposent proportionnellement à la subsistance ». S'il est impossible de diminuer ces taxes du 1/10^e d'industrie « qu'il plaise... ordonner que celle de 1301 l. 5 s. (qui est du roolle du 1^{er} aoust dernier arrêté par Mgr d'Argenson)... sera répartie sur tous les corps et communautés des marchands, négocians, artisans et gens du mesme négoce, métiers et professions que ceux des corps et communautés de la ville de Paris qui ont esté imposés par le Roy en son Conseil... et ce proportionnellement aux sommes totales des cottes de tous les particuliers d'un mesme corps ou d'une mesme communauté au roolle de la subsistance... et ensuite répartition sur tous les particuliers membres d'icelles... ».

(2) Bibl. Nat. Fds JOLY DE FLEURY, Mss 1462, fo 211 à 216.

fût point à charge au petit peuple qui et déjà surchargé d'impôts, n'ayant pour toute ressource et pour toute denrée que le vin qui paye déjà de forts droits, lequel a manqué depuis plusieurs années, joint à cela la distraction du Clergé qui possède les 2/3 des biens de la ville de Sens et qui, depuis l'Edit du don gratuit a payé le sien au Roi ». Le Maire déclare que si le Roi n'a pas la bonté d'accorder une réduction sur la somme de 16.000 livres à laquelle la ville est taxée « la ruine des habitants de ladite ville s'en suivra infailliblement ». Un autre texte, parallèle à celui-ci, mentionne que deux membres du Clergé sont à Paris depuis plus de trois mois, qu'il ne sait ce qu'ils sont chargés de faire au sujet du don gratuit, mais il présume « qu'ils travailleront de *damno personali vitando* ». On voit que le Corps Municipal essaie de faire vibrer toutes les cordes !

En 1781, un état devait être remis à Mgr. le Trésorier de France, sur le Commerce et les récoltes de Sens (1).

Cet état, peu brillant, fait ressortir « qu'il y a peu de commerce dans l'Election, (que) la ville de Sens, sans compter ses vins, a une manufacture de toilles et velours de coton qui occupe les enfants... et il y a quelques tanneries qui travaillent pour Paris et autres lieux » (2).

Quelle était donc, en regard de celle des bourgeois, la situation des métiers et industries de la Ville ?

Nous retrouvons, à Sens, la distinction entre métier juré et métier réglé (3). De très bonne heure, les communautés

(1) Arch. Dép. Yonne, liasse C 223, pièce du 6 septembre 1781.

(2) En 1760, dit TARBÉ dans ses *Recherches historiques et anecdotes sur la ville de Sens*, p. 116 « dans la maison de M. Libéra existait une manufacture de velours d'Utrecht ». Nous pensons que ce doit être de la même manufacture qu'il s'agit dans l'état. En 1780 les privilèges de la manufacture avaient été prolongés et elle continua à « fabriquer toutes sortes d'étoffes à l'estimation (*sic*) de celles d'Angleterre ». Arch. Dép. Yonne F. 12.

(3) E. COORNAERT : *Les Corporations en France avant 1789*. Paris,

de métiers avaient vu leurs statuts précisés et reconnus par l'autorité centrale.

Signalons que les métiers de la ville étaient francs du droit de « bouestes » ainsi que plusieurs arrêts du xvi^e siècle le confirment (1). Sont ainsi exemptés de droits, des drapiers, mégissiers, tanneurs, merciers, pelletiers, maîtres cordonniers, par des sentences du Bailliage rendues contre le fermier des « boestes ». Ce privilège fut confirmé par la même Cour, en 1574, lorsque les Maire et Echevins firent vérifier les privilèges de la ville pour obéir à un ordre venu du pouvoir central.

En 1767, voici comment se répartissaient les différents membres des corps de métiers de la ville :

Merciers, épiciers	21
Apothicaires	4
Marchands de draps	11
Menuisiers	24
Cordonniers	25
Savetiers	40
Boulangers	22
Bouchers	11
Boursiers et culottiers de peaux de chamois	3

Cet état (2) avait été dressé en exécution de la Déclaration du Roi du 11 février 1764. Remarquons qu'il ne mentionne pas tous les corps de métiers de la ville qui comprenait, en outre, des perruquiers, potiers d'étain, tailleurs, tanneurs, etc...

1941, p. 30. Nous n'entreprendrons pas ici de faire l'histoire des corps et métiers de la ville de Sens. Nous ne nous en occupons qu'en tant qu'ils sont facteurs de richesses et peuvent, à ce titre, entrer dans le cadre de l'étude des finances de la ville.

(1) B. TAVEAU : *op. cit.* p. 62. Sentences du Bailliage du 1^{er} février 1556 au 12 février 1560.

(2) Arch. Comm. de Sens, liasse HH 1.

Vers la fin du XVIII^e siècle, ces mêmes corps de métiers étaient loin d'avoir tous reçu l'autorisation de se constituer en jurandes, et certains se plaignaient fort de se voir exclus d'un privilège qu'ils considéraient comme indispensable à la sauvegarde de leurs intérêts (1).

Les tailleurs de Sens avaient été érigés en jurande en avril 1734 (2) à la suite de leur demande ; ce n'est pourtant qu'en 1778, que la ville fut ajoutée à la liste des villes où il y avait des jurandes (3).

En 1787, le Roi défend à Jean-Louis Dalençon et Claude Soutin, marchands tanneurs, d'exercer aucune jurande ni recevoir aucun maître, attendu qu'ils ne composent pas de communauté et qu'ils n'ont ni jurés, ni maîtrise, ni statut qui les confirment (4).

(1) Arch. Dép. Yonne 40 B 70 pièce. Instruction pour parvenir à établir une jurande dans le corps des marchands Drapiers et Epiciers de la ville de Sens.

(2) Arch. Nat. X^{1a} 8737, f^o 469-471. Lettres-Patentes de Versailles, d'avril 1734, enreg. 21 juin 1734. Les tailleurs rapportent qu'ils ont été formés en communauté en 1500, que depuis lors ils ont eu des statuts et règlements mais qu'ils n'ont jamais été reconnus par l'autorité royale. Leurs statuts ayant besoin d'être rajeunis pour faire face à de nouveaux abus préjudiciables au public, ils en ont rédigés de nouveaux en 15 articles, lesquels ont été approuvés et reconnus par les Maire et Echevins, mais ils ne pourraient tenir la main à leur exécution si S. M. ne leur accordait des lettres de confirmation et d'établissement. Ce que le Roi leur accorda.

(3) Arch. Dép. Yonne F. 3. Le 14 mai 1787, sur appel d'une sentence rendue le 15 avril 1705, et sur une requête présentée le 5 avril 1787. Les deux appelants faisaient état de la liberté qu'ils avaient toujours eue de « travailler et faire travailler de leur métier de tanneurs, sans être obligés de faire aucune élection de juré ni de fournir aucun acte de jurande... attendu qu'ils ne sont point érigés en corps et communauté ».

(4) Bibl. Nat. *Fonds JOLY DE FLEURY*. Mss 1407, f^o 30. Lettres-Patentes de Versailles, 6 février 1778 (enreg. le 27 mars) et Arch. Nat. X^{1a} 8822, f^o 116. Les Juges-Consuls avaient demandé que l'Edit d'avril précédent fût exécuté dans la ville de Sens, comme si cette ville avait été comprise dans l'Edit.

Signalons maintenant que dès le xviii^e siècle, notre ville avait connu une entreprise à monopole.

Pour essayer de maintenir une certaine activité commerciale dans le Sénonais, le Roi avait autorisé, le 13 septembre 1607, le sieur Vincent de la Marck (ou de la Marque) à établir un service de bateaux de « la grandeur du Corbillat » entre Sens et Paris (1). Ce coche d'eau devait assurer le transport des voyageurs et des marchandises entre les deux villes. Un mois après l'autorisation de principe, le Roi renvoyait Vincent de la Marck au prévôt des marchands de Paris, afin qu'il fixât le montant du cautionnement que la Marck devait fournir. Le Roi lui fait don des droits de voiture dûs pour l'établissement de ce coche. La Marck fixait à 200 livres le cautionnement qu'il consentait à verser, mais le Roi ne voulut rien décider sans consulter une personnalité compétente, aussi l'adressa-t-il au prévôt (2).

Il est intéressant de connaître le détail des charges imposées à l'entrepreneur et de voir dans quelles conditions devait fonctionner ce service régulier présentant une certaine utilité publique.

Un arrêt du Conseil, répondant à une supplique de la Marck, stipule qu'il devra utiliser deux bateaux de la grandeur du Corbillat pour assurer le service entre Sens et Paris. Il aura le droit de transporter voyageurs et marchandises et le Roi lui assure un monopole de fait et de droit. En revanche les départs des coches se feront à jours et heures fixes : le premier bateau partira de Sens, le mardi à 9 heures pour arriver à Paris le jeudi à 5 heures ; le second partira de Paris, le samedi à 9 heures pour arriver à Sens le mardi à 9 heures. Vincent de la Marck s'engage,

(1) Arch. Nat. E. 14^b, f^o 82 r^o. Le Corbillat ou Corbeillat était un bateau qui assurait le service entre Paris et Corbeil et dont la lenteur devint proverbiale.

(2) Arch. Nat. E 15^b, f^o 141 r^o, 13 décembre 1607.

en outre, à ne pas prendre plus de 20 sols pour le trajet de Sens à Paris, et plus de 25 sols pour celui de Paris à Sens. Le tarif de transport des marchandises est également fixé en détail, et le texte permet aux voyageurs de transporter gratuitement de tout petits bagages à main.

Au XVIII^e siècle, ce coche fonctionnait toujours à la satisfaction générale puisque les Juges-Consuls de Sens se plaignirent vivement, en 1749, lorsqu'il se produisit une interruption de service du coche d'eau. Ils rédigèrent un mémoire et portèrent leur plainte au Maire de la ville (1).

Nouvelles plaintes des officiers municipaux, cette fois, auxquels se joignirent ceux d'Auxerre, lorsqu'en 1784, les entrepreneurs voulurent augmenter leurs tarifs. Les protestations se basaient sur le fait que « le Bureau de l'Hôtel-de-Ville de Paris qui n'est qu'une juridiction subalterne ne pouvait s'arroger de détruire un arrêt du Conseil qui avait établi l'ancien tarif (2) ».

Ce qui n'empêcha pas les marchands de rendre cette entreprise responsable des malheurs économiques de la ville, quand ils se plaignirent du fait que la facilité des communications entre Paris et Sens, enlevait à cette dernière, les clients qui allaient s'approvisionner à Paris, en belles étoffes et épiceries de prix (3).

(1) Arch. Dép. Yonne 40 B 66, f° 187, 6 novembre et 18 novembre 1749.

(2) Arch. Comm. de Sens, reg. BB 4, 10 janvier 1784, 19 septembre 1784 ; f° 25, 26, 39.

(3) Arch. Dép. Yonne, liasse 40 B 70. Requête de 1742.

CHAPITRE II

POLICE

L'étude de la Police de notre ville nous met en présence de nombreux problèmes que nous n'envisagerons qu'en fonction de la ligne générale de notre étude. Nombreux problèmes disons-nous, car dans l'Ancien Régime, le mot « Police » a un sens équivoque puisqu'il renferme en lui seul « toutes les différentes formes de gouvernement (1) ». Il s'agit, en effet, d'assurer le bon ordre et la discipline, le respect et l'observation de toutes les lois, ordonnances et règlements qui doivent maintenir la tranquillité publique. A tel point que, dès les premiers temps de la Monarchie, Justice et Police se confondaient et que les premiers administrateurs étaient des juges. Peu à peu la Justice et la Police se distinguèrent, leurs domaines se précisèrent sans toutefois se séparer totalement (2).

Nous étudierons en notre ville la police économique et la police administrative après avoir jeté un rapide coup d'œil sur l'établissement des diverses fonctions de Police de la ville par rapport aux représentants du Roi à Sens et à côté de l'Abbaye de Saint-Pierre-le-Vif qui conserva sa

(1) N. DE LA MARE : *Traité de la Police*, t. I, p. 2.

(2) Rappelons que l'ordonnance de Moulins (1566) ne laissait aux villes que la justice criminelle et la Police. J. DECLAREUL, *op. cit.* p. 912.

personnalité indépendante jusqu'à la fin de l'Ancien Régime.

SECTION I

La « Police » à Sens

En ce qui concerne notre ville, nous avons vu que d'assez bonne heure elle avait eu ses fonctions de justice complètement absorbées par la Justice royale. Seule une forme particulière en subsistait à Sens et demeurerait rattachée à la Ville : La Justice foncière, qui, au xvii^e siècle compte encore parmi les Privilèges municipaux (1). Plus tard survécut seulement, et dans d'étroites limites, cette forme connexe de la Justice, la Police.

Nous devons ici faire des distinctions et séparer la Police particulière de la Police générale. Cette dernière ne doit appartenir qu'à un seul tribunal, susceptible de prévention et concurrence avec la police particulière (2). Un arrêt du Parlement du 13 avril 1750, pose nettement la distinction en notre ville. En effet, cet arrêt maintient l'Abbé de Saint-Pierre-le-Vif, lès Sens, dans ses droits de police particulière « dans l'étendue de sa Haute-Justice (3) ». A cette époque, les « Religieux, Prieur et Couvent de Saint-Pierre-le-Vif, seuls seigneurs Hauts, Moyens et Bas Justiciers de tout le fauxbourg de ce nom », appelaient des Ordonnances et Règlements rendus par le Lieutenant-Général de Police de la ville. Le Parlement fait droit à leur requête du 10 juin 1733, et les autorise ainsi à pouvoir

(1) Bibl. Nat. *Coll. de CHAMPAGNE*, vol. 43, f^o 161, ce même f^o porte qu'à Sens, c'est la même personne qui exerce les fonctions de Prévôt et de Lieutenant de Police. Le f^o 188 mentionne qu'en 1644, le Roi engagea son domaine en la ville de Sens.

(2) N. DE LA MARE, *op. cit.*, t. I, pp. 52, 54, 55, 129, 133, 134, 157.

(3) Bibl. Nat. *Coll. de CHAMPAGNE*, vol. 42, f^o 88.

exercer dans le faubourg de Saint-Pierre-le-Vif, les prérogatives relevant de la police particulière, à savoir (le texte les énumère) : faire visiter les cheminées, les chemins vicinaux, donner les poids et mesures, nommer et recevoir les messiers, donner le ban des vendanges. Mais le Parlement maintient le Lieutenant-Général de Police de la ville de Sens, qui a autorité sur la ville, les faubourgs et la banlieue, dans le droit d'exercer la Police générale dans la totalité du faubourg de Saint-Pierre.

Ainsi, conformément à l'Edit de création de son office, le Lieutenant-Général pourra prendre toutes ordonnances, tous arrêts et réglemens concernant le fait de la Police.

Ne nous étonnons pas si, cinquante et un ans après la création de leurs offices, les Lieutenants-généraux ont encore à lutter pour faire respecter leurs prérogatives (1).

Cette création n'était pas accueillie avec beaucoup de faveur et, dès 1700, de nombreux arrêts du Conseil durent intervenir pour fixer les rangs et séance de ces officiers, préciser leurs attributions, délimiter la portée de leurs décisions et l'étendue de leur juridiction (2). Notre ville fût une des premières à contester les privilèges du Lieutenant-général de Police et, dès le 25 mai 1700, un arrêt du Conseil dut régler « le rang et la séance » de celui-ci. Le Bailliage n'admettait pas que le Lieutenant pût jouir d'une préséance à son audience et ailleurs ; le Roi décide que le

(1) L'Edit de création des Lts-Généraux date d'octobre 1699, enreg. le 16 du même mois par le Parlement. Cf. N. DE LA MARE, *op. cit.* t. I, p. 55.

(2) N. DE LA MARE, *op. cit.*, t. I, pp. 62-73. Arrêts du Conseil, du 3 août 1700 pour Orléans ; du 21 août conservant au Lt-Gl de Montluçon la juridiction sur les Médecins, Chirurgiens, Arts-et-Métiers ; du 24 août réglant les fonctions du greffier de police de Clermont-en-Auvergne ; du 24 août réglant les rapports entre le Lt-Gl et le Maire de Crespy pour le rang et logement des gens de guerre ; du 7 septembre réglant les rangs et séance du Procureur du Roi au Tribunal de Police de Moulins ; du 20 oct. conservant aux Lts-Gx juridiction sur le commerce des grains.

Lieutenant aura entrée, rang, séance et voix délibérative au Bailliage après le Lieutenant-Général du Bailliage et avant le Lieutenant-Criminel (1).

Un arrêt du Conseil du 3 août 1700 vint ensuite préciser quelques-unes des attributions du Lieutenant-Général d'Orléans. Selon ce texte, le Maire de la ville ne doit pas troubler les privilèges du Lieutenant qui doit veiller à se procurer les provisions nécessaires à la subsistance de la ville, « surveiller les taux et prix des denrées », visiter les halles, foires et marchés.

Avant la fin de l'année, le Roi dut, par une Déclaration solennelle, régler une fois de plus les fonctions des Lieutenants-Généraux de Police et trancher la question des appels de leurs jugements qui relèveront désormais des seules Cours royales (2).

Deux ans après c'est au Corps de Ville que l'on défend de s'assembler en l'Hôtel-de-Ville sans que le Lieutenant de Police ne soit présent. En outre, les officiers municipaux sont invités à ne pas distribuer de billets de logement aux troupes sans que ceux-ci ne soient visés et paraphés par lui (3).

Au Lieutenant-Général, l'édit de création de 1699 avait adjoint des Commissaires chargés de la recherche de tous les abus, « les malversations et les crimes qui se commettoient dans le public » (4). Deux offices de commissaires

(1) N. DE LA MARE, *op. cit.*, t. I, p. 59.

(2) Déclaration du 28 décembre 1700, enreg. le 7 janv. 1701.

(3) Bibl. Nat. *Coll. de CHAMPAGNE*, vol. 43, f° 189, arrêt du Conseil du 20 juin 1702.,

(4) Ces Commissaires existaient depuis les temps les plus reculés, mais, par ces Edits, le Roi renforce leur autorité et les replace dans leurs anciens privilèges car, au cours du XVII^e siècle, ils avaient perdu de leur éclat. L'Edit de 1699 fut complété en novembre pour les villes principales du Royaume, l'Edit de mars 1702 étend la création de ces offices à toutes les villes où la justice appartient au Roi. Le nombre de ces officiers sera de 4 pour les villes les plus importantes, de 2 pour les villes de Présidial. Sens avait ses commissaires depuis 1699.

furent créés à Sens et la finance de ces charges fixée à 1.000 livres par office plus une taxe de 2 sols par livre.

Immédiatement, la Ville profitant de la faculté qui lui était offerte, procéda au rachat des deux offices au taux préfix de la finance. On délivra aussitôt quittance au Corps de Ville et celui-ci obtint que les deux offices lui fussent unis. Un arrêt du Conseil, du 9 février 1700, consacra cette opération (1). On peut aisément penser qu'une telle union devait être, sans tarder, contestée par les autres corps de la ville qui ne voyaient pas sans inquiétude une telle puissance et une telle force de surveillance échoir au Corps de Ville. Cependant, le pouvoir central tint à affirmer, à plusieurs reprises, au cours du XVIII^e siècle que « la police était réunie aux Maire et Echevins (2) ».

Cette union des offices de Police au Corps de Ville, à peine tolérée par les différents corps de la ville, fut violemment attaquée lorsque la Municipalité acquit l'office de Lieutenant-Général. En d'autres villes en effet, ces offices eurent souvent plusieurs acquéreurs et furent partagés entre plusieurs titulaires, à Troyes notamment, où les Lieutenants-Généraux de Police étaient des membres du Bailliage et où cette dissociation entraîna un affaiblissement des pouvoirs de l'office (3).

Comme on l'a vu plus haut, la surveillance du Lieutenant-Général devait peser sur le Corps de Ville et ce dut être avec un certain sentiment de satisfaction que la Muni-

(1) Arch. Dép. Yonne, liasse E 616.

(2) Bjb. Nat. *Fds. JOLY DE FLEURY*, mss 2178, f^o 239 (1756) et, au sujet d'un procès de mœurs qui vint d'abord au Présidial de Sens et fut ensuite évoqué par le Parlement, mss 2179, f^o 2 v^o.

(3) J. RICOMMARD : *La Lieutenance générale de Police à Troyes au XVIII^e siècle*, pp. 529, 530, 531, qui constate que le « cumul avec d'autres offices devint règle générale » et que « la répartition des attributions du Lieutenant-Général entre plusieurs titulaires nuit à la bonne administration de la police ».

cipalité acquit cet office le 30 août 1758 (1). Le 1^{er} août de cette année un arrêt du Conseil avait dû trancher un litige entre le Corps de Ville et les tailleurs de Sens (2). On contestait au Corps de Ville ses pouvoirs de police, sous prétexte qu'en 1700, seuls les 2 offices de commissaires de police avaient été réunis mais non l'office de Lieutenant-Général et on en tirait argument pour dire que cela permettait aux commissaires d'échapper à l'influence du maire au lieu de s'en montrer les collaborateurs intimes. Comme on le voit, le corps de ville avait le plus grand intérêt à l'acquisition de l'office de Lieutenant-Général. L'autorisation du Roi fut accordée et le Roi permit même à la ville de contracter l'emprunt nécessaire au remboursement des 14.500 livres au denier 20 (725 livres de rente) versées par le titulaire actuel. Le Roi autorise le Corps de Ville à prélever sur les octrois les 360 livres de gages du Lieutenant.

Sans tarder les Maire et Echevins furent attaqués, sans succès, au Parlement par les Juges-Consuls (3).

En 1769, un conflit de compétence s'éleva entre le Lieutenant-Criminel de Sens et les Maire et Echevins, au sujet d'une affaire « d'enlèvement de jeunes arbres d'un jardin situé hors la ville ». Le Corps de Ville, comme officier de Police a commencé l'instruction, mais le Lieutenant-Criminel lui dénie toute compétence (4). Le Procureur-Général Joly de Fleury trancha le différend en disant aux Maire et Echevins qu'ils avaient la connaissance de l'affaire sauf « si la nature du délit et les charges qui se trou-

(1) Par Lettres-Patentes qui autorisaient la ville à opérer ce rachat. En 1755 l'Archevêque, le Bailliage s'étaient opposés à cette réunion. Les Médecins et Arts-et-Métiers y avaient consenti. Arch. Comm. de Sens, reg. BB 2.

(2) Arch. Nat. E 1334^a, pièce 27.

(3) Arch. Comm. de Sens, liasse BB 5, vers 1767.

(4) Bibl. Nat. *Fds. JOLY DE FLEURY*. Mss 1407, f^o 4 r^o, 21 juin 1769.

veront au procès mettoit ce procès dans le cas du règlement à l'extraordinaire ». Son avis est qu'il « doute fort qu'ils puissent se dispenser de le renvoyer au Bailliage ».

Les attributions de Police du Maire de Sens lui furent solennellement octroyées par Lettres-Patentes du 25 novembre 1775 (1). C'est la reconnaissance du Maire de la Ville comme officier de Police à l'exclusion de tous autres officiers municipaux. Désormais il exercera les fonctions attribuées aux Lieutenants-Généraux des sièges de Police du Royaume. Ce revirement dans la politique du Gouvernement Central est conforme au mouvement de forte réaction qui à cette époque se dessine contre les Lieutenants-Généraux de Police.

Le Roi veut ainsi « concentrer en la personne seule du Maire... les fonctions de Lieutenant-Général de Police » et il rappelle que, par « des Lettres-Patentes du 30 août 1758, l'office et les fonctions de Lieutenant-Général ont été unies au corps commun (2) ».

Le Procureur Joly de Fleury ajoute que si le corps communal a fait l'emprunt autorisé, le Maire devra, s'il accepte les fonctions de police, le rembourser.

La charge sort donc à ce moment du Corps de Ville, pour devenir personnelle et relever uniquement du Maire.

Notre Procureur ne souscrit d'ailleurs pas avec beaucoup d'élan à la politique royale, le ton de sa missive est très éloquent (3).

Examinons un peu plus en détail les fonctions de police des différents officiers afin de dégager la ligne générale de la politique royale vis-à-vis de notre ville.

(1) *Ibid.* f° 5 de Versailles. La lettre du Procureur-général date du 11 décembre 1775.

(2) Bibl. Nat. *Fds JOLY DE FLEURY*, mss 1407, f° 10.

(3) *Ibid.* f° 10 à 16.

SECTION II

Police économique

Sous cette rubrique nous pouvons ranger tout ce qui a trait à la surveillance des métiers, des foires et marchés, des poids et mesures, de la taxation et de la qualité des denrées, de la circulation des grains.

L'ancienne Commune possédait un droit de police assez étendu et Taveau rapporte que le livre Moreau (1288) (1) recueillait plusieurs ordonnances sur les divers métiers de la ville : tanneurs, foulons, tisserands, cordonniers, save-

(1) Le LIVRE MOREAU cité par TAVEAU aux pages 16, 63, 117, 125 de son *Inventaire* et noté comme un Manuscrit précieux, commence en 1288, mérite une mention toute spéciale et nous regrettons de n'avoir pu le consulter par suite de circonstances défavorables.

Un *Inventaire* de Maximilien QUANTIN le signale à la Bibliothèque de Sens, en 1869.

A la p. 16 de TAVEAU, le LIVRE MOREAU est cité comme référence de la date des élections du maieur. A la p. 63, TAVEAU mentionne le LIVRE MOREAU, f° 16 v° pour citer les foires de Saint-Leu, Saint-Thibault et du Popelin et, à la p. 125 il parle de l'administration du Popelin.

Mais c'est surtout à la p. 117 que ce LIVRE MOREAU révèle le plus son extrême intérêt : au Chapitre intitulé par TAVEAU : « Police des mestiers et ouvriers de la ville de Sens, avec les jugemens renduz au prouffit et à la poursuyte d'icelle ville contre aucuns ayans délinqué en leurs mestiers, et affaires de police », notre auteur parle du LIVRE MOREAU comme contenant de nombreuses ordonnances sur les divers métiers de la ville. Une note marginale mentionne que ce livre qui se doit coter « sur la lettre A est remist au sac dud. Chapitre ». C'est donc que TAVEAU considérait que ce livre, indispensable au fait des métiers, se rapportait particulièrement à eux.

Or, comment ne pas être frappé par la date du commencement de la rédaction de ce LIVRE MOREAU : 1288, qui en fait un contemporain du *Livre des Métiers* d'Etienne BOILEAU pour Paris. Il est permis de se demander s'il ne faut pas voir là un essai de « codification » ou tout au moins de « fixation » des questions de métiers.

Nous espérons que la trace de ce LIVRE MOREAU n'est pas perdue et qu'il nous sera permis d'en prendre connaissance à loisir afin de préciser ce point d'histoire extrêmement intéressant.

tiers, fripiers, pelletiers, huchers, talemeliers, tonneliers, vigneron, cordiers, potiers d'étain, laveurs, regretiers et revendeurs (1).

Il n'en reste pas moins vrai qu'en ce qui concerne les statuts des Corps de Métiers, le Bailli possédait un droit de regard et une compétence certaine (2) et le Roi intervenait directement pour le règlement de questions litigieuses lorsqu'on l'en priait (3).

Une des plus anciennes ordonnances de police générale de notre ville pourrait bien être celle de Guillaume, Comte de Chaumont, Seigneur de Guitry, « Lieutenant-Général pour le Roy ès-bailliage et pays de Sens, Ausserre, Monstereau et environs », du 20 mai 1420, dans laquelle il fait défense de prendre du bois dans les vignes, « de n'y cueillir ou prendre herbages ny fruits en héritages » sauf aux propriétaires ou à ceux qu'ils auront autorisés. Il interdit aux bouchers d'abattre « aucun animal » dans la ville et une disposition de salubrité est édictée qui doit assurer un minimum de propreté dans les rues (4).

En ce qui concerne les Corps de Métiers, le Maire approuvait ou non leurs différents statuts et cette approbation municipale constitue bien une forme de police des métiers. En 1565, une ordonnance de la ville autorise les boulangers à cuire leur pain à « l'heure de minuict, comme ils avoyent accoustumé » (5). En 1578, c'est au sujet de

(1) B. TAVEAU, *op. cit.*, p. 117.

(2) En juin 1375, le roi Charles V confirme un règlement établi par le Bailli de Sens pour l'exercice de la tannerie dans la ville. Arch. Nat. JJ 107, pièce 120.

En 1377 confirmation par Charles V des modifications apportées par le Bailli de Sens aux statuts des drapiers de la ville. Arch. Nat. JJ 111, pièce 266.

(3) En juillet 1383, Charles VI, à la requête des gens d'Eglise, Nobles et Bourgeois de Sens, règle les heures de travail des vignerons et autres ouvriers employés par les habitants de la ville. Arch. Nat. JJ 123, pièce 96.

(4) B. TAVEAU, *op. cit.*, p. 117.

(5) *Ibid.* p. 119.

la détermination d'une zone dans laquelle un « corratier en vins » pourrait exercer ses fonctions et leurs limites, que nous voyons intervenir le Corps de Ville (1).

En 1742, nous voyons les Maire et Echevins prendre une décision portant que pour ne pas gêner la liberté des établissements, le nombre des orfèvres de la ville sera de 9 comme il était auparavant, malgré le désir des orfèvres de le voir réduire à 3 (2). Cette surveillance particulière ne doit pas nous étonner : le contrôle des métaux précieux a toujours été plus étroit.

Là, ne se bornait d'ailleurs pas la compétence du Maire, bien que celle-ci ait été infime par rapport à celle des Commissaires-Enquêteurs et des Lieutenants-Généraux.

La surveillance des foires et marchés relevait aussi des fonctionnaires royaux, mais cependant nous pouvons dire que leur surveillance immédiate était du ressort de la Municipalité, qui avait le plus grand intérêt à ce que les transactions se passassent toujours dans l'ordre et le calme : puisque, de la réussite de ces foires et marchés, dépendait en grande partie la prospérité économique de la ville.

La ville de Sens avait reçu de très bonne heure le privilège d'avoir des foires et un marché. Dès 1225, Louis VIII, par l'art. 10 de sa Charte, avait créé un marché à Sens et assuré « l'immunité et seureté que doybvent avoir les marchands y venans (3) ».

Le livre Moreau (1288), au dire de B. Taveau, portait au f° 16 r°, mention de 3 foires : celles de Saint-Leu, Saint-Thibault et du Popelin (4). Mais au xv^e siècle, Charles VII, par les Lettres-Patentes du 17 janvier 1429, art. 40, crée une foire l'an « a tel jour qu'il sera advisé convenable ».

(1) *Ibid.* p. 120.

(2) Arch. Comm. de Sens, reg. BB 1.

(3) B. TAVEAU, *op. cit.*, p. 63.

(4) *Ibid.*

Les grandes foires du Moyen-Age avaient décliné, on en crée de nouvelles pour essayer de redonner une certaine vigueur à l'économie des provinces. L'heure n'était pas propice. Au xvi^e siècle, une nouvelle tentative sera plus heureuse, au moins pour un temps. C'est ainsi que des Lettres-Patentes de Louis XII, créent à Sens, en 1510, 3 foires en plus de celle des Cendres: à savoir, une le 19 octobre, une seconde le 12 janvier, une troisième le 12 mai ; et un marché le lundi (1). Des Lettres-Patentes du 9 mai 1511, vinrent confirmer ces trois foires, et annoncer que l'on informera plus amplement sur le marché du lundi. Le 5 juin 1511, le Roi fixe la durée de ces foires à trois jours, deux jours en suivant la date fixée. Le droit du Roi sera perçu à raison d'un denier parisis par étalage. Louis XIII, en 1619, confirma le marché (2).

Au xviii^e siècle ce marché avait changé de jour et se tenait le samedi, N. de la Mare constate qu'il n'est pas très important car la mesure particulière de Sens et le taux relativement élevé de son droit de minage lui faisaient grand tort (3). Ce droit moins fort dans les marchés voisins les rendaient « bien plus fréquentés par les laboureurs ». Cependant pour joindre Paris par la voie fluviale, les marchands chargeaient volontiers à Sens. A la même époque, selon le même auteur, les frais de transport entre Sens et Paris atteignaient 35 sols par sestier et se décomposaient de la manière suivante :

(1) De nos jours le marché de Sens a lieu le lundi. Arch. Comm. de Sens, liasse HH 2.

(2) *Ibid.*

(3) N. DE LA MARE, *op. cit.*, t. II, pp. 745, 981. On comptait à Sens par bichets et sestiers. 8 bichets faisaient 1 sestier de Sens, 7 faisaient le bichet de Paris. Son droit de minage était de 1 pinte par bichet, soit un seizième.

pour mener au port de Sens	5	sols	
au marinier pour la voiture	15	»	
aux jurés-porteurs pour mettre à			
terre au port de Paris	5	»	
aux facteurs (40 sols le muid)	3	»	4 deniers
au mesureur	1	»	3 »
pour la Jealle (1)	1	»	6 »
pour les gardes de nuit			8 »
pour la planche et le bouer	3	»	3 »

35 sols

La renommée des foires et marchés provenait en partie de la richesse et de la variété des produits présentés, en partie de l'honnêteté des poids, des mesures, de la qualité des diverses denrées. Il s'agissait donc de surveiller les poids et mesures et la qualité, de réfréner les fraudes, et de contrôler les diverses taxations, et de contrôler les prix. Les poids et mesures ont été dès le début l'objet de la sollicitude du Corps Municipal et toujours sous la surveillance des Commissaires-Examineurs, Enquêteurs.

C'est au Bailliage ou à la Prévôté qu'on juge les délinquants (2) mais c'est le Procureur de la Ville qui apparaît comme défenseur de l'intérêt public (3) particulièrement dans la répression des collusions de marchands. Telle sentence prononcée contre les bouchers de la ville, convaincus de s'être entendus pour ne pas vendre aux Sénonais plus d'une quantité déterminée de viande de bœuf et de mou-

(1) Le « jalage » est le nom d'un droit seigneurial qui se lève en divers endroits sur chaque pièce de vin vendue en détail. A Paris ce droit consistait en une taxe perçue en argent. Cf. GUYOT : *Répertoire*, t. IX, p. 541 et au mot *afforage*.

(2) B. TAVEAU, *op. cit.*, p. 117, sentence du bailliage du 16 août 1425 contre des meuniers.

(3) *Id.* sentence de Guillaume Luillier, prévôt, 16 octobre 1529.

ton par semaine, fut rendue à la poursuite et diligence de Girard Baudard, Procureur de la Ville (1). Une amende de 200 livres parisis sanctionne ce délit de monopole, en réparation de « l'intérêt de la chose publique dudit Sens offensée » et, de plus, les bouchers devront faire « amendes honorables » et s'engager, sous peine de bannissement du royaume et confiscation de tous leur biens à ne plus tenter de réaliser de nouveau monopole.

En 1570, c'est encore à la poursuite du Corps de Ville qu'un meunier est « détenu en la conciergerie du palais, pour réparation de l'exaction et larrecin publique commis avec faulses mesures ». C'est Taveau lui-même qui requit contre lui en sa qualité de Procureur du Bailliage (2).

Douze ans plus tard, le syndic des boulangers et le procureur de la ville sont en présence dans une affaire de taxe sur le pain (3).

En résumé, la recherche des infractions et leur poursuite appartient bien au Corps de Ville, mais c'est aux gens du Roi qu'il appartient de juger et de prononcer les peines. A la fin du xvi^e siècle, les contestations entre gens de métiers relèveront de la Juridiction consulaire alors établie à Sens et, au xviii^e siècle, un Maire approuve les statuts d'une communauté (les tailleurs) (4). Dès le début de ce siècle un arrêt du Conseil attribuera au Lieutenant-Général de Police de la Ville, tout ce qui a trait au fait des Manufactures, des Médecins, Chirurgiens, Apothicaires et Sages-femmes. Leurs statuts, leurs règlements, toutes les

(1) *Ibid.*

(2) *Id.* p. 118, sentence du 31 août 1570.

(3) *Id.* p. 120.

(4) Au xviii^e siècle, cette Juridiction consulaire obtint plusieurs arrêts confirmant les privilèges des Consuls et leurs droits à l'encontre des Procureurs au Bailliage, des Officiers de la Milice, des Notaires. Cf. Arch. Dép. Yonne 40 B 70, 1730, 1766.

contestations qui pourraient survenir entre eux, seront de la compétence du Lieutenant-Général (1).

Au xvi^e siècle, le 17 août 1565, « une ordonnance politique faite en la Chambre du Conseil au dit Sens », enjoint aux Maire et Echevins de « sçavoir des gens d'Eglise ce qu'ils veulent aulmosner pour la nourriture des pauvres ». Et cette assistance aux pauvres de se continuer au cours des siècles, dans les moments critiques où l'on pouvait craindre que l'extrême misère n'amènât des troubles. C'est ainsi qu'au xviii^e siècle, la disette se faisant cruellement sentir, il fallut pourvoir à la nourriture des habitants. Le Corps de Ville fut appelé, de concert avec les officiers de Police, à prendre toutes mesures nécessaires à l'amélioration du marché des grains, y compris l'achat de grains aux villes voisines (2) et l'achat du pain aux boulangers, afin de le faire répartir aux indigents, par l'intermédiaire d'un Bureau de Charité. Les indigents devaient se procurer un certificat de leur Curé attestant de leur pauvreté et le nombre des membres composant leur famille (3). Sur la foi de ce certificat, le pain leur était remis. Nous pourrions continuer cette énumération, il suffit de faire ressortir que les rapports entre les métiers et l'ordre public sont du ressort de notre Corps de Ville qui a la possibilité de prendre toutes ordonnances pour y veiller, entreprendre toutes voies de justice pour les faire respecter (4). Ce qui au contraire regarde les statuts même

(1) Arch. Nat. X^{1a} 8735, 1734.

(2) Arch. Comm. de Sens, reg. BB 3, 7 mai 1775. Formation du Bureau de Charité. BB 4, f^o 121 v^o, 16 mai 1789, f^o 122 v^o, 19 juin 1789 ; f^o 123, 12 juillet 1789 ; f^o 136, Villeneuve-le-Roy, Joigny et Auxerre demandent que la ville de Sens se joigne à elles pour l'achat des grains.

(3) Un règlement de 1699 attribuait aux Maire et Echevins de Sens la connaissance du fait des drapiers de Sens, en première instance. Cf. Bibl. Nat. *Coll. de CHAMPAGNE*, vol. 43, f^o 189.

(4) *Ibid.* L'arrêt du Conseil d'Etat du 20 juin 1702 cassait une ordonnance du Bailli de Saint-Pierre-le-Vif qui avait voulu en

des différentes communautés, qui touche en quelque sorte à leur structure interne, relève de l'autorité royale en la personne de ses agents.

SECTION III

Police administrative

Ici le Corps de Ville de Sens joue un rôle plus actif que dans la Police Economique, au moins en ce qui regarde certaines de ses attributions. Bien que le contrôle hiérarchique subsiste, et que la tutelle royale sur la ville ne se relâche pas, la vie quotidienne appelle cependant pour celle-ci un minimum de liberté sans laquelle les questions les plus simples ne se résoudraient qu'au prix des plus grandes difficultés et des plus grands retards. Les facteurs « rapidité » et « opportunité » jouent leurs rôles et servent en quelque sorte de critère à la discrimination des domaines de chacun.

Sous ce terme de Police Administrative, nous entendons toutes les mesures que le Corps de Ville peut être amené à prendre pour assurer la sécurité publique et qui entrent dans son rôle d'administrateur de la cité. C'est ainsi qu'on peut ranger dans ses attributions : la voirie, la surveillance des jeux, de l'observation des règles de la religion catholique, la surveillance des autres religions, des mœurs, des réunions publiques, de l'état sanitaire de la ville, etc. Ce contrôle s'effectue sous l'autorité des Commissaires tant qu'ils ne sont pas absorbés par le Corps de Ville ; ensuite, le Corps de Ville en réfère au Pouvoir Central pour toutes les questions douteuses ou plus délicates.

Très tôt la surveillance des rues, l'entretien des pavés, des chemins, releva de la Police et si, au xv^e siècle, ces

connaître et faisait également défense au Bailli de Sens de connaître de ces différents corps.

attributions furent confiées aux Grands Voyers, il n'en reste pas moins vrai que les Maire et Echevins durent pourvoir aux frais de réparation, de confection des routes, rues et chemins, des murs d'enceinte, des fossés qui ceinturaient la ville, des ponts, etc. Un des points du préambule de la Charte de 1474 rappelle aux Sénonais ce souci constant de l'autorité royale et le Roi le rappellera encore très fréquemment au cours des siècles suivants. Ce sera, bien souvent, la condition mise aux levées d'octrois (1). Ces rappels ne seront ni inutiles ni importuns, car les officiers municipaux ne semblent pas avoir eu les mêmes préoccupations que le pouvoir central. L'entretien des œuvres et édifices était si dispendieux que le Corps de Ville repoussait toujours ces entreprises jusqu'à ce qu'enfin elles devinssent inéluctables. Alors, la Ville poussait un cri de détresse espérant bien qu'il serait entendu en haut lieu et qu'on l'aiderait à sortir de cette situation. Le Roi n'entendait pas toujours être dupe de ce procédé et, parfois, mettait la ville en demeure d'agir, sans pour cela lui octroyer des subsides. La ville comprenait alors qu'il ne lui restait plus qu'à s'exécuter et elle cherchait en elle-même les ressources qui lui étaient nécessaires pour faire face aux dépenses (2). Jusqu'à la fin de l'Ancien Régime

(1) Cf. *supra*, 2^e partie, p. 64. Préambule de la Charte de 1474 et art. 4. Lettres-Patentes d'Henri II (B. TAVEAU, *op. cit.*, p. 113) octroi pour l'entretien du canal d'arrivée des eaux. Arrêt de la Chambre des Comptes du 8 mai 1574, spécifiant que les octrois ne peuvent être employés qu'à l'entretien des « chemins, chaussez et pavez, suivant l'édict du Roy ». (*Ibid* p. 114). Arrêt de la Chambre des Comptes du 30 janvier 1577 permettant que 100 livres soient affectées à l'entretien des horloges, gardes des portes, guet, fontaine, etc... (*Ibid*, p. 115).

(2) Les registres de comptes des Arch. Comm. de Sens mentionnent de fréquentes dépenses de cet ordre. Citons à titre d'exemple : cc 6 (Cptes de 1486-87, de GILET ODOZ) 36 l. au charpentier Frémy pour réparations à « l'arche des grans pons », 30 l. au charpentier Dubec, 45 sols au serrurier Anceau pour 2 bannières posées au

nous voyons la municipalité sénonaise s'occuper de la Voirie de la ville. De temps en temps la ville est arpentée et mesurée (1).

Dans les affaires relativement importantes en matière de Voirie, nous voyons le Corps de Ville prendre l'avis d'une assemblée générale. Maheureusement cette dernière ne juge pas avec une bien grande ouverture d'esprit de l'intérêt véritable de la ville. C'est ainsi qu'au XVIII^e siècle, lors du percement de la « route de Bourgogne », le Chapitre cathédral, et les Corps constitués rédigèrent un Mémoire contre l'exécution du projet qui prévoyait le passage de la route à travers la ville, et ceci en opposition aux Maire et Echevins favorables au projet (2). Plus tard, on devait voir de grandes villes refuser le passage des lignes de chemin de fer : éternelle incompréhension des intérêts économiques vitaux d'une région. Lorsque la brèche fut ouvert dans le mur de la ville pour le passage de la route, le Corps de Ville fit établir une barrière longue de 30 pieds 9 pouces de hauteur « afin de ne pas perdre le privilège » (3).

sommet des 2 tours neuves, 52 l. pour 1733 livres de fer employées à ferrer le pont-levis de la Porte d'Yonne.

cc 8 (1496-97) 84 l. pour 400 toises de pavage, 14 l. pour le curage de 448 toises de fossés.

cc 9 (1507-08 fgmt de cpte de G. FAUVELET) 22 l. 15 s. pour 650 livres de plomb pour couvrir l'Hôtel-de-Ville et pour les « crestes, fleurs de lys et coronne », 18 l. pour la dorure d'un pignon, 6 l. pour le curage du Rû de Mondereau, 32 l. 16 s. aux maçons.

cc 10 (1512-1513, Nicolas FORTIER). Travaux aux portes, chaussées, ponts, tours, murailles, chemins et fossés de la ville ; 626 l. pour 31 pièces d'artillerie (hacquebutes à crochets avec 4 gros canons le tout pesant 4.247 livres).

cc 11 (1516-1517, Et BIERNE). Construction d'un boulevard, prix des pierres : 411 l. 17 s. ; main-d'œuvre à 3 s. 9 d., 3 s., 2 s. par jour : 494 livres 8 sols.

cc 12 (1552-1553, Et. GARNIER). 300 toises de pavage : 227 l. 13 s.

(1) B. TAVEAU, *op. cit.*, p. 137. Au XVI^e siècle la ville couvrait y compris les murailles 80 arpents, les fossés 22, les « dehors mesurés à la toyse » donnèrent 1150 toises.

(2) Arch. Comm. de Sens, liasse DD 9, 1754-1789.

(3) Arch. Comm. de Sens, reg. BB 4, f^o 81, 22 novembre 1787.

Ce que le Roi désirait aussi, c'était que la ville fût parfaitement close, et, pour l'inciter à réparer les brèches de ses murailles, il promettait parfois des avantages immédiats (1). Ainsi, lorsque la ville était soigneusement fermée, que les postes de guet étaient à leur place, la sécurité extérieure des Sénonais n'était pas un vain mot. La ville, fière de sa force ne manque pas de rappeler les nombreux sièges qu'elle a supportés vaillamment. Le guet avait d'ailleurs la charge de veiller, une fois la retraite sonnée, à l'identité de ceux qui circulaient dans les rues à cette heure tardive. On ne pouvait, en effet, ni entrer ni sortir de la ville sans le mot de « passe » et l'on devait justifier du motif qui contraignait à circuler après le couvre-feu. Au xvi^e siècle, en février 1566, une ordonnance décida que les bourgeois et citoyens des villes éliraient un ou deux d'entre eux pour avoir l'administration de la Police et qu'ils pourraient condamner sans appel, jusqu'à 5 sols (2).

Presqu'en même temps, la Ville de Sens obtint que la garde des clefs fût confiée aux Maire et Echevins de préférence au Bailli (3). Le duc de Guise, Gouverneur, l'accorda, permettant aussi au Corps de Ville de donner le mot du guet, moyennant quoi, Maire et Echevins seraient responsables « de la sûreté et conservation de ladite ville ». Les postes de guet des portes pouvaient être renforcés en cas d'épidémies et afin « d'empescher les vagabonds et autres passants qui pourroient apporter ledit mal, d'entrer

(1) A. DE BOISLISLE : *Correspondance des Contrôleurs généraux*, t. I, n° 14, p. 3, 18 octobre 1683.

Arch. Comm. de Sens, liasse DD 6 sur l'entretien des Tours et Portes de la ville, 2 pièces de 1573 et 1785. DD 11, 1749-1788, sur le Pavé. DD 12, 1747-1771, sur les Chemins.

(2) ISAMBERT : *Recueil...*, t. XIV, p. 209.

(3) B. TAVEAU, *op. cit.*, pp. 136, 137, 19 juin 1574. La ville revendiquait ce droit comme lui appartenant depuis le xiv^e siècle. En 1660, des Lettres-Patentes de Louis XIV donnent la garde des clefs au Capitaine du Bailliage ou en son absence, aux Maire et Echevins.

dans ladite ville ». Ces frais supplémentaires incombaient entièrement à la ville et le Pouvoir Central l'autorisa à emprunter pour les couvrir (1).

Au cours du XVIII^e siècle, les bourgeois de la ville s'étant plaints du nombre des vagabonds » et gens sans aveu de l'un ou l'autre sexe, mendiants journellement dans la rue », le nombre des vols s'étant accru, il fut décidé par la municipalité d'établir, à Sens, une garde bourgeoise (2). Cette garde devait se composer de 12 habitants « armés d'épées et de fuzils », conduits par un caporal. Elle s'effectuait de 9 heures du soir à 5 heures du matin. Tous, privilégiés et non privilégiés, étaient astreints à ce service à peine de 20 livres d'amende.

De même la ville doit veiller à faire cesser les « périls imminents » que constituent les édifices publics ou privés menaçant ruine. C'est ainsi qu'un registre de délibérations du Corps de Ville porte la condamnation d'un habitant qui a fait réparer sa maison pendant la nuit alors qu'elle allait s'écrouler, il devra la démolir, mais, comme il est presque dénué de ressources, la ville pourvoira à son logement dans une de ses propres maisons (3).

Pour assurer la sécurité publique, le Maire doit prendre toutes mesures, et le pouvoir central le lui rappela lorsqu'au XVIII^e siècle un grave incendie ayant éclaté dans la rue Dauphine, il se transforma en une réelle catastrophe par suite de l'insuffisance des moyens d'action. Les papiers poissés étaient hors d'usage, on ne put trouver les haches, échelles, cordes, nécessaires et qui, au lieu de se

(1) Arch. Nat. E 14^a, f^o 328 r^o et Bibl Nat. Mss Français 18160, f^o 4 r^o, 2 janvier 1597. *Inv.* Noël VALOIS. Un registre spécial existe aux Arch. Comm. de Sens II 5, datant de 1586, allant du 2 août au 17 septembre et qui constitue le journal des frais faits par la ville pour les pestiférés.

(2) Arch. Comm. de Sens, reg. BB 1, f^o 18 v^o, 19, 20 septembre 1722.

(3) Arch. Comm. de Sens, reg. BB 4, f^o 55 v^o, 5 août 1785.

trouver aux emplacements prévus, avaient disparues sans que nul ne s'en fut avisé (1).

Au cours de l'Assemblée qui suivit le sinistre, le Maire décida que les officiers municipaux prendraient sur les deniers de la ville pour nourrir les malheureux, victimes de l'incendie, que l'on ferait des pompes et des crochets, enfin, que l'on devrait avoir des pompiers (2).

Mais l'affaire alla beaucoup plus loin et, sur une requête présentée par le Procureur-Général, le Parlement intervint pour sanctionner officiellement une sentence rendue « au siège de police de ladite ville ». Cette sentence enjoignait aux propriétaires des maisons de Sens « de se pourvoir dans le mois, d'un panier d'osier portant 15 pouces de profondeur sur 1 pied de diamètre, et poissé en dedans de telle manière qu'il puisse contenir l'eau, pour à l'échéance dudit délai, déposer ledit panier au lieu qui sera indiqué, pour être ensuite pris des mesures pour la distribution desdits paniers dans les quartiers ». Les couvreurs, maçons, charpentiers « et autres ouvriers de ce genre » devront se rendre, sur-le-champ, à l'endroit du feu « avec les outils de leur métier » sous peine de sanctions. Le Procureur-Général devait encore, en 1783, rappeler que le ramonage des cheminées était libre, mais que les officiers de police se devaient d'y veiller (3). Il importe donc que les règlements du Maire soient observés, le Procureur enjoint au juge de rendre des sentences obligeant les propriétaires à faire nettoyer leurs cheminées » (4).

Un arrêt du Grand Conseil maintint, en 1745, les officiers de Police de la ville dans le droit de donner des ali-

(1) Bibl. Nat. *Fds.* JOLY DE FLEURY, Mss 1407, f° 18, Incendie du 2 juillet 1776.

(2) Arch. Comm. de Sens, reg. BB 4, f° 1, 23 juillet 1776.

(3) Bibl. Nat. *Fds.* JOLY DE FLEURY, Mss 1085, f° 160, 14 mai 1783.

(4) *Ibid.*

gnements et, en vertu de ce pouvoir des maisons furent démolies en 1752, place St-Etienne et Porte St-Didier (1).

Cet ordre et cette sécurité publique objets de tant de soins risquaient fort d'être compromis lors du passage et du cantonnement dans la ville des « gens de guerre ».

Aussi, tant qu'elle le put, la ville revendiqua son privilège d'exemption de logement de troupes, mais, ce privilège paraît avoir disparu vers la fin du xv^e siècle ou au début du xvr^e siècle, époque à laquelle les exemptions deviennent personnelles (2).

A chaque fois que des troupes sont annoncées, c'est un « sauve-qui-peut » dans la ville (3). Chacun cherche fébrilement quel motif il pourra invoquer, lorsque le Maire, ou son délégué, viendra recenser les locaux. De son côté, le Maire ne se livre à ce recensement qu'avec une fort mauvaise grâce, grossissant les moindres incidents, invoquant l'impossibilité dans laquelle il se trouve de continuer une tâche aussi ardue. Bref, toutes les difficultés sont saisies au vol pour essayer d'échapper à une telle calamité.

Parfois nous assistons à des scènes épiques entre le Maire et ses administrés rebelles. Témoin ce qui se passa le 17 octobre 1785, entre le Maire et M. Berthelin (4). Mlle Berthelin ayant refusé de loger des militaires, le Maire se rendit en personne à son logis où il trouva M. Berthelin frère, qui sur un ton de colère dit : « Foutre, elle ne

(1) Arch. Comm. de Sens, liasse DD 10.

(2) Charte du 10 janvier 1430 (n. s.) art. 22, B. TAVEAU, *op. cit.* p. 190, 19 novembre 1567 donne la liste des exemptions pour quelques membres du Corps de Ville et du Bailliage.

(3) Arch. Comm. de Sens, reg. BB 1, f^o 81 v^o, 16 septembre 1732 qui porte textuellement que la ville fut en « alarme » parce que le bruit s'était répandu qu'elle était proposée pour avoir en garnison 4 bataillons du Roi, ce qui occasionneroit la ruine des habitants qui ne peuvent soutenir une charge si onéreuse », la ville n'ayant aucune « caserne », etc..., etc...

(4) Arch. Comm. de Sens, BB 4, f^o 58 r^o et v^o.

logera pas ». Le Maire irrité fit rédiger le procès-verbal que nous citons, déclarant qu'il fit sentir à M. Berthelin « l'indécence de son propos et lui dit que de pareils termes ne pouvaient sortir que de la bouche d'un polisson. Que M. Berthelin affectant de prendre cette réponse pour une injure directe lui auroit dit : Monsieur vous me traitez de polisson, etc., etc. » . Il est enfin décidé qu'on enverra un Mémoire au Ministre de la Guerre.

Cela n'alla, heureusement, pas si loin, et, sur une ordonnance de l'Intendant, M. Berthelin fut condamné à 50 livres d'amende, pour ses propos. M. le Maire ayant fait ressortir combien il fallait de courage, pour affronter de tels rebelles, pour le service de Sa Majesté.

Ce petit incident montre bien jusqu'où pouvaient aller les choses lorsqu'elles ne quittaient pas la sphère locale et lorsque chacun se retranchait farouchement derrière son intérêt propre. Loin de nous, cependant, la pensée de minimiser les sérieux inconvénients et la grandeur des charges que faisaient peser sur l'habitant le passage des troupes et leur subsistance.

Les querelles, larcins et autres maux qui constituaient le cortège habituel des gens de guerre, les rendaient redoutables aux paisibles bourgeois, au point que le gouvernement central s'est vite soucié d'assurer la discipline des troupes dans les villes par des organismes jouissant de pouvoirs étendus : les prévôts des maréchaux, dont l'action fut assez redoutée pour être efficace.

Tout ce qui pouvait nuire à la sécurité du passant dans la rue, de jour comme de nuit, entraînait dans les attributions de police. C'est ainsi que pour la nuit nous avons parlé du guet, pour le jour, signalons l'interdiction de certains jeux à cause du danger qu'ils présentent. Une ordonnance du 17 août 1565 (1), défend à toutes personnes « de tenir

(1) B. TAVEAU, *op. cit.* p. 119.

en leurs maisons ou héritages et en lieux publicz, jeuz de dez, quilles et courtebolles ». Les jeux de balle, courte ou longue paume, étaient interdits dans les rues. Vers la fin de l'Ancien Régime nous voyons les personnes désireuses d'établir des jeux de paume, obligées d'en demander l'autorisation au Corps de Ville qui en discute en séance ordinaire (1).

La réglementation des dimensions des enseignes regardait aussi notre Municipalité qui devait, en des circonstances particulièrement solennelles, telles que l'entrée des Rois dans la ville, veiller à ce qu'enseignes, étaux et auvents fussent retirés sur le passage du cortège royal (2). Un autre aspect des mesures prises par la municipalité pour la sécurité des passants ressort de la décision de supprimer les gouttières « qui tout-à-coup jettent un grand volume d'eau sur les passans » (3).

La surveillance de l'observance des règles catholiques du repos dominical, de l'assistance aux offices, du jeûne et de l'abstinence, incombait à l'Ordinaire de Sens auquel le Corps de Ville prêtait assistance veillant à ce que les jeux et distractions publics cessassent aux heures des offices divins, afin que chacun pût accomplir ses devoirs religieux. Les anecdotes fourmillent qui montrent la malicieuse adresse de ceux qui veulent échapper à ce contrôle, comme aussi les exemples de rudes châtimens publics (4).

La police des mœurs ressortissait encore de la police de la ville. Nous avons vu le Corps de Ville enregistrer, sous forme de procès-verbal, dans ses propres registres de déliverations, les plaintes des habitants de la ville que le

(1) Arch. Comm. de Sens, reg. BB 4, f^o 24 v^o. M. Devillerot demanda permission d'établir un jeu de Paume entre la Porte Saint-Didier et la rivière. 25 mai 1782.

(2) MONCEAUX, *op. cit.*, entrée de Charles IX.

(3) Arch. Comm. de Sens, liasse DD 10, pièce de 1768.

(4) T. TARBÉ, *op. cit.*

tapage nocturne des soldats et la vie bruyante d'une maison mal famée empêche de dormir en paix ; ou que la crainte des coups de la part de la soldatesque, terre chez eux à la nuit tombante. Malheureusement nous n'avons pu connaître la suite donnée à ces plaintes (1). Le procès d'une femme de mauvaises mœurs fut évoqué en Parlement (2). Mais, nous nous trouvons là en présence d'une criminelle, récidiviste, dont le cas s'aggrave de vols nombreux et qui paraît avoir fait partie d'une bande organisée.

Ce qui est plus typique encore et montre bien dans quelles limites le Corps de Ville devait agir pour le fait de la Police, c'est la surveillance des réunions publiques, et la police des écrits.

On sait que la liberté de réunion n'existait pas dans l'Ancien Régime et que, dès les temps lointains, la surveillance des réunions incombait à la Police.

Or, quelle surveillance plus efficace que celle qui émane d'une autorité se trouvant sur les lieux ? Il suffit que le Pouvoir Central soit sûr de ceux qu'il charge de cette tâche ; pour cela, qu'il donne des instructions précises et se fasse rendre compte fréquemment. Cette tutelle se manifeste de façon éclatante dans une correspondance échangée, à la fin du XVIII^e siècle, en 1785, entre le Maire de la Ville et le Procureur-Général Joly de Fleury (3).

Le Maire signale au Procureur son embarras devant la constitution d'une assemblée de trente à quarante membres, réunie « sous la dénomination de Clube ». Chaque membre a versé 48 livres et une maison a été louée, meublée, pourvue d'un concierge. On y tient une assemblée tous les jours jusqu'à 9 heures du soir, « on y lit des papiers publics et des livres. On y joue aux dames, au

(1) Arch. Comm. de Sens, reg. BB 1, fo 69 v^o, 70. 16 mars 1729.

(2) Bibl. Nat. *Fds.* JOLY DE FLEURY, Mss 2178, fo 239.

(3) *Ibid.* Mss 1407, fo 35 à 41.

trictrac, aux échecs et au billard ». Et le Maire de poursuivre en faisant part de ses inquiétudes pour l'avenir : « qui pourra répondre que par la suite on y jouera pas des jeux prohibés ? ».

Vient ensuite l'exposition de l'embarras de l'officier municipal eu égard aux circonstances spéciales qui entourent la formation de cette assemblée : « Nous avons pensé qu'il seroit de notre devoir d'étendre sur cette assemblée l'Inspection de la Police, mais, Monseigneur, nous avons senti la délicatesse de notre position voyant à la tête de cette assemblée M. Sandrier, votre Substitut, le Lieutenant de Maire, des Ecclésiastiques et nombre de personnes en place et respectables. Nous avons jugé à propos de ne faire aucune démarche sans vous en avoir référé et demander votre ordre ».

Deux questions étaient ainsi posées : 1° Savoir si cette assemblée peut être tolérée ? 2° Si elle l'est, doit-elle être soumise à l'Inspection de la Police ? On sent fort bien que le Maire ne tient pas à voir autoriser une telle assemblée, car avant de terminer sa lettre il insiste : « Nous vous observerons Monseigneur, que souvent les abus naissent des meilleures institutions, cette assemblée en donne la preuve puisque nous sommes instruits qu'on y joue au billard et autres jeux, même fêtes et dimanches pendant le service divin et que la porte en est tenue exactement fermée. L'exemple de l'Indépendance pourrait être contagieux, les Clubs pourraient se multiplier dans tous les ordres de citoyens et infailliblement il en résulterait des désordres généraux et particuliers contre la tranquillité publique et celle des familles ».

Nous sommes bien là au cœur du débat. Le Maire en délimitant l'étendue de ses responsabilités trace en raccourci le sommaire de ses attributions et leur but (1).

(1) Bibl. Nat. Fds. JOLY DE FLEURY, Mss 1407, le f° 37, r°, v°, et le

Quelle est l'attitude du Pouvoir Central ? La réponse du Procureur Général en date du 9 décembre est extrêmement nette et l'on peut, par elle, constater combien il importe que les décisions délicates soient prises dans la sérénité que donne l'éloignement des querelles locales. Après avoir accusé réception de la lettre du Maire, le Procureur va droit au but : « comme il n'y a aucune assemblée de quelque qualité ou condition que soit les membres qui la composent, qui ne soit sujette à l'Inspection de Police, vous devez veiller pour qu'il ne s'y passe rien qui ne soit contraire aux ordonnances et règlements et dans le cas où on y contreviendrait, après avoir pris tous les renseignements sur les faits avec la circonspection dont vous êtes capables vous en dresseriez procès-verbal dont vous m'enverriez une expédition ».

Dans cette réponse nous avons en quelques lignes une indication de « l'esprit » dans lequel le Maire doit exercer les fonctions de Police dont il est investi. A la fin du XVIII^e siècle, le Maire et les Echevins, sous le contrôle et avec l'assentiment du Pouvoir Central, jouissent de leurs attributions de Police. A cette époque se place le terme de l'évolution qui, d'abord, enleva aux officiers municipaux la plus grande partie de leur autorité pour la confier aux Commissaires, et qui, plus tard, en réaction contre ces mêmes Commissaires permit que leurs offices fussent absorbés par le Corps Municipal.

Pas plus que la liberté de réunion, n'existait la liberté de la presse. Ainsi, en 1775, défense fut faite au sieur Tarbé, imprimeur « d'imprimer aucuns écrits qu'auparavant ils n'ayent été soumis à l'inspection de tout le corps municipal ayant la charge de Lieutenant de Police et en

1^{re} 38^{re}, portent la même lettre dont l'une est, dit le texte la « Copie de la lettre adressée à M. le Procureur Général par les Officiers Municipaux juges de Police de Sens », 13 novembre 1785.

exécution d'une lettre signée Turgot, contrôleur-général, portant de veiller que les écrits qui pourroient exciter de la fermentation ne soient pas rendus publics » (1).

Une fois encore, les pouvoirs du Maire et officiers municipaux, sont reconnus mais, les directives précises viennent du pouvoir central qui indique la marche à suivre.

Pour en finir avec les attributions de Police Administrative de notre Corps de Ville, il nous faudrait encore examiner une partie de son activité en ce qui concerne les Rûs de la Ville ; en un mot, étudier la question du Rû de Mondereau et du Rû de Gravereau (2). Ceci pouvait entrer dans le cadre de notre étude de la voirie de Sens, au même

(1) Arch. Comm. de Sens, BB 3, 18 mai 1775.

(2) Le rû de Mondereau naissait à Mâlay-le-Vicomte, à 6 km environ de Sens, où une bouche permettait d'en régler le débit vers la ville. De là, il passait à l'Abbaye de Saint-Jean-lès-Sens, où commençait le fameux canal des « auges » qui devait conduire l'eau jusqu'à l'entrée de la Ville (entre la Porte du Charnier et la poterne de la Porte Formau), il se déversait alors dans les fossés « pour nettoyer et préserver du feu ». Le pouvoir central autorisa plusieurs fois la ville à percevoir un octroi afin de pourvoir aux réparations urgentes qui devaient être effectuées aux auges primitivement en bois et changées pour des auges en pierre en 1556. Le Bailliage prononça plusieurs condamnations contre les habitants qui avaient détourné le cours du Rû. Cf. Arch. Nat. E 8^b, f° 11, 12 mars 1605, E 19^a, f° 11 r°, 11 octobre 1608. B. TAVEAU, *op. cit.* pp. 40, 41, 42.

A l'époque de Taveau, la ville voulut faire reconnaître à son profit la propriété de ce Rû, et si l'on s'en tenait à la lecture de Taveau, on pourrait effectivement croire qu'il en était ainsi. Or, ainsi que l'a clairement démontré M. Joseph PERRIN, il n'en est rien. Le rû de Mondereau creusé artificiellement, n'a jamais appartenu à la ville qui n'en fut — nous citons M. PERRIN — « que l'usagère principale » et qui ne possédait des droits sur ce canal que « *jure servitutis* », le propriétaire « initial et souverain » était le Roi.

Pour les conséquences qui découlent de cette affirmation démontrée de manière irréfutable, nous ne pouvons que renvoyer le lecteur aux ouvrages de M. J. PERRIN : *Histoire d'un cours d'eau. Le Rû de Gravereau, Sens, 1914* ou *Bull. Sté Arch. Sens*, t. XXVIII, et *Le Rû de Mondereau* (Etude complémentaire). Sens, 1936 ou *Bull. Sté Arch. Sens*, t. XXXVIII.

titre que l'enlèvement des « boues et immondices », puisqu'au fond cette irrigation de la ville devait permettre une hygiène meilleure. Si nous l'en avons séparé, c'est que, n'ayant pas la possibilité d'étudier ce sujet en détail, — et il doit être serré de très près si l'on veut vérifier les dates extrêmes comme les circonstances qui entourent l'origine du Rû de Mondereau, la question des auges, etc. — nous voulions le mentionner cependant, eu égard à son antiquité, comme l'une des curiosités de notre Ville.

Il nous faudrait aussi dire quelques mots des embellissements de la ville. Chaque génération tint à honneur de doter la cité de quelque œuvre de goût qui témoignât de l'affection des Sénonais à son endroit. Que ce soit en la Cathédrale St-Etienne ou plus simplement en plantant les marronniers du Mail (1).

(1) En 1719, la Place appelée le Clos-le-Roy a été plantée en ormes « et le dos d'asne qui régnoit depuis la porte Saint-Antoine jusqu'à celle de Nostre-Dame, a été aplani et planté en maronniers; cette seconde promenade a été appelée le Mail.

En 1742, M. Jean Debonnaire, conseiller et eschevin, a fait mettre douze bancs de pierre sur les promenades cy-dessus », etc. B. TAVEAU (continuateurs de) : *op. cit.*, p. 199.

CHAPITRE III

ACTION SOCIALE DU CORPS DE VILLE

Par action sociale du Corps de Ville, nous entendons le rôle qu'il joua pour le soulagement matériel et spirituel des malheureux dans les divers domaines de l'Assistance et de l'Instruction Publique.

Dès son origine, l'Eglise, conformément aux prescriptions évangéliques, prit soin des misérables affligés soit dans leurs biens, soit dans leurs corps. Tous ceux qui souffraient, de quelque cause que provint leur souffrance, relevaient de sa sollicitude et elle s'efforçait de procurer quelque adoucissement à leurs maux. L'Eglise avait à remplir, envers ses membres éprouvés et diminués, un devoir impérieux de charité. De là, le nombre très élevé des fondations pieuses qui, peu à peu, prirent soin des pauvres, des malades, des captifs, des abandonnés. Au xiv^e siècle cependant, on constate un relâchement de la surveillance hiérarchique ecclésiastique et l'apparition d'abus regrettables dans les institutions charitables.

Dès lors, la porte était ouverte à l'intervention de la royauté et, au xvi^e siècle elle se dessinera nettement pour s'affirmer et s'affirmer au début du siècle suivant.

Il faut ensuite signaler une nouvelle tendance au xviii^e siècle : celle qui cherche à orienter ces institutions vers la laïcité, au sens moderne du mot.

Ces quelques traits suffisent à caractériser l'évolution générale de nos Institutions, depuis l'origine jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. Ajoutons que le même parallélisme s'observe en ce qui regarde cet autre aspect de l'Assistance qu'est l'Instruction Publique. L'Etat se substitue peu à peu à l'Eglise dans un domaine qui, au début, était réservé à l'initiative de cette dernière.

C'est en quelque sorte le même courant qui, de nos jours tend à substituer l'Etat à l'initiative privée dans la plupart des domaines.

Nous étudierons à Sens le problème de l'Assistance sous son triple aspect : Assistance aux pauvres, Assistance aux contagieux, Instruction Publique, nous réservant d'étudier plus en détail cette importante question de l'Assistance dans un ouvrage à venir.

SECTION I

Assistance aux pauvres

Dans cet aspect du rôle social du Corps de Ville, nous devons distinguer l'assistance aux pauvres valides, aux pauvres malades et aux abandonnés, qui s'est traduite à Sens, par diverses institutions : les Bureaux de Charité, l'Hôpital-Général, les Petite et Grande Maisons-Dieu et la Maison des Orphelines.

De bonne heure la municipalité sénonaise se soucia d'aider les pauvres, ayant en vue, non point la pensée charitable qui animait l'Eglise, mais le souci de maintenir l'ordre, et c'est ce qu'à maintes reprises nous trouvons exprimé dans ses registres de comptes ou dans ses registres de délibérations.

Ainsi, aux XIV^e siècle nous voyons la constitution d'un Bureau des Pauvres qui sera en partie alimenté par les

revenus de l'ancienne maladrerie du Popelin (1). Ce Bureau ne paraît pas avoir été une institution permanente, mais plutôt une institution transitoire qui n'apparaissait que dans les moments d'extrême misère, lorsque la population côtoyait la famine et les épidémies. Alors, on distribuait des secours aux victimes de la gelée, des inondations, de la cherté des grains, de l'incendie ou, plus souvent encore, des exactions des gens de guerre.

Au XVIII^e siècle, le Bureau des Pauvres est devenu le Bureau de Charité (2) qui aide matériellement ceux qui sont dans l'embarras ; après avoir été créé, sous le nom de Bureau de Secours aux Pauvres, par une délibération des députés des Corps et Communautés séculières et régulières (3).

A peu près à la même époque, Sens comptera un Atelier de Charité chargé de donner du travail rémunéré aux pauvres valides (4) car la mendicité était rigoureusement interdite. L'on assistait volontiers les malheureux dans ces organismes prévus pour eux et dans lesquels on pouvait exercer un certain contrôle, mais l'on pourchassait sévèrement les errants, vagabonds, mendiants, « sans feu ni lieu ».

Ce Bureau est chargé de dresser des listes pour faire effectuer la distribution de pain et de riz par paroisses. Un mémoire de M. de Chambonas mentionne que ces Bureaux se doivent plus particulièrement aux vieillards, aux malades, aux femmes en couches et qu'ils doivent faire cesser la mendicité. Le médecin du Roi fait, d'autre part, rédiger des instructions médicales que l'on distri-

(1) F, MOLARD : *Invent. des Arch. du Départ. de l'Yonne*, t. IV, 1897.

(2) Arch. Comm. Sens reg. BB 3, 7 mai 1775.

(3) Arch. Comm. Sens, liasse GG 1, 1752, le Bureau se réunira dans la salle des Célestins.

(4) Arch. Dép. Yonne, C 232.

buera aux pauvres malades de la campagne (1). Enfin, en 1788, le gouvernement central fit tenir à la ville des instructions pour les secours à donner aux noyés (2).

A certaines époques la mendicité devenait une véritable plaie et les mendiants se montraient si importuns que le Corps de Ville doit passer un contrat assez curieux avec les membres du Chapitre de Sens, pour l'établissement d'un garde-pauvre dans l'Eglise métropolitaine de Saint-Etienne « pour empêcher les pauvres d'entrer dans ladite église pour y demander l'aumône pendant l'office divin, et empêcher les désordres qui se commettoient par lesdits pauvres en ladite église (3) ».

A côté de ces Bureaux existaient des institutions permanentes qui s'occupaient des pauvres, malades ou non : les Petite et Grande Maisons-Dieu.

La Grande Maison-Dieu dont l'origine pourrait être la même que celle du *Nosocomium* bâti près de la Cathédrale Saint-Etienne est donc de formation très ancienne (4). L'acte le plus ancien concernant cet hôpital remonte à 1204. Vers la fin du ^{xiii}e siècle, le pape Martin IV le prit sous sa sauvegarde (5). A cette époque nous savons que son organisation intérieure comprenait un maître, des frères et sœurs chargés du soin des malades et de la surveillance des hospitalisés. Le maître, responsable de la marche générale de l'établissement, devait tenir et rendre ses comptes.

En 1561, la Grande Maison-Dieu, ou Hôtel-Dieu, recevait des lettres de garde-gardienne de Charles IX et, au ^{xviii}e siècle, en 1721, Louis XV lui accordait par Lettres-Patentes le droit de prendre six minots de sel sur le grenier de

(1) Arch. Comm. Sens, liasse GG 1, 1779, par M. de Lasson.

(2) Arch. Comm. Sens, liasse GG 1, 1788.

(3) B. TAVEAU (continuateurs de) : *op. cit.*, p. 193.

(4) F. MOLARD, *op. cit.*, p. LXXIV. Nous suivons cet auteur pour tous les détails chronologiques.

(5) *Ibid.*, en l'année 1284.

Sens. En 1783, le boucher de l'Hôtel-Dieu obtenait seul le droit de vendre de la viande pendant le carême. A la fin de l'Ancien Régime, la municipalité, par son maire Sallot des Varennes, informe contre les officiers du Bailliage qui s'immiscent dans l'administration de l'Hôtel-Dieu (1).

A l'origine cet établissement était placé sous la direction de l'Archevêque de Sens ou de son Archidiacre, puis, le Chapitre cathédral se substitua à l'Archevêque. Au ^{xvi}^e siècle la Grande Maison-Dieu était gouvernée par un conseil de direction de six membres : trois d'entre eux représentaient le Chapitre, trois autres les habitants de la ville (2). Il faut voir dans ce mode d'administration un prélude à l'exécution de l'Edit d'avril 1560 sur l'administration des maladreries et hôpitaux. C'est, pour l'Hôtel-Dieu, le premier acte officiel d'intervention du Corps de Ville qui, dès lors, jouera un rôle dans l'élection des administrateurs. A la fin du ^{xviii}^e siècle, la municipalité maintient ce droit envers et contre toutes les attaques (3).

Les bâtiments ayant été jugés insuffisants, Louis XV autorisa l'Hôtel-Dieu à acquérir la maison de la Rivière, sise rue du Plat d'Etain, mais peu après lorsque l'Abbaye de Saint-Jean fut vendue, l'archevêque Loménie de Brienne y fit transporter « le Grand Hôpital ».

De fondation au moins aussi ancienne, la Petite Maison-Dieu ou Maison de la Poterne, recevait les pauvres, mais son affectation était plus spéciale : elle devait recevoir les pauvres pèlerins et voyageurs. Le Chapitre l'administrait également et le service intérieur comprenait, comme à l'Hôtel-Dieu, un maître, des frères et sœurs. Elle fut réunie au Grand Hôtel-Dieu en 1544 (4).

(1) F. MOLARD, *op. cit.*, p. LXXV.

(2) *Ibid.*, p. LXXXII, en 1533.

(3) Arch. Comm. Sens, reg. BB 1, f° 60 le 16 juill. 1728 ; f° 74 en nov. 1729. Reg. BB 2, élection de M. de Bonnaire en 1753, etc.

(4) F. MOLARD, *op. cit.*, p. LXXXIV.

Au début du XVIII^e siècle, une nouvelle institution naquit à la suite de la mortalité effrayante causée par la disette des années 1709-1710. Le nombre élevé des orphelins émut l'Archidiacre de Sens et le curé de la Madeleine qui décidèrent de fonder un orphelinat. Des Lettres-Patentes de 1713 vinrent consacrer leur initiative et, bientôt, l'Hôpital fut administré par un Bureau présidé par l'Archevêque ou son Vicaire général (1). Dans ce Bureau étaient admis, comme administrateurs-nés et représentants du Roi : le Lieutenant-Général du Bailliage et le Procureur Fiscal. Deux Chanoines et un Curé représentaient le Clergé, enfin trois Bourgeois, dont un membre du Corps de Ville, représentaient la Ville. Ce Bureau devait se réunir tous les quinze jours et tenir une assemblée générale tous les mois (2).

Cet Hôpital-Général répondant à tous les besoins des indigents, on renforça l'interdiction de la mendicité et, désormais il fut défendu de faire l'aumône, sous peine de 3 livres d'amende au profit de l'Hôpital. L'hébergement des pauvres fut, lui aussi, rigoureusement interdit. On voulait à tout prix empêcher les errants, déserteurs, voleurs, de nuire par leur audace croissant avec leur nombre.

A l'intérieur de l'Hôpital on employait les indigents valides à la confection de toutes sortes d'objets manufacturés. Solution qui devait concilier le devoir de charité avec la sauvegarde de la dignité des malheureux.

Le Roi avait accordé à cet Hôpital un octroi de 10 sols par muid de vin entrant dans la ville ou passant sur le Pont de Sens ; mais, en 1564, il reprit cet octroi. Dès 1732, les administrateurs avaient abandonné leur traitement (101

(1) Arch. Comm. Sens, liasse GG 1.

(2) F. MOLARD, *op. cit.*, p. LXXXIX, XC.

livres par an). L'Hôpital vivait facilement grâce aux dons qui affluaient de toute part.

La Maison des Orphelines devait, en 1679, venir en aide à une catégorie particulièrement intéressante de malheureux. Cette initiative due au grand cœur de Mlle Cécile Guillaume de Marsangy commença sous les plus heureux auspices. Emue de pitié devant les périls qui menaçaient les orphelines, Mlle de Marsangy en avait déjà recueilli plusieurs chez elle, lorsqu'elle pensa stabiliser son œuvre et la rendre durable. Un bourgeois parisien, Nicolas Bellozier, entendit parler de cette fondation et voulut s'y associer. Il donna à l'Orphelinat deux maisons, des meubles, 1038 livres 1 sol 8 deniers de rente dont la plus grande part était constituée par des rentes sur l'Hôtel de Ville de Paris, enfin, il ajouta une donation immédiate de 2000 livres de ses biens (1). En juillet 1680 le Roi accorda des Lettres-Patentes de reconnaissance de l'œuvre fondée sous le vocable de la Présentation de la Sainte Vierge Mère de Dieu. Avant de faire enregistrer ces Lettres-Patentes, le Parlement les communiqua au Corps de Ville. L'arrêt de communication portait que les Maire et Echevins feraient de nouveau leur déclaration sur le fait dudit établissement. Le Parlement rappelait que le premier consentement donné par le Corps de Ville l'avait été en avril 1679 (2). Notre Municipalité examina scrupuleusement les Lettres-Patentes qui constituaient, en quelque sorte, les statuts de l'Orphelinat. Souscrivant avec empressement à cet « ouvrage rempli de piété et de charité, très utile au bien public... avantageux aux pauvres familles » elle ne demande qu'une modification à la teneur d'une clause concernant les biens des orphelines. Il avait été prévu que les admi-

(1) A. HÉDIARD, *De l'Hospice des Orphelines de Sens*, dans *Bull. Sté Arch. de Sens*, t. VII, 1861, pp. 32 à 41.

(2) B. TAVEAU (continuateurs de), *op. cit.*, p. 192.

nistrateurs de l'Orphelinat auraient la possession des biens présents et à venir des orphelines et qu'ils poursuivraient le recouvrement de leurs dettes actives, et ceci, jusqu'à leur sortie de l'établissement. Le Corps de Ville demande qu'on veuille bien remplacer cette clause par celle d'un usufruit des biens jusqu'à 100 livres seulement ; le surplus se capitalisant pour être remis aux orphelines ainsi qu'il était déjà prévu.

L'Orphelinat, très prospère, demeura seul lorsque le Roi, en 1741, fit fermer un établissement du même genre, fondé ultérieurement, en disant qu'il y avait trop de deux hospices d'orphelines dans une ville aussi peu peuplée (1).

SECTION II.

Assistance aux contagieux

Il faut entendre ici par contagieux, les malades atteints des deux fléaux les plus redoutés au Moyen-Age : la peste et la lèpre.

La première releva de l'Hôpital des Pestiférés ; la seconde, de la Maladrerie du Popelin.

Antérieurement au xii^e siècle les hostelleries des différents couvents de la ville placés chacun à la sortie des routes qui convergeaient vers Sens (2), recevaient les indigents, les voyageurs, les abandonnés et leur donnaient ce que l'on pourrait appeler les soins d'urgence ou les premiers secours. Lorsque la lèpre se répandit en Europe, ses ravages inquiétèrent bien vite et le peuple et le pouvoir royal. On en vint à prendre les mesures rigoureuses que l'on sait, concernant l'isolement des lépreux. La peste ravageait aussi périodiquement la ville et la violence de

(1) F. MOLARD, *op. cit.*, p. XCH.

(2) St Pierre-le-Vif était sur la route de Troyes.

St Jean sur la route d'Alise.

St Remy sur la route d'Auxerre.

Ste Colombe sur la route de Paris.

la contagion exigeait aussi des mesures d'isolement des malades.

Dès 1209, une maison dite de Saint-Antoine, recueillait les contagieux et des religieuses bénédictines les soignaient. Entre 1209 et 1415 un seul acte témoigne de la vitalité de cette maison : elle reçoit un bois de la dame de Saint-Valérien et une rente d'un minot de froment (1). Le 20 janvier 1494, une contestation s'élève entre Sœur Jeanne de More et Guillaume de Villechartre, prêtre ami de l'Archevêque. Tristan de Sallazar, et on mentionne que cet hospice a plus de trois cents ans d'existence ; or, Tristan de Sallazar avait décidé de chasser les religieuses, pour donner ce bénéfice à son ami Guillaume de Villechartre.

Lorsqu'au xvr^e siècle, Sens fut visité par la peste, on hospitalisa des pestiférés dans cette maison, mais on jugea que sa proximité avec la ville la rendait dangereuse et l'on chercha un autre emplacement où l'on construisit, avec des pierres provenant d'édifices anciens démolis, l'Hôpital des Pestiférés.

Tous les concours s'offrirent pour aider à cette œuvre pie. Le Chanoine Nicolas Fritard y prit part généreusement, l'Hôtel-Dieu donna 2.530 livres et, en 1564, on décida de lever, en cas de besoin, 100 livres par semaine sur la ville, au profit des pestiférés : 60 se lèveraient sur le Clergé, 40 sur les habitants (2).

Au xviii^e siècle cet Hôpital n'était plus que ruines et repaire de brigands.

La lèpre fut soignée à la Maladrerie du Popelin située à 2 km en dehors de la ville, en pleine campagne.

L'histoire du Popelin est particulièrement intéressante pour nous car, c'est une institution essentiellement propre à la ville. En effet, Sens construisit cette maladrerie avec

(1) F. MOLARD, *op. cit.*, p. XLIX.

(2) *Ibid.*, p. L.

les revenus communaux, la ville « bâtissait chez elle et pour elle » (1).

Nous ne possédons aucun acte de la fondation de la Maladrerie du Popelin mais, dans tous les actes officiels, il ne fut jamais omis de souligner que l'origine de cette maison était urbaine. L'Archevêché de Sens, non plus que les abbayes voisines, n'ont eu part à sa fondation.

L'origine du Popelin est ancienne puisque cinq bulles antérieures à 1200 attestent de sa vitalité avant le ^{xiii}^e siècle. Les auteurs s'accordent pour lui assigner, comme date extrême, la fin du ^{xi}^e ou le début du ^{xiii}^e siècles (2). Dès 1150, elle est en pleine vigueur et Jehan Troussebacon lui donne tout ce qu'il possède au gué de Béon. Cette donation aurait été confirmée par une lettre donnée sous le sceau de l'archevêque Michel, en 1194 (3). Quoique d'origine laïque, le Popelin fut bientôt placé sous la protection des papes. C'est ainsi qu'en 1164, Alexandre III, de passage à Sens, prend sous sa protection les lépreux du Popelin, confirme à ceux qui y résident « la possession de leurs biens et exemption de noiales les biens qu'ils cultivaient eux-mêmes ou qu'ils faisaient cultiver par leurs serviteurs », les bestiaux, les fruits et les jardins furent affranchis par lui de toutes dîmes (4).

Une seconde bulle accorde aux lépreux le privilège d'un cimetière particulier pour eux et leurs serviteurs. Les papes Lucius III et Célestin III confirmèrent les actes d'Alexandre III et suivirent son exemple.

Le roi Louis VII, lui-même, accorde une donation de

(1) Abbé CARLIER, *Le Popelin de Sens*, dans *Bull. Sté Arch. Sens.* 1. VII, 1861, p. 54.

(2) F. MOLARD, *op. cit.*, p. LI. Une inscription placée sur un des voussours de la maison portait encore au ^{xix}^e siècle l'inscription suivante : IN CHARITATE DEI ET IN PATIENTIA CHRISTI. 17.6 on a voulu voir dans 17.6 la date 1176 (7).

(3) B. TAVEAU, *op. cit.*, p. 127.

(4) F. MOLARD, *op. cit.*, p. LII.

105 sols de rente sur les péages du Pont de Sens et un muid de froment à prendre annuellement au Moulin de la Vanne (1). Enfin, avec une exquise délicatesse, le Roi laisse une rente aux lépreux en leur demandant, comme un réel service, de prier pour le repos de son âme et de celles des fidèles défunts en faisant célébrer quotidiennement une messe à cette intention. Le Roi se déclare leur obligé.

Les bienfaiteurs ne manquèrent pas au Popelin, qui reçut régulièrement des donations du ^{xii}^e au ^{xiv}^e siècles. Il est vrai que rares devaient être les familles de la ville qui ne comptaient pas un membre des leurs parmi les pauvres isolés, condamnés à une sorte de mort civile de par leur terrible maladie.

Au ^{xiv}^e siècle, l'usage du linge de corps se généralisant et l'hygiène devenant, de ce fait, bien meilleure, la lèpre disparut presque totalement de nos régions (2). Le Popelin fut désaffecté et transformé en métairie. En 1561, des Lettres-Patentes le réunissent à la ville (3). Il en avait été séparé par une bulle de Clément VII qui l'avait uni à la manse archiépiscopale en 1388, pour le sauver des incursions anglaises, dit un auteur moderne (4) ; d'une manière inique, selon Taveau qui parle avec une certaine affectation de ce « pape d'Avignon... qui usurpait le papat sur Urbain siziesmes » (5).

Au ^{xvii}^e siècle, à plusieurs reprises, la propriété du Popelin fut disputée, avec d'autant plus d'ardeur qu'en som-

(1) F. MOLARD, *op. cit.*, p. LII.

(2) A peu près à la même époque l'usage des étuves municipales tomba en désuétude. Les règlements de la Ville de Sens obligeaient les habitants à se rendre aux étuves, à jour fixe, trois fois par semaine.

(3) Ces Lettres-Patentes sont mentionnées dans un arrêt du Parlement du 18 sept. 1605. Arch. Nat. X^{1a} 8645, f^o 330.

(4) Abbé CARLIER, *op. cit.*, p. 60.

(5) B. TAVEAU, *op. cit.*, p. 125, Bulle datée d'Avignon le 4^o des Ides d'août 1388, transcrite au Bailliage le 17 sept. 1455.

me c'était à ce moment une source de revenus et non plus une charge. Elle fut confirmée, à chaque fois, par le pouvoir central qui, régulièrement, tranche en faveur de la ville. Dans chacun de ces actes, la ville fait mention de l'origine particulière du Popelin, de telle sorte qu'à défaut d'acte authentique cette origine est certifiée par une tradition ininterrompue et constante.

Le 18 septembre 1605, des Lettres-Patentes d'Henri IV confirment, en faveur des Maire et Echevins, l'administration de ce Popelin (1).

A la fin du ^{xvii}e siècle, en 1695, un arrêt du Conseil Privé unit le Popelin à l'Hôtel-Dieu de Sens (2). Deux ans plus tard, des Lettres-Patentes confirment cet arrêt et joignent au Popelin ce qui y avait toujours été rattaché : la métairie de Béon (3).

L'Hôtel-Dieu jouissait déjà des revenus du Popelin depuis 1672.

Nous avons dit que les Lettres-Patentes de 1605 attribuaient, comme lui ayant toujours appartenu, l'Administration du Popelin au Corps de Ville. Il nous faut examiner rapidement cette administration.

Dès ses débuts la Maladrerie du Popelin fut organisée sur le type des établissements hospitaliers du temps : régie par un maître, véritable administrateur-directeur, ayant le maniement des fonds ; servie par des frères et sœurs, religieux et religieuses, vivant des revenus de l'Hôpital et ayant l'obligation de soigner et nourrir convenablement les malades.

On essayait d'adoucir le sort des lépreux dans une certaine mesure, c'est ainsi que pour rompre leur solitude et leur isolement, une procession solennelle devait se dé-

(1) Arch. Nat. X^{1a} 8645, f^o 330, enreg. 17 mars 1606.

(2) Arch. Nat. V⁶ 1165, 19 avril 1695.

(3) Arch. Nat. X^{1a} 8691, f^o 412, juillet 1697.

rouler au Popelin, tous les ans, le dimanche précédant la Saint Jean-Baptiste. On avait encore prescrit que deux lampes devaient brûler toute la nuit dans les dortoirs.

Réservée primitivement aux seuls habitants de Sens, la Maladrerie, à la suite d'un contrat passé avec ce bourg, accueillit, à partir de 1193, les habitants de Nailly.

Comme fondateurs, les habitants avaient l'audition et l'examen des comptes rendus par le maître qui « était sous la correction des maire et jurés » (1).

Tombée en 1388 dans la manse archiépiscopale, la Maladrerie du Popelin fut surveillée et régie par l'archevêque ou son représentant. Au cours du xv^e siècle de nombreux différends sont portés devant le Bailliage prouvant, d'une part que la commune ne cessait pas de revendiquer son droit, et d'autre part, que l'administration du Popelin était assez négligée (2). En 1449, le Procureur du Roi et le Procureur des habitants somment Pierre Cartault, administrateur de la Maladrerie, d'effectuer les réparations nécessaires. Cartault répondit que le revenu est « petit et diminué qu'il avait employé plus que le revenu ainsi qu'il en avait rendu compte à l'archevêque ». A la suite de cette réponse, le Procureur du Roi saisit le revenu de la Maladrerie. Dès lors, on ne pouvait plus en rester à un échange de paroles plus ou moins oiseuses, il fallait vider l'affaire. C'est ce qui se fit en 1455. La sentence rendue au Bailliage maintient toujours la position de la Commune, à savoir que c'est avec ses revenus que le Popelin a été fondé et construit. Pierre Cartault, ne voulant pas alimenter les pauvres de ses deniers, demandait qu'on affectât une partie du revenu à l'alimentation des indigents et l'autre partie à l'entretien des bâtiments. Satisfaction lui fut accordée à condition qu'il rendrait compte. Les 2/3 du revenu iront

(1) B. TAVEAU, *op. cit.*, p. 126 qui cite le Livre Moreau, fo 24.

(2) *Ibid.*

au service et réparations, le reste à l'alimentation. Cette sentence rendue en septembre fut complétée par une mainlevée donnée en octobre.

Cette situation devait se prolonger jusqu'en avril 1560, date de l'Edit général sur les Hôpitaux et Maladreries qui exigeait que, désormais, ces établissements fussent gouvernés par ceux « qui seront préposés et commis par les maire, échevins et habitants des villes ».

Cette règle ne pouvait évidemment souffrir aucune difficulté pour le Popelin. Dès 1561, les Lettres de Charles IX vinrent mettre au point la solution envisagée pour Sens et qui devait concilier les deux parties. Ce règlement est rappelé dans les Lettres de 1605. Le voici en substance : la Maladrerie du Popelin, fondée par la ville, sera gouvernée par les Maire et Echevins et l'administration de ses revenus confiée à des prud'hommes choisis ou élus en assemblée publique, de trois ans en trois ans, qui rendront leurs comptes aux gouverneurs en présence de Mgr l'Archevêque ou de son Grand Vicaire (1). Cet Edit, note Taveau, fut pratiqué pour le Grand Hôtel-Dieu.

A cette époque, on apposa une grande plaque sur les murs du Popelin pour commémorer l'ancienne destination du lieu.

La métairie de Béon, bien réduite, joignait ses revenus à ceux du Popelin et allait grossir ceux de l'Hôtel-Dieu (2).

L'ancien Popelin avait vécu.

SECTION III.

Instruction publique

L'Eglise ne négligea jamais cette forme de l'assistance que constitue l'instruction dispensée aux fidèles. Il est

(1) Arch. Nat. X^{1a} 8645.

(2) B. TAVEAU, *op. cit.*, p. 127, dit que la métairie de Béon ne comportait plus que 272 arpents de terres et 72 arpents de taillis.

permis de penser qu'à Sens, comme ailleurs, des écoles primaires ou « petites écoles », à la charge des paroisses, furent créées au cours des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles.

Deux Collèges ont pourvu à l'instruction des enfants sénonais ; l'un situé dans la ville même, l'autre situé à Paris. Notons enfin qu'un projet d'établissement d'une « maison d'éducation pour les demoiselles » retint l'attention du Corps Municipal et fut discuté en assemblée générale au ^{xviii}^e siècle.

La fondation du Collège de Sens qui remonte à 1537, est due à la générosité de Philippe Hodoard, Chanoine de l'Eglise de Sens, docteur en théologie qui, les 12 et 15 juin 1537, pardevant M^{es} Jean de Bourron et Jehan Marteau, notaires royaux à Sens, fit donation à la ville d'une maison sise rue de la Parcheminerie, et de 65 livres de rente, à charge pour la ville, de payer 35 livres de rente pour la réparation et l'entretien du Collège (1). Le testateur veut que ces biens « maisons, rentes et revenuz... pour la fondation d'un collège, pour les jeunes petits enfans estudiens en lad. ville de Sens, entretènement d'icelle, et des régents et escoliers qui y seront après reçus » servent à leur « habitation, demourance necessitez et non autrement... ». Le revenu de cette fondation « demourera totalement au principal et collège, ouquel y aura troys régens doctes et vertueux ». Si les maisons venaient à être détruites par un incendie ou par tout autre cause, les Maire et Echevins sont mis dans l'obligation de les reconstruire (2).

En ce qui regarde les finances du Collège, leur administration est confiée au proviseur élu. C'est lui qui a la charge de recevoir les rentes et revenus et de les distribuer au principal et aux régents, le donateur précise qu'il désire que cela « s'exécute comme à Paris, Noyons, Amiens et

(1) Arch. Comm. Sens, liasse GG 2.

(2) B. TAVEAU, *op. cit.*, pp. 105-106.

autres villes ». Ce proviseur devra surveiller l'état des bâtiments et leur entretien comme il devra veiller aux études des enfants et à leur « bonne doctrine et instruction ». Enfin, il devra, en tout, se comporter selon le désir de ceux qui l'auront élu et prendre leur avis en cas de nécessité.

Quel est donc le corps électoral qui joue en quelque sorte le rôle d'un conseil d'administration ? La volonté du testateur l'a déterminé, il comprend M. le Doyen, pré chantre et plus ancien chanoine de l'Eglise de Sens, le Lieutenant-Général, l'Avocat et le Procureur du Roi du Bailliage ; le Prévôt et le Maire de la ville. Il devra se réunir dans la Chambre de Ville, à l'heure accoutumée, le lendemain de la Pentecôte. Le proviseur sera élu de trois ans en trois ans (1).

Chaque année, devant le même collège, le proviseur devra rendre ses comptes et, à l'expiration de son mandat, devra remettre à son successeur le reliquat des sommes qu'il aura reçues.

En cas de rachat de rentes, les deniers provenant de ces opérations devront être employés à l'achat de nouvelles rentes ou « à des héritages » et ceci devra s'effectuer en présence des Maire et Echevins et du Procureur-receveur, dans le plus bref délai : un an tout au plus. Les titres seront établis sur quatre exemplaires originaux, l'un sera déposé au Trésor de l'Eglise de Sens : le second, à la Chambre de Ville ; le troisième restera entre les mains du proviseur, enfin le dernier sera confié au représentant le plus âgé de la parenté la plus proche de Philippe Hodoard. Si l'un des membres du Conseil n'accomplit pas les obligations prévues, les parents de Philippe Hodoard sont habilités par lui, à engager toutes les poursuites et à obtenir toutes les contraintes nécessaires.

(1) *Ibid.*, p. 106.

Le Corps de Ville accepta la donation et ses charges le 12 juin 1537 ; auparavant, le 22 mars, une assemblée des habitants avait déjà fait connaître son acceptation ; le Chapitre fit savoir, le 15 juin, sa réponse positive.

Les choses se compliquèrent et la situation se tendit entre le Corps de Ville et le Chapitre après l'Ordonnance d'Orléans (1563) qui prévoyait dans son article 9 le revenu d'une prébende du Chapitre pour les « grandes écoles ».

Il avait déjà fallu l'intervention du Parlement pour faire reconnaître le droit de suffrage des Maire, Echevins et habitants de la Ville. En effet, le 27 juin 1555, un arrêt du Parlement déclara que la nomination du « recteur et principal » appartenait au Corps de Ville et aux « manans et habitans » (1).

La difficulté fut bien autrement grande quand il s'agit de percevoir le revenu de la prébende de l'Eglise de Sens affecté à l'entretien du Collège.

Cela commença par l'expédition d'un extrait des registres du greffe de la Prévôté de Paris, le 18 février 1564 (n. s.), dans lequel était inséré un extrait des Lettres-Patentes du Roi, du 18 novembre 1563, mandant au Prévôt de Paris de faire payer aux précepteurs élus suivant l'édit, les distributions manuelles et les revenus des prébendes des églises, cathédrales, collégiales de la Ville de Paris.

Cette expédition n'ayant été suivie d'aucun effet, les Maire et Echevins adressèrent alors une requête au Parlement, qui, le 5 juillet 1565, rendit un arrêt aux termes duquel l'Edit d'Orléans devra être observé et donnant à cette fin une Commission aux Maire et Echevins (2).

L'année suivante, nouvel appel au Parlement, qui, le 4 avril 1566 (n. s.), ordonna que la première prébende qui vaquerait à l'Eglise de Sens, devrait être affectée « aux

(1) Arch. Comm. Sens, liasse GG 2 et B. TAVEAU, *op. cit.*, p. 107.

(2) B. TAVEAU, *op. cit.*, p. 107.

graduez simples et graduez nommez..., au précepteur commis pour instruire la jeunesse » sans pouvoir l'être à aucun autre. Pour assurer la prompte exécution de son ordre, le Parlement prévoit que jusqu'à ce qu'il y ait été pourvu, le précepteur prendra sur le revenu de l'Archevêché, chaque année, le revenu entier d'une prébende, tant en « gros qu'en distributions quotidiennes et manuelles » soit 400 livres parisis (1).

Il faut croire que le Chapitre ne se montra pas pressé outre mesure de se rendre à l'ordre du Parlement car, une série de sentences du Bailliage vient, par des mesures de contrainte, assurer le respect des décisions de la Cour.

Dès juillet 1566, le Bailliage intervient en faveur des Maire et Echevins, pour l'exécution de l'arrêt, contre l'Archevêque, le Doyen, les Chanoines et le Chapitre de Sens. Le Chapitre devra laisser le Principal du Collège percevoir les « fruits gros et menuz » qui lui reviennent et il devra fournir un état du revenu dans les trois jours. « Et Taveau a protesté pour les Maire et Echevins de requérir que la qualité dud. précepteur soyt intabulée à son tour *ad beneficia conferenda*, comme les autres chanoines, attendu que la présentation ou collation de bénéfices est réputée estre du revenu desdictes prébendes ».

Cela se passait le 23 juillet ; le 29, le Bailliage ordonne au Chapitre d'obéir dans les trois jours, faute de quoi il sera adjugé au Principal 400 livres par an. Le 13 août, le Chapitre est condamné à payer 100 livres tournois de trois mois en trois mois, et, s'il refuse, la somme sera doublée sans préjudice pour les Chanoines d'être contraints « par saisie de leur temporel ». L'appel du Chapitre est rejeté.

A la suite du départ prévu du Principal, Gabriel Pot, une transaction intervint le 19 août 1566 entre les députés du Chapitre et Gabriel Pot, lequel leur abandonne tous

(1) *Ibid.*, p. 108.

ses droits à la prébende moyennant 300 livres tournois par an, payables les 5 septembre, 5 janvier, 5 mai, plus deux pains par jour (dits pains de Chapitre) devant peser chacun 16 onces. Cela tant qu'il sera principal, ce qui devait durer jusqu'au 9 novembre. Cette transaction fut ratifiée le 15 mars 1567 (1).

Cinq ans plus tard, des contestations similaires surgissaient à nouveau et le Bailliage dut encore, le 16 octobre 1572, intervenir entre les Maire et Echevins et le Chanoine Jacques Devinat lequel devra, par provision, payer « l'assignal de lad. prébende » à peine d'être contraint « par prise, vente et prompt exploitation (des) meubles autres que ceulx destinez au service divin ». Le 9 décembre, une nouvelle sentence fut rendue entre les mêmes, condamnant le Chapitre à payer au principal, de quatre mois en quatre mois, les sommes qui lui étaient dues.

Nous savons qu'en 1623, les Jésuites dirigeaient à Sens le Collège de la ville et, qu'au siècle suivant, le Corps de Ville délibéra au sujet des mesures à prendre pour réorganiser ce Collège après l'expulsion des religieux (1762) (2).

En 1731, la ville vote 300 livres par an, pour le traitement des régents à condition que les Jésuites en établissent un par classe et que Mgr Languet, Archevêque, continue à verser 500 livres par an (3).

Après le départ des Jésuites, la ville traite avec le recteur de l'Université de Paris pour la direction du Collège.

Cependant le Parlement continue à intervenir pour trancher les questions difficiles : c'est ainsi qu'il règle la nomination des Notables et des Officiers Municipaux qui doivent faire partie du Bureau d'Administration du Collège (1766) (4), qu'il détermine la constitution de ce Bureau :

(1) B. TAVEAU, *op. cit.*, p. 109.

(2) Arch. Comm. Sens, reg. BB 2.

(3) Arch. Comm. Sens, liasse GG 2.

(4) Arch. Comm. Sens, liasse GG 3.

Mgr de Luynes, Archevêque ; M. de Trémont, Lieutenant-Général du Bailli ; des Tanneries, Procureur du Roi ; Sallot, Maire et un autre officier municipal (1). Ce Bureau nommera un secrétaire et deux notables.

Cette constitution paraît conforme à la volonté royale exprimée vers 1758, et déclarant que dans les villes où il n'y a point de Parlement ou Conseil supérieur, les Bureaux des Collèges seraient composés de l'Archevêque ou de l'Evêque du lieu, président ; du premier officier de la justice royale ou seigneuriale, de celui qui sera chargé du ministère public, de deux officiers municipaux, de deux notables du lieu et choisis par ledit Bureau, enfin, du principal du Collège. Pour que nul ne soit tenu à l'écart il est précisé que les Juges-Consuls et Corps des Marchands de la Ville ont représenté au Parlement qu'ils étaient de par leur état au nombre des Notables (2).

A la fin de l'Ancien Régime, en 1788, les Administrateurs du Collège adressèrent, à la Commission intermédiaire de l'Ile-de-France, un Mémoire afin d'obtenir que fussent placés dans le Collège de Sens, cinquante élèves de l'Ecole militaire de Paris qui venait d'être supprimée (3).

Notre Collège se maintint pendant les années houleuses de la Révolution et, toujours assuré de concours nombreux, continua sa carrière.

Une autre institution sénonaise, très caractéristique de l'Instruction Publique dans l'Ancienne France, fut créée à Paris. Nous voulons parler du Collège, dit des Grassins, fondé à Paris et réservé à l'instruction et l'éducation des enfants sénonais à Paris (4).

Ce Collège fut fondé en 1569 par le testament de Pierre Grassin, Conseiller au Parlement, désireux de voir ce Col-

(1) Arch. Comm. Sens, liasse GG 4.

(2) Arch. Dép. Yonne, liasse 40 B 70, vers 1758.

(3) Arch. Comm. Sens, liasse GG 5.

(4) Arch. Comm. Sens, liasse GG 6.

lège réservé aux pauvres élèves de la ville de Sens et des environs. Un arrêt du Parlement vint confirmer ce testament et décider que Thierry Grassin, exécuteur testamentaire de Pierre Grassin, était tenu de faire construire un Collège en l'Université de Paris et de dépenser à cette œuvre jusqu'à 90.000 livres, enfin, de fonder des bourses destinées aux enfants pauvres (1).

Quand nous aurons signalé le projet d'une maison d'éducation « pour les demoiselles » en remplacement de la maison des Ursulines de Sens trop peu nombreuses pour continuer à assurer leur tâche, nous aurons signalé tout ce qui, à Sens, avait trait à l'Instruction Publique.

On a pu voir que le Corps Municipal avait joué un rôle de premier plan dans la surveillance du Collège de la Ville bien que l'Archevêque ait été le supérieur de la hiérarchie urbaine chargée de la direction administrative du Collège.

Que l'Archevêque ait eu la prééminence dans cette assemblée, rien que de très normal eu égard à sa dignité archiépiscopale ; de plus, n'oublions pas que c'était de l'archevêché que venaient la plus grande partie des ressources.

La place la plus active revient ensuite au Corps de Ville, d'ailleurs très près des choses temporelles et, par conséquent, tout désigné pour le rôle d'administrateur.

Comme on peut en juger, aucune des diverses branches de l'activité municipale ne demeura étrangère à nos officiers municipaux et constatons, avec une certaine bonne humeur, que dans cette partie de notre étude nous n'entendons plus les éternelles plaintes de notre ville relativement à ses finances. Ce qui prouve bien que la ville « criait »

(1) Arch. Comm. Sens, liasse GG 6.

surtout très fort lorsqu'elle s'attendait à un appel d'argent du pouvoir central mais, qu'au fond, elle vidait assez facilement son escarcelle au profit des « œuvres » strictement sénonaises. Peut-on critiquer très sévèrement cette déformation du « patriotisme local » ?

CONCLUSION

Nous avons essayé, dans cette étude sur la Commune et le Corps de Ville de Sens, de montrer de quelle manière ont évolué, au cours des siècles, les rapports entre le pouvoir royal et notre ville.

Nous avons pu constater avec quelle souplesse la politique royale se modelait sur les besoins particuliers d'une ville à une époque déterminée. Nous avons vu aussi dans quelle mesure le pouvoir central tenait compte des désirs locaux et dans quelles proportions il pouvait les satisfaire. Nous remarquons combien il est difficile de donner des limites précises et d'assigner des règles fixes à une politique toute nuancée et toute entière inspirée par le souci de prendre la mesure opportune.

Pour être vrai, nous n'omettrons pas de signaler que cette politique fut parfois empreinte d'un certain empirisme et que, dans des époques troublées, furent prises quelques mesures de bien courte vue, mais, précisément, ces époques de troubles obligent la Monarchie à des actes d'autorité moins impartiaux qu'en des circonstances normales : il fallait faire entendre, haute et ferme, la voix du chef afin qu'elle couvrit les passions partisans.

Nous avons vu encore que les discordes locales, les jalousies, les heurts d'intérêts personnels ont empêché que, sur place, les représentants de l'autorité prissent, d'eux-mêmes, les mesures souhaitables, donnant en cela au pouvoir central les possibilités d'interventions fréquentes

qui, peu à peu, devaient l'amener à prendre les villes en tutelle. Ajoutons à ces dissensions le peu de soin des municipalités pour les revenus communaux, leurs folles prodigalités et nous verrons comment les villes ont, en quelque sorte, appelé la tutelle ou tout au moins l'ont rendue indispensable. Cette tutelle administrative se faisant toujours plus étroite deviendra presque tyrannique à la fin de l'Ancien Régime.

C'est ainsi que la ville de Sens, après une première tentative de Commune qui périt dans le sang, obtint de Philippe-Auguste les droits de Commune malgré les oppositions de l'Archevêque. Le gouvernement central, au cours du XIII^e siècle, permettra à la ville d'établir solidement son pouvoir en face de l'autorité de l'Archevêque. Grâce aux efforts constants de la Monarchie, cette autorité communale sera reconnue et respectée.

Au XIV^e siècle, la ville retombe sous la main royale — d'une manière plus apparente que réelle — car les Elus gouvernent la ville sous l'autorité du Prévôt.

Après les ruines accumulées par la guerre de Cent Ans, Louis XI, en 1474, crée à Sens la Mairie et l'Echevinage. A compter de cette date, la ville jouit donc du privilège de s'administrer elle-même. Ce privilège lui est d'ailleurs fortement contesté, malgré la volonté royale, par les représentants du Roi à Paris et à Sens, autrement dit par le Parlement et par le Bailliage. Il faudra encore, ici, toute la souplesse et toute la diplomatie politique du pouvoir central pour que le Corps de Ville puisse s'établir solidement et de manière durable.

Au XVI^e siècle c'est chose faite. Mais il reste à régler l'importante question de la participation aux charges municipales. Qui prendra les rênes du pouvoir ? Alors surgissent les rivalités et les querelles. Le Bailliage voudrait accaparer ces fonctions ; les gens de robe longue refusent

aux gens de robe courte le droit de se joindre à eux. C'est une âpre lutte qui se dessine et dont l'enjeu est important. Personne ne semble se soucier de l'intérêt de la ville, chacun ne pense qu'à soi.

Dans de pareilles conjonctures il n'y a que le pouvoir royal qui puisse intervenir sans passion. Et des Lettres-Patentes de Charles IX viennent, en 1569, mettre un terme à ces querelles locales.

Désormais, chacun a sa place nettement assignée au sein du Corps de Ville et tous les intérêts y sont représentés équitablement. Le Roi dans sa décision a tenu compte de la « réalité » sénonaise, assurant ainsi la stabilité de l'institution municipale.

Au xvii^e siècle notre Corps de Ville fonctionne parfaitement et sans grands heurts.

Au xviii^e siècle, le Corps Municipal suivra les variations imposées par le pouvoir central à la recherche d'expédients financiers ; notre institution n'est plus alors la véritable représentation des intérêts sénonais, mais un organisme tout entier entre les mains du pouvoir royal qui impose, sans aucune dissimulation, sa volonté pure et simple. Enfin, en 1790, le Corps Municipal disparaît devant la « nouvelle Municipalité » née de « l'ordre nouveau ».

Dans le domaine de l'Administration du Corps de Ville, et plus spécialement dans celui des Finances, la mainmise royale se fait nettement sentir et l'on peut suivre très aisément son évolution. Bien que l'autonomie financière des Municipalités ait duré peu de temps, elles ont joui d'une certaine liberté jusqu'à ce que leurs maladresses répétées aient donné à la Monarchie tout pouvoir de contrôle et de vérifications. Dès lors c'était la mise en tutelle de l'organisme municipal. Nous avons pu suivre la politique financière du Roi à l'égard de la ville de Sens qui, pas plus que les autres, n'échappa à la mise en tutelle : il est vrai

que, pas plus que les autres, elle n'avait pris soin des deniers communs.

Même surveillance du pouvoir central, en ce qui regarde la « Police » de la ville, qui doit demander des directives et des ordres auprès des représentants du Roi et n'agit librement que pour de très petites affaires locales pour lesquelles il serait vraiment inutile de recourir aux supérieurs hiérarchiques et pour lesquelles, seule la rapidité de décision assure l'efficacité de la mesure à prendre.

Cette loi continue de l'évolution des institutions, toujours orientée dans le sens de la centralisation, a présidé elle aussi, aux changements d'attitude de la Monarchie envers notre ville. Au fur et à mesure de l'affermissement du pouvoir royal, l'autonomie des villes a décliné : il le fallait pour le maintien de l'autorité centrale, il le fallait pour le bien même des organismes locaux. La complexité croissante des tâches qui allaient incomber à l'Etat exigeait que, peu à peu, le statut des villes s'unifiât. Ce ne pouvait être que le fruit d'une lente évolution et ce fut la sagesse de nos Rois que de savoir ne pas brusquer celle-ci. L'unité paraissait souhaitable et désirable, elle satisfaisait le goût français de l'ordre et de la clarté. Remarquons, d'ailleurs, qu'elle marquait, au XVIII^e siècle, un réel progrès sur l'excessive complication des organismes politiques du royaume.

Qu'il nous soit donné de constater les maux que peut amener une centralisation excessive : c'est un fait ; qu'une décentralisation bien comprise soit appelée par les vœux de tous : c'est un autre fait. Mais, au XVIII^e siècle, d'une décentralisation trop large naissait un réel désordre, de même que d'une centralisation trop rigoureuse naissait une paralysie de l'économie. Que les deux maux conduisent à un troisième : l'anarchie, cela semble presque sûr.

Il est un fait que l'on ne peut s'empêcher de constater

quand on remarque le parallélisme de deux époques, aussi différentes, en apparence, que celle de la fin de l'Ancien Régime monarchique et la nôtre. C'est que les causes de la déviation des institutions sont à peu près les mêmes à toutes les époques : l'incurie administrative, le goût du lucre, l'appât du gain immédiat, qui font sacrifier à l'intérêt particulier tout l'intérêt général.

Non, certes, que l'Histoire ne puisse rien apprendre aux hommes, mais bien plutôt que ceux-ci, à chaque moment pressés par le présent et se croyant au centre d'événements exceptionnels, négligent de tirer la leçon du passé pour construire l'avenir, et simplement, n'apprenant pas l'Histoire ou l'apprenant mal, l'oublient sans cesse.

Vu :

Le Président,

LE BRAS.

Vu :

Le Doyen,

Georges RIPERT.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

Gilbert GIDEL.

SOURCES

SOURCES MANUSCRITES

ARCHIVES NATIONALES.

Fonds du Parlement. Registres de la Série X^{1a}.

X ^{1a} 4831	X ^{1a} 8615	X ^{1a} 8631	X ^{1a} 8691
X ^{1a} 4893	X ^{1a} 8616	X ^{1a} 8633	X ^{1a} 8737
X ^{1a} 8609	X ^{1a} 8618	X ^{1a} 8641	X ^{1a} 8822
X ^{1a} 8610	X ^{1a} 8628	X ^{1a} 8645	
X ^{1a} 8612	X ^{1a} 8630	X ^{1a} 8653	

Arrêts du Conseil. Série E.

E 1 ^a	E 5 ^b	E 11 ^a	E 81 ^a	E 1381 ^a
E 3 ^a	E 6 ^a	E 14 ^a	E 146	E 1686
E 3 ^b	E 7 ^a	E 14 ^b	E 160 ^b	E 2312
E 4 ^a	E 8 ^b	E 15 ^b	E 173 ^b	
E 5 ^a	E 8 ^c	E 19 ^a	E 1334 ^a	

Trésor des Chartes. Série J. et JJ.

J 261, J 385.

JJ 74, JJ 107, JJ 111, JJ 123, JJ 258.

Cartons des Rois. Série K : K 190.

Privilèges. Série H : H 1030, H 1632.

Conseil Privé. Série V^e : V^e, n^o 300, V^e 1165.

Chambre des Comptes. Série P : P 2297.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE L'YONNE.

Cours et Juridictions. Série B.

Juridiction Consulaire : reg. B 40.

Bailliage de Sens : reg. 40 B 65, 40 B 66, liasse 40 B 70.

Intendance de Paris (Election de Sens).

228. LA COMMUNE ET LE CORPS DE VILLE DE SENS

Série C : Liasse C 223, C 232.

Féodalité, Familles, Communes. Série E : E 146, liasse E 616.

Fonds Tarbé. Série F : F 3, F 10 (Notes Garsement de Fontaine)
F 12.

ARCHIVES COMMUNALES DE SENS.

Actes politiques de la Commune. Série AA : AA 2.

Administration Communale (Délibérations), Série BB : reg. BB 1.
BB 2, BB 3, BB 4, liasse BB 5.

Comptes communaux. Série CC. reg. CC 5, CC 6, CC 7.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE.

Coll. de Champagne : Vol. 42 et 43.

Cinq-Cents de COLBERT : n° 14.

Coll. DUPUY : n°s 209, 223.

Fonds JOLY DE FLEURY : n°s 1085, 1407, 1462, 1747, 2178, 2179.

SOURCES IMPRIMÉES

BEUGNOT. — Olim. Paris, 1842.

BOISLISLE (A. M. DE). — Correspondance des Contrôleurs généraux
des Finances avec les Intendants des Provinces. Paris,
1872.

BOUTARIC (E). — Arrêts du Parlement de Paris. Paris, 1863.
Catalogue des Actes de François I^{er}.

DELISLE (L). — Catalogue des Actes de Philippe-Auguste. Paris,
1856.

DELISLE (L). — Mandements et Actes divers de Charles V. Paris,
1908.

DEPPING (G.-B.). — Correspondance administrative sous le règne de
Louis XIV, dans la *Coll. des Documents inédits de
l'Histoire de France*. Paris, 1850.

DUPLÈS-AGIER (H). — Documents sur l'Histoire de la Ville de Sens,
dans *Bibl. de l'Ec. des Chartes*, 4^e série, tome IV.

FONTANON (A). — Edicts et Ordonnances des Rois de France depuis
Louis VI le Gros. Paris, 1611.

GUÉRIN (P). — Inventaire de documents relatifs à l'histoire civ.
et relig. de Sens, dans *Bull. Sté Arch. de Sens*, t. XIII,
1885.

ISAMBERT. — Recueil général des anciennes lois françaises. Paris,
1822-1833.

JULLIOT (G). — Cartulaire sénonais de Balthasar TAVEAU (édité par)
Sens, 1884.

- JULLIOT (G.). — Chronique de Geoffroy de Courlon. Sens, 1878.
- JULLIOT (G.). — Sens en 1436-1438 (Esquisse sur l'histoire... d'après les regl. de comptes de Jehan Misée...) dans *Bull. Ste Arch. de Sens*, t. X, 1873.
- LECOY DE LA MARCHE (A.). — Les coutumes et péages de Sens (texte français inédit du XIII^e s.) dans *Bibl. de l'Ec. des Chartes*, 1866, fasc. 2.
- LAURIÈRE (de). — Ordonnances des Rois de France de la Troisième Race, dit Recueil des Ordonnances du Louvre. Paris, 1823-1827.
- MOLARD (F.). — Inventaire sommaire des Archives du Départ. de l'Yonne antérieures à 1790. Auxerre, 1868-1888-1897.
- QUANTIN (Max.). — Cartulaire général de l'Yonne, t. 1. Auxerre 1854, t. 2. Auxerre 1860.
- QUANTIN (Max.). — Recueil de pièces pour faire suite au Cartulaire général de l'Yonne. Auxerre, 1873.
- QUANTIN (Max.). — Inventaire des Archives Communales de Sens antérieures à 1790. Sens, 1870.
- QUANTIN (Max.). — Inventaire général des Archives historiques de l'Yonne. Auxerre, 1852.
- VALOIS (Noël). — Inventaire des Arrêts du Conseil d'Etat (Règne de Henri IV). Paris, 1886.

INSTRUMENTS DE TRAVAIL

- ACHERY (Dom Luc d'). — *Spicilegium*, t. 2.
- Art de vérifier les dates (L') par un religieux bénédictin de la Congrégation de St Maur. Paris, 1784.
- BLANCHARD (G.). — Compilation chronologique. Paris, 1715.
- BOURDOI DE RICHLBOURG. — Coutumier général. Paris, 1724.
- GUYOT. — Répertoire Universel de Jurisprudence. Paris, 1784-1785.
- LE NAIN. — Tables manuscrites des principaux Arrêts du Parlement.
- MORÉRI. — Grand Dictionnaire Historique. Paris, 1759.
- Recueil des Historiens des Gaules et de la France, commencé par Dom BOUQUET, continué par l'Académie des Inscriptions, t. IX, Paris, 1738.
- STEIN. — Inv. analytique des Ordonnances enregistrées au Parlement de Paris jusqu'à la mort de Louis XII. Paris, 1908.
- TARDIF (A.). — Monuments historiques. Paris, 1866.
- TEULET. — Layettes du Trésor des Chartes dans les Archives de l'Empire. Paris, 1862.

IMPRIMES

Ouvrages et Articles de Revues

- AGRIPPA D'AUBIGNÉ. — Hre Universelle, édit. Renouard, 1887.
- ANDRÉ, Boutaric, Hauser, Molinier. — Sources de l'Histoire de France. Paris, 1935.
- AUDOLLENT (Mgr. G.). — La création de l'Archevêché de Paris. Paris, s. d.
- BABEAU (A.). — La ville sous l'Ancien Régime.
- BOUILLET (M. N.). — Atlas Universel d'Histoire et de Géographie. Paris, 1885.
- CARLIER (Abbé). — Le Popelin de Sens, dans *Bull. Sté Archéol. Sens*, t. VII, 1861.
- CHABRUN (C.). — Les Bourgeois du Roi. *Thèse*, Paris, 1908.
- CHALLE (A.). — Histoire de l'Auxerrois. Auxerre, 1878.
- CHALLE (A.). — Un chroniqueur inédit de la ville de Sens (Jacques Rousseau, 1682) dans *Bull. Sté des Sciences historiques et naturelles de l'Yonne*, 12^e vol., 1858.
- CHALLE (A.). — Histoire des Guerres du Calvinisme et de la Ligue dans l'Auxerrois et le Sénonais, dans *Bull. Sté des Sc. histor. et nat. de l'Yonne*, t. XVII et XVIII, 1863-1864.
- CHAUME (Chanoine M.). — Les origines du duché de Bourgogne. Dijon, 1925.
- COORNAERT (E.). — Les corporations. Paris, 1941.
- DECLAREUIL (J.). — Hist. générale du Droit Français, des origines à 1789. Paris, 1925.
- DUPONT-FERRIER (G.). — Les officiers royaux des bailliages et senéchaussées. Paris, 1902.
- FLACH (J.). — Les origines de l'Ancienne France. Paris, 1886-1893, t. 2, sur les origines communales.
- FLICHE (A.). — La Primatie des Archevêques de Sens, dans *Bull. Sté Arch. de l'Yonne*, 1929-1932.
- FLICHE (A.). — La Primatie des Gaules depuis l'époque carolingienne jusqu'à la fin de la querelle des investitures, dans la *Rev. Historique*, t. CLXXIII, Mélanges.
- GANDILHON (R.). — La politique économique de Louis XI. *Thèse*, 1941.
- GIGNOUX (C. J.). — Monsieur Colbert. Paris, 1941.
- GIRY (A.). — Histoire de la ville de St-Omer et de ses Institutions jusqu'au XIV^e s. Paris, 1877, dans *Bibl. de l'Ec. des Chartes*, 31^e fasc.
- GIRY (A.). — Les Etablissements de Rouen. Paris, 1883-1885, dans *Bibl. de l'Ec. des Chartes*, fasc. 55 et 59.

- HÉDIARD (A.). — De l'Hospice des Orphelines de Sens, dans *Bull. Sté Arch. Sens*, t. VI, 1858.
- JASSEMIN (H.). — La Chambre des Comptes et la gestion des deniers publics au xv^e s. *Thèse*, Paris, 1933.
- LA MARE (N. de). — Traité de la Police. Paris, 1722, 2 vol., in-1^o.
- LARCHER DE LAVERNADE. — Histoire de la ville de Sens. Sens, 1845.
- LAURENT (J.). — Le bailliage de Sens du xiii^e au xviii^e s., dans *Rev. des questions historiques*, 1930, t. CXIII.
- LECOY DE LA MARCHE (A.). — Les Coutumes et Péages de Sens (texte français inédit du xiii^e siècle), Paris, 1866.
- LONGNON (A.). — La formation de l'unité française. Paris, 1922.
- LUCHAIRE (A.). — Les communes françaises. Paris, 1890.
- LUCHAIRE (A.). — Histoire des Institutions monarchiques de la France sous les premiers Capétiens. Paris, 1883, compl. en 1892.
- LUCHAIRE (A.). — Manuel des Institutions françaises. Paris, 1892.
- MARCÉ (V. de). — Le contrôle des Finances en France et à l'Etranger. Paris, 1928.
- MONCEAUX. — Entrée du roi Charles IX à Sens, 15 mars 1563, dans *Bull. Sté des Sc. hist. et nat. de l'Yonne*, 36^e vol, 1882.
- OLIVIER-MARTIN (F.). — L'organisation corporative de la France d'Ancien Régime. Paris, 1938.
- OLIVIER-MARTIN (F.). — Le Roi et la Nation organisée, Cours 1939-1940.
- PATON (J.). — Le Corps de Ville de Troyes. *Thèse*, Paris, 1939.
- PELÉE DE CHENOUTEAU. — Conférence sur la coutume de Sens. Sens, 1787.
- PERRIN (J.). — Histoire d'un cours d'eau : le Rû de Gravereau, Sens, 1914.
- PERRIN (J.). — Le Rû de Mondereau. Sens, 1936.
- PERROT (E.). — Précis élémentaire d'Histoire du Droit Français Public et Privé. Paris, 1935.
- PETIT-DUTAILLIS (Ch.). — Etude sur la vie et le règne de Louis VIII.
- PIÉTRI (F.). — La réforme de l'Etat au xviii^e siècle. Paris, 1939.
- PORÉE (Ch.). — La formation du Département de l'Yonne en 1790. Paris, 1905.
- PROU (M.). — Les coutumes de Lorris et leur propagation aux xii^e et xiii^e siècles. Paris.
- PROU (M.). — Art. au mot SENS, dans la *Grande Encyclopedie*.
- QUANTIN (Max). — Histoire de la Commune de Sens. Auxerre, 1857.
- QUANTIN (Max). — Episodes de l'histoire du xv^e siècle aux pays sénonais et gâtinais. Auxerre, 1866.

QUANTIN (Max). — Catalogue des cartulaires qui concernent les pays du Département de l'Yonne, dans *Bull. Sté des Sc. hist. et nat. Yonne*, 1887.

QUANTIN (Max). — Mémoire sur les Archives historiques du Sénonais conservées à la Mairie de Sens, dans *Bull. Sté des Sc. hist. et nat. de l'Yonne*, 1871.

RAYNOUARD (M.). — Histoire du Droit Municipal, t. II.

RICOMMARD (J.). — La Lieutenance-Générale de Police à Troyes au XVIII^e siècle. Paris, 1934.

SÉE (H.). — Histoire économique de la France, t. I (seul paru) le Moyen-Age et l'Ancien Régime (publié avec le concours de R. SCHNERB). Paris, 1939.

TARBÉ (Th.). — Recherches historiques et anecdotiques sur la ville de Sens. Sens, 1838.

THIBON (G.). — Diagnostics. Essai de physiologie sociale. Paris, 1940.

VÉRON DE FORBONNAIS (J.). — Recherches et considérations sur les Finances de la France depuis l'année 1595 jusqu'à l'année 1721. Liège, 1758.

VIOLLET (P.). — Histoire des Institutions politiques et administratives de la France. Paris, 1898.

INDEX DES NOMS

- ADENIS, notable, 141.
 ACCAULT, marchand, n. 1, 122.
 ALBRET (Jean d'), seigneur d'Orval, gouverneur de Champagne, 83-147.
 ALEXANDRE III, Pape, 208.
 ALGRIN, messenger de Louis VI, n. 45.
 ALLAUT (Christophe), marchand, n. 1, 122.
 Allemagne, expédition de Charles VII dite d', n. 3, 40.
 Amboise, édit. d', 102.
 Amiens, collège d', 213.
 ANCEAU, serrurier, n. 2, 186.
 Angleterre, étoffes d', n. 2, 166.
 ANSÉGISE, archer de Sens, 44.
 ARGENSON (M. d'), n. 1, 165.
 Arras, traité d', 40.
 AUBERT (Etienne), échevin, n. 2, 90.
 AUBERT (François), subdélégué de l'Intendant, 149, n. 1, 149.
 AUBLET (Jean), procureur au bailliage, 120-121, n. 1, 122.
 AUBERT (Père), notable, 141.
 AUGERON (Nicolas), ancien juge-consul, 120, 121.
 AUMALE (duc d'), 102.
 AUMONT (Maréchal d'), 105.
 Auvergne, 8.
 Auxerre, Bailliage d', 14, 16, 40 ; n. 2, 40, 179.
 Chef-lieu, 16.
 Commune, 29.
 Evêché, 12, 15.
 Marchands d', 119.
 Officiers municipaux, 170.
 Recette, n. 2, 154.
 Ville, n. 2, 184.
 AVANTIGNY (Comte d'), 106.
 Avignon, Bulle, n. 5, 209 ; Pape, 209.
 BALDAC (ainé), marchand, n. 1, 122.
 BALTHAZARD, avocat, n. 1, 122.
 Bar (duché de), administr. judiciaire, n. 1, 14, 16.
 BARDEAU (Gillebert), marchand, 86.
 BARRES (Guillaume des), vicomte de Sens, n. 2, 26.
 BARRIÈRE (Thomas), marchand, 124.
 Barrois, 13, 14 ; n. 2, 14.
 BARTOLE, Commentaire de, 93 ; n. 2, 93, 94.
 Bassigny, 13 ; n. 2, 14.
 BAUDARD (Girard), échevin, n. 2, 90 ; marchand, 86 ; procureur de la ville, 183.
 BAUDRY (Jean), greffier, 121, 122.
 BAUDRY, ancien prévôt, n. 2, 149.
 BAULTOUR, procureur du Roi en Prévôté, n. 1, 122.
 Bayet (près Bar-sur-Aube), manufacture, 164.
 BEAUNE (Renauld de), abbé de St-Jean-de-Sens, élu archevêque de Sens, n. 2, 160.
 BELLETERRE (Guillaume), doyen du guet, 93.
 BELLOLIER (Nicolas), co-fondateur de la Maison des Orphelines, 205.

- BENOIST D'AUTUN, conseiller au Présidial, 125.
 BENOIST DE CHATEAUFUILLIET, maire, n. 3, 128.
 BENOIST DE LA MOTTE, conseiller au Présidial, 125.
 BENOIT, notable, 141.
 BÉON (métairie et terres au gué de), 208, 210, 212 ; n. 2, 212.
 BÉRAUDON, notable, 141.
 BERTHELIN (Mlle) et son frère, 191, 192.
 BERTIER DE SAUVIGNY, intendant, 129 ; n. 1, 149.
 BIERNE (Etienne), procureur, n. 1, 85 ; receveur, n. 2, 186.
 BIGNON DE BLANZY, intendant à Paris, 164.
 BLANCHARD (Guillaume), Tables de, 9.
 BLÉNON (Pierre), maire, 118 ; n. 2, 134.
 Blois, Etats de, n. 1, 14.
 BOBARD (Simon), géôlier des prisons civiles, n. 2, 136.
 BOCHART (Jean), lieut. du Prévôt, maire, 85.
 BOLLOGNE, échevin, 120.
 BONNETAT, off. municipal, 141.
 BONNIER (Claude) apothicaire ; « Canton », n. 1, 122.
 BOUCHER (Guillaume), maire, n. 2, 90.
 BOUCHER (Loys), échevin, 75.
 BOULET, notable, 141.
 BOUQUOT (Jean), échevin, n. 2, 85.
 BOURBON (Charles de), archev. de Lyon, n. 1, 43.
 Bourges, ville d'arrêt, 42.
 BOURGOGNE (duc de), 40.
 Bourgogne, province, 16, 24 ; n. 3, 24. Route de, à travers la ville, 187.
 BOURGON (Jean), échevin, n. 2, 85.
 BOURRON (Jean), notaire royal, 212.
 BOUTIGNY (Jehan), échevin, 86.
 BOUVIER, capit. de la Milice bourgeoise, 124 ; n. 3, 126.
 BOUVIER (Jean), capit. de la Milice bourg, 124 ; échevin, 126.
 Bray-sur-Seine, détroit de Sens, n. 3, 40 ; n. 2, 60, 61 ; n. 4, 61.
 BROCHET (Guillaume), élu au gouvernement de la ville, 56 ; n. 4, 61.
 BROUET, notable, 141.
 Bruant (Pont), n. 3, 40.
 BUCHOTE (Thomas), receveur, n. 1, 73, 75.
 BURDIX, antipape, 44.
 BYMONT (Loys), échevin, 75, 76 ; receveur, 81, 84, 145.
 CALIXTE II, Pape, 44.
 Cambrai, commune, 27.
 CAMPENON, substitut du Procureur, 139, 141.
 Cantal, n. 1, 8.
 CARTAULT (Eracle), manuscrit d', 1, 103.
 CARTAULT (Pierre), administrateur Popelin, 211.
 CÉLESTIN III, Pape, 208.
 Cerisiers, 124.
 CÉSAR (Jean), 124.
 CHAMBONAS (Marquis de), maire, 16, n. 1, 16, 139, 141 ; n. 1, 141, 201.
 CHAMBOUZON (Sébastien Prunay de), assesseur du maire, 121, 122, 123.
 Champagne, cités de, 16 ; collection de, 9 ; fiefs nobles de Sens en 43 ; foires de, 11 ; province, 16, n. 4, 83.
 CHAMPBERTRAND (de), notable, 141.
 Champbertrand, fief de, 13.
 CHARLES-LE-CHAUVE, 44.
 CHARLES V, 52, 157, n. 2, 179.
 CHARLES VI, n. 3, 179.
 CHARLES VII, n. 1, 27, 39, 40 ; n. 3, 40, 41, 60, 82, 133, 157, 179.
 CHARLES VIII, 71, 74.
 CHARLES IX, n. 1 ; n. 2, 94, 96 ; n. 2, 96, 97, 98 ; n. 1, 98, 102 ; n. 2, 113 ; n. 2, 193, 202, 212, 223.
 CHARMEUX, cons. hon. au Présidial, échevin, 127.

- Chartres*, Evêché de, 12, 13, 16.
 CHASSAGNEUX, notable, 141.
Châtillon-Coligny (Loiret), n. 1, 96.
 CHATZ (Jacques du), conseiller au Présidal, maire 118.
 CHAUMONT (Guillaume, Comte de), seigneur de Guitry, lieutenant-général, 179.
 CHEVRIER (Félix), élu au gouvernement de la ville, 56 ; n. 4, 61.
 CHOISEUL-PRASLIN (Charles de), 106.
 CLÉMENT VII, Pape, 207.
Clermont-en-Auvergne, greffier de police de, n. 2, 171.
Clos-le-Roy, place de Sens, n. 1, 198.
 COL (Gonthier), secrétaire du roi, n. 1, 87.
 COLARD DE CALEVILLE, bailli, n. 1, 87.
 COLBERT, n. 1, 119.
 COLIGNY (Amiral G. de), 96.
 CONDREN (M. de), archevêque de Sens, n. 1, 119.
 CONNIER, échevin, n. 3, 126.
 CONSTANCE, reine mère de Henri I^{er}, 25 ; n. 2, 25.
 CORMIER (Cl.), notaire, n. 1, 122 ; n. 2, 123.
 CORNISSSET, off. municipal, 141.
 CORNU, huissier, n. 2, 135.
 COURGENAY (Ithier de), prévôt, 37.
Corbeil, couche d'eau entre Paris et Corbeil, dit le Corbillat, 169 ; n. 1, 169.
Coutenay, détroit de Sens, n. 2, 60.
 COUSTE (Antoine), créancier de la ville, 153.
 COUSTE (Claude), prévôt, n. 3, 154.
Créspy, lieut. gén. de police et maire de, n. 2, 173.
 CROSNIER (Edme), procureur, n. 1, 122.
 CROU, manuscrit de, n. 1, 98 ; docteur, n. 4, 104.
 DALEMANT (Etienne), maire, n. 1, 29, 54.
 DALENÇON (Jean-Louis), tanneur, 168.
 octrois, 154.
Dauphine, Incendie de la rue, 161, 187.
 DEBONNAIRE (Jean), président, canton, n. 1, 122 ; n. 1, 198.
 DELANCE, médecin, échevin, 126.
 DELAVERNADE, voyez à LA VERNADE.
 DESMAISONS, notable, 141.
 DEVILLEROT, sollicite d'établir un Jeu de Paume, n. 1, 193.
 DEVINAT (Jacques), chanoine de Sens, 215.
 DICY (Jehan de), maire, 37 ; élu, 56.
 DREGE, notable, 140.
 DROUIN (de), avocat, n. 1, 122.
 DUBEC, charpentier, n. 2, 186.
 DUBEC (ainé), n. 1, 122.
 DUBEC (Barthélemy), marchand, n. 1, 122.
 DUBEC (le jeune), marchand, n. 1, 122.
 DUBEC (Pierre), marchand, 124.
 DUBLED, échevin, n. 3, 126.
 DUBOIS, notable, 141.
 DUFFAULT, chirurgien, n. 1, 122.
 DUFFEU (ainé), ancien cons., échevin, n. 3, 128.
 DUFOUR, off. municipal, 141.
 DUPUIS, notable, 141.
 DUPUY, collection, 9.
 DUSSY (Jean-Louis), marchand, n. 1, 122.
 DUVAL (Guillaume), n. 1, 122.
 EPOIGNY (Pierre), cordier, n. 2, 135.
Etampes, Archidiaconé d', 15.
 EUDE DE BLOIS (comte), 24.
 EUDE DE CHAMPAGNE, 25.
 EUGÈNE III, Pape, 28 ; n. 2, 28.
 EVRAT, notable, 141.
 FAUVELET (G.), Maire, 128 ; receveur, n. 2, 186.
 FAUVELET (Jean), échevin, n. 2, 85.
 FENEL, Doyen du Chapitre de Sens, n. 1, 105.
 FERRAND (Jean), messenger, 73.
 FERRIER (Laurent), maire 35.
Fontainebleau, conseil privé à, n.

- 1, 14 ; édit de, n. 1, 94 ; lettres de, n. 2, 94.
- FONTENELLES (M. de), gouverneur de Sens, n. 2, 108.
- FORTIER (Nicolas), échevin, n. 2, 90 ; receveur, n. 4, 84 ; n. 2, 186.
- FOUET, notable, 141.
- FOULQUES (comte d'Anjou), 25.
- FRANÇOIS I^{er}, n. 1 ; n. 3, 14, 154.
- FRÉMY, charpentier, n. 2, 186.
- FRITARD (Nicolas), chanoine de Sens, 207.
- GARDEMBOS (Jean), élu, 56.
- GARNIER, notable 141.
- GARNIER (Etienne), receveur n. 2, 186.
- GARNIER (Gilles), échevin, n. 2, 85.
- GARNIER (Loys), échevin, 87 ; n. 2, 90.
- GARSEMENT DE FONTAINE, Notes de, n. 2, 75 ; n. 1, 81 ; n. 2, 108.
- Gdinais*, Archidiaconé du, 15.
- GAUDAIRE (Jean), receveur, n. 1, 99.
- GAUDET, notable 141.
- GAULTIER (François), marchand, procureur de la ville, 127.
- GAUTHIER (Hubert), échevin n. 2, 90.
- GAUTHIER, ancien consul, n. 3, 128.
- GELDUIN, archev. de Sens, 25.
- GIRARDIN (Jean), échevin, 75.
- GOUGET (Jacques), marchand, n. 1, 122.
- Gournai*, Prise de, 25.
- GRASSIN, avocat du roi, 1^{er} maire, n. 2, 75, 79.
- GRASSIN (Philippe), fondateur du collège sénonais de Paris, 218.
- GRASSIN (Thierry), exécuteur testamentaire de Ph. Grassin, 219.
- GRAVEREAU, Rû de, 197, n. 2, 197.
- GUÉRARD (Guillaume), 93.
- GUERREAU (Jehan), clerc de la prévôté, 61.
- GUI (comte), seigneur de Toïnerre 30.
- GUI DE NOYERS, archev. de Sens, 32.
- GUICHARD (R. P.), n. 1, 86.
- GUILLAUME (Pierre), receveur du Domaine, n. 3, 154.
- GUILLAUMET (Louis), échevin, n. 4, 84.
- GUILLEMARD, notable, 141.
- GUISE (duc de), à Sens, 188 ; Assassinat des, 105 ; gouverneur, 110.
- GUYENNE (Pierre de), assesseur du maire, 121, 123.
- HÉAULME, offic. municipal, 141.
- HÉDIARD, offic. municipal, 141.
- HÉMARD (Robert), maire, 96, 102, 103.
- HENO (Hugues de), maire, 32.
- HENRI I^{er}, 25.
- HENRI II, n. 1, 14, 94 ; n. 1, 186.
- HENRI III, 105 ; n. 2, 113.
- HENRI DE NAVARRE, 105.
- HENRI IV, 105 ; n. 4, 105, 106 ; n. 2, 106, 111, 210.
- HENRIOT (Mathieu), marchand, n. 1, 122.
- HERBERT, abbé de St-Pierre-le-Vif, 28.
- HINCMAR, archev. de Reims, 44.
- HODOART (Philippe), chanoine de Sens. Fondateur du collège, 213, 214.
- Hôpital-général* de Sens, 204.
- Hôpital des Pestiférés*, 206, 207.
- Hôtel-Dieu*, voir aussi à *Maison-Dieu*, 78, 200, 201, 205, 210.
- HOTMAN, intendant de la généralité de Paris, n. 1, 136.
- HUNOT, notable, 141.
- HUSSET (Louis), dettes de la ville, 158.
- Ile-de-France*, 16.
- INNOCENT III, Pape, 33 ; n. 2, 33.
- JAQUETTE (fille de Théon), droits sur, 32.
- JAMARD, procureur, n. 3, 116, 120, 122.
- JARRY, receveur, n. 2, 149, 150, 151.
- JEAN VIII, Pape, 44.
- JEAN LE BON, 51.

- JODRILLIAT, lieut.-général, 163.
 JOIGNY, Comté de, 13 ; détroit de Sens, n. 2, 60 ; élection de, n. 4, 156 ; ville, n. 2, 184.
 JOLLY (Jean-Baptiste), conseiller assesseur, 121, 122.
 JOLLY, praticien, n. 1, 122.
 JOLY DE FLEURY, fonds, 9 ; procureur-général, 162, 164, 176, 177, 194, 196.
 JUSSY (de), notable, 141.
 LA CHAPELLE (comte de), gouverneur de Sens, n. 2, 108.
La Chapelle-sur-Orange, 124.
 LADVENUE, n. 1, 122.
 LALLEMENT (Claude), n. 2, 135.
 LALOUAT (Jean), 81.
 LALOUREY, secrétaire-greffier, n. 2, 147, 148.
 LA MADELEINE, (Curé de), 204.
 LA MARCK (Vincent de), Coche d'eau de, 169.
 LA MARE (N. de), 181.
 LANGUET (Mgr.), archevêque de Sens, 219.
La Rivière (Maison de), 203.
 LA RIVIÈRE (Louis de), marchand, n. 1, 122.
 LA VERNADE (Larcher de), procureur, 16 ; n. 1, 16, 139.
 LA VRILLIÈRE (duc de), 130.
 LAYNÉ (Antoine), officier municipal, 139, 141.
 LAYNÉ, notable, 141.
 LE CLERC (Pierre) abbé de St-Paul-les-Sens, n. 2, 160.
 LÉGOU, chirurgien, n. 1, 122.
 LE GRAS, trésorier de France, 111, 153 ; n. 1, 160.
 LEGRIS, greffier, n. 1, 122 ; n. 3, 128 ; n. 2, 131.
 LÉHÉRY, archev. de Sens, 24.
 LELASSEUR (Etienne), procureur, n. 2, 90.
 LELASSEUR (Pierre), échevin, n. 2, 90.
 LE MAIRE (Jean), échevin, n. 1, 85.
 LEMOIN, membre du district de Sens, 16.
 LEMOINE, off. municipal, 139, 141.
 LEMOT, maire, n. 3, 126.
 LE MOYNAT (Jean), échevin, n. 1, 85.
 LE MYOLAT (Jean), échevin, 85.
 LE NAIN, conseiller au Parlement, tables manuscrites, 77, n. 2, 81.
 LENFANT (Edmond), commis du Parlement de Paris, n. 3, 81.
 LENTAGE (G. de) Sieur de Belan, gouverneur de Sens, n. 1, 108.
 LE PELLETIER (Denis), n. 4, 61.
 LE RICHE (Jean), marchand, n. 1, 122.
 LEROUX, offc. municipal, 141.
 LESCALOPIER, intendant en Champagne, 164.
 LHERMITTE (Miles), avocat, n. 1, 122 ; Seigneur de Champbertrand ; Lt-g^l au Présidial, n. 1, 122 ; n. 2, 127.
 LHUILLIER (Guillaume), maire, n. 2, 90 ; n. 3, 182.
 LIBERA, Maison de M., et manufacture de velours, n. 2, 166.
Loire, Limite du Bailliage de Sens, 13.
 LOISON (Raoulet), marchand, 93.
 LOMÉNIE DE BRIENNE, archevêque de Sens, 203.
Lonjumeau, Paix de, 104.
 LORETTE (Jean), n. 1, 122.
Lorris, Coutumes de, 30.
 LOUIS VI le Gros, n. 3, 14, 25.
 LOUIS VII, 27, 28 ; n. 2, 30, 206.
 LOUIS VIII, 33 ; n. 1, 33, 48 ; n. 2, 48, 157, 180.
 LOUIS IX (St Louis), 48, 54).
 LOUIS X, 36.
 LOUIS XI, 63, 64, 65, 74, 79, 82, 222 ; n. 1, 75.
 LOUIS XII, 181.
 LOUIS XIII, 12, 181.
 LOUIS XIV, n. 3, 188.
 LOUIS XV, n. 4, 118, 202, 203.
 LUCIUS III, Pape, 208.

- LUYNES (Mgr de), archevêque de Sens, 218.
 LUYSON (Claude), maire, 119.
Lyon, Primatie de, 43 ; n. 1, 43, 44.
- MACÉ (Etienne, fils), marchand, 139, 141.
Mâcon, Bailliage de, n. 1, 13.
Mail, Coche du, 161 ; Plantation du, 198 ; n. 1, 198.
 MAILLET (Jean), échevin, 87, 86.
 MAILLOT (Jean), échevin, n. 4, 84.
 MAILLOT (Olivier), échevin, 111.
Maison des Orphelines, 200, 205.
Maisons-Dieu, grande, 200, 202, 203 ; petite, 200, 202, 203.
Malay-le-Vicomte, 32, 34 ; n. 2, 197.
 MALINGRE (Jean), n. 4, 84.
Mantes, Maire de, 34.
 MARCELAT (Toussaint), avocat en Parlement, maire perpétuel, 121.
Marolles-sur-Seine, détroit de Sens, n. 2, 60.
 MARSANGY (Cécile Guillaume de), fondatrice de la Maison des Orphelines, 205.
 MARTEAU (Jehan), notaire royal, 213.
- MARTIN IV, Pape, 202.
 MATIGNON (Jehan), tabellion, 39.
 MAULMIRÉ (Nicole), maire, 85.
 MAULOY (Etienne), 93.
 MAUPEOU (de), conseiller d'Etat, 153.
Mauriac, Abbaye de, 8.
 MAUROY (Jean), échevin, 75, 81.
 MAYENNE (duc de), à Sens, 105, 110.
Meaux, Evêché de, 12, 13, 16.
 MÉDICIS (Catherine de), venue à Sens, 104.
Mehun-sur-Yèvre, Charte donnée de, 39.
 MELUN (Louis de), archev. de Sens, 40 ; n. 3, 40.
Melun, Archidiaconé de, 15 ville, n. 1, 62.
 MICHEL (archevêque), 208.
- MICHEL (M^e Savinien), marchand, 120, 122.
 MISÉE (Jehan), receveur, 55, 56 ; n. 1, 62.
 MOCQUIGNE (Etienne), chanoine de Sens, n. 3, 40.
 MOCQUOT, avocat en Parlement, échevin, 127.
Mondereau, Rû de, 197 ; n. 2, 197.
Montargis, Bailliage de, 16, 83 ; ville, 48, 57.
 MONTCORBON (Benoît de), Cons. au Présidial, n. 1, 122.
Montereau, détroit de, 60 ; pays de ; Siège de 57, 61, 62.
Montluçon, L'-G^l de Police de, n. 2, 173.
 MONTMIRAL, procureur de la ville, 79.
 MORE (Sœur Jeanne de), 207.
 MOREAU (Livre), 47, 178 ; n. 1, 178, 180.
Moret, 30.
Moulins, Tribunal de Police de, n. 2, 173.
 MOYSEL (Pierre), dettes de la ville, 158.
 MYNAGIER (Jean), élu, n. 3, 154.
- NAGENT (Etienne), commiss. de police à Sens.
 NAGENT (Nicolas), apothicaire, échevin, 123.
Nailly, Bourg de, 13, 209.
 NATIVEAU, notable, 141.
Nemours, Duché de, 15.
Nevers, Evêché de, 12.
Nord, Villes du, 17, 27.
Normandie, Villes de, 17.
- NOTABLES, voy. aux noms : Adenis, Audebert (père), Benoît, Béraudon, Boulet, Brouet, de Champbertrand, Chassagneux, Desmaisons, Drege, Dubois, Dupuis, Evrat, Fouet, Garnier, Gaudet, Guillemard, Hunot, de Jussy (père), Layné, Nativeau, Rabin, Séard, Soulas.

- NOTRE-DAME, Prieur de, à Sens, 34.
Notre-Dame de Cléry, n. 3, 70.
Noyons, Collège de, 211.
- ODORAN, Chronique d', 44.
 ODOZ (Gilet), receveur, 75, n. 2, 186.
 OGIER (Pierre), receveur, n. 1, 87.
 ORLÉANS (duc d'), 126.
Orléans, Evêché d', 12, 16 ; évêque, 55 ; lieutenant-général de Police, n. 2, 171, 173 ; ordonnances, n. 3, 146, 215.
 ORRY, contrôleur général des Finances, n. 3, 126.
 OSTUN (Guillaume d'), n. 1, 60, 61.
- Parcheminerie*, (Maison de la rue de la), 213.
Paris, Archevêché, 12, 16 ; Collèges, 213 ; Evêché, 12 ; Généralité, n. 4, 83 ; n. 1, 160 ; Hôtel de Ville, 170 ; Intendant de Justice, 133 ; Intendant de la Généralité, 130 ; n. 1, 136 ; Jurisdiction consulaire, n. 1, 94 ; Limite du bailliage de Sens, 13 ; Mesures de, 12 ; Terminus et Départ du Coche d'eau de Sens, 169, 170 ; Ville, 16, 17, n. 1, 62, 76, 215.
Paron, Paroisse et bourg de, 13.
 PELÉE DE CHENOUTEAU, cons. au Présidial, échevin, n. 3, 128.
 PELLÉE (B.), lieutenant criminel, maire, 120.
 PENON (Jehan), procureur au bailliage, 96, 102, 103.
 PÉRIER, procureur, 124.
 PERRAT (Claude), maire, n. 2, 85.
 PERRON (Jean), procureur au bailliage.
 PERRET (Benoist), échevin, 86.
 PHELIPPEAUX (Jacques), Lt. particulier du bailliage, n. 3, 154.
 PHILIPPE-AUGUSTE, n. 1, 13 ; n. 1, 27, 30, 31, 32, 35, 79, 157.
 PHILIPPE-LE-BEL, 50, 157.
 PHILIPPE V, 36.
 PHILIPPE VI DE VALOIS, 38, n. 1, 38, 48.
- PICON (Louis), maire, n. 2, 75.
 PIERRON (Edme), maire, 118.
 PIERRON, receveur, n. 2, 149.
 PLESSY (Nicolas du), clerc de la Prévôté, 58.
Poitiers, 76.
Por-eau-Réon, (Pont sur l'Oreuse), n. 3, 40.
Pontion, Concile de, 44.
Popetin, Foire du, n. 1, 178, 180 ; Maladrerie du, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212.
Porte Commune, n. 1, 88.
Porte du Charnier, n. 2, 195.
Porte du Cloître, n. 1, 88.
Porte Formau, n. 1, 88 ; n. 2, 197.
Porte Notre-Dame, n. 1, 198 ; Quartier de la 88 ; n. 1, 88.
Porte St-Antoine, n. 1, 198.
Porte St-Didier, n. 1, 88, 191 ; n. 1, 193.
Porte St-Rémy, n. 1, 88.
 POT (Gabriel), principal du collège, 216.
Provins, Archidiaconé de, 15 ; Bailliage, 16.
- RABIN (Jeune), notable, 141.
 RAINARD ou RENARD II, (Comte), 24, 25.
 RAOL (Frère), prieur des célestins, n. 1, 62.
 RAOLET (Simon), échevin, n. 1, 85.
Reims, Archevêque de, n. 2, 26, 44.
 RICHER (Jean), lieutenant-général du bailliage.
 RIVET (Dominique de), et les Manufactures de Sens, 164.
 ROBERT I^{er}, 24, 25.
 ROBILLARD (François), procureur de la ville, 125.
 ROBIQUEAU (Jehan), échevin, 87, n. 2, 90.
Rome, La Cour de, et la Commune de Sens, n. 2, 28.
 ROUSSEAU (Jacques), curé de St Romain, 29 ; n. 1, 86 ; n. 1, 88 ; n. 4, 105.
Rousson, Commune de, 30.

- ROYNEAU (Gervais), échevin, 87 ; n. 2, 90.
- RUE (Manuscrit de la), n. 3, 103.
- Rues de la ville, Couverte, n. 1, 88 ; Dauphine, 161, 189 ; Grande-Rue, n. 1, 88 ; de la Parcheminerie, 213 ; Piedfort, n. 1, 88.
- SABOT, Association du, n. 4, 105.
- St Antoine (Maison de), 206.
- St Benoît (ou du Cloître), quartier, 88 ; n. 1, 88.
- St BERTIN, Annales de, 44.
- St BOND (Pierre de), commiss. de police à Sens, échevin, 125.
- St Clément, paroisse, 13.
- Ste Colombè-les-Sens, Abbaye de, 26 ; n. 1, 88 ; Bourg, 13.
- St Etienne, cathédrale, de Sens, 198, 202 ; place, 191.
- St Florentin, Châtellenie de, 13 ; Election de, n. 4, 156 ; grenier à sel, 155.
- St Germain-en-Laye, Edit de, sur le rachat des rentes, 155 ; Lettres de, n. 2, 94.
- St Hilaire, quartier, 88, n. 1, 88.
- St Honoré, n. 2, 108.
- St JEAN-BAPTISTE, Procession du dimanche précédant la, 211.
- St JEAN L'EVANGÉLISTE, Fénés de, 87, 89.
- St Jean de Sens, abbaye, n. 2, 160 ; n. 2, 197, 203.
- St Leu, Forré de, n. 1, 178, 180.
- St MARD et PALETOT, Seigneur de, n. 2, 108.
- Ste Marguerite, n. 2, 108.
- St-MARTIN (Pelée de), échevin, n. 2, 123.
- St-Maurice-Thizouaille, Châtellenie de, 13.
- St-Omer, n. 1, 66.
- St-Paul-lès-Sens, abbaye, n. 2, 160.
- St-PIERRE D'AUXERRE, Abbé de, n. 2, 33.
- St-Pierre-le-Moutier, Bailliage de, n. 1, 13.
- St-Pierre-le-Rond, quartier, 88 ; n. 1, 88, 124.
- St-PIERRE-LE-VIF, abbé de, 19, 25, 26, 28, 31, 32 ; bailli, n. 4, 184 ; religieux de, n. 1, 87.
- St-Pierre-le-Vif, abbaye, 8 ; n. 1, 8, 26, 29, 33 ; n. 2, 33, 59, 172 ; bourg, 13, 32, 173 ; faubourg de, 172, 173.
- St-Rémy, fossés, 161 ; porte, n. 1, 88.
- St-Rémy-lès-Sens, abbaye, 26.
- St-Romain-de-Sens, paroisse, 29 ; n. 1, 88.
- St-Thibault, Foire de, n. 1, 178, 180.
- St-VALÉRIEN (Dame de), 207.
- SALGUES, substitut, 16.
- Saligny, Village de, 32.
- SALLAZAR (Tristan de), archevêque de Sens, 207.
- SALLOT DES VARENNES, maire, 165, 203, 218.
- SANDRIER, substitut, 195.
- SAVIGNY (Martin), receveur, n. 1, 81.
- SEARD, notable, 141.
- Seine, généralité d'Oultre ; Seyne, 111.
- Sens, Archevêché, 11, 12, 13, 113, 157.
- Archevêque, 12, 24, 26 ; n. 2, 26, 30, 31, 32, 50, 51, 79, 112 ; n. 1, 119 ; n. 1, 176, 203, 204, 216, 217. Archidiaconé, 15. Archidiacre, 33, 203, 204. Arts et métiers, n. 1, 176. Avocats, 152. Bailliage, 11, 13 ; n. 2, 14, 15, 83, 87, 95, 147, 151 ; n. 1, 176, 179 ; n. 4, 183, 204. Bureau de Charité, 184 ; n. 2, 184. Chapitre, 19, 26, 58, 151, 202, 203, 215, 216. Chirurgiens, 183. Clercs, 30. Coche d'eau, 169, 170. Comté, 24. Coutume, n. 2, 14. Cristallerie, 164. Destruction de, 25. Diocèse, 15. Eglises, 30. Election, 152 ; n. 4, 156. Grenier à sel, 152. Juridiction consulaire, n. 1, 94 ; n. 1, 119, 152, 170, 181 ; n. 4, 181. Lieutenant de Police, n. 1, 172, 173 et suiv. Maîtrise, 151. Manufactures, 183. Marché, 181 ; n. 1, 181. Médecins,

- 152, n. 1, 176, 183. Mesure de, pour les pièces d'étoffe (Moison), 53. Milice bourgeoise, n. 4, 183. Noblesse, 151. Notaires, 152. Police, 172 ; n. 1, 172, 173 et suiv. Ponts de, 153, 204, 208. Prévôt, 30 ; n. 1, 172. Procureurs, 152. Quartiers, n. 1, 86, 88 ; n. 1, 88. Recette de, n. 1, 154. Receveur des deniers et octrois, 159. Ville, 80.
- Soissonnais*, Villes du, 31.
- Soissons*, Charte de, 27.
- SOUBIRANT, échevin, 122.
- SOULAS, notable, 141.
- SOUTIN, assesseur du maire, 151.
- SOUTIN (Claude), tanneur, 168.
- STORE, off. municipal, 141.
- SULLEROT, notable, 141.
- TANNERIES (P. des), procureur du Roi, 218.
- TARBÉ (Hardouin), procureur, n. 3, 128.
- TAVEAU (Balthasar), procureur au bailliage, 7, 64, 77, 96, 97 ; n. 1, 97, 99 ; n. 1, 99, 102, 104, 147, 183 ; n. 2, 197, 209, 212.
- TAVERNIER (Jehan), trésorier de France, 61, 62.
- TERRE (Mgr Gilles du), n. 1 ; n. 2, 61.
- THÉON, prévôt, 32.
- THIBAUT, comte de Champagne, 53.
- THIÉRAS, procureur, n. 1, 122.
- THOMAZON (Claude-Hector), maire, 127 ; n. 1, 127.
- TISSERAND (Jean), fermier de l'octroi, 153.
- TOLLERON (Jean), procureur-receveur, n. 2, 90.
- Tonnerre*, Commune de, 29.
- Tonnerrois*, 13.
- TOUR (Pierre du), marchand, créancier de la ville, 153, 154.
- Tournelles*, Hôtel des, n. 1, 87.
- Tours*, 76.
- TOYSON (Loys), maire, 98.
- Trainel*, détroit de Sens, n. 2, 50.
- TREILLANT (Jean), échevin, n. 2, 85.
- TRÉMONT (de), lieut.-général du bailliage, 218.
- TROUSSEBACON (Jehan), 208.
- Troyes*, Bailliage de, 13, 16, 83. Doyen de, n. 2, 33. Evêché de, 12. Lt de Police à, n. 3, 175. Marchands, 119. Ville, 16 ; n. 3, 40, 53. Ville d'arrêt, 42 ; n. 3, 65.
- TURBOT, contrôleur général, 197.
- URBAIN VI, Pape, 209.
- URSULINES, Couvent des, 219.
- Utrecht*, Manufacture de velours d', à Sens, n. 2, 164.
- Vanne* (Moulin de la), 209.
- VENUE (Louis), maire, 73.
- Vermandois*, Bailliage de, n. 1, 13.
- VERRES (Antoine de), n. 3, 40.
- Versailles*, Lettres de, n. 3, 128 ; n. 2, n. 4, 168.
- Vezin*, Villes du, 31.
- Vézelay*, Commune de, 30.
- VIEIL-CHASTEL (Pierre de), maire, 75, 76, 81.
- Villeblevin*, 124.
- VILLECHARTRE (Guill. de), 207.
- VILLEGAIGNON (Seigneur de), gouverneur de Sens, 97.
- Villemaur*, détroit de Sens, n. 2, 60.
- Villeneuve-l'Archevêque*, Bailliage, 120 ; Receveur des octrois de, 157.
- Villeneuve-le-Roi*, 30, 34 ; n. 2, 184. Prévôté, érigée en bailliage, 14, n. 15. Receveur des octrois de, 159.
- VILLIERS, officier municipal, 139, 141.
- VILLIERS (Nicolas de), maire, 54.
- Vincennes* (Assemblée de), 51.
- VUITRY (M. A.), acte d'union à la Ligue, n. 4, 104.
- Yonne*, Département, 16. Ponts d', 12, 62 ; n. 2, 184. Généralité d'outre Seyne et, 111 ; Quartier d', 89 ; n. 1, 88, 124.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	7
INTRODUCTION	11
PREMIERE PARTIE. — Les précédents du Corps de Ville	23
CHAPITRE PREMIER. — <i>Rappel historique</i>	23
Section 1. Les Origines	23
Section 2. Vers la Commune	26
Section 3. La seconde Commune	29
CHAPITRE II. — <i>Régime de Transition</i> (des Brandons 1318 (n. s.) à juin 1474)	38
CHAPITRE III. — <i>Organisation et Pouvoirs de la Commune</i> ..	46
Section 1. Organisation de la Commune	46
Section 2. Pouvoirs ordinaires de la Commune	47
Section 3. Pouvoirs spéciaux du Procureur et des Elus en 1436-1438	55
DEUXIEME PARTIE. — Le Corps de Ville de Sens (1474-1789) ..	61
CHAPITRE PREMIER. — <i>Création du Corps de Ville</i>	64
Section 1. Les Lettres-Patentes de 1474	64
§ 1. <i>Origine</i>	64
§ 2. <i>Analyse</i>	65
Section 2. Lettres-Patentes de 1483	70
CHAPITRE II. — <i>Mise en application des Lettres-Patentes</i> ..	74
Section 1. Oppositions	74
Section 2. Base des Oppositions	76
CHAPITRE III. — <i>Réformes du Corps de Ville au xvi^e siècle</i> ..	86
Section 1. Lutte entre le Bailliage et le Corps de Ville ..	86
§ 1. <i>Incompatibilités</i>	87
§ 2. <i>Processus des élections</i>	87

§ 3. Arrêt du 23 décembre 1525	90
Section 2. Lutte au sein même du Corps de Ville entre Gens de robe longue et Gens de robe courte	91
§ 1. Arrêt du 30 janvier 1530	92
§ 2. Arrêt de 1564. Lettres de 1567	95
§ 3. Mise au point définitive. Lettres. Patentes de Charles IX	98
Section 3. La Ligue à Sens	101
§ 1. Attitude du Corps de Ville	101
§ 2. Déclaration. Edit de 1594 (Analyse).	106
CHAPITRE IV. — Evolution historique du Corps de Ville au cours des XVII ^e et XVIII ^e siècles	112
Section 1. Composition du Corps de Ville	112
§ 1. Les officiers municipaux	115
§ 2. Mode de nomination du Corps de Ville	118
§ 3. Conseillers de Ville	127
§ 4. Auxiliaires du Corps de Ville	133
Section 2. Disparition du Corps de Ville. Réforme de 1790	136
§ 1. Nomination de la Nouvelle Municipalité	138
§ 2. Transmission des pouvoirs de l'ancien Corps de Ville à la Nouvelle Municipalité	140
TROISIEME PARTIE. — L'Administration du Corps de Ville	143
CHAPITRE PREMIER. — Finances	145
Section 1. Tutelle Administrative	145
Section 2. Politique du Roi en matière de finances communales	152
§ 1. Vérification des Dettes de la Ville	152
§ 2. Mesures d'assainissement financier	154
§ 3. Réduction des impositions	156
§ 4. Deniers d'octroi (Autorisations et Proroga- tions)	159
Section 3. Deniers Patrimoniaux	160
Section 4. Etat économique de la ville	164
CHAPITRE II. — Police	171
Section 1. La « Police » à Sens	172
Section 2. Police économique	178
Section 3. Police administrative	185

CHAPITRE III. — <i>Action sociale du Corps de Ville</i>	199
Section 1. Assistance aux pauvres	200
Section 2. Assistance aux contagieux	206
Section 3. Instruction Publique	212
CONCLUSION	221
BIBLIOGRAPHIE	227
INDEX DES NOMS	233

